LA PENSÉE

SOMMAIRE

DU NUMERO 55 (*MAI-JUIN* 1954)

NOTE DE LA RÉDACTION

C'est avec grand plaisir que nous signalons le succès considérable remporté par nos conférences de cette année, qui ont rempli la salle des Sociétés savantes d'un public enthousiaste, composé en grande partie de jeunes étudiants. La conférence du 5 avril, qui posait la question : Crise économique aux Etats-Unis ?, *s'est tenue sous la présidence de Jean Bruhat, en l'absence de Georges Cogniot, retenu par la maladie, qui nous avait fait parvenir son allocution d'ouverture dont René Maublanc a donné lecture au début de la réunion. La conférence de Pierre George sera publiée dans un prochain numéro ; l'étude d'Henri Claude, enrichie d'une documentation complète, paraîtra dans la collection* Problèmes, *aux Editions sociales.*



Une fois de plus, l'abondance des matières et les exigences de l'actualité nous empêchent de publier aujourd'hui plusieurs des articles prévus. Nous devons donc réserver à des numéros ultérieurs les articles suivants : L'âge du dilemme, *par Marguerite Bonne et Marinette Dambuyant ;* L'esclavage en Grèce, *par Claude Mossé ; ainsi que la* Chronique musicale *déjà annoncée de Marc Soriano et la fin de l'intéressante étude sur* l'Algérie et Porto-Rico, *qui sera accompagnée d'un article de Jean-Paul Milou sur* Le colonialisme nord-africain.

C'est dans le numéro prochain que nous commémorerons, avec trois articles de savants soviétique, britannique et français, le vingtième anniversaire de la découverte de la radioactivité artificielle.

Dans ces conditions, ne pouvant retarder trop longtemps la publication de ces articles, nous devons remettre au numéro 57 les textes de notre Colloque sur Lénine philosophe et savant, *que nous avions prévus pour le numéro 56.*

Le numéro 56 de la Pensée *paraîtra en juillet et le numéro 57 en septembre.*

Errata

Nous rectifions ici trois erreurs de notre numéro 54.

Page 46, ligne 21. Au lieu de : « Porto-Rico..., dont la population métissée descend essentiellement d'anciens esclaves », lire : « dont la population descend partiellement d'anciens esclaves ».

Page 109, ligne 3. Au lieu de « H. Roddin », lire : « H. Roddier ».

Page 76, la ligne 22 a été faussement intercalée dans le texte, qui doit être rétabli ainsi : « ... De fait, Marx ne se borna pas à relire la traduction de Roy. Tout en lisant il retravaillait son texte, abrégeant ici et complétant là... »

UN INÉDIT DE DIDEROT

par Yves BENOT

ON aurait pu s'en douter. Certaines lettres à Grimm ou à Sophie Volland l'indiquaient assez clairement : il avait dû exister au moins un texte de Diderot consacré à un sujet d'économie politique. Mais de toute façon, le texte lui-même manquait, et les érudits sont fils de Saint-Thomas, souvent plus que de Christophe Colomb. Au reste, il avait été longtemps admis que le philosophe n'avait eu d'idées très précises, ni en matière de politique, ni en matière d'économie. Déjà la publication par Maurice Tourneux des *Entretiens avec Catherine II* aurait dû obliger à modifier cette vue sommaire. Aujourd'hui, la mise à jour, parmi les inédits du fonds Vandeul enfin accessibles, de l'*Apologie pour Galiani*, nous permet de découvrir un nouvel aspect du génie de Diderot, nous donne une nouvelle preuve de son universalité.

De prime abord, l'ouvrage qu'on va lire peut paraître bien technique, bien loin de nos préoccupations. Qu'est-ce donc au juste que cette polémique sur l'exportation des blés qui a tant fait couler d'encre entre 1750 et 1789 ?



Le public cultivé de l'époque se passionnait pour cette question, Voltaire en témoigne à sa manière :

> Vers 1750, la nation française, rassasiée de vers, de romans, d'histoires romanesques, de réflexions plus romanesques encore et de disputes théologiques, se mit enfin à raisonner sur les blés. On écrivit des choses utiles sur l'agriculture, tout le monde les lut. excepté les laboureurs. On supposa, au sortir de l'Opéra-Comique, que la France avait prodigieusement de blé à vendre. Enfin, le cri de la nation obtint du gouvernement, en 1764, la liberté de l'exportation [1].

Vers 1750, écrit Voltaire... c'est-à-dire, pour le traduire en un style moins ironique, vers le temps où les Physiocrates commençaient à se grouper autour de Quesnay. Le temps aussi où paraissaient les premiers tomes de l'*Encyclopédie*. Et ces gros in-folios contenaient le manifeste de Quesnay, l'article *Grains*, où, à grands renforts de chiffres et de raisonnements, il réclame et la priorité pour l'agriculture dans l'économie du pays, et la liberté totale de vendre et d'exporter. Bientôt, ce fut la doctrine régnante, et le jeune abbé Galiani, qu'un traité sur la monnaie avait rendu célèbre à 20 ans, ne pensait pas encore autrement. En fait, l'exportation avait parfois été autorisée dans le passé : en 1715-1723 par exemple. Mais ce n'était que décisions provisoires, prises d'en haut, et sans rapport avec une doctrine quelconque. Maintenant, à quelque distance, mais tout de même aux côtés des Encyclopédistes, toute une école — Quesnay, Turgot, Mercier de la Rivière, Mirabeau le père — la réclamait comme le premier pas vers un régime nouveau.

---

1. *Dictionnaire philosophique*, article Blés.

Sans entrer dans les détails de cette lutte, il suffit ici de savoir qu'en 1763, un premier édit établit la libre circulation des céréales à l'intérieur de la France. En 1764, Laverdy, alors contrôleur général, fit adopter un édit accordant la liberté de l'exportation, avec cette restriction qu'elle devait être suspendue partout où le prix du blé dépasserait 30 livres le septier [1]. On prétend que le préambule de l'édit aurait été rédigé par Turgot et Dupont de Nemours. Jusqu'en 1772, ces deux édits constituaient la législation officielle sur les blés. En 1772, sous le régime Maupeou, l'abbé Terray, contrôleur général, les abrogea purement et simplement. L'édit de Turgot, que Michelet a appelé « la Marseillaise du blé », ne rétablit, pour quelques mois, que la liberté de circulation à l'intérieur du pays.

Mais ce n'est là que la théorie. La pratique était un peu différente. Tout d'abord, l'édit de 1763 n'entra jamais en vigueur. Galiani rappelle ce point dans ses *Dialogues sur les blés* (début de 1770), nous pouvons le croire [2]. Quant à l'édit de 1764, il avait été promulgué au moment où, à la suite d'une récolte abondante, les prix à l'intérieur s'effondraient. La seule conséquence constatable de la liberté de l'exportation fut un renchérissement rapide du blé. On ne peut même pas dire que cette liberté profita beaucoup — fût-ce à un tout petit nombre de gros marchands — puisqu'en fait elle ne fut utilisée que dans une très faible mesure (500.000 septiers, soit 600.000 quintaux par an, affirme Galiani) [3]. Les prix montèrent, tant et si bien qu'en 1768, sur 36 ports, 24 étaient fermés à l'exportation, le prix plafond de 30 livres par septier ayant été atteint et dépassé. Accaparements et manœuvres de toutes sortes se donnèrent libre cours, sans même parler du gouvernement qui stockait 40.000 septiers à Paris, alors que la disette sévissait...

Il est bon de se rappeler que le pain était, plus qu'aujourd'hui, la nourriture de base de l'immense majorité de la population. On estime la consommation moyenne à 3 livres par habitant (au lieu d'une aujourd'hui). Disettes et émeutes de la faim étaient fréquentes, dans ces années 1765-1774.



Revenons à Paris, et plus précisément rue Royale Saint-Roch, chez le baron d'Holbach. Aux vendredis de la « Synagogue », savants, écrivains, économistes se rencontraient et discutaient à longueur d'après-midis. Longtemps, les Economistes que représentait ici l'abbé Morellet — admirateur de Voltaire plus que de Diderot — ne trouvèrent pas de contradicteurs. Il y avait bien ce secrétaire de l'ambassade de Naples, érudit certes, mais qui, somme toute, était surtout là pour les divertir, « pantomime depuis la tête jusqu'aux pieds », comme disait Diderot [4].

Mais le 22 novembre 1768, Diderot en parle sur un bien autre ton.

Enfin, l'abbé Galiani s'est expliqué net. Ou il n'y a rien de démontré en politique, ou il l'est, que l'exportation est une folie. Je vous jure, mon amie, que personne jusqu'à présent n'a dit

---

1. Le septier, ici et dans l'*Apologie*, représente une mesure de 240 livres, au poids de Paris.
2. *Dialogues sur les blés*, éd. de 1770, p. 295.
3. *Ibid.*, p. 293.
4. *Lettres à Sophie Volland*, 20 octobre 1760.

le premier mot sur cette question ; je me suis prosterné devant lui pour qu'il publiât ses idées. Voici seulement un de ses principes. Qu'est-ce que vendre du blé ? C'est échanger du blé contre de l'argent. Vous ne savez ce que vous dites : c'est échanger du blé contre du blé. A présent pouvez-vous jamais échanger avec avantage le blé que vous avez contre du blé qu'on vous vendra ? Il nous montra toutes les branches de cette loi ; et elles sont immenses. Il nous expliqua la cause de la cherté présente ; et nous vîmes que personne ne s'en était douté. Je ne l'ai jamais écouté de ma vie avec autant d'ardeur [1].

J'ai tenu à reproduire tout ce passage, il fixe le point de départ de cette polémique sur les blés, à laquelle deux ans plus tard Diderot allait apporter sa pierre. Les dialogues de Galiani sont chacun datés, le premier du 16 novembre 1768. Sur la page de garde est imprimé ce bref avis au lecteur :

Il est inutile d'avertir que ces entretiens ne sont pas supposés.

Ces indications, on le voit, doivent être prises au pied de la lettre, et c'est dire que si Diderot, l'année suivante, avant de publier le texte, lui « passa la pierre ponce » — Morellet dixit —, toute la société philosophique a contribué à l'élaboration des *Dialogues* ; ils furent, pour ainsi dire, « parlés » avant que d'être écrits. Et l'on peut même imaginer que, dans un coin, l'abbé Morellet écoutait et observait Galiani, enfoncé dans son fauteuil et agitant sa perruque, ainsi qu'il nous l'a peint non sans une pointe de méchanceté.

Mais là n'est pas le plus important. Ici Diderot, que l'on se représente plutôt discourant avec volubilité, apparaît comme un auditeur parmi d'autres. En face de Galiani, qui a déjà passé vingt ans de sa vie à étudier ces questions, le philosophe pour l'heure fait figure de disciple. Et, tout compte fait, Galiani l'a peut-être en effet initié à ces réalités économiques et politiques qui vont prendre dans l'œuvre de Diderot une importance croissante à partir de 1770. Une dernière remarque : Ce que l'on discute ces jours-là chez le baron d'Holbach, ce ne sont pas seulement les théories générales, mais les faits du jour, l'actualité avec laquelle elles s'accordent ou non. « *La cherté présente* », écrit Diderot. Les termes frisent l'euphémisme. C'est la famine qui vient, et l'*Apologie pour Galiani* nous en restitue quelques tableaux.

Aussi bien, les choses ne vont pas en rester au stade des conversations privées. Galiani écrit son livre, dont il faut bien dire — parce qu'il en est ainsi — qu'il reste un chef-d'œuvre du genre, et sans doute le seul traité économique de cette période qui se puisse encore lire sans ennui. Diderot revoit le manuscrit, y apporte quelques corrections de style [2] — l'*Apologie* nous permet d'identifier une de ces corrections au moins —, puis il se met en rapport avec l'éditeur Merlin, et les *Dialogues* paraissent dans les derniers jours de 1769, alors que depuis quatre mois, leur auteur a dû quitter la France. Le premier point du fameux *Sermon philosophique* de Grimm pour le 1er janvier 1770 est l'éloge de Galiani et de son livre. Le succès est immédiat. En trois mois l'édition est épuisée. Pourtant la distribution en avait été empêchée « *sans qu'on puisse deviner pourquoi* », écrit Diderot avec une feinte naïveté [3].

---

1. La discussion avait commencé quelques jours plus tôt, puisqu'une lettre à Sophie Volland du 12 novembre 1768 en raconte le début. Mais celle du 20 novembre me paraît plus explicite, plus significative.
2. Voir les Lettres à Sophie Volland des 2 septembre et 1er octobre 1769.
3. *Lettre à Luneau de Boisgermain*, édition Assézat-Tourneux, XX, 7-8.

Car deviner les raisons du gouvernement n'est pas si difficile : il est vrai que les *Dialogues* se prononçaient, sinon pour la suppression de l'exportation, pour son contrôle, par des taxes élevées à la sortie des blés, et ce point de vue à lui seul pouvait ne pas déplaire à certains ministres, et par exemple, à l'abbé Terray, contrôleur général et très hostile à l'édit de 1764. Mais les raisons de Galiani, en dépit des nuances subtiles qu'il introduit dans sa démonstration, suffisaient à faire de son livre un manifeste de l'opposition. Tout d'abord, l'argumentation du chevalier de Zanobi, porte-parole de l'auteur, s'appuie constamment sur l'étude des conditions réelles de la vente, de la circulation, du commerce du blé. Réaliste dans sa méthode, le chevalier fait écho aux cris des populations affamées ; ce qui entre en ligne de compte, ce ne sont plus ni les principes abstraits — et par là plus inoffensifs — des Economistes, ni la raison d'Etat chère à l'abbé Terray, ni les privilèges et les intérêts des tenants du régime, mais la prospérité de la nation, et la condition du peuple. Tant et si bien que Galiani en arrive à formuler un programme complet de réformes, approximativement le programme de Turgot[1]. Par le ton même, par la force des descriptions des différentes couches sociales, par cet accent passionné que le sens de l'ironie, dont le charmant abbé avait à revendre, ne peut dissimuler, ce livre qui soutient contre les Physiocrates que « la véritable richesse d'un Etat doit être attendue du progrès des manufactures », qui ne perd jamais de vue les intérêts de l'industrie naissante, méritait bien d'être interdit par l'abbé Terray : il y avait là-dedans une manière de poser les problèmes aussi contraire au régime que celle de l'*Encyclopédie* vingt ans plus tôt.

Mais dans le gouvernement lui-même, des clans opposés s'affrontaient. L'abbé Morellet, nul ne l'ignorait parmi les Philosophes, était lié avec un de ces clans, celui des Trudaine et de Choiseul lui-même. C'est même trop peu dire : il était à leurs gages, un « mercenaire », a écrit un jour Diderot. Nous avons là-dessus un aveu dénué d'artifice de Morellet lui-même dans ses *Mémoires*. Il s'agit précisément de cette *Réfutation de l'ouvrage qui a pour titre Dialogues sur le commerce des blés*, contre laquelle Diderot écrivit son *Apologie pour Galiani* :

> Les conseils, j'ai presque dit l'ordre de M. Turgot ne purent l'emporter d'une part sur mon goût pour la polémique, et de l'autre sur le désir que me montrait M. Trudaine de Montigny et qu'avait M. de Choiseul qu'on défendît leur opération contre les plaisanteries de l'abbé[2].

La Réfutation est donc bien une œuvre de propagande gouvernementale, écrite sur commande. Ce qui ne l'empêche pas d'exprimer les idées qui étaient, qui restèrent toujours celles de Morellet. Il est à peine besoin de les résumer d'après ce livre pesant et fastidieux, l'auteur s'étant chargé de le faire quelque quarante ans plus tard :

---

1. Il l'expose à deux reprises : page 239, le Président demande au Chevalier : « Et espérez-vous qu'avec le temps nous puissions parvenir à voir la perception des impôts simplifiée, la charge proportionnelle au revenu, le tarif rendu uniforme et reculé aux frontières, la variété gênante des provinces d'Etat, d'élections étrangères, réputées étrangères, abolie ; les lois rendues claires et générales, l'absurde bigarrure des coutumes détruite, le grand nombre de charges inutiles supprimé, et mille autres améliorations, qui restent encore à faire ? » Ce thème est repris par le Chevalier à la page 255 et il déclare, à propos de l'édit de 1764 : « J'attends un code entier au lieu d'une seule loi ».

2. Morellet : *Mémoires* (chez Ladvocat, 1821), t. I, p. 189.

Voici en peu de mots ma doctrine : Le droit de la propriété, dont la conservation a été le motif premier, ou du moins principal de la réunion des hommes en un corps social, étant antérieur à la société elle-même. la société ne peut y porter atteinte sous aucun prétexte, même sous celui du bien public, au moins dans l'état habituel de la société [1].

Aux analyses de Galiani, à son effort pour comprendre les différentes lois en tenant compte des circonstances locales et des conditions historiques, Morellet ne répond que par des énoncés de principe, par l'affirmation indéfiniment répétée du caractère sacré et intouchable du droit de propriété. Il va jusqu'à dénier toute importance même aux erreurs de calculs, et on peut être certain que le comique de ce passage est totalement involontaire [2]. A quoi bon insister ? Diderot se chargera de mettre les points sur les i.

De ce beau travail, Morellet s'était promis une sorte de « gloire » — c'est son expression —, car toutes les réponses déjà faites aux *Dialogues sur les blés* avaient sombré dans le ridicule. Hélas ! il avait oublié que Trudaine et Choiseul n'étaient pas à eux seuls tout le gouvernement. Au début d'avril 1770, la *Réfutation* était imprimée, prête à être mise en vente. C'est à ce moment que l'abbé Terray, qui ne partageait pas l'enthousiasme de Trudaine pour la « boutique » économiste, la fit saisir. Et l'ouvrage ne parut qu'en 1774, sous le ministère Turgot ; on avait intercalé une feuille qui racontait les malheurs de la *Réfutation*.

Tout de même, il ne faut pas voir seulement dans l'interdiction du livre un épisode de cette lutte de factions qui allait aboutir en décembre de cette même année au renvoi de Choiseul et à la formation du triumvirat Maupeou-Terray-d'Aiguillon. La position de Morellet peut nous paraître moins avancée, plus lointaine que celle de Galiani ; elle n'en contenait pas moins, elle aussi, et à sa manière, un élément révolutionnaire que le régime à son déclin ne pouvait longtemps tolérer. Elle n'opposait à ce régime que la classe des propriétaires, des capitalistes — le mot que Galiani semble ignorer se trouve fréquemment sous la plume de Morellet —, mais elle soulignait si fortement leurs intérêts et leurs revendications que l'aristocratie régnante ne pouvait pas ne pas y voir une menace. Le droit de propriété sous cette forme ne s'opposait pas moins au régime que le souci de la prospérité de toute la nation et des intérêts du peuple, manifesté dans l'ouvrage de Galiani.

Cependant, dans « le récit de ses trente-six infortunes » [3], Morellet ne pouvait pas encore tout raconter : il ignorait un curieux incident, que nous connaissons aujourd'hui par la correspondance de Diderot. Il existe en effet une lettre du philosophe au lieutenant de police Sartine, en date du 10 mars 1770, — donc alors que le manuscrit de Morellet devait être à l'impression. Or, il s'agit là de l'avis d'un « lecteur » à qui le lieutenant de police demandait un rapport sur un ouvrage soumis à l'examen de la censure ; grosso modo, le rapport du « censeur épisodique ». Diderot concluait que rien ne devait empêcher l'impression, mais après avoir assez longuement esquissé sa future

1. Entendez : en temps de paix. *Ibid.*, p. 190.

2. Le voici : « Je ne puis croire que, même dans une matière délicate, des erreurs de calcul puissent être suivies des conséquences funestes que l'auteur fait envisager. » *Réfutation...*, p. 11.

3. Voir la lettre de Diderot à Grimm datée du Grandval, 2 novembre 1770 : « A propos l'abbé Morellet nous est venu avec le récit de ses trente-six infortunes, c'était à crever de rire. » (Edition Assézat-Tourneux, XX, 22.)

Apologie pour Galiani [1]. La lettre au total était sévère pour Morellet. Je ne crois pas cependant que cette assez singulière intervention de Diderot ait été pour quoi que ce soit dans l'interdiction du livre : les autres raisons suffisaient.

L'été se passe. A l'automne, comme on l'a vu, Diderot et Morellet se trouvent ensemble au Grandval chez d'Holbach. Le 2 novembre, Diderot écrit à Grimm et aussi à Sophie Volland. Les deux lettres concordent. Morellet lui a donné le « seul exemplaire » qu'il possède de son ouvrage [2]. Une semaine plus tard, Diderot écrit à Grimm :

> Si vous étiez aussi un peu curieux de mon sentiment sur l'abbé Panurge, je vous donnerais la lettre que je lui ai préparée [3].

L'abbé Panurge, c'est bien Morellet, qui, semble-t-il, aimait à citer Rabelais — et même dans sa *Réfutation*..., ouvrage lourd et compassé s'il en fut jamais. Galiani est absent dans son exil — c'en est un pour lui — de Naples. Et c'est Diderot qui répond à sa place. On peut supposer que la lettre dont il est ici question ne représentait qu'une première esquisse de l'*Apologie* dont nous possédons, dans le fonds Vandeul, trois états [4].

Si même Diderot avait voulu la publier, nul doute que ce troisième essai sur le commerce des blés n'eût subi le sort des deux précédents et eût été interdit. Mais pourquoi l'aurait-il désiré ? Ce texte-ci n'était pas destiné au public, Diderot poursuivait la plume à la main une discussion à l'intérieur de la Synagogue, et il n'était pas question d' « exposer », comme on disait alors, l'abbé Morellet, qui resta toujours au moins un commensal des Philosophes, partisan de la tolérance et de la liberté d'expression, même si sur bien d'autres points il était en désaccord avec les « holbachiques ». Donc Diderot lui répond, pour mettre au net ses propres idées, pour essayer d'éclaircir cette querelle interne [5].



Ce rappel des circonstances dans lesquelles a été conçu le texte que nous publions pour la première fois peut paraître long. Mais, sous un premier aspect, cette œuvre est en elle-même un épisode des polémiques économiques du XVIIIe siècle. Et certes l'abbé Morellet ne voyait les choses que sous cet angle-là, d'un point de vue de « technicien ». A cet égard, nous devons ici nous contenter de l'avoir replacé, d'une manière trop générale, dans son cadre, quitte à laisser à d'autres le soin de poursuivre cette recherche, de dégager l'apport de l'*Apologie* à notre connaissance de l'histoire du XVIIIe siècle.

---

1. Voir édition Assézat-Tourneux, XX, 8-10. C'est dans cette lettre que Diderot cite un fragment d'une lettre de Galiani sur la *Réfutation* : « Le cher abbé Morellet raisonne comme sa tête le mène ; mais il agit par principes ; ce qui fait que je l'aime de tout mon cœur, bien que ma tête n'aille pas comme la sienne, et que lui, de son côté, m'aime à la folie, bien qu'il me croie *machiavellino*. Au reste, son âme qui est bonne, entraînera sa tête ; il finira par ne pas me répondre et par m'aimer davantage. »
2. Voir la lettre à Grimm dans l'édition Assézat-Tourneux, XX, 22.
3. Edition Assézat-Tourneux, XX, 24.
4. C'est le dernier que nous publions, laissant à d'autres le soin d'une éventuelle édition critique.
5. Morellet dans ses *Mémoires* ne fait aucune allusion à l'*Apologie*. Est-ce omission volontaire, ou bien ne lui fut-elle pas communiquée ? Il est difficile d'en décider.

S'en tenir là cependant empêcherait de comprendre la véritable portée de l'*Apologie*, nous priverait des lumières nouvelles qu'elle peut jeter sur l'œuvre de Diderot.

Nous avons déjà remarqué que dans les premiers temps de cette polémique, Diderot faisait encore figure d'auditeur de bonne volonté. Avec l'*Apologie*, pour la première fois, il se sent suffisamment maître du sujet pour intervenir en son nom dans le débat, où, tout en défendant les thèses de Galiani, il apporte enfin son propre point de vue [1]. Et ce n'est pas là une simple défense des thèses des *Dialogues*. Non seulement, dans les premières pages, Diderot — peut-être par un procédé oratoire bien connu, mais pas seulement — laisse entendre qu'après tout, Galiani a pu lui aussi commettre des erreurs, mais on trouve ici un ton nouveau : il insiste sur la valeur de l'opinion du peuple en ces matières, il met davantage en lumière les problèmes de méthode. Et il cherche à montrer, ce que n'avait pas fait Galiani, les rapports entre l'industrie et l'agriculture.

Mais considérons la succession des œuvres de Diderot. Ce même été 1770, il a fait ce voyage à Bourbonne et à Langres, dont il a rapporté le conte des *Deux amis de Bourbonne*, et le récit même du voyage. *Jacques le Fataliste* et *le Neveu de Rameau* sont toujours sur le métier. La série des *Salons* se poursuit. Mais en 1773, c'est le départ pour Saint-Pétersbourg. Diderot écrit, chemin faisant, *le Voyage en Hollande*, qui est plutôt une analyse de l'état de la Hollande, avec ses propres réflexions, en vérité une étude politique, économique et sociale sur cette République de commerçants [2]. Le séjour à Saint-Pétersbourg enrichira le portefeuille de Diderot des *Entretiens avec Catherine II* et des *Observations sur les instructions de S.M.I. aux députés de l'Empire*.

Plus tard viendront le *Plan d'une Université*, l'*Essai sur les règnes de Claude et de Néron*, toutes œuvres où les préoccupations politiques apparaissent au premier plan. Encore n'ai-je pas cité la contribution importante de Diderot à l'*Histoire des Deux-Indes* de l'abbé Raynal. Cette énumération rapide n'a d'autre but que de montrer comment, à partir de 1770 et jusqu'à la fin de sa vie, le Philosophe a porté une attention croissante aux problèmes concrets de la politique de son temps. Je dis bien : de la politique de son temps ; car, si dans l'article *Autorité Politique* de l'*Encyclopédie* (et dans quelques autres de ces mêmes années 1750-1756), Diderot exposait des thèses politiques qui lui ont toujours tenu à cœur, il restait sur le plan des principes généraux [3]. Il en va tout autrement après 1770, et dans cet ensemble d'œuvres « actuelles », l'*Apologie pour Galiani* prend maintenant sa place, qui n'est pas négligeable. D'autant plus qu'il s'agit du *seul* texte spécialement consacré par Diderot à l'économie politique.

Qu'il s'agisse d'un cas unique ne me paraît pas être le fait du hasard. C'est plutôt la conséquence logique de la méthode de Diderot. En bref, il ne

---

1. Pour mesurer son évolution, il n'est que de se reporter aux comptes rendus qu'en 1769, il avait donnés à la Correspondance de Grimm sur les *Ephémérides du Citoyen*, recueil périodique publié par les Economistes. Le ton était alors celui d'un profane (Correspondance de Grimm, VIII, 370-377).

2. Je cite simplement cette définition : « L'ambition de la République est de s'enrichir et non de s'agrandir. Le Hollandais ne veut être que commerçant... » Le rapprochement avec certains passages de l'*Apologie* est évident.

3. *Grosso modo*, c'est la théorie du *Contrat social* qui est définie sous une forme moins utopique que dans Rousseau. Voir à ce sujet, le tome II des *Textes choisis* de Diderot, publiés par Jean Varloot (collection les Classiques du peuple, Editions sociales), notamment, pp. 160-166.

pouvait ne pas tenir compte du principe, déjà énoncé par Galiani, de la liaison des phénomènes politiques, et il n'était pas de ceux qui entendaient se restreindre à des études strictement économiques. Par la suite, c'est dans les œuvres politiques de Diderot que l'on trouvera çà et là l'exposé de ses idées économiques. Mais il faut voir aussi que l'*Apologie* inaugure l'application des principes de Diderot à ces domaines. Sur le problème même de la polémique économique, Galiani résumait ainsi le problème méthodologique :

Les théories générales et rien sont à peu près la même chose. Les économistes croyaient qu'avec quatre mots vagues, et une douzaine de raisonnements généraux on savait tout, et je leur ai prouvé qu'ils ne savaient rien [1].

Diderot aurait sans nul doute contresigné ces lignes. Mais il voyait plus loin et plus large. Car le réalisme de Galiani comportait le danger d'une tendance à l'empirisme.

Diderot, lui, abordait ces mêmes questions, armé d'une conception de la recherche scientifique qu'il avait définie — et pour ne plus y revenir — dans les *Pensées sur l'interprétation de la nature*. Il traitait alors uniquement des Sciences physiques, mais ses réflexions valent aussi bien pour son œuvre politique. La pensée XV définit les « moyens » de la recherche :

Nous avons trois moyens principaux : l'observation de la nature, la réflexion et l'expérience. L'observation recueille les faits, la réflexion les combine, l'expérience vérifie le résultat de la combinaison [2].

Et plus loin, Diderot formule un autre principe :

Le vulgaire demande toujours : à *quoi cela sert-il ?* et il ne faut jamais se trouver dans le cas de lui répondre : *à rien*.

Donc, commencer par l'observation, c'est-à-dire recueillir les faits. C'est ce que Diderot entreprend ici : à ce que Galiani et la lecture des Economistes lui ont déjà appris, il ajoute les résultats de ses propres enquêtes à Langres et en Champagne. A défaut des statistiques d'ensemble [3], il s'efforce d'étendre sa propre expérience, pour opposer aux théories abstraites de Morellet la réalité elle-même. Mais s'il peut y réfléchir, et y réfléchir sur la base de ce principe d'utilité que nous venons de citer, l'expérience *in vito* lui est interdite.

L'enquête elle-même est nécessairement incomplète. Et si Diderot ne conclut pas dans ce domaine avec la même force, la même audace dans l'hypothèse que dans le *Rêve de d'Alembert* par exemple, c'est que justement la recherche des faits commence seulement. On verra dans l'*Apologie* par quels arguments Diderot justifie en pareil cas le recours au genre dialogue dont lui-même en ces années-là va faire un si large usage.



Quoi qu'il en soit, laissant volontairement de côté l'étude des idées écono-

1. Galiani : *Lettre à Mme d'Epinay, 6 novembre 1773.*
2. *Textes choisis*, tome II, p. 49. Voir dans cette même édition, les Pensées XIV, XVI, XVIII, XIX, XXI, XXII.
3. Il en existait déjà, que rassemblait le Bureau des Subsistances, mais elles n'étaient pas publiées.

miques de Diderot d'après l'*Apologie*, ce qui exigerait une étude séparée, je voudrais seulement souligner ici l'enrichissement que ces travaux apportent à l'écrivain Diderot. Car l'*Apologie* est aussi une œuvre littéraire — et dont la valeur ne me semble pas niable. A chaque instant, des scènes, des récits s'esquissent, comme Diderot les a toujours aimés, mais ici, ils sont très véridiquement la transcription non plus d'une vie, d'un drame personnel, mais de la réalité politique de ces années de famine et d'émeutes. Il n'est pas possible que l'auteur de *Jacques le Fataliste* n'ait pas mis à profit ce que l'auteur de l'*Apologie* avait vu et décrit. Le réalisme de Diderot romancier tend à s'élargir, en ces années-là aussi, et précisément en même temps et parce que sa connaissance de son époque s'approfondit. Cela aussi mériterait une étude, dont je ne peux ici qu'indiquer le thème.

Il y a là comme une leçon qui n'a pas cessé, bien au contraire, d'être valable. Ces études si diverses, ces pseudopodes poussés dans toutes les directions, qui donnent à l'œuvre de Diderot, de prime abord, un aspect déroutant, ils constituent la nourriture même de l'écrivain, du conteur et du romancier, la matière de ses plus grandes œuvres. Il importe ici de voir que l'écrivain lui-même ne saurait se nourrir seulement de littérature, de ce que d'autres ont déjà élaboré, qu'il ne peut que gagner à cette prise de contact avec des problèmes, apparemment très techniques, mais qui sont la réalité même de la vie de tout un peuple.

Le manuscrit inédit de Diderot qu'on va lire porte à la page de garde (3e volume *est d'une autre écriture*) :

ŒUVRES POLÉMIQUES ET CRITIQUES DE M. D..., 3ème Volume

Au-dessus du texte figure le titre suivant :

APOLOGIE DE L'ABBÉ GALIANI OU RÉPONSE A LA RÉFUTATION DES DIALOGUES SUR LES BLÉS PAR L'ABBÉ MORELLET

APOLOGIE DE L'ABBÉ GALIANI

par DIDEROT



LA première réflexion qui vient à l'esprit est sur l'auteur de cette *Réfutation*. On se demande quelle espèce d'homme c'est que M. ...[1] qui est l'ami de l'abbé Galiani et qui écrit contre l'abbé Galiani, qui est l'ennemi des Economistes[2] et qui écrit en faveur des Économistes, qui fréquente la boutique des Economistes, d'où il nous rapportait leurs principes sur la liberté de la presse, l'importance d'éclairer la Nation sur ses intérêts, l'évidence l'unique contreforce[3], la liberté du commerce en général, la liberté du commerce des grains, l'agriculture base de toute richesse, et qui a traîné dans la boue l'ouvrage de M. La Rivière[4] où tous ces beaux principes sont établis.

M. ... sait écouter ceux qui ont des idées, il a de la logique, il écrit purement et facilement ; son extrait sur l'Inquisition est bien fait ; ses toiles peintes sont bien faites ; son prospectus du dictionnaire de commerce est bien fait[5] ; sa réfutation des *Dialogues* est bien, mais il n'y a pas une idée neuve, pas une vue qui vous surprenne dans ces ouvrages. Le dernier est tout ce qu'on rencontre dans les Economistes, bien employé contre l'abbé Galiani ; c'est l'ouvrage d'un homme de sens ; et l'ouvrage de l'abbé Galiani est celui d'un homme d'esprit, d'un homme de génie. Tout ce que celui-ci dit, bon ou mauvais, lui appartient. L'abbé Galiani pense et vous fait penser. L'auteur de la *Réfutation* se fait écouter parce qu'il a raison, mais il ne vous fait pas penser parce qu'il ne pense pas et qu'il vous fatigue. Il relève très bien les bévues de son adversaire, mais il en fait de son côté. Après avoir prouvé et bien

---

1. Nous avons respecté le texte du manuscrit qui, à certains endroits, laisse en blanc le nom de Morellet, à d'autres l'écrit en toutes lettres.

2. Morellet ne faisait effectivement pas partie de la « boutique » économiste, il le redit au début de son livre.

3. Les Economistes employaient ce terme de « contreforce », parce que leurs adversaires soutenaient que la noblesse, le clergé, les « Corps » (entendez les Parlements, la Cour des Comptes, etc...) constituaient des « contreforces » nécessaires dans un Etat monarchique.

4. Mercier de la Rivière, économiste, ami de Diderot, auteur de *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* (1767).

5. Les principaux ouvrages de Morellet sont rappelés ici. L' « Extrait sur l'Inquisition », plutôt que la traduction du *Manuel des Inquisiteurs* (1762) désigne probablement le *Petit écrit sur une matière intéressante* (1755), qui est une défense de la liberté de conscience en général, et des protestants en particulier. Les « toiles peintes », ce sont les *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (1758). Le *Prospectus du Dictionnaire du Commerce* avait paru à la fin de 1769. Le dictionnaire lui-même ne fut jamais publié, et c'était un sujet de plaisanteries inépuisable.

prouvé en cent endroits que son adversaire a tort, on ne sait s'il a raison ; et la question reste plus embrouillée que jamais.

C'est moi qui ai publié les *Dialogues* de l'abbé Galiani sur le commerce des blés. Je voudrais bien savoir quelle est la vue de M. ... en me communiquant sa réfutation : cela se découvrira peut-être. Voyons en attendant si l'abbé Galiani mérite les reproches qu'on lui fait.

Page 2. L'espèce de succès qu'ont eu les dialogues [1].

Voilà comment on parle quand on prend son jugement pour celui du public. On aurait beau souhaiter la même espèce de succès à la *Réfutation*, elle ne l'aura pas. L'abbé Galiani sait faire lire le mensonge, et cela est fâcheux ; son adversaire ne sait pas faire lire la vérité, ce qui est plus fâcheux encore.

Ibid. Il a pu séduire des personnes qui cherchent plus dans un livre l'amusement que la vérité.

C'est qu'il est si rare d'y trouver et si difficile d'y reconnaître la vérité quand elle y est, que si l'on n'a pas été amusé, l'on a tout perdu ; que me resterait-il de l'abbé Galiani s'il ne m'eût pas amusé ? Que me restera-t-il de la *Réfutation* si elle ne m'a pas instruit ?

Ibid. L'esprit dominant de l'ouvrage montre peu d'attachement pour la vérité.

L'on se trompe par tant de motifs innocents, qu'il est bien étonnant que vous en supposiez un odieux à un homme que vous estimez ; puisqu'il croit que c'est l'amour de la vérité qui vous a fait écrire contre lui, pourquoi ne croyez-vous pas que ce soit l'amour de la vérité qui l'a fait écrire contre l'exportation illimitée ? Est-ce que vous croiriez lui faire grâce de le supposer aussi honnête que vous ?

L'abbé Galiani aime la vérité autant que vous. Si vous avez pris pour indifférence cet air d'impartialité qu'il a dû avoir dans ses *Dialogues*, qui séduit, qui captive, qui entraîne, tant pis pour vous. Serait-ce parce que vous êtes dogmatique, et que l'abbé est enquêtant, que vous aimez la dispute, et qu'il aime la causerie, parce que vous êtes toujours sur les bancs de l'école, et que l'abbé est toujours sur un canapé ?

Ibid. Légèreté, indifférence dans une matière grave.

Ce reproche est tout aussi bien fondé et tout aussi ridicule que celui que les jésuites faisaient à Pascal. Mais, M. ..., dans un moment vous serez homme à mériter l'inscription de la comédie italienne :

Ridendo dicere verum quid vetat ?...
Ridiculum acri fortius, et melius magna plerumque vetat res [2].

Vous voulez rire et vous ne voulez pas qu'on rie.

Ibid. Respect affecté pour l'opinion commune.

Je ne connais aucun ouvrage sans exception, où il y ait moins d'affectation,

---

1. A partir d'ici, Diderot se réfère aux passages de la Réfutation qu'il cite au fur et à mesure.
2. Pourquoi ne pas dire la vérité avec le sourire ? A coups de ridicule, on empêche souvent plus aisément et plus sûrement les fautes.

S'il a des égards pour les opinions générales, c'est qu'il est moins disposé qu'un autre à croire qu'il a raison tout seul, c'est qu'il regarde l'intérêt comme un fin logicien, c'est qu'il sait que celui qui n'est pas du métier, et qui parle du métier, dit bien des sottises.

Ibid. Flatterie continuelle pour l'autorité de tous les temps et de tous les lieux ; goût très marqué pour le despotisme ; dogme de l'infaillibilité de ceux qui gouvernent, haine des écrivains qui se mêlent d'administration.

L'abbé est moins flatteur que personne : mais il a peine à croire que nos devanciers n'étaient que des bêtes. Il imagine sur certaines choses qu'ils ont bien faites, qu'ils n'étaient pas si sots qu'on croit. Il croit que toute institution bonne passe et devient mauvaise, qu'on ne réforme rien à forfait, et qu'il y a en tout un lambeau d'ancien cousu à un lambeau de réforme nouvelle ; il recherche la couture et sait quelquefois très bien la trouver [1].

Goût marqué pour le despotisme ! Et où cela est-il ? *Dogme de l'infaillibilité du ministère* ! Et où cela est-il ? *Haine des écrivains* ! C'est mépris et quelquefois bien fondé, mais vous, mon cher, n'avez-vous pas eu du mépris pour les Economistes ?

L'abbé Galiani est trop froid pour haïr ; l'abbé Galiani ne hait pas les *Mémoires contre la Compagnie des Indes* [2], je vous l'assure ; pour les estimer, je n'oserais vous le promettre. Et quand on vous accorderait tout cela, qu'est-ce qu'il en résulterait pour la question ? Est-il permis de traduire ainsi son ami ?

Mais pourrais-je vous demander, à propos d'opinions communes, pourquoi vous mépriseriez si fort les notions du peuple ? N'est-ce pas son instinct pour ce qui lui est avantageux qui doit être la base de vos sermons sur la Liberté ? S'il est incapable de se conduire, il faut le mener par des lois ; s'il faut l'abandonner à lui-même, c'est qu'apparemment son expérience, son intérêt, ses réflexions, les notions traditionnelles de ses prédécesseurs le mèneront assez au but. Eh bien, voilà précisément l'idée de l'abbé Galiani. Il va plus loin, il pense qu'un métaphysicien se repaissant d'abstractions dans son cabinet n'aura jamais le tact de l'homme du métier et que pour parler pertinemment de boulangerie il faut avoir mis la main à la pâte, et comme il ne l'a pas fait, lui, il va bride en main ; et comme vous ne l'avez pas fait plus que lui, on ne peut approuver que vous alliez si vite.

---

1. Il est intéressant de citer ici le passage de Galiani auquel semble se référer Morellet et qu'il a compris à contresens :

« *Le Marquis.* — En vérité, tous ces auteurs modernes traitent nos ancêtres bien durement. A les en croire, on dirait qu'ils marchaient à quatre pattes. On répète à chaque ligne, ils ne connaissaient ni les vrais intérêts de la nation, ni la balance du commerce, ni les principes de la bonne administration...

« *Le Chevalier.* — ...Ces lois étaient bonnes et vous descendez de ceux qui les ont faites... L'histoire, le seul tableau qui nous reste des mœurs passées, nous est garant de la sagesse et de l'utilité d'un grand nombre de lois qui ne sont plus bonnes aujourd'hui parce qu'elles ne sont plus à propos. Admirons la sagesse de nos pères et tâchons de l'imiter en faisant ce qui convient à notre siècle. »

Rappelons que les *Dialogues sur les blés* comportent trois interlocuteurs, le Chevalier de Zanobi, porte-parole de l'auteur, le Marquis de Roquemaure qui croyait aux vertus de l'édit de 1764, et le Président, qui lui aussi y croyait, mais représente un adversaire plus réfléchi que le frivole marquis.

2. Morellet avait publié en 1769, à la demande du Contrôleur général d'Invaux, les *Mémoires contre la compagnie des Indes*, qui fut effectivement supprimée par la suite. C'est à ce propos que Diderot, dans une lettre, le traite de mercenaire.

C'est la longue expérience qui instruit, et tout homme qui écrit du commerce sans avoir acheté ou vendu une épingle, tout homme qui écrit du commerce des blés sans en avoir vendu ou acheté un grain ; du commerce d'argent sans avoir possédé un pouce de terre ; d'importation, d'exportation, de ce commerce des mers sans avoir eu vingt sols d'intérêts dans une cargaison, s'expose à dire quelque sottise. Je ne prétends pas que cela vous soit arrivé, mais je vous avouerai que je fais un peu plus de cas des connaissances politiques et spéculatives de M. Necker [1] que des vôtres, et je pense qu'il y a un point que le sage soupçonne d'instinct, que l'homme en fonction aperçoit avec le temps et dont l'écrivain ne se doute jamais.

Page 6. Il a daigné de faire comme l'un d'entre nous.

Le moindre d'entre nous n'a rien fait, n'a rien vu par lui-même, rien manié et ne doute de rien. L'abbé Galiani, de métier, sera toujours méfiant ; il est modeste. Vous n'auriez pas sa manière sceptique de procéder ; tant pis pour vous, car elle est très fine, très agréable, très délicate, très amusante, mais elle demande un génie ; rien de plus conforme à la recherche et à la persuasion, parce qu'on donne le change à la passion.

Ibid. Il y a sans doute tel homme en charge qui, réunissant un esprit juste et un cœur droit avec l'expérience de sa place, a des idées plus saines que tel auteur qu'on voudra choisir.

On sait qui vous voulez dire [2], et l'on ne vous reproche pas d'être un flatteur. Mais cet homme-là avec l'esprit le plus juste, le cœur le plus droit a eu besoin d'une longue expérience pour ne pas commettre plus d'une faute.

L'abbé Galiani a dit :

> Il faut pour gouverner les hommes rencontrer le grand homme, c'est-à-dire celui qui a le désir du bien réuni au calme et à l'indifférence qu'en ont les méchants.

Vous n'êtes pas de cet avis. Ma foi, si quelqu'un n'en devait pas être, c'est moi ; néanmoins je pense comme l'abbé Galiani ; car mettons la main sur la conscience et demandons-nous si notre chaleur naturelle, jointe à la persuasion que nous voulons le bien, ne nous a pas fait faire bien des bévues, que nous n'aurions pas commises avec plus de lumière, autant d'honneur et plus de calme ?

Page 8. Selon l'auteur c'est la bonté du gouvernement et l'état heureux des peuples qui font naître les plaintes des écrivains.

Quoi ! L'auteur loue le gouvernement de la tolérance pour tout ouvrage politique, a-t-il tort ? Si le ministère nous écrase, au moins il nous permet la plainte. Et que penseriez-vous de l'abbé Terray s'il supprimait votre ouvrage [3] ? Qu'il est un despote, un homme injuste. C'est ce que l'abbé Galiani lui disait avant qu'il vous eût offensé.

Vous êtes trop grave, mon cher, vous vous fâchez, l'humeur ne remédie à rien. Eh ! laissez rire l'abbé Galiani qui veut le bien aussi fortement que vous,

---

1. On sait que, vers ces années-là, Diderot se lie avec Necker, dont la femme tenait salon.
2. Monsieur de Trudaine (note du manuscrit).
3. Il n'est pas besoin d'insister sur l'ironie de ce passage : l'abbé Terray venait d'interdire le livre de Morellet !

mais qui n'est pas disposé à s'arracher la barbe et les cheveux parce qu'il ne se fait pas. Si vous êtes jamais dans le cas l'un et l'autre de travailler au bonheur de la société, je compterai plus sur ses moyens que sur les vôtres.

Pape 10. *Il ne faut pas sans doute calomnier le gouvernement, mais il ne faut pas non plus calomnier les écrivains.*

On calomnie le gouvernement lorsque le gouvernement fait le bien et qu'on l'accuse de faire le mal. On le calomnie encore lorsqu'il fait le mal par ignorance et qu'on l'accuse de faire le mal par mauvaise volonté et vous n'avez jamais commis l'une ou l'autre de ces fautes.

Nous voilà à la onzième page de la *Réfutation* sans qu'on ait dit un mot sur la question des blés. A quoi bon ces observations sur le ton, sur les vues, sur le caractère de l'abbé Galiani ? Le rendre odieux et cela n'est pas bien.

Page 11. *M. le Marquis, approuvé en cela par Mr le Chevalier, décide qu'avec toute la pureté de leurs intentions des gens comme cela* [1] *sont pernicieux.*

Celui qui parle est un interlocuteur vif, léger, indiscret, pétulant, extrême en tout, bon cœur, honnête, sensible, mauvaise tête, légère instruction. L'abbé Galiani le fait parler comme il doit. Or, quel coup portent les propos d'un pareil personnage ? Il ne peut ni blesser en blâmant, ni flatter en louant. La société est partagée en deux classes d'hommes ; les uns savent mal et parlent de tout, c'est le grand nombre, et le marquis en est le représentant ; les autres ignorent et cherchent à s'instruire, c'est le petit nombre figuré dans les *Dialogues* par le Président. Il ne faut pas imputer à l'abbé Galiani le vice de ses interlocuteurs ; c'est ce vice qui ôte toute la valeur à leurs discours, et imputer leurs pensées, leur apologie, leur condamnation à l'abbé, ce serait injustice et manque de goût. Il est sûr qu'un Napolitain a moins encore à faire dans notre police sur les grains qu'un Français qui peut mourir de faim, selon qu'elle sera bonne ou mauvaise. Mais qui est-ce qui trouve mal qu'un Français s'en soit mêlé à tort ou à travers ? Est-ce le Chevalier ou le Marquis ? Si c'est le Marquis, le Chevalier vous dira : « Mais Monsieur vous m'accusez d'une effervescence d'esprit qui n'est pas plus de moi que de vous ; en me confondant perpétuellement avec mes adversaires, il n'y a sorte d'impertinence que vous ne me fassiez dire ; je vais mon chemin dans la rue, je rencontre un actionnaire en mauvaise humeur qui me dit : « Monsieur l'abbé Morellet est notre ennemi » ; je m'arrête tout court, je lui réponds : « Non, c'est un galant homme qui a cru servir ses concitoyens », que penseriez-vous d'un tiers qui m'imputerait le propos de l'actionnaire ? Eh bien, mes interlocuteurs sont dans mes dialogues comme dans la rue : chacun pour soi, je ne réponds point de ce qu'ils disent, ni eux de ce que je dis ».

Et quand on a fait une fois cette observation, les trois quarts des critiques sur le ton de l'ouvrage tombent et l'on en conclut, non que l'abbé Galiani soit coupable des bévues dont on l'accuse, mais qu'on ne l'en accuse que parce qu'on feint de ne rien entendre à l'art du dialogue.

Le caractère du marquis étant donné, eh ! qu'importe qu'il ait traité les Economistes d'enthousiastes, de visionnaires ? Il ne blesse personne. Si vous êtes Economiste et que vous attaquiez l'abbé Galiani, comme il a attaqué les Economistes, tout sera dans la règle ; mais si vous n'êtes point

1. « Des gens comme cela » : Les Economistes.

Economiste et que l'abbé Galiani soit votre ami, discutez scrupuleusement des raisons ; mais n'allez pas au delà ; pour peu que vous effleuriez la personne, vous serez indécent, et l'on vous dira : De quoi vous mêlez-vous ? Que ne laissez-vous à ceux qui se croiront insultés le soin de repousser l'injure ?

Page 18. *Les éloges répétés en cent endroits m'ont donné de l'éloignement pour les deux flatteurs et pour celui qui les écoute.*

Assurément, l'abbé Galiani s'est fait porter aux nues par ses interlocuteurs, et il eût été un pauvre dialoguiste s'il y eût manqué. La louange d'un marquis léger et d'un président ignorant : n'y a-t-il pas là de quoi être bien vain ? Vous appelez ces deux interlocuteurs des flatteurs et ils ne le sont point. Le Chevalier leur paraît un homme merveilleux, et ils le lui disent de bonne foi. Les Dialogues sont à présent publiés, mais les interlocuteurs étaient seuls quand ils ont agité la matière ; il faut les supposer seuls, et si l'on ne sait pas faire cette supposition, on n'entendra jamais rien à une composition dramatique. Aussitôt que le poète dramatique introduit le parterre dans la scène, il est faux [1].

Ibid. *Je n'ai que faire des Dialogues, je serai comme le Chevalier un homme charmant, étonnant, je secouerai la tête.*

Essayez, faites des dialogues et vous verrez que cela n'est pas aussi aisé que vous le pensez ; il est étonnant qu'on tienne un propos comme celui-là, quand on a senti le mérite de cet ouvrage ; c'est comme si l'on disait : il ne tient qu'à moi d'être un original.

L'abbé a fait de ses interlocuteurs les représentants de la Société et vous trouvez qu'il a mal fait. Comment s'y prendre pour faire mieux ? Je l'ignore. S'il eût fait un autre choix, s'il eût mis en scène des gens instruits, graves, importants, c'est pour le coup qu'il eût manqué à la vérité et à la décence. Laissons le donc faire ; il en sait bien autant que nous en politique, commerce et finance et nous ne sommes ni ne serons de sa force en verve, en poésie, en imagination, en plaisanterie, en littérature, en érudition, en affaire de goût.

Le dialogue permet des repos et des écarts. Le dialogue est la vraie manière instructive (p. 237 de la *Réfutation)*, car que sont le maître et le disciple ? Ils dialoguent sans cesse. Je pense avec Bacon que quand les sciences ont pris un grand essor, la manière de l'Institution [2] n'a plus lieu, c'est un maître qui parle à un maître. Mais en sommes-nous là en politique, en économie, et surtout en commerce de grains ? Socrate traitait les Athéniens comme des enfants, et il avait raison. Combien de matières, même importantes, sur lesquelles nous ne sommes encore que des Athéniens ! Socrate esquivait aux embûches de l'amour-propre, à l'entêtement de l'intérêt personnel, au sophisme de la passion, il vous conduisait à son but sans que vous vous en aperceviez et il faisait bien.

Page 19. *Puisqu'on veut que les Dialogues soient le pendant des Lettres Provinciales, auxquelles il me paraît en effet qu'ils ressemblent par quelques beaux côtés, mais aussi en ce que le Marquis et le Président n'ont pas plus d'esprit que le Jésuite.*

---

1. Cette allusion aux problèmes de l'esthétique dramatique n'est pas fortuite : Diderot à cette date vient d'écrire les *Observations sur « Garrick »*, première version du *Paradoxe sur le Comédien* (voir la *Correspondance* de Grimm, octobre 1770).
2. L'exposé didactique.

Et puis, voilà un coup de pied à Pascal pour avoir droit d'en donner un à l'abbé Galiani. Il fallait à Pascal un jésuite bon homme, sans quoi plus de *Provinciales*. Il fallait un père Canaye à Charlevoix [1], sans quoi plus de conversation avec le maréchal d'Hocquincourt. Vous accusez l'abbé Galiani d'avoir raisonné d'après les exemples, recherché l'administration des blés dans un petit Etat d'après Genève, d'un Etat médiocre d'après la Hollande, d'un grand Etat agricole manufacturier d'après la France et l'Angleterre. L'abbé expose les faits. Il se demande la raison de ces faits, soit pour approuver, soit pour improuver. L'abbé ne dit point : on fait ainsi à Genève, donc il faut faire de même ailleurs ; il dit : on fait ainsi à Genève et l'on fait bien.

Page 36. *Le blé s'écoule par parties, et à proportion qu'il s'écoule, la force qui le fait écouler, le bas prix où on le prend, le bon prix où on le porte s'altèrent par degrés.*

Cette observation ne donne pas une notion exacte de ce qui se passe dans les temps de disette. Cet écoulement tranquille et proportionné dont on parle, c'est une chimère ; c'est alors un conflit tumultueux de crainte, d'avidité, de cupidité : les uns demandent quatre fois plus qu'ils n'ont besoin pour le moment, parce qu'ils ne savent ce qui sera demain ; d'autres enlèvent, achètent à tout prix ; d'autres ferment leurs greniers et attendent un prix plus haut.

Cet écoulement tranquille ressemble à la plupart des principes généraux que les Economistes avancent avec la plus belle intrépidité, il n'y en a pas un seul qui ne soit sujet à une infinité d'exceptions dans la pratique. Par exemple, vous prétendez qu'en tout état de cause, les provinces méditerranées [2] attirent le blé des provinces maritimes, et vous ne pensez pas que, quand en tout état de cause elles attireraient le blé qui y est, elles n'attireront pas le blé qui n'y est plus. Si le besoin ou la cupidité étrangère a enlevé le grain de ces provinces avant que les provinces méditerranées n'aient senti la disette ou n'aient appelé le blé des provinces maritimes, qu'attireront alors ces provinces méditerranées ? Voilà, ce me semble, entre mille exceptions que souffre votre *en tout état de cause*, une exception facile à prévoir et que vous n'avez pas prévue.

Page 40. *Sur l'exportation illimitée.*

Les répartitions graduelles que promettent les Economistes sont chimériques, surtout dans les temps de disette. D'abord les distances sont quelquefois très considérables. Ainsi le blé sera en Lorraine à 14 livres le septier [3] et à cinquante lieues, à vingt-cinq il sera à 24, à 30, à 36 livres, sans qu'on y en

---

1. Allusion à la *Conversation du maréchal d'Hocquincourt avec le Père Canaye* de Saint-Evremond.

2. Galiani fait en effet intervenir dans les raisonnements du Chevalier cette distinction des provinces maritimes et des provinces situées à l'intérieur des terres, ou méditerranées.

3. Le septier était la mesure de blé la plus courante. Il représentait 240 livres, poids de Paris. Bien qu'ils soient sans doute très approximatifs, nous donnons ici, pour fixer les idées, les prix moyens des blés pendant cette période (en livres et centièmes de livres par septier) :

1763 : 13,05
1764 : 12,30
1765 : 16
1768 : 27,50
1769 : 24,10
1770 : 26,55
1771 : 25,70
1788 : 23,55.

porte, et pourquoi ? C'est que l'alarme ferme les greniers de la province abondante ; c'est que le blé pouvant arriver au lieu de la disette d'une infinité de côtés, il ne vient d'aucun, chacun craignant d'arriver trop tard et de perdre ; c'est qu'il est très difficile de discerner une disette simulée d'une disette réelle ; et que la première cesse tout à coup ; c'est que les cris ne s'élèvent qu'à l'extrémité, c'est qu'alors le temps presse, parce que la faim ne souffre pas de délai, c'est que si les greniers éloignés se ferment, la cupidité qui espère toujours un plus haut prix, la terreur qui craint de manquer, ferment ceux de la province, c'est qu'alors l'autorité est forcée de s'en mêler, et que si l'année dernière (1769) elle ne fût pas intervenue, et que si elle n'y pourvoit cette année, le monopole le plus simple conduira les citoyens dans la même ville à s'égorger, les habitants de différentes villes à se piller ; c'est que la misère rend les convois hasardeux, on craint d'être pillé en route, d'être pillé au marché, c'est que le blé était chez moi [1] à 42 livres l'émine et qu'il n'en venait point de Saint-Dizier, qui n'est qu'à dix-huit lieues, où il était (mesures égales) à 28 livres. C'est que l'état des blés dans une ville n'est jamais à ce degré d'évidence pour les particuliers propre à les rassurer ; que le spectacle de la misère étrangère effraye au point d'aimer mieux garder la denrée, même avec superfluité, que de courir les risques et les maux qu'on voit à côté de soi en en manquant ; c'est qu'alors, comme on ne sait ce qui sort ni ce qui reste, le particulier ne vend pas, sauf à vendre à ses concitoyens, si le blé hausse ; c'est que le peuple ameuté s'oppose à la sortie faisant hausser le blé dans l'endroit, chacun laisse vendre les plus pressés, et qu'on se dit à soi-même : j'aurai le même prix et je le trouverai à ma porte ; c'est qu'il faut laisser là les vues générales et entrer dans tout ce détail de craintes, d'avidité, d'espérances, si l'on veut calculer juste.

Je ne sais si vous avez senti vous-même combien cet endroit de votre réponse était faible et défectueux, car tout de suite vous appelez au secours de la libre et illimitée exportation les droits sacrés de la propriété qui ne sont malheureusement, s'il faut en dire mon avis, que de belles billevesées. Est-ce qu'il y a quelque droit sacré quand il s'agit d'affaire publique, d'utilité générale réelle ou simulée [2] ? On me fait prendre le mousquet, on m'ôte la liberté ; on m'enferme sur un soupçon, on coupe mon champ en deux ; on renverse ma maison ; on me ruine en me déplaçant, on vide ma bourse par un impôt injuste, on expose ma vie, ma fortune par une guerre folle ; mettez toutes vos belles pages dans une utopie et cela figurera bien là ; voulez-vous faire un autre ministère, d'autres maîtres, d'autres lois, un autre gouvernement, d'autres souverains ? L'abbé Galiani sait très bien ce qu'on peut dire du droit de propriété et il est éloquent aussi quand il lui plaît, mais il connaît trop l'esprit de toute société pour s'amuser à des discours qui ne mènent à rien, n'ont mené et ne mèneront à rien.

Le droit de propriété est sacré de particulier à particulier, et s'il n'est pas sacré, il faut que la société se dissolve. C'est le contraire de particulier relativement à la société, car si c'était quelque chose de sacré, il ne se ferait rien de

---

1. Donc à Langres. Il faut ici se rappeler que depuis la mort de son père (1759), Diderot avait hérité de quelques terres et vignobles. Sa sœur en assurait en quelque sorte la gérance, et lui envoyait chaque année ses comptes, et aussi son vin (voir le tome II de la *Correspondance inédite* publiée par Jean Babelon).

2. Il est à peine besoin de souligner qu'ici Diderot reprend et amplifie la critique du régime dans son ensemble déjà amorcée dans les *Dialogues sur les blés*.

grand, d'utile dans la société ; la propriété de quelques particuliers croisant sans cesse les vues générales, elle tend droit à sa ruine, parce que le droit de propriété de quelques particuliers croiserait sans cesse les vrais moyens de son opulence, de sa force et de sa sûreté.

Quand je vous vois sauter lestement sur des observations dont la force m'est connue à moi par expérience, que voulez-vous que je pense de toutes vos généralités ? Par exemple on mange deux fois plus de pain en Champagne, en Bourgogne dans les disettes que dans les abondances de vin ; en Normandie, en Picardie on en mange un tiers de plus dans les disettes que dans les abondances de fruits à cidre. Concluez de là combien l'année moyenne en blé est difficile à apprécier, puisqu'il y faut faire entrer la disette ou l'abondance des vignes, des fruits, etc...

Quand il s'agit de l'action des manufactures sur l'agriculture et de la réaction de l'agriculture sur les manufactures, vous vous en tenez à faire des questions ; mais il n'y a point de questions à faire là-dessus à l'abbé Galiani. Selon lui, en général la manufacture encouragera toujours l'agriculture, et jamais l'agriculture n'encouragera la manufacture, car il est clair que les consommations exciteront la production des denrées, vous n'en exciterez pas la consommation en général. Vous voyez trop par abstraction, vous n'appréciez les effets que solitairement, vous n'entrez pas assez dans les détails qui sont infinis, vous bâtissez en l'air. Pour jeter un peu d'inquiétude sur les généralités de l'auteur, il faut encore que je lui apprenne des choses qu'apparemment il ignore.

J'afferme mes terres, ou tout en grain, ou partie en argent et partie en grain, ou tout en argent. Il y a de l'avantage à affermer tout en grain, parce qu'on a son grain presque immédiatement après la récolte ; parce que le paysan paye ainsi plus facilement, parce qu'on sait ce qu'il a recueilli et qu'il n'a point de prétexte ; parce qu'il faut attendre la vente du fermier et son argent ; parce que le fermier n'attend que pour avoir un meilleur prix ; parce qu'on aime autant faire ce grain soi-même que de le lui laisser ; parce qu'il est difficile d'obtenir de lui un argent qu'il distribue sur le champ à une infinité de besoins ; ce fermier, son propriétaire payé, vend tout le reste de sa récolte, il n'est pas assez pour emmagasiner ; il vit au jour la journée, il achète même quelquefois pour ses semailles, tout le blé est donc dans les villes sur les greniers des propriétaires ; ces propriétaires ne réservent de la vente de leur côté que la quotité juste pour le besoin, et la consommation de l'année ; ils comptent toujours sur une bonne récolte. Imaginez qu'alors tout le blé des greniers des villes soit enharré[1] par un monopole de commissions, imaginez tous ces greniers fermés à la fois. On sait bien à la ville que les blés sont enharrés ; on s'en doute à peine dans les campagnes. Imaginez toute la foule de plusieurs milliers de paysans éprouvant subitement la disette, accourant aux marchés des villes, ou des bourgs voisins et n'y trouvant rien ; c'est ainsi que cela s'est passé quelquefois. On me ferait un certain plaisir de

---

1. Enharrer. Ce terme qui ne figure pas dans le Littré désigne des achats effectués en versant seulement des arrhes. Pratiquement, cela revenait à une forme du stockage. On trouve dans le supplément du Littré :

Enarrheur, S.M. S'est dit de celui qui donnait des arrhes pour quelque opération. A Grenoble où le blé dépassait déjà 4 fr. le quartal [de 27 livres], la crainte des poursuites annoncées contre les enarrheurs a fait faire quelques ventes précipitées à un cours inférieur. BOISLILE, *Corr. contrôl. géné. des fin.*, p. 338, 1693.

m'expliquer comment la liberté illimitée du commerce des blés remédie aussi promptement, aussi sûrement qu'il le faut, au mal qu'elle a produit ! Surtout ne manquons pas d'ajouter à l'effet de cette disette subite toutes les causes secondaires qui concourent à l'augmenter : la cupidité et la crainte qui resserrent, la misère qui s'empare du double, du triple, du quadruple de son besoin ; la violence menaçante qui rend les convois périlleux ; bref, toute la litanie des inconvénients physiques et moraux.

Il ne s'agit pas ici d'affaires de tête, on donnera dans son imagination des ailes à la denrée ; avec ces ailes-là il pleuvra de tous côtés une abondance imaginaire, les peuples seront bien nourris, bien approvisionnés dans le cerveau de nos spéculateurs, mais ils mourront sur la place, ils crieront famine et s'entretueront [...] [1] Une observation surtout très importante, c'est que le commerce du blé a un rapport très étroit avec le crédit du souverain ; dans ce moment-ci où le crédit du souverain est tout à fait tombé, le commerce du blé est devenu un objet de finance. L'auteur, avec sa défense de la liberté illimitée, pourrait-il me dire ce qui s'ensuivra d'une supposition que je vais lui faire, et qui malheureusement est un fait ? Une société fait un fonds de 40 à 50 millions, et par ses agents elle enharre tout le blé de deux provinces, la disette naît dans ces provinces enharrées et dans les adjacentes et voilà les greniers enharrés fermés. Comment préviendra-t-on une misère extrême et subite ? Comment empêchera-t-on et la ruine des propriétaires aisés et le désespoir des malheureux salariés, dont les salaires n'accroissent pas alors mais dont tout au contraire les bras restent oisifs par la suspension des travaux ? Comment la liberté illimitée remédiera-t-elle au désordre de ces effrayants monopoles ? Il a eu lieu sous mes yeux. L'enharrement se fait le plus rapidement et le plus secrètement qu'il est possible, on enharre à tout prix ; à très bas prix d'abord, puis à un prix un peu plus haut, ensuite à un prix très haut, parce que jamais la célérité ne peut être assez prompte, ni le secret assez gardé pour que le citoyen ne profite des demandes réitérées. La disette naît, le prix du blé est extrême ; alors le monopoleur expose son blé à un prix moyen entre celui de son plus haut achat et du prix extrême du marché. Les particuliers qui ont vendu, attirés par l'appât d'un gain, rachètent, le blé revient sur les mêmes greniers et la disette cesse avec le haut prix du blé ; même manœuvre des monopoleurs après que l'abondance ait subsisté quelque temps : rachat, disette renouvelée, revente, et c'est ainsi que des particuliers ayant vendu leur blé jusqu'à trois fois un assez haut prix ont été presque ruinés et qu'au milieu de la lutte des cupidités du propriétaire et du monopoleur, le petit peuple a souffert des maux infinis, et qu'il y aurait eu un soulèvement dans presque toutes les villes de ma province sans les remontrances très violentes des officiers municipaux, et l'attention des intendants.

Page 56. L'établissement des colonies anglaises est, comme tout le monde sait, le fruit de l'activité de quelques navigateurs, de la curiosité et de l'inquiétude de quelques particuliers.

Attribuer à la curiosité et à l'inquiétude de quelques particuliers la fondation des colonies anglaises pourra paraître un moyen bien fluet [2]. L'inquiétude, la curiosité font partie des hommes, l'un s'en va d'un côté, l'autre d'un autre.

1. Un mot gratté dans le manuscrit.
2. Lecture douteuse.

Celui-ci périt, celui-là reste, un troisième revient, mais ce n'est pas ainsi qu'un continent immense se peuple presque en un clin d'œil.

A propos de la population, vous préférez un petit nombre d'hommes aisés à une multitude de malaisés. Combien il y aurait d'observations à faire là-dessus, surtout dans l'état actuel des sociétés, où il faut opposer non pas l'aisance à l'aisance, mais le nombre au nombre. La première condition d'une société n'est pas d'être riche, mais c'est d'être en sûreté. Vous connaissez très bien les avantages de la société considérée en elle-même ; mais ces avantages relatifs à une autre société, qui sont quelquefois contradictoires avec les premiers, ou vous les ignorez ou vous n'en parlez pas. Il faut que la société se maintienne d'abord avant que de s'ordonner pour le mieux.

Page 64. Je conseille de s'occuper d'abord à la recherche d'un principe général, sauf à spécifier les exceptions.

Je n'entends rien à cette logique. Quoi ! Il faut se faire dans sa tête un principe général. Mais il me semble qu'il y a dans les sciences, dans les métiers une méthode qui est précisément le rebours de la vôtre. On commence par des cas particuliers. A force de cas particuliers, en eux-mêmes, et comparés à d'autres, on aperçoit des ressemblances et des différences, et l'on se forme des notions plus ou moins générales, des théories plus ou moins étendues. Ce sont les faits, les phénomènes subsistants qui servent d'échelons pour s'élever et non les spéculations abstraites de marches pour descendre. Avant d'avoir un phénomène dans sa tête, on n'y a rien.

Page 65. Assigner l'étude du gouvernement en petit comme le premier objet dont il fallait s'occuper dans la recherche des principes de l'administration du commerce des grains, c'est comme si l'on prescrivait à celui qui veut étudier l'anatomie de l'homme de commencer par disséquer un sujet auquel il manquerait deux jambes.

Voilà une comparaison de l'anatomie qui n'est pas bien choisie. Est-ce qu'on étudie l'homme en général [1] ? D'abord on s'applique à l'ostéologie ; on étudie l'ostéologie de la tête, et il ne faut pour cela que la tête, on étudie la poitrine, le cœur, l'estomac, les viscères, les muscles, les nerfs ; puis on passe à la contemplation du tout, on ne prend pas un sujet auquel il manque seulement les jambes, on prend un pied, une tête absolument séparée du corps. Sérieusement, vous prétendez qu'il faut examiner une question politique dans un Etat dont *l'organisation soit complète* et non dans un Etat où les choses soient moins compliquées et qu'elle s'y résout mieux et plus aisément ? Ma foi, si ce paradoxe n'est pas un des plus étranges qu'on ait avancé, je n'y entends rien. Il n'y a que le besoin de contredire qui fasse imaginer de ces choses-là. Ce qui me confond, c'est la belle exposition de toutes les combinaisons différentes qui embrouillent le problème et la conclusion qui s'ensuit : donc il sera plus facile à résoudre. Donc résolu là [...] il sera plus généralement résolu, voilà qui est vrai. Donc supposé [...] la [...] [2], il sera plus facile à résoudre, voilà l'absurde, pardonnez-moi l'expression.

Tout ce que vous dites sur Genève est si précaire que j'avoue que j'aimerais

---

1. Tout ce passage rappelle que Diderot était lié avec Mlle Biheron, qui donnait alors des leçons d'anatomie sur un écorché.
2. Mots grattés dans le manuscrit.

mieux m'en rapporter à l'usage actuel et à dix ans d'expérience qu'à tous vos raisonnements. La réponse d'un syndic me satisferait plus que toutes vos idées systématiques. Si je vais jamais à Genève, je demanderai au syndic : pourquoi avez-vous des greniers ? Si le syndic Pieter, qui est honnête et éclairé, me répond : c'est qu'ils sont bons, et ils sont bons parce que mes citoyens occupés de manufactures n'entendent rien à ce commerce, parce que les concurrents ne seraient pas en assez grand nombre pour abaisser la denrée à un prix modique ; parce que ces concurrents pourraient aisément former un corps et tout vexer du plus criant monopole ; parce qu'il n'y aurait de remède qu'en leur opposant l'étranger, ce qui serait pire que le mal ; parce que nous sommes de bons magistrats qui ne pillons pas ; parce que si nous pillions, on le verrait bientôt par le surhaussement du pain ; parce que ce surhaussement, qui ne viendrait pas du prix de la denrée, mais de notre administration frauduleuse, ne tarderait pas à exciter quelque émeute ; parce qu'il ruinerait infailliblement notre manufacture, rien n'étant plus funeste aux manufactures que les variations dans le prix de la subsistance journalière d'ouvriers dont le gain ou le salaire est toujours le même ; parce que nous faisons les provisions à meilleur compte qu'aucun particulier ; parce que nous avons une prévoyance que le particulier n'a pas, et qui lui serait inutile quand il l'aurait ; parce que faisant de gros achats nous obtenons des remises sur le prix, et des délais pour le paiement ; parce que nous perdons rarement, et que s'il nous arrive de perdre, nos pertes d'une année sont plus que suffisamment compensées par les gains de plusieurs ; parce que nos greniers sont bien tenus, et ils sont bien tenus parce qu'il y va de notre vie, de notre sûreté : je croirai le syndic Pieter et j'enverrai promener le Licencié Economiste avec ses cent syllogismes. L'ouvrage d'un raisonneur n'est pas toujours l'ouvrage d'un homme qui a raison.

L'auteur de la *Réfutation* ne fait pas attention qu'une des grandes dépenses du manufacturier est le pain ; premièrement parce qu'il en consomme beaucoup ; secondement parce que le pain n'augmente pas sans que toutes les autres denrées, tous les autres salariés, toutes les autres dépenses relatives aux autres besoins n'augmentent. Quant à ce que l'Etat gagne ou perd à faire la dépense du blé, j'en croirai le syndic qui ne s'enrichit point et qui n'a que de la peine à une manutention dont il ne demanderait pas mieux que de se délivrer, s'il le pouvait sans inconvénient pour la République et pour lui qui en est membre.

Page 78. On leur fait payer par exemple vingt mille livres en blé pour qu'ils ne perdent pas vingt mille livres en montres.

Cela est plaisamment dit, il n'y a que la vérité qui manque. Peut-être ne leur prend-on rien ; peut-être l'année commune est-elle en grain, mais on empêche la manufacture d'éprouver des sautes de prix qui la ruineraient, et cette considération vaut bien la peine d'entrer en calcul. Une manufacture dans une ville telle que Genève ruinée pour deux ans, c'est pour toujours. Y-a-t-il quelque avantage qui puisse compenser ce péril ?

Tout ce que l'auteur ajoute sur le commerce du blé considéré par le côté de la raison d'Etat, sur l'influence de cette raison sur la propriété n'est, n'a été, ne sera respecté que sous le gouvernement des anges. Les biches, les cerfs, les sangliers, les perdrix, les lapins dévorent la propriété, et il y va des galères de les en empêcher ; on fait tirer la milice dans les campagnes et les villes de province et on ne la tire point à Paris. On n'y somme pas en province ni à

la campagne toutes les conditions ; le fils du seigneur et du magistrat en sont exempts, etc... La folle philosophie est celle qui veut s'assujettir les lois de la nature et le train du monde ; la bonne philosophie est celle qui reconnaît ces lois et qui s'assujettit à ce train nécessaire : le train du monde ne changera pas, à moins que vous n'ayez un secret pour ramener et fixer un âge où tout soit dans un ordre renversé de celui-ci, où l'on soit sûr de quarante-neuf bons rois pour un mauvais, au lieu de quarante-neuf mauvais pour un bon.

Page 90. Sur le commerce du blé en Hollande.

Le prix du blé ou du pain varie peu en Hollande ; c'est, dit l'abbé Galiani, que le Hollandais en consomme moins que de tout autre comestible et qu'il suit pour ses achats l'abondance où elle est. L'auteur de la *Réfutation* répond à tout, excepté à ces raisons.

Mais l'abbé Galiani ne prohibe rien, il est pour l'exportation, vous aussi. Vous la voulez illimitée, lui veut lui donner des bornes.

Page 106. Quoiqu'en matière si intéressante les contes puissent paraître déplacés, l'exemple de l'auteur qui les a prodigués nous autorise à en faire un ici dont je crois que l'application paraîtra juste.

Le conte du Lazarone voleur de cochon [1] pêche dans l'application. L'abbé Galiani a parlé de ce droit tout aussi haut et moins longuement que vous. Quand on s'accommode de ce conte, on aurait tort d'être difficile en plaisanterie.

Page 144. Mr le Marquis trouve cela fort plaisant, et le Chevalier convient que c'est de la poésie et de la poésie orientale qui lui est inspirée par le Marasquin qu'il a bu ; quant à moi inutilement boirai-je du Marasquin, je sens que je ne goûterai jamais cette poésie-là.

Buvez du Marasquin, n'en buvez pas [2], on ne sait lequel vous conseiller. Si vous en buvez, vous voudrez être plaisant, et peut-être le serez-vous mauvais ; si vous n'en buvez pas, vous raisonnerez froidement et longuement.

S'il n'y a aucune différence entre le pays qui produit du blé et le vend, et celui qui n'en produit point et qui l'achète, il est donc indifférent de vivre dans l'un ou dans l'autre. Est-ce là ce que vous voulez nous dire ?

Page. 153. Le revenu du propriétaire n'est sujet à aucune variation. Il a un bail.

Dans plusieurs provinces de la France, les trois quarts du temps, un bail n'est qu'un titre trop souvent exercé, en conséquence duquel on saisit les moissons en herbe, on fait vendre les meubles, on traîne en prison des malheureux, et l'on perd deux ou trois années de son revenu. Ecoutez l'histoire des propriétaires ; vous faites annoncer votre terre à affermer, ne craignez pas de manquer de concurrent ; votre bail sera porté jusqu'au taux qu'il vous plaira.

---

1. Voici ce conte (pp. 105-106 de la *Réfutation*) :
« Un lazarone de Naples avait dérobé un cochon sans savoir à qui il appartenait ; il voulait le garder sans remords. Pour cela, il va se confesser du vol ; le confesseur lui enjoint de chercher le maître du cochon et de le rendre ; en lui disant qu'en égard à sa pauvreté, si, après avoir fait toutes les diligences possibles, il ne le trouvait pas, il pouvait garder l'animal. Notre homme, croyant accomplir toute justice, va criant dans les rues à haute et intelligible voix : *Qui a perdu*, et entre ses dents, *un cochon ?* On accourt, on se demande : qu'a-t-il dit ? qu'a-t-il perdu ? Le crieur va plus loin et continue : *Qui a perdu... un cochon ?* Après sa tournée, sa conscience est en paix et le cochon dans son saloir. »

2. Le souvenir de Rabelais est assez évident ici (scène de Raminagrobis).

Ceux qui le prennent n'ont rien à perdre : si toutes les années sont bonnes, ils auront vécu trois, six, sept, neuf ans à vos dépens ; s'il survient des disettes, ils resteront aussi pauvres qu'ils l'étaient et vous serez endetté de trois ans. Vous deviez retirer dix mille francs par an, vous avez arrangé votre dépense là-dessus, et vous êtes au milieu, à la fin du bail en déficit de neuf mille francs. Vous ne dites pas : mon bail était trop haut, le nombre des concurrents et votre malaise en imposent. Vous faites louer derechef vos terres, autres concurrents bien plus hardis que les premiers, car ils sont d'autant plus hardis qu'ils ont moins, et votre bail monte à douze mille francs. C'est-à-dire qu'au milieu, et sur la fin de votre bail, vous êtes en déficit d'environ quinze mille francs ; l'habitude est prise, et vous n'en rabattrez rien. Savez-vous à quelles conditions on esquive à ces pertes ? C'est en rebaissant ses terres à un quart en dessous du prix de la concurrence. Tous les ans, il vient des enchérisseurs qu'on envoie promener. Quant à ces arrangements de fortune sur les baux, je vais en faire sentir les suites par un exemple qui se passe sous mes yeux. Le gibier et le poisson sont chez moi (à Langres en Champagne) tantôt à très bas, tantôt à très haut prix ; l'effet de cette vicissitude, c'est qu'il y a très peu de gens assez sensés pour faire bonne chère dans le bas prix et se contenter d'une table frugale dans les hauts prix : on a pris l'habitude de la bonne chère dans le temps de l'abondance, on la garde dans le temps de cherté et on se ruine.

En dépit du bail avec mon fermier, mon revenu varie sans cesse, je ne me sauve de là que par des baux à bas prix ; dans les mauvaises années, mon fermier, jaloux de garder ma terre, emprunte pour me payer. S'il meurt, il ne me doit rien ; mais il doit à d'autres qu'il n'a pas payés. Qu'il meure ou qu'il vive, il reste indigent et... voilà de vos généralités.

Page 156. Comparaison du peuple agricole au joueur [1].

L'auteur de la *Réfutation* parle de l'habitant de la campagne, l'abbé Galiani du propriétaire habitant la ville. Aussi le premier voit-il ici une contradiction, où il n'y en a point. Il a oublié que c'est l'habitant de la ville qui caractérise une nation, qui la rend riche ou pauvre, sage ou folle, que c'est ce dernier dont la vie ressemble à celle du joueur dont il ne peut s'empêcher de prendre le caractère.

Il faut être bien prévenu pour traiter de peu d'esprit la comparaison du peuple agricole et du joueur. Le joueur heureux et le joueur malheureux ont tous les deux le caractère du joueur. C'est cette incertitude qui se promène sur toutes les provinces, qui affecte la nation agricole et qui l'assimile si bien au joueur. La récolte totale régulière n'obvie à rien de ce côté, non plus que la presque égalité des pertes et des gains du joueur dans le courant de l'année ; d'ailleurs des récoltes à peu près égales et régulières, quand la chose ne serait nullement contestable, signifieraient peu, vu la diversité infinie des causes qui font varier la consommation. L'histoire du peuple agricole dans l'abbé Galiani embrasse une suite de siècles et n'embrasse que quelques années dans la tête de son adversaire.

---

1. Le Chevalier compare en effet les fortunes qui reposent sur la propriété terrienne à un jeu. Il faut ici tenir compte de l'état de l'agriculture au XVIIIe siècle, des mauvais procédés de conservation des récoltes, de l'ignorance des assolements, etc... pour voir la part de hasard qui en effet intervenait dans la vie d'un propriétaire terrien.

Pàges 164-165. *Sur les émigrations.*

Dans les émigrations occasionnées par la superstition et l'intolérance, qui sont ceux qui s'en sont allés par milliers ? Le manufacturier, l'homme sans propriété, le laboureur, le fermier même, le salarié misérable qui forme la multitude des champs. Qui est-ce qui reste ? Celui qui est attaché à sa glèbe. L'aisance, dans laquelle on oublie le ciel, détruit la superstition, compagne et fille de la misère et du malheureux. L'état qui vous émancipe, tel est celui du manufacturier qui s'en va avec ses deux bras, réduit le despotisme à rien ; les métiers hasardeux sont tous superstitieux, le marin, le joueur, l'agriculteur, le militaire.

Jusqu'à ce qu'il y ait du trop plein partout, tout homme qui n'a que ses bras et un métier, peut aller où bon lui semble, et l'auteur de la *Réfutation* n'a pas réfléchi à ce qu'il dit sur ce point. Quand il pourrait être gai et plaisant, il est dur et triste sans nécessité.

Page 167. *De tous les biens-fonds les vignobles sont le plus à charge au propriétaire.*

Enoncé faux dans sa généralité, il ne l'est qu'au petit propriétaire, à celui qui n'est pas assez riche pour garder sa denrée. Le petit propriétaire est obligé de vendre dans l'abondance et de vendre à bas prix. Le propriétaire garde et s'en trouve bien. Les petites propriétés en vignes et en mauvaises vignes changent souvent de maîtres, non les grandes et dans les bons vignobles.

Qui est-ce qui forme la population des champs ? Est-ce un petit nombre de fermiers aisés ? ou la multitude infinie de salariés misérables ? Il serait aussi absurde de juger des campagnes par les premiers que de juger de la ville par les fermiers généraux. Sur quelques fermiers aisés de la Flandre, du Languedoc, de la Picardie, de l'Isle de France, l'abbé Morellet voit toujours l'agriculture enrichir, tandis qu'elle ne met à l'aise que trois hommes pour en laisser trois cents dans la peine, les petits fermiers, les petits laboureurs et les salariés de tous. Vouloir représenter une campagne par quatre fermiers, c'est oublier la misère trop réelle de la multitude.

Page 185. *Rapport de l'industrie à l'agriculture.*

L'industrie a certainement un produit net, tout comme la terre. J'ai acheté de l'agriculteur une matière brute 20 livres. J'emploie deux mois de mon temps et de mon savoir-faire à la travailler et pendant ces deux mois j'ai dépensé en tous besoins vingt écus ; après ces deux mois de travail, je vends, soit au citoyen, soit à l'étranger, mon ouvrage dont je retire trente écus. J'ai donc 29 livres de produit net et si net que je puis travailler derechef, ou ne rien faire.

Si je ne fais rien, si je m'en tiens à payer le travail des autres et à en jouir, je force les autres à travailler d'autant pour gagner ce produit de mon industrie que je ne leur donnerai pas pour rien. Ce n'est pas proprement à moi qu'ils sont obligés de le demander, c'est à la terre ; voilà donc un oisif qui boit, mange et dont il faut suppléer les bras. Si ces oisifs se multiplient, il faudra que leurs représentants dans les champs se multiplient en proportion. Le nombre de ces oisifs pourra être tel que les terres et les bras qui doivent suppléer les leurs en soient épuisés.

Et voilà la limite de l'industrie et de l'agriculture dans un pays pris solitairement. On y touche lorsque le produit net de l'industrie, cette oisiveté, ou possible, ou réelle, de l'industrieux à compenser par le travail de l'agricul-

ture, va jusqu'au travail possible de l'agriculteur, et au revenu possible à obtenir de la terre. C'est lorsque l'industrieux exige plus d'hommes, plus de travail, plus de revenu d'agriculture qu'il ne reste de représentants pour lui dans les campagnes.

A mesure que cette représentation devient difficile, l'industrie tombe, son produit net diminue ; elle cesse quand ce produit net est zéro, et c'est ainsi que l'industrie et l'agriculture se balancent nécessairement d'une contrée à une autre, et que leur rapport varie en raison de la fertilité plus ou moins abondante de ces contrées.

Tout est au mieux lorsque le rapport des industrieux aux agriculteurs est tel qu'il ne reste plus un seul bras dans les champs pour suppléer le bras oisif d'un manufacturier. La manufacture est alors la plus abondante, son produit net le plus faible, et l'agriculture la plus en valeur. Dans toute contrée en rapport, ce rapport est vacillant ; il ne peut être le même dans les contrées où la fertilité du sol offre quelque différence.

Comparons à présent l'industrie nationale avec une agriculture étrangère et nationale. Qu'en résultera-t-il ? Que le produit net de l'industrie s'accroîtra, que poussée à son plus haut accroissement, dont le dernier terme sera très éloigné, elle s'y soutiendra plus longtemps, parce que ce n'est plus dans une seule nation, c'est dans deux, trois, quatre nations qu'il faut chercher le nombre des agriculteurs propres à compenser l'activité possible ou réelle de l'industrieux, le nombre de ses représentants dans les champs labourés.

Voici quelques questions que l'auteur de la *Réfutation* m'aurait fait un certain plaisir de résoudre : Pourquoi la culture est-elle plus belle et plus riche dans les contrées de Maroc nourricières du midi de l'Europe, et accablées sous le plus cruel despotisme, qu'en Europe, qu'en Angleterre même, le pays de la liberté ? Pourquoi les provinces de la Pologne, le pays le plus pauvre, et sous le plus infâme gouvernement, sont-elles la mère nourricière du Nord ? Je le prie de rêver un peu à un monopole national et tout formé en Pologne, c'est le monopole du Roi et des Grands. Eh bien, je demanderai si ce monopole n'est pas en grand ce qu'est le monopole de trois ou quatre fermiers aisés de nos campagnes. Ce sont, et ce seront à jamais les Palatins de la Brie, quoi que puisse faire l'auteur avec sa liberté illimitée. Il leur permet d'être riches, je le vois bien, mais ils ne le seront pas et je ne verrai jamais dans la Pologne que des esclaves indigents et quelques tyrans monopoleurs riches, et dans nos campagnes, quelques fermiers aisés, riches même, si l'auteur l'exige ; et une multitude de salariés gueux et malheureux.

M. l'abbé Morellet parle de l'Angleterre et il ne voit pas la différence par rapport à tout commerce, et surtout au commerce des blés, d'un insulaire qui tourne comme une hirondelle tout autour de son pays et d'un peuple méditerranée. Point de disette, impossible dans les provinces maritimes et souvent plus d'avantages à porter les secours par mer des provinces maritimes au centre, en tournant, que des provinces maritimes au même centre, en allant droit, ou du centre à la circonférence ; pour cela il ne faut qu'une montagne interposée.

Aux considérations topographiques de l'abbé Galiani en provinces maritimes et provinces méditerranées, joignons-en une très importante, c'est que la France est entourée de peuples qui ne recueillent jamais assez de grain pour leur subsistance : Savoyards, Espagnols, Portugais, Lorrains, Suisses ; ajoutez à ces éponges altérées et dont vous êtes environné une disette dans le Brabant, dans les Pays-Bas, et le septentrion dégarni, intervalle intermédiaire, pauvre

de blé qui ne marche pas, qui marche lentement, vient tard par des raisons déjà dites, la crainte d'être ruiné par un mécompte sur le temps.

L'exportation fait entrer, dit-on, trente-deux millions, disons avec l'abbé Galiani quarante ; mais je demande très sérieusement si c'est un bien, si c'est un aussi grand bien qu'on veut nous le persuader ?

Autre chose. L'abbé Galiani veut comme son adversaire la liberté du commerce des grains ; mais lui la veut protégée, parce qu'il sait que rien ne va seul dans aucun pays du monde, et que toute protection qui ne rend rien au protecteur cesse ; qu'a-t-il donc fait ? Il a dit : J'en fais la base d'un impôt ; cet impôt s'emploiera à rendre la circulation facile, en levant toutes les sortes d'obstacles qui la gênent [1] ; ces obstacles levés, l'impôt cessera-t-il ? Non. Je ne veux pas même qu'il cesse, parce que je le crois utile. Que deviendra-t-il donc ? Portion du revenu du Roi, ressource du fisc, objet de contrôle général, protection assurée, et philosophie usuelle et non idéale. « A kind of policy calculated for the ways of the world because it is a false view to calculate the independent and necessary ways of the world for philosophy [2]. »

Mais revenons à ces trente ou quarante millions produits par l'exportation. Le Roi, en conséquence de l'augmentation du prix du pain, a fourni le pain à ses valets, il a fait une dépense de plus, aux dépens de qui ? De vous, de moi, et de l'agriculteur. Les autres maîtres ont augmenté le salaire des leurs. L'agriculteur n'a pas porté ces trente-deux millions à la terre, car n'a-t-il pas des valets salariés, des besoins de toute espèce ? Ces besoins satisfaits à plus grands frais, que lui en reste-t-il à lui dans les baux qui ne manqueront pas d'être augmentés ? Car l'accroissement du prix de toute chose se fait bien autrement sentir au propriétaire. Ajoutez que ce bien n'est que local, et que le surhaussement de tout est général. A votre avis, mon cher abbé, vous qui connaissez si bien le détail immense des besoins qui viennent après celui du pain, et qui savez si bien en tirer parti contre votre adversaire, que restera-t-il à l'agriculteur ? Il dépensera davantage, et n'en sera pas plus riche, peut-être moins, car il n'a point de terre à lui, et si son propriétaire hausse le prix du bail au delà de la quotité de ces 40 millions que touche l'agriculteur, le pauvre agriculteur n'en sera que plus vexé, et la multitude immense de ses salariés que plus pauvre. Or ce propriétaire vraiment appauvri par cette richesse accidentelle, qui ne lui donne qu'un plus haut prix d'une denrée, tandis qu'elle accroît le prix de tous les autres besoins, n'augmentera-t-il pas son bail au delà de la quotité qui est un gain pour l'agriculteur ? Est-ce la proportion de l'augmentation du revenu de l'agriculteur, ou le rapport de l'accroissement du prix de ses besoins qu'il consultera ? et puis l'impôt du souverain restera-t-il le même ?

Page 199. *Sur les manufactures anglaises.*

Non, les manufactures anglaises ne peuvent prospérer, ou si elles se soutiennent, c'est par un ressort momentané, l'esprit patriotique qui aime mieux

---

1. Galiani demandait l'établissement d'une taxe à l'exportation, avec le produit de laquelle il voulait procéder au rachat des péages et droits féodaux qui gênaient la circulation intérieure. Contrairement à la thèse soutenue ici par Diderot, il semble bien que Galiani était prêt à voir cette taxe supprimée, une fois les opérations de rachat terminées.

2. Une politique établie selon le train du monde, car c'est une erreur de déterminer les lois du monde du point de vue de l'esprit.

payer cher l'industrie de son concitoyen que recevoir le bon marché de l'industrie étrangère. La masse énorme de l'argent a fait monter la main-d'œuvre à un prix exorbitant ; mais quel doit être à la longue l'effet de cette masse ? De tout détruire. Croyez-vous que Rome fut très puissante lorsqu'une paire de poulets se payaient dix-huit francs, et qu'un particulier comme Apicius, à qui il ne restait plus que neuf cent mille sesterces, se donnait la mort, parce qu'il aimait mieux mourir de sa main que de périr d'indigence ? En Angleterre, le fermier est économe, l'habitant de la ville est modeste, l'argent surabonde. Concluez... concluez qu'il y a un terme à tout.

Page 211 [1]. *Le commerce des denrées diminue en raison des bras, et il est limité par l'étendue du sol. Le commerce des manufactures augmente en raison des bras et il est illimité.*

Les manufactures font naître et travailler les bras qui cultivent et cela n'est pas réciproque. Envoyez un million d'hommes à Lyon et vous y produirez la misère ; jetez un million d'agriculteurs de plus en quelque endroit de la France qu'il vous plaira de choisir et vous y produirez la misère ; c'est qu'il faut que l'accroissement de la manufacture aille peu à peu afin que l'accroissement de la culture le suive. C'est qu'il y a un point que l'abbé Galiani et l'abbé Morellet ont méconnu tous les deux [2]. Ils ont à l'envi sauté par-dessus en sens contraire ; cela étant fait, ils se sont trouvés l'un et l'autre loin de la vérité.

Les manufactures ne donneront pas sans doute la première naissance à l'agriculture, car il faut être et manger avant que de s'industrier ; mais une fois l'industrie produite, c'est elle qui fortifiera, étendra la manufacture.

La faim donne naissance à l'agriculture ; mais la terre cultivée ne donne presque rien comme notre besoin l'exige, pas même notre blé ; il faut des préparations à tout, et puis qui est-ce qui consomme et ne produit rien ? Qui est-ce qu'il faut nourrir ? Ayez beaucoup d'hommes à nourrir, c'est-à-dire beaucoup d'acheteurs et vous aurez trouvé le vrai, l'unique secret de multiplier, d'encourager les vendeurs. Qui sont ici les acheteurs ? Les manufacturiers. Qui sont les vendeurs ? Les agriculteurs. Que vendent-ils ? Les denrées. Pourquoi le vendeur se pourvoira-t-il de denrées s'il n'a pas son acheteur tout prêt ? Considérons encore que c'est le manufacturier qui accélère la destruction des richesses premières de la terre, c'est lui qui les porte au moment de l'usage, et de l'user. Plus on manufacturera, plus il y aura de destruction ; plus il faudra de réparations. C'est par la manufacture que tout s'achemine à rien, et c'est l'agriculture qui remplit sans cesse le ravage de l'industrie. Manufacture, agriculture, mouvement circulaire, où la première impulsion est venue presque conjointement de l'agriculture et de l'industrie, mais qui est accéléré non plus par l'agriculture, mais par la manufacture, qui pousse sans cesse en détruisant, et dont c'est là tout l'effet. Point de valets s'il n'y a point de maîtres. Si la manufacture ne détruisait pas, quel besoin aurait-on de réparations ?

---

1. Nous respectons le texte du copiste ; il y a de toute évidence une erreur de pagination.
2. Autrement dit, les choix inverses de Galiani et de Morellet, l'un préoccupé avant tout de l'industrie, l'autre de l'agriculture, ne sont pas le fait de Diderot qui cherche la liaison entre les deux.

Page 204. Pour la promotion de l'agriculture, il est indifférent qu'une grande ville soit peuplée de gens riches ou de manufacturiers.

Je ne crois pas cela. L'homme riche fait venir de loin, le manufacturier veut que la denrée soit à la portée de sa main ; le consommateur riche laissera un temps infini la terre qui l'environne inculte. Le consommateur pauvre la féconde. Qu'est-ce qui rend nos marais [1] si beaux ? C'est le peuple et substituez des riches à sa place, non à présent, mais à l'origine et vous verrez si vous aurez des marais. Le manufacturier avance plus l'agriculture en dix ans, que le consommateur riche ne le ferait en cent ans, parce que l'habitude d'appeler de loin la denrée durera et empêchera ou différera longtemps ce rapprochement de culture et de denrées dont l'abbé Morellet parle ; les uns s'en soucient peu, les autres ne s'en occupent pas et comment s'en occuperaient-ils ? Ils sont timides originairement, ils ne peuvent faire une tentative, ils ne l'osent.

Page 206. Je ne puis m'empêcher de trouver cette explication risible. Y-a-t-il une seule entreprise de culture qui puisse subsister autrement que par elle-même ? et par ses propres profits ?

Je ne conçois pas comment on peut se moquer de la manufacture entremêlée avec l'agriculure, tandis qu'on a autour de soi, à Deuil [2] et ailleurs, des exemples de l'effet excellent de cette association, que des seigneurs l'ont tenté avec succès dans leurs terres, que c'est ainsi qu'ils ont sauvé des villages entiers des horreurs de la misère. L'auteur parle sans cesse de capitaux fournis par le produit net des terres, tandis que j'ai beau regarder autour de moi, et qu'entre une infinité de fortunes faites les unes par le commerce, les autres par la finance, les autres par l'industrie, j'en cherche une faite immédiatement par l'agriculture, et que je ne la trouve pas ; à peine vois-je des familles qui se soutiennent dans l'aisance.

Lorsque les gros emprunts de l'État ont lieu et que le souverain est dissipateur et accrédité, tout l'argent va dans ses coffres parce qu'aucun bien fond ne peut rendre le même intérêt ; lorsque le grand Emprunteur est décrié, on se jette dans les biens-fonds, ils s'accroissent de prix, mais le revenu est le même. Mon bien de province vaut actuellement soixante mille francs, mon capital est augmenté ; et mon revenu est toujours de quinze à seize cents francs, tous frais faits. Comment l'auteur veut-il que j'amasse, que je thésaurise ? Quel moyen y-a-t-il pour porter mes capitaux vers la terre, tandis qu'il n'y a aucune sorte de spéculation qui ne me rend deux fois davantage ? La terre reste, mais c'est une assurance qui me coûte bien cher. Je me trompe à la longue, le produit d'une industrie quelconque multiplié par le risque est égal au produit net de la terre multiplié par la certitude. Tout tend donc encore de ce côté à se mettre de niveau et la préférence accordée est une affaire de fantaisie. Les uns disent : *qui va piano va sano*, et ils réalisent en biens-fonds ; d'autres disent : je veux aller vite et ils se jettent d'un autre côté : ici fortunes et ruines rapides et fréquentes. Là, nulle ruine, fortune médiocre et sûre. Dans l'état actuel des choses, il n'y a que les hommes très opulents qui puissent souffrir un déchet de revenu aussi considérable que celui qui résulte de l'achat d'une terre. Fermez les boutiques de la rue St-Denis et de la rue St-Honoré ; videz les magasins, que les manufacturiers laissent leurs ateliers, qu'ils se fassent propriétaires de

1. Marais : jardins potagers.
2. C'est dans les environs immédiats de Deuil (S.-et-O.) que se trouvait le château de la Chevrette où Mme d'Epinay recevait Grimm et Diderot.

biens-fonds, et les dix-neuf vingtièmes de ces particuliers qui trouvent l'aisance dans leur état, n'auront pas du pain à manger, ni de l'eau à boire. Tous les propriétaires de biens-fonds de ma province qui n'ont aucun état qui les soutienne, périssent à la longue. Le fait est sûr, l'auteur en peut chercher la raison. La meilleure qui se présente à moi, c'est que le revenu territorial s'accroît peu, diminue ou se soutient dans une proportion médiocre, et que le luxe porte les dépenses fort au delà de sa progression.

Page 239. Sur l'édit qui permet l'exportation des grains.

Lorsqu'on craint les révoltes, laisse-t-on le peuple maître du commerce des grains ? Lors donc qu'on en use ainsi avec lui, c'est qu'on est sûr de son affection.

L'abbé Galiani expose ou commente l'esprit de l'édit de 1764 bien ou mal, il en conclut la confiance du maître et la bonne volonté des sujets, le caractère d'un empire un, paisible, non divisé, et cela par la raison que ce commerce serait gêné, comme il le fut un temps, lorsque toute la France était déchirée par une infinité de factions [1], de partis tous jaloux les uns des autres ; et à propos d'un morceau de pure éloquence, d'une tirade d'imagination, l'auteur de la *Réfutation* s'échauffe, et crie à tête perdue : au machiavéliste, au fauteur du despotisme, à l'ennemi de la liberté ; il voit l'abbé Galiani la plume à la main ajoutant un nouveau chapitre au politique florentin. O l'abbé ! Si c'est ainsi que vous en usez avec vos amis, je n'en veux plus être.

Mais le bon de l'affaire, c'est que vous remerciez (page 242) le souverain de s'être départi du moyen de tenir ses sujets en esclavage en leur accordant le commerce libre des grains ; ainsi vous voilà d'accord avec l'abbé Galiani, à cette seule différence près, que sans qu'on voie bien pourquoi, vous, vous êtes un bon citoyen, et que votre antagoniste est un machiavéliste, un traître.

Et où est donc la bizarrerie de louer l'esprit de bienfaisance dans lequel un présent a été fait, quoi qu'il s'en suive du don même des conséquences fâcheuses que le bienfaiteur n'a pas prévues ? C'est ce qui se fait tous les jours. Est-ce que vous ne savez gré que de la chose qui profite et que la meilleure intention sans l'effet n'a pas droit à votre reconnaissance ?

[...] [2]

Page 260. J'aime les conteurs et les hante volontiers, comme dit Panurge en un autre sujet, mais pour rien au monde ne le voudrais être, parce que le désir de placer leurs contes les leur fait trop souvent appliquer de travers, c'est ce qui arrive ici à M. le Chevalier.

Mais, mon cher abbé, est-ce conteur de la première main que vous ne voulez pas être ? Pour de la seconde, vous l'êtes quelquefois. Vous n'en inventez point, c'est un scrupule que vous avez pour celui de redire mal ceux que les autres ont bien inventés. Et pour celui-là il y a cent témoins pour un que vous ne l'avez pas.

Page 264. Le blé croît pour les consommateurs. Etablissez une consommation nouvelle, vous créez dès lors une nouvelle production.

---

1. Sans doute entre 1751 et 1763, sous le ministère Machault, alors aussi que les querelles religieuses entre jésuites et jansénistes prenaient un caractère aigu.
2. Une ligne grattée.

En vérité, si l'abbé Galiani vous avait dicté cette phrase, elle ne serait pas mieux. Vous voilà encore d'accord avec lui.

S'il est vrai, comme vous le prétendez dans le même endroit, que le blé aura une facilité merveilleuse d'aller du centre à la circonférence, vous n'aurez jamais une année sur une autre au centre. Et, dites-moi, s'il vous survient là-dessus une disette, et que les étrangers marins qui vous environnent, les gueux spongieux qui nous sucent, aient dégarni votre circonférence, comment approvisionnerez-vous votre centre disetteux ? ou plutôt comment votre centre disetteux s'approvisionnera-t-il ? Car vous ne vous mêlez de rien. Le sublime de votre système est de rester les bras croisés ; tout n'est bien qu'à la condition que ni vous, ni un autre ne s'en mêlera.

Page 269. Mais l'exportation libre en donnant des consommateurs en dehors augmentera la production totale.

Sans doute, s'il vient du blé, il en viendra peut-être davantage ; mais s'il n'en vient pas, et qu'il n'y en ait point en réserve, ou parce qu'il n'y a point de superflu, ou parce que ce superflu s'en est allé, on ne se nourrira ni avec le grain exporté, ni avec le grain possible ; car rien ne remédie moins à une disette actuelle qu'un secours possible, à une faim actuelle qu'un repas possible. Je mange mal quand je n'ai que du pain possible.

Mais vous êtes bien sûr (page 268) qu'il y a du superflu : je vous en félicite, et vous êtes encore très assuré qu'il ne s'écoulera que le superflu. Vous avez là de belles certitudes, et une grande connaissance de la manière dont se fait le paiement des propriétaires par les fermiers, dont se fait l'exportation ; dont s'exécutent les enharrements, les enlèvements, les monopoles ; et ce superflu se dissipe de lui-même comme l'épiderme du corps ? Quoi ! vous ne voyez pas des millionnaires conspirer non pas pour détacher délicatement l'épiderme superflu, mais pour enfoncer leurs griffes le plus profondément dans la chair, et enlever toute la peau avec une bonne partie de la substance [1] ? Le superflu est d'une année abondante, la disette est le manque d'une autre année pauvre alternativement ; et c'est au superflu de l'année abondante à couvrir le manque de l'année pauvre, et vous imaginez que cette opération subtile, qu'un rien peut déranger, se fait d'elle-même ? Permettez-moi de vous faire une petite supposition. Vous êtes entouré d'un côté de peuples maritimes commerçants, de peuples gueux de l'autre ; la disette naît chez ces peuples au moment où vous avez l'abondance. Votre commerce est libre, on achète, on achète et pour cette année et pour la suivante, et pour les autres années ; on n'a rien de mieux à faire, parce que vous abondez et que vous êtes moins cher que jamais. Vous vendez, vous vendez parce que rien ne vous empêche de vendre, et parce qu'en qualité de marchand de blé, vous êtes pressé de vendre ; et puis, quand vous avez bien vendu et que ce que nous avions réservé pour notre provision, nous autres citoyens d'une province méditerranée, est consommé, s'il survient une disette, où irons-nous ? S'il en survient une seconde, où irons-nous ? Si par hasard il en survient une troisième, il faudrait ou que le gouvernement s'en mêlât, ce que votre engouement de liberté illimité ne permettra pas, ou que nous nous dévorions. Si on avait mis

1. Cette phrase appelle la comparaison avec celle-ci, qu'on lit à la p. 178 des *Dialogues* : « Il s'agit pour ainsi dire d'enlever l'épiderme de toute la France sans toucher à la peau, qui est sensible et qui fait crier ; cela est-il possible ? » Cette phrase, dans Galiani, ne serait-elle pas une de ces retouches dont Diderot l'a paré ? Quitte ensuite à améliorer sa propre image, comme on le voit ici.

quelque obstacle à ce prétendu écoulement insensible et continuel du superflu, dont la production est très incertaine, plus de mal ; s'il y avait toujours du superflu, tout irait bien ; mais il faut calculer une année moyenne pour en trouver. Le superflu naît par intermission, et se répartit sur différentes années pour former cette année moyenne ; mais si par votre écoulement, que rien n'empêche, que mille circonstances peuvent accélérer, dont le cours doit être d'autant plus rapide qu'il y a plus de disette au loin, chez l'étranger et chez les peuples circonvoisins, et qu'il est plus favorisé par la descente facile du centre à la circonférence ; s'il est de nature à disparaître au moment même où l'abondance le produit, alors plus d'année moyenne, mais année d'abondance, alternativement année de disette ; celles-ci sans ressources, car à quoi l'étendue de la culture augmentée par la liberté remédiera-t-elle, si les récoltes ont été ou mauvaises ou médiocres ?

L'abbé Galiani dit : *Pour permettre de vendre, il faut être sûr qu'il y a du superflu.* L'abbé Morellet rétorque (page 271) : *Pour empêcher de vendre, il faut être bien sûr qu'il n'y a point de superflu*, et il prétend que ces deux raisonnements sont de même force ; il y a pourtant cette petite différence, c'est que si l'on ne vend pas et qu'il y ait du superflu, je mangerai du pain à très bon marché ; et que si l'on vend et qu'il n'y ait pas de superflu, je risque de mourir de faim. Ainsi sur une amélioration de culture possible, on veut nous exposer à mourir de faim.

L'abbé Galiani craint le peuple ; et quand il s'agit de pain, il n'y a qu'un homme ivre qui n'en ait pas peur. On voit bien que M. l'abbé Morellet vit à Paris et qu'il ne l'a pas vu menacé de la disette dans nos provinces.

Page 275. L'enchérissement arrête l'exportation.

C'est le contraire quelquefois. Mais quand l'enchérissement est venu, l'exportation cesse trop tard ; car si à cet enchérissement qui dénote la rareté de la denrée, il succède une disette réelle, que dira-t-on ? L'enchérissement n'arrive qu'à l'épuisement. Je demanderai volontiers à l'auteur de la *Réfutation* : De qui vient l'enchérissement ? Ce n'est pas du vendeur, car il ignore l'état des greniers et ne connaît que le sien ; il vient de l'acheteur qui, ne trouvant pas facilement des vendeurs, les sollicite par un surhaussement de prix. Pour savoir combien il faut vendre, on demande à son voisin combien il a vendu.

On a dit à l'abbé Morellet : « Le blé que le cultivateur veut vendre au dehors est le superflu des autres classes. » L'abbé répond à cela (page 280) : il est vrai, mais payez-nous autant que l'étranger, et si vous n'êtes pas assez aisés pour cela, mourez de faim. Cette réponse est brave ; je ne connais pas beaucoup d'hommes qui eussent le courage de la faire.

Il vaut mieux, a dit l'abbé Galiani, vendre non à perte, mais à moins de gain à son frère qu'à son ennemi. L'abbé Morellet avance le contraire.

L'abbé Galiani a ajouté : La France n'a point de superflu dans son état actuel ; l'abbé Morellet réplique : dans *son état possible.*

Dans son état possible, peut-être a-t-elle un superflu possible, je n'en sais rien. Il faut avoir égard à tant de causes, entre lesquelles on peut compter, je crois, l'accroissement de la population. Mais en attendant ce *superflu possible... toujours permettre d'exporter sans restriction.* L'abbé Morellet aplanit les difficultés dans sa tête que c'est une merveille : liberté illimitée établie, aussitôt accroissement de culture, naissance de superflu, cela est évident. Mais si vous

vous trompez seulement de cinq à dix ans ? — De cinq à dix ans, que dites-vous ? Cela ne se peut. — Et pourquoi ? — C'est que les Economistes l'ont démontré. — Et cela se démontre ? — Sans doute. — Je n'en savais rien. L'abbé Morellet exécute tout, pare à tout dans un tour de main, par un tour de baguette ; ainsi nous pouvons lire son ouvrage, nous bien pénétrer de ses principes, et dormir.

Sans doute il est aussi difficile de démontrer qu'il n'y a point de superflu, que de démontrer qu'il y en a, mais les conséquences pratiques qu'on tirera de ces deux suppositions seront-elles également innocentes ?

Sans doute qu'il y a des cas où *il faut regarder de bien plus près pour nous laisser que pour nous ôter notre droit de propriété* (Page 283). Qui en doute ? Ce n'est pas l'abbé Galiani.

Le blé est comme l'air et l'eau. Si un homme avait chez lui un coffre plein de quinquina et qu'il ne voulût en vendre à ses concitoyens attaqués d'une fièvre épidémique qu'à un certain prix, qui serait au-dessus de leurs moyens, parce que l'étranger lui en offrirait davantage, que ce quinquina lui appartient et qu'il ne doit le sacrifice de son intérêt personnel à personne, on enfoncerait les portes de cet homme, on briserait son coffre, on mettrait à côté l'argent du quinquina qu'on prendrait, et l'on ferait bien. Quoi donc ? La fièvre épidémique est-elle une maladie plus dangereuse que la disette et la faim ? L'abbé Morellet aurait été bien édifié du propos de ce fermier de Sully qui, intimement pénétré du principe sacré de la propriété, disait : *J'ai du blé, mais morbleu, il faudra des dents d'argent pour en manger.*

Page 288. *Puisque les blés sont difficiles à conserver, il faut les vendre, dût-on les racheter.*

On aurait mieux conclu en disant : donc il faut s'occuper de leur conservation et chercher à la rendre sûre et facile.

L'abbé Morellet ne répond rien à la page 169 [1] de l'abbé Galiani. Il dit seulement qu'il est un de ces Pyrrhoniens qui ne doutent de rien. C'est son rôle quand il a affaire à des gens qui ne savent rien, et qui assurent tout.

Page 296. *L'abbé Galiani a pu se tromper de moitié dans ses calculs politiques.*

Qui vous l'a dit, puisqu'il ne les expose pas ? Si l'abbé n'avait pas donné le résultat de son arithmétique politique, on pourrait en suspecter l'exactitude, mais il donne le résultat. Laissez-là la méthode dont il s'est servi et que vous ignorez, et servez-vous du résultat pour la démontrer fautive. Voilà la bonne logique. Ce ne sont pas les fermiers aisés qui forment la condition des campagnes, mais la multitude des salariés ; et je demanderai si les premiers devenus plus aisés, leur richesse refluera sur les derniers, et les tirera de leur misère.

Page 319. *L'abbé Galiani prétend avoir prouvé que la prohibition d'exporter les grains autrement que par des vaisseaux nationaux est un excellent moyen de rendre la marine florissante. Mais il s'agit entre nous de savoir si ce moyen proposé par l'auteur est bien choisi.*

---

1. *Dialogues...*, p. 169 : « Nous avons vu qu'il est douteux qu'il y ait un vrai superflu de blé en France, et je vous ai démontré que ce superflu, s'il existe, est l'effet d'un déficit de population. »

Qu'importe qu'une marine ait encore d'autres moyens d'être florissante, que l'exportation du blé ? Ne suffit-il pas que celui-ci y contribue ? L'amélioration commencera tout à l'heure. Je vois des vaisseaux, des matelots, une marine, qui se crée sur le champ pour cette expédition.

Page 220. Quand l'auteur prononce, il n'est pas poli et il faut toujours l'être même en combattant les opinions les plus fausses.

Il est plaisant que M. l'abbé Morellet recommande la politesse à l'abbé Galiani envers les Economistes qu'il ne connaît point et à qui il ne doit rien, tandis que lui, l'abbé Morellet, traite l'abbé Galiani, son ami, de la manière la moins douce, et le traduit publiquement sous des couleurs odieuses, tombant indistinctement et sur la personne, et sur les opinions. Pour les opinions, cela est de droit ; mais la personne ? Serait-ce là la politesse que M. l'abbé nous recommande ?

LA TABLE DES MATIÈRES DE « LA PENSEE »

Le projet dont nous avons à plusieurs reprises entretenu nos lecteurs et qui a été accueilli par eux avec le plus vif intérêt va enfin se réaliser.

Nous avons d'ailleurs étendu notre projet primitif, car cette table comprendra à la fois les trois numéros de *la Pensée* publiés en 1939-1940 et les 52 numéros de la nouvelle série publiés de 1944 à la fin de 1953.

La mise au point de cette table a été très longue et délicate. Nous avons voulu que la table soit aussi complète et minutieuse que possible et puisse faciliter au maximum les recherches de nos lecteurs qui ont besoin de retrouver rapidement, sur chaque sujet, les articles et les documents éparpillés dans la collection si riche de notre revue.

Plusieurs membres du groupe de rédacteurs de *la Pensée* ont pris part à ce travail, et particulièrement Albert Soboul ; mais nous n'aurions jamais eu le temps de le mener à bien, sans le dévouement et la compétence d'un de nos fidèles lecteurs, que nous ne saurions trop féliciter et remercier.

La table des matières paraîtra avant la fin de cette année.

PAGES INEDITES

d'Yves FARGE

Aujourd'hui que l'on peut, hélas ! avec une année de recul, embrasser du regard l'ensemble de la route que suivit Yves Farge et qu'un livre, un très beau livre, paru il y a quelques semaines, pour l'anniversaire de sa mort, nous permet de mieux connaître l'élévation de cet homme, de mieux comprendre la grandeur de son action et de mesurer l'importance de son œuvre[1]*, la leçon d'une vie comme la sienne et le message qu'il nous laisse sont un sujet de méditation et, pour chacun de nous, une exhortation à travailler au succès de la tâche à laquelle il s'est de tout cœur dévoué.*

Le texte entièrement inédit, Souvenirs de ma mère, *que nous publions ci-après, nous laisse deviner la qualité d'âme et la sensibilité admirable d'Yves Farge. Et cette page ne mérite-t-elle d'être mise parmi les plus belles de notre littérature ?*

L'autre texte est le dernier discours qu'il a prononcé, quelques jours seulement avant sa mort, quand lui fut remis solennellement, à Moscou, le prix Staline de la paix. Il n'était jusqu'ici connu du public français que par quelques brefs extraits. Les circonstances dans lesquelles il fut composé lui confèrent un caractère dramatique. A la lumière des récents événements politiques, et notamment du plan de sécurité euopéenne présenté par le gouvernement soviétique, il prend aujourd'hui toute sa signification.

SOUVENIRS DE MA MERE

Je sais de ma mère qu'elle était employée au bureau de poste de Salon lorsque mon père la rencontra. J'ai d'elle une photographie jaunie et souvent j'ai cherché à retrouver sur son beau et grave visage l'air qu'elle devait avoir quand je me pelotonnais sur ses genoux.

J'avais quatre ans lorsque ma mère mourut. Du jour où elle quitta notre petite maison de Rognac pour le cimetière, je me souviens qu'il faisait beau.

On m'avait amené dans la maison du docteur Giraud, à l'entrée du village sur la route de la gare, et là, la fille de la maison, qui pouvait avoir dix-huit ans, s'occupa à mes jeux.

Lorsque je pense à Vitalis, je ne la revois qu'en ce jour de soleil. Elle personnifie encore pour moi la douceur et la beauté qui consent aux consolations. Je ne revois pas le portrait de Mme Vigée-Lebrun, sans

---

1. Claude MORGAN : Yves Farge (Paris, les Editeurs français réunis, 1954). Voir le compte rendu plus loin, p. 127.

retrouver Vitalis, sa lourde chevelure noire, sa voix claire et chantante, ses gestes doux, ses larges épaules et surtout ces fragiles grains de perle de sueur transparente, sur ses lèvres. .

La maison du docteur Giraud était vaste, précédée d'une écurie où j'aimais, à distance, contempler les chevaux, et le plus beau de tous, la jument noire du fils du docteur, Daniel — que je considérais comme un dieu — et qui la montait pour courir sur les chemins qui mènent à l'étang de Berre.

J'ai le souvenir précis de ce petit mail bordé de platanes qui faisait terrasse derrière la maison, et du grand jardin que l'on traversait pour atteindre un autre objet de mon admiration : le puits à noria, grinçant par tous les vents.

Ce jour-là, — et je sais bien ce que je dis — Vitalis m'amusa avec des poupées qu'on bousculait à coups de balles dans une baraque de foire de tout petit modèle ; et ce dont je suis certain, c'est de la forme de ces balles, pas tout à fait rondes, couvertes de peluche à son tour enfermée dans un mince filet de ficelle. Je n'ai jamais revu de balles à jouer semblables, et pourtant lorsque je ferme encore les yeux et que j'étends la main, j'évalue leur densité, je m'étonne encore de leur légèreté, je prends plaisir à toucher l'étoffe et à m'attacher à redonner à l'objet sa forme ronde. Si je retrouvais de ces balles, je crois bien que je retrouverais tous les autres détails de cette journée d'amusements.

Mais il est une chose que je revois souvent : le somptueux vitrail, qu'en plein midi, les feuilles des platanes touffus dessinent et composent au travers des vitres des plus hautes fenêtres.

Le soleil découpe sur ces feuilles les plus étranges figures, jaunes, vertes, or et noires, et derrière, le ciel très bleu; très lapis-lazuli; fait chanter ce spectacle merveilleux de kaléidoscope. Alors, on n'a pas grand' peine à oublier l'arbre et le mail, et le jardin, pour n'avoir devant soi que ce vitrail extraordinaire qui s'anime à la moindre brise, et donne vie à de fantastiques personnages nés des futaies et des branches maîtresses.

Souvent, en été, je retrouve le vitrail de mes enchantements, et partant, la maison du bon docteur Giraud, et cette journée de douceur en compagnie de Vitalis, et le jeu de massacre, et les balles en étoffe précieuse, et les petites gouttelettes de sueur un peu au-dessus de la lèvre supérieure, et le chant de sa voix que jamais je n'ai pu oublier.

Le soir, on ramena la jument noire ; elle avait tout le jour manqué à cette fête, et je la revois franchissant le porche, laissant tomber de son échine les harnais dénoués, allant droit vers sa mangeoire, frissonnante de toute sa peau.

On dut me rattraper, je crois, à la porte de l'écurie où je m'étais précipité, et pour la première fois de ce jour, je me mis à pleurer.

Je ne sais exactement pourquoi je puis être sûr, aujourd'hui, qu'on venait de dételer la jument du corbillard qui porta ma mère jusqu'à la tombe.

DISCOURS PRONONCÉ A MOSCOU

Monsieur le Président,

Mes chers amis,

Le matin du 9 mars 1953, sous un ciel gris qui reflétait la douleur du peuple, je regardai ses compagnons porter au tombeau Joseph Staline. Des hommes et des femmes pleuraient ; sur la place Rouge des milliers d'hommes et de femmes, et sur toute la terre des millions d'hommes et de femmes.

Trois jours auparavant, dans une petite ville de mon pays une femme m'avait demandé : « Staline mort, croyez-vous que la guerre soit devenue possible ? »

Le matin du 9 mars 1953, dans ce cortège immense et simple je voyais les représentants de toutes vos républiques et des délégations de tous les continents incarner l'humanité en marche, cette humanité pour laquelle le culte du héros qui en cet instant poignant montrait encore la route, est fait de profonde affection autant que de solide raison.

Je pensais aux bulletins de victoires que signait le maréchal Staline, en hiver 1941, quand les armées d'Hitler connurent leurs premières défaites devant Moscou. Au printemps 1942 où devant Stalingrad, la puissance hitlérienne était brisée, à ces moments où tous les hommes libres qui combattaient pouvaient dire en redoublant d'ardeur : rien n'est perdu, la vie va triompher.

Je m'excuse d'avoir en cet instant à faire cette observation : on ne parle jamais de Staline sans parler de la vie. Et comment pourrait-on faire autrement, car il a partagé cette forme supérieure de la vie qu'est la lutte du peuple, car il a exprimé un humanisme appelé à garantir et à ennoblir la vie. En écrivant ce que nous pouvons maintenant appeler son testament politique : *Les problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, Staline a posé des principes qui resteront comme le plus vivant et le plus impérieux des enseignements. L'homme pour évoluer a besoin d'une société qui lui offre le libre choix de son métier ; et cette société doit évoluer de telle sorte que le travailleur doit gagner du temps libre pour bénéficier de la culture universelle.

« L'homme, le capital le plus précieux... » Peut-on mieux définir ses soucis, ses pensées et les mobiles de ses actions qu'en prononçant ces mots simples et grands ? Staline n'a-t-il pas expliqué pour quelle raison le principe de la coexistence pacifique n'a jamais été un argument de circonstance ?

A cette femme de mon pays qui le lendemain de sa mort me demandait : « Croyez-vous que la guerre soit devenue possible ? », j'ai répondu qu'il dépendait d'elle, de moi-même, de toutes les femmes et de tous les hommes du monde que la guerre soit rendue impossible ; puis en moi-même, poursuivant mon chemin, j'ai pensé que cette question traduisait un sentiment profond : Staline était bien pour tous les peuples l'homme de la paix. La guerre froide ne pouvait ni effacer les souvenirs de notre combat commun contre l'hitlérisme, ni altérer cette vérité : jusqu'à son dernier souffle, Staline a offert la négociation pour mettre fin à la tension internationale, sans tenir compte des calomnies et des injures. Cela, les peuples ne pourront jamais l'oublier.

Le matin du 9 mars 1953, près du Mausolée qui allait recevoir le cercueil de Staline, je cherchais du regard mes amis du Comité soviétique de la paix. Tant de travail accompli avec vous crée des affinités durables. A Paris, à Londres, à Rome, à Stockholm, à Prague, à Helsinki, à Oslo, à Berlin, à Vienne, nous nous rencontrons depuis longtemps. De ce travail en commun est née une confiance sur laquelle se sont fondées nos meilleures certitudes. Vous m'avez appris à aimer le peuple soviétique en traduisant dans des actes sa volonté de paix ; avec vous, j'ai pu me convaincre que rien ne se perdait de nos avis, de nos études, de nos projets dès qu'il s'agissait de rechercher ensemble les règles sur lesquelles doit reposer la coexistence pacifique des régimes.

Après avoir entendu le président Georges Malenkov déclarer que la tâche primordiale de l'Union Soviétique consistait « à ne pas laisser éclater une nouvelle guerre, à vivre en paix avec d'autres pays », j'ai pu constater dans nos derniers échanges de vues le caractère inébranlable de travailler à l'édification de la paix, de consolider l'œuvre du Conseil Mondial de la Paix que préside notre grand ami Frédéric Joliot-Curie.

Etre à vos côtés à l'heure où l'on célébrait les obsèques nationales de votre maître et dans les jours qui suivirent, fut pour Pierre Cot et moi-même l'effet d'une démarche découlant des exigences normales de notre vie.

Encore une fois l'amitié rejoint la raison surtout dès qu'on entend faire état des liens qui unissent la France à l'Union Soviétique.

Dans l'enceinte du Kremlin où se déroule cette cérémonie fut signé le 10 décembre 1944 le Traité d'Alliance et d'Assistance Mutuelle entre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la République Française. Dans l'intérêt de notre sécurité réciproque, nous nous sommes engagés à prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'écarter toute nouvelle menace pouvant surgir d'Allemagne et d'empêcher des actes qui rendraient possible n'importe quelle agression de sa part ; en outre, nos deux pays se sont notamment mis d'accord pour se prêter mutuellement toute aide économique.

Ce traité d'alliance et d'assistance qui nous unit reconnaît de façon explicite qu'il constitue une coopération à l'œuvre de « la création d'un système international de sécurité en vue du maintien efficace de la paix universelle ».

Le peuple français reste attaché à cet engagement qui fut signé alors que nul ne pouvait négliger les raisons de l'immense malheur qui s'était abattu sur *votre pays*, sur *notre pays*, sur *l'Europe* et sur *le monde.*

Quand on constate que les traités d'amitié et d'assistance mutuelle conclus par l'Union Soviétique avec la Grande-Bretagne, la République Tchécoslovaque et la République Polonaise sont contractés sur les mêmes principes et sont imprégnés du même souci de fonder un système de sécurité, on doit convenir que la solution du problème qui nous préoccupe le plus dans cette partie du monde — la solution du problème allemand, et par conséquent de la question européenne — peut être trouvée et garantie dans l'intérêt de la paix et de tous les peuples d'Europe.

Vous ai-je donné toutes les raisons qui disent quel prix j'attache à la décision du jury international qui m'a fait le grand honneur de me décerner le Prix Staline pour le renforcement de la paix entre les peuples ? Ai-je bien exprimé tout ce que j'ai ressenti en participant à vos journées de deuil national durant lesquelles j'ai constaté de quelle fidélité était capable un grand peuple qui est l'allié du peuple français ?

Je n'aurais pas tout exprimé si j'omettais de vous dire qu'en cet instant je pense aux combattants de la paix français, aux plus modestes militants

comme aux plus éminents, qui dans nos comités de paix, dans les entreprises, dans les bureaux, dans les universités, dans les villages et les quartiers des villes consentent à tant de sacrifices pour tenir en échec le mensonge et la haine ; si je n'évoquais devant vous les ouvriers, les paysans, qui restent les dépositaires de généreuses traditions et qui font de mon pays un beau pays.

Notre œuvre unit tous les peuples. La paix est notre bien que nous devons protéger avec la plus grande vigilance. Elle requiert une attention et une action de tous les jours. Elle a besoin de l'énergie et de la lucidité d'hommes qui peuvent ne pas penser de la même façon de la vie en société, mais qui ont pris conscience de leur responsabilité.

Je vous remercie, Monsieur le président et mes chers amis, d'avoir donné à cette cérémonie son exacte signification en constatant que dans cette époque de l'humanité il n'est pas de tâche plus impérieuse et plus noble que la défense de la paix.

Les ministres d'Adenauer jugés par le « New-York Times »

Le New-York Times *a lui-même avoué le 17 janvier 1954 que ce ne sont pas les anciens membres des sections d'assaut et des S.S. qui manquent dans le gouvernement d'Allemagne occidentale. Il écrit :*

« L'examen des dossiers du parti nazi ici [à Berlin] montre que quatre des dix-huit membres du cabinet de Bonn ont été effectivement membres du parti.

« Deux ont été membres du corps hitlérien d'élite, les S.S. Le titulaire du poste-clé de l'Intérieur a adhéré au parti nazi le 1er mai 1933. Un autre des ministres a été à la tête d'une organisation nazie du front pendant la guerre.

« Les deux ministres qui sont d'anciens membres des S.S., sont Waldemar Kraft, qui est ministre sans portefeuille, et Victor-Emmanuel Preusker, ministre du Logement. Tous deux ont été dans la S.S. en chemise noire, qui fut à l'origine la garde personnelle de Hitler.

« M. Kraft, ancien commandant de compagnie pendant la première guerre mondiale, avait dans les S.S. un grade équivalent à celui de commandant. M. Preusker a adhéré à une unité motorisée des troupes d'assaut de Berlin en 1933, quand il avait vingt ans. Il a adhéré aux S.S. vers la même date.

« M. Theodor Oberlaender, ministre des Personnes expulsées..: revenait d'un voyage en Russie, aux Etats-Unis et ailleurs en 1932, au moment où les nazis montaient au pouvoir ; un an après, il adhérait à leur organisation.

« Il a fini par avoir un grade honoraire, équivalent à celui de capitaine, dans les chemises brunes, les troupes d'assauts des nazis. Il est devenu aussi Reichsführer de la Fédération de l'est allemand ; cette Fédération a été ensuite classée par les Alliés parmi les organisations nazies.

« Le quatrième des anciens nazis est Gerard Schreuder, actuellement ministre de l'Intérieur à Bonn. Il a adhéré au parti nazi en 1933, à l'âge de vingt-trois ans. »

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA BATAILLE DES IDÉES EN PHYSIQUE

par Evry SCHATZMAN

LA défense des institutions scientifiques, des moyens et conditions de travail des savants français, en un mot la défense de la science française est devenue une nécessité aiguë.

Les savants français ne se préoccupent pas seulement de l'équipement de leurs laboratoires et de leurs conditions de vie. Ils s'interrogent sur le rôle de la science dans la société, s'inquiètent de la place dérisoire qui lui est faite dans notre pays et ont conscience du rôle décisif qu'elle pourrait jouer pour assurer le bien-être humain. Soumis aux courants philosophiques idéalistes, des doutes les prennent sur la nature de la science et l'objet de la connaissance scientifique.

Répondre à ces questions, faire disparaître ces inquiétudes, lever ces doutes, rendre confiance en la recherche des lois objectives des processus naturels en vue d'assurer de plus en plus la domination de l'homme sur la nature, est une étape essentielle dans la grande œuvre de défense de la science française.

I. — La situation de la science dans le monde capitaliste

L'objectivité des lois de la nature apparaît de façon éclatante lorsque, par la connaissance de ces lois, l'homme devient capable de les faire servir à la satisfaction de ses besoins. C'est par là que se fait le lien entre la recherche fondamentale et l'expérience pratique de milliers de producteurs, expérience pratique qui d'ailleurs est en définitive le moteur du développement scientifique. Dans le domaine des sciences physiques, cette liaison a toujours été traditionnelle, entre la théorie et la fabrication d'instruments. Citons André Blondel, auteur éminent de travaux théoriques sur la photométrie et ingénieur des Ponts et Chaussées dans le service des Phares et Balises ; auteur de travaux théoriques d'électricité et d'électrotechnique et initiateur dès 1909 de la centrale de Génissiat.

Ce dernier point mérite qu'on s'y arrête un instant, car nous voyons là la démonstration éclatante de l'impuissance du capitalisme, ou de son extrême lenteur, à mettre entre les mains du peuple les grandes œuvres que la science et la technique sont capables de réaliser. Citons Charles Fabry, dont les études sur les interférences avec les lames semi-argentées ont servi de base à toute une technique industrielle des mesures de précision. Citons Paul Langevin, et ses travaux sur les ultra-sons. Citons Joliot, qui lia solidement, lors de la création du Commissariat à

techniques industrielles. Cette liaison est naturelle, elle est indispensable à la mise en œuvre des résultats de la science par des milliers d'hommes ; elle a contribué à la naissance du capitalisme, en aidant à fournir les techniques l'Energie atomique, la théorie et la pratique, la recherche fondamentale et les nouvelles qui nécessitaient pour être utilisées l'emploi d'une nouvelle marchandise, la force de travail. Mais le capitalisme rejette maintenant, en règle générale, la science et les techniques nouvelles. Ainsi que nous dit Staline :

> Le capitalisme est pour la technique nouvelle quand elle lui fait entrevoir les plus grands profits. Il est contre la nouvelle technique et pour le retour au travail manuel lorsque la nouvelle technique ne lui fait plus entrevoir les profits les plus élevés [1].

Les exemples ne manquent pas dans le domaine des sciences physiques. Nous voyons le capitalisme mettre sous le boisseau les applications pacifiques de l'énergie atomique et préférer leur utilisation à des fins militaires, source de plus grands profits. Sous l'impulsion de ce besoin insatiable du profit maximum, au moyen d'un développement monstrueux de la machine de guerre, la recherche scientifique est orientée de façon à servir le capital. Aux Etats-Unis, les recherches de physique nucléaire et d'électronique prennent une énorme place, en raison de leur caractère indispensable pour tout ce qui se rattache à la bombe atomique, et pour tout ce qui se rattache au radar. L'intérêt que le grand Capital porte aux recherches de physique nucléaire apparaît encore dans la première décision « européenne » relative à la recherche : on veut édifier un centre de physique nucléaire, le C.E.R.N.

Nous voyons, la même semaine, deux inventions françaises; le tube multiplicateur d'électrons de Lallemand acheté pour les besoins de l'équipement militaire américain, et l'objectif hypergonar de H. Chrétien acheté par la Fox Movietone pour le plus grand bien de ses actions cotées en bourse de New-York. Nous devons expliquer sans cesse que ce n'est pas l'utilité sociale de la science qui domine, utilité à laquelle on ne paie même plus un tribut verbal, mais les profits que le capitalisme peut en tirer. Il n'y a pas lieu de chercher à « démontrer » aux représentants des gouvernements bourgeois l'utilité de la science. Par contre, l'opinion publique peut être émue du rôle que le capitalisme assigne à la science, en la chargeant de le protéger par de terrifiantes armes d'extermination et de le pourvoir de profits toujours croissants. Les savants peuvent entreprendre une action unie pour la défense d'une science véritable source de bienfaits pour l'homme.

L'impérialisme dans le domaine scientifique

L'impérialisme cherche à s'emparer, à des fins militaires et économiques, des richesses scientifiques des pays qu'il soumet à sa domination. Les résultats scientifiques sont considérés comme une matière première dont il faut s'emparer.

Pour expliquer cette situation, il faut voir en premier lieu le rôle que la société capitaliste américaine réserve à l'enseignement et à la science. A la suite des bas traitements des enseignants s'est largement répandue la méthode éduca-

---

1. J. Staline : *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, p. 43, Editions sociales, Paris, 1952.

tive dite « objective Test Method », qui agit défavorablement sur le développement des facultés de raisonnement, de compréhension et d'exposition des étudiants américains [1] ; la division du travail a pour conséquence la spécialisation excessive des chercheurs ; le besoin immédiat du profit fait renoncer aux dépenses susceptibles d'augmenter la force de travail des savants ; les nécessités militaires conduisent à l'hypertrophie de certaines branches de la science. Ainsi, malgré un énorme budget global de la science, les Américains souffrent aujourd'hui d'un « manque de matière première scientifique » sur leur territoire national ; d'où les efforts de l'impérialisme américain pour asservir à son profit la science des autres pays [2].

La situation idéologique

Dans le développement de la physique, on voit s'affirmer avec éclat l'opposition entre la conception matérialiste et la conception idéaliste.

En général, le savant « bourgeois », au moment même où, par suite de son activité scientifique créatrice, il contribue au progrès de la science, pense de façon matérialiste, et parfois même de façon dialectique. Mais ce matérialisme n'est pas conséquent, car il y a souvent fort loin de la méthodologie scientifique du savant à sa conception du monde. Lorsque le savant formule sa théorie de la connaissance, on voit apparaître les limites de son matérialisme, parfois même on ne voit pas apparaître ce matérialisme du tout, parce que sa conception bourgeoise du monde domine toute sa pensée. Tout le monde connaît l'exemple de Bohr, dont plusieurs découvertes fondamentales, la théorie de l'atome, le principe de correspondance qui, dans les débuts de la théorie des quanta, a permis de calculer les probabilités de transition, et plus récemment, le modèle en goutte du noyau de l'atome, ont permis à la science de faire des progrès considérables, de véritables bonds en avant. Cependant, les conceptions de Bohr en ce qui concerne la théorie de la connaissance sont idéalistes, il rejette la réalité objective, l'existence d'objets en dehors de toute intervention humaine, de toute mesure.

L'attitude d'Einstein, en ce qui concerne la théorie de la connaissance, est ambiguë. Influencé par Mach, il remplace le critère de la pratique par celui de l'échange des informations :

> Nous avons l'habitude, dit-il, de considérer comme réelles celles de ces perceptions des sens qui sont communes à différents individus, et sont, par conséquent, dans une certaine présence, impersonnelles [3],

mais il ne va pas jusqu'au bout du machisme, puisqu'il affirme immédiatement après :

> L'univers des idées est juste aussi peu indépendant de la nature de notre expérience que les vêtements de la forme du corps humain.

---

1. Voir Madeleine Dorléac : « Examens par tests à l'Université de Chicago », *la Pensée*, n° 48-49, pp. 153-160 ; Georges Cogniot : « L'esprit de décadence dans la science et la culture », *la Pensée*, n° 54, pp. 3-6.
2. Voir la brochure *Un plan U.S.A. de mainmise sur la science*, aux éditions de la Nouvelle Critique, Paris, 1954.
3. *Louis de Broglie, physicien et penseur*. Albin Michel, 1952. Recueil d'articles à l'occasion du jubilé scientifique de L. de Broglie.

Inversement, il va plus loin dans son matérialisme que bien d'autres physiciens, écrivant :

Il y a quelque chose comme l' « état réel » d'un système physique qui existe objectivement, indépendamment de toute observation ou de toute mesure, et qui peut, en principe, se décrire par les moyens d'expression de la physique.

Puis il fait succéder à ce mouvement en avant un mouvement de recul, réduisant la proclamation de la réalité objective à n'être qu'un programme :

Cette thèse concernant la réalité n'a pas le sens d'un énoncé clair en soi, en raison de sa nature « métaphysique ». Elle a seulement le caractère propre d'un programme.

La même marche hésitante apparaît dans la suite de l'expression de ses conceptions :

Tous les hommes, y compris les théoriciens quantiques, tiennent en effet fermement à cette thèse sur la réalité, tant qu'ils ne discutent point les fondements de la théorie quantique. Nul ne doute par exemple qu'à un instant déterminé, le centre de gravité de la lune n'occupe une position déterminée, en l'absence même d'un observateur quelconque — réel ou potentiel. Laisse-t-on choir cette thèse sur la réalité considérée en pure logique et arbitrairement, que c'est alors une rude affaire d'échapper au solipsisme.

Mais néanmoins, cette conception s'oppose clairement et nettement à la conception idéaliste de la connaissance, sans pourtant atteindre au degré de clarté que l'on rencontre par exemple dans l'exposé de Blokhintsev. Elle est entièrement contradictoire avec la conception de Bohr et Heisenberg sur la nature des phénomènes quantiques. Ainsi que le montre Blokhintsev :

Du point de vue de cette conception, les lois quantiques perdent leur caractère objectif et deviennent des lois découlant de la façon dont l'homme perçoit les phénomènes du monde microscopique.

Or, sur la base des postulats fondamentaux de la mécanique quantique, c'est-à-dire sur la base du sens physique attaché aux diverses grandeurs mathématiques, et surtout aux diverses opérations mathématiques de la théorie, il est possible de construire un édifice parfaitement logique du point de vue formel, et d'aller jusqu'au bout des conséquences de ces postulats.

Destouches, Mme P. Février-Destouches, se sont attachés, à l'aide de l'appareil de la logique formelle, à ce travail. Les conclusions tirées sont utilisées par Destouches contre ce qu'il appelle l'objectivisme. Destouches écrit en effet, résumant les résultats de Mme P. Février-Destouches :

...Les lois d'interaction entre le [système] et [l'appareil d'observation] dépendent de l'intention de l'observateur. Dans une description objectiviste ceci n'est pas acceptable, car il ne peut en être ainsi en ce qui concerne une réalité objective, c'est-à-dire indépendante des intentions d'un observateur. De ce point de vue, il est inadmissible que ce soient ces intentions qui viennent fixer les lois d'interaction. Cet argument vient donc lui aussi s'opposer à l'idée d'une signification physique de la description objectiviste.

De telles conclusions seront rejetées non seulement par ces matérialistes conscients que sont les marxistes, mais par tout savant honnête, qui applique spontanément la méthodologie scientifique dans sa spécialité. Avec de telles conclusions il reste impossible d'aller au delà des phénomènes statistiques, il

est impossible d'accéder à une connaissance plus profonde de l'atome. De telles conclusions, avec le rejet de la réalité objective, conduisent à la négation de la possibilité de l'action de l'homme sur la nature. De telles conclusions conduisent à des théories sans aucun rapport avec la réalité, à l'invention de lois qui ne sont plus rien que le reflet de la pensée de leur auteur, comme par exemple la tri-ondulation de J. L. Destouches.

Le courant positiviste

L'une des branches les plus puissantes qui ont poussé à l'arbre idéaliste est sans doute le positivisme qui a exercé et exerce encore une très grande influence sous des formes renouvelées, comme en témoignent les travaux sur la mécanique quantique que nous avons cités. Face à ces travaux on ne voit se dresser de façon organisée et consciente que les savants qui ont érigé la conception matérialiste dialectique en conception du monde et notamment les savants soviétiques ; à cette opposition s'ajoute celle de ces savants qui sont spontanément matérialistes dans leur travail scientifique.

L'influence positiviste se manifeste en France sous plusieurs aspects. Elle se manifeste de façon pratique par l'orientation de la recherche en physique ; elle se manifeste sur le plan idéologique par le tribut payé par de nombreux chercheurs au positivisme.

De façon pratique, le positivisme n'accordant de valeurs qu'aux données de la perception, il en résulte un rejet systématique de la théorie comme représentation de la réalité ; en particulier, les relations théoriques paraissent n'avoir qu'une valeur phénoménologique. On pourrait citer à ce propos certains passages de la préface du livre de G. Bruhat, *les Etoiles*, où celui-ci refuse de traiter de l'intérieur des étoiles parce qu'on n'a aucun moyen de vérification de ce qui s'y passe. Cette conception équivaut en somme au refus de la connaissance rationnelle, comme possibilité humaine s'ajoutant à la connaissance sensible.

La conséquence de cette attitude est l'orientation des recherches en physique en France, la faible place qui est accordée aux recherches théoriques, la faible liaison entre les théoriciens et les expérimentateurs, ces derniers ayant hérité du positivisme une certaine méfiance envers la théorie.

Dans la littérature scientifique publiée dans les pays capitalistes, on voit à premier examen se manifester, sous l'influence de l'empirisme logique américain, une tendance à l'empirisme dans le domaine expérimental, se traduisant par l'accumulation de données d'observation, sans qu'un effort suffisant soit fait pour les relier entre elles, et une tendance à l'empirisme en théorie, si paradoxal que cela puisse paraître, avec la multiplication des travaux théoriques d'un caractère phénoménologique. Cet empirisme dans la théorie se manifeste également par le refus de prendre en considération les théories qui s'efforcent de repenser les grands problèmes posés par les contradictions des théories avec les faits. Un aspect de cet empirisme en théorie se trouve exprimé, malgré certaines réserves des auteurs, dans la préface de l'ouvrage de Weisskopf et Blatt, qui est par ailleurs l'un des meilleurs ouvrages de physique théorique en circulation.

Il faut ajouter à cela que cet empirisme le plus plat possède son contraire, le développement dans certaines théories d'un énorme appareil formel sans plus aucune relation avec la réalité, le remplacement de l'expérience par des conditions purement inventées, l'invention de lois que la nature devrait suivre, etc... Les théories super-ondulatoires de Antonin Giao sont de cette catégorie, ainsi

que certains travaux formels sur des modèles d'univers qui n'ont rien de commun avec l'univers réel, comme par exemple le phénomène de création de matière, à raison d'un proton par litre et par milliard d'années, inventé par Bondi, Doyle et Gold.

On comprend que de telles fantaisies aient servi à des physiciens influencés par le positivisme de preuve à l'assertion suivant laquelle il est impossible d'aller au delà des données de la perception.

Ce scepticisme a marqué d'innombrables travaux. En face des travaux de Langevin et de tous les physiciens influencés par lui, on ne compte pas les publications où se manifeste l'esprit de Bouasse, dont il n'est pas inutile de rappeler que dans un traité de physique de 45 volumes le mot atome ne figure nulle part, et cela de propos délibéré !

Une analyse critique de l'orientation de la physique en France depuis quarante années, met en évidence le caractère stérile, scolastique, de nombreuses recherches, et démontre la nécessité impérieuse de chasser la conception positiviste et l'influence de l'idéologie nominaliste d'H. Poincaré sur la recherche en physique en France. L'influence de l'idéalisme philosophique est certainement très grande, surtout si l'on compte le petit nombre des ouvrages de grande diffusion, dont la base philosophique est le matérialisme : les écrits de Langevin et de Joliot, la publication par la Nouvelle Critique de *Questions de Physique*, les interventions de Vigier et quelques autres, *l'Origine des Mondes* de Paul Labérenne.

La publication d'ouvrages montrant le progrès des sciences grâce à la recherche des contradictions dans l'essence des choses ferait éclater l'importance énorme de la conception marxiste pour le progrès des sciences.

La publication récente de l'ouvrage *Louis de Broglie, physicien et penseur* offre l'occasion de voir de près l'influence du nominalisme et de l'empirisme logique en physique.

Madame Tonnelat, dans son article sur « La notion de réalité physique », ne fait pas de séparation bien nette entre la nature des lois de la science et leur contenu. Elle incline sans nul doute vers la conception positiviste :

> ...bien avant les quanta, le divorce entre la réalité physique objective et les hypothèses mécanistes était accueilli avec une certaine forme, soit parce que l'essence même du réel était constatée par cette cohérence qu'exprimait la relation, soit au contraire parce qu'il était vain de vouloir édifier, par delà, d'hypothétiques et inutiles constructions,

tout en rendant hommage à la conception de Louis de Broglie, suivant laquelle

> se manifeste la conviction de la permanence du photon et plus généralement, d'une réalité physique objective indépendante de toute expérience effectivement réalisable, susceptible de la mettre en évidence.

Mais, devant les difficultés de la théorie quantique, c'est à une véritable capitulation que Mme Tonnelat aboutit :

> La solution la plus sage paraît donc de s'en tenir à la description indéterministe et positiviste des théories quantiques sans se dissimuler qu'elle est loin d'aboutir à des conclusions entièrement satisfaisantes.

L'intérêt de l'article de H. Reichenbach ne provient pas tellement de son contenu, mais de ce que l'empirisme logique marque de façon caractéristique

les travaux d'un grand nombre de physiciens américains, dont l'influence en France est considérable.

Posant la question :

> Les choses sont-elles toujours présentes et sont-elles les mêmes choses lorsque nous ne les observons pas ?

H. Reichenbach donne la réponse de Berkeley et la réponse de Kant et conclut :

> Le philosophe des sciences, fort heureusement, a trouvé de meilleures manières d'interpréter la réalité physique. Il s'est aperçu que de telles questions sont des questions de langage... Etant donné le même monde physique, il existe une classe de descriptions équivalentes, chacune d'entre elles est vraie et il n'y a aucun sens à demander laquelle est réellement vraie.

Mais la forme peut-être la plus complexe d'influence idéaliste se manifeste dans l'article de Rosenfeld, qui présente la complémentarité comme le *nec plus ultra* du matérialisme dialectique. Il est possible de faire de la dialectique idéaliste, et l'idéalisme rationnel constitue un des monuments historiques de la pensée humaine. Mais la démonstration de Rosenfeld repose sur le postulat que la complémentarité de Bohr est elle-même « matérialiste ». Sous la forme sous laquelle Rosenfeld pose la question, on voit toutefois qu'il s'agit en réalité du matérialisme vulgaire et non pas du matérialisme dialectique. Le fait que nos appareils de mesure soient matériels n'est pas la preuve d'une conception matérialiste de ce que nous mesurons !

La signification, sur le plan idéologique, de ces attaques contre la science, et spécialement contre l'objectivité des lois de la nature, apparaît encore plus clairement lorsqu'on la relie aux autres offensives idéologiques de la bourgeoisie.

Le fidéisme, le créationnisme servent de base au discours du Pape, en novembre 1951, devant l'Académie Pontificale. Ce discours sert ensuite par exemple au chanoine Kir, à publier un ouvrage où il réconcilie la Science avec la Foi.

II. — La situation de la science dans le monde socialiste

La loi économique fondamentale du socialisme nous éclaire sur le rôle de la science. Comment, en effet, Staline énonce-t-il la loi économique fondamentale du socialisme ?

> Assurer au maximum la satisfaction des besoins matériels et culturels sans cesse accrus de toute la société, en augmentant et en perfectionnant toujours la production socialiste sur la base d'une technique supérieure [1].

L'application de cette loi, c'est l'orientation de toute la vie de l'U.R.S.S. vers la satisfaction maximum des besoins matériels et culturels de toute la société, c'est le nouvel humanisme, l'humanisme socialiste. Le moyen d'atteindre à cette satisfaction des besoins matériels et culturels *sans cesse croissants* est le développement de la production. Le développement de la production repose

1. *Les Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.*, p. 43.

sur l'emploi d'une technique supérieure, qui ne serait rien sans la science. Donc, ainsi que Staline nous l'explique dans sa polémique avec Iarochenko, la technique n'est pas tout. La connaissance des lois objectives de la nature et de la société est indispensable au socialisme, puisque c'est le seul moyen qu'ait l'homme pour agir sur la nature et sur la société.

Le socialisme tout entier a besoin de la science pour se développer. La science est source de richesse et de bien-être pour le peuple tout entier — et cette richesse et ce bien-être ne peuvent être obtenus que dans la paix.

L'essor de la science ne peut se produire que lorsque la science devient le bien du peuple tout entier.

Le moyen élémentaire de faire que la science devienne le bien du peuple tout entier est le prolongement de la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans, ce qui sera réalisé au cours du prochain quinquennat soviétique.

Mais l'essor de la science ne se produirait pas si les écoliers, les étudiants, les chercheurs devenaient des spécialistes étroits. Au contraire, l'instruction polytechnique obligatoire, qui selon le mot de Staline est

> indispensable pour que les membres de la société puissent choisir librement une profession et ne soient pas rivés pour toujours à une profession déterminée [1],

permet de briser les cloisons entre la recherche fondamentale et l'expérience de millions de producteurs. Un tel programme est conforme à ce que nous pouvons tirer de l'histoire de la physique. La plupart des grands physiciens se sont distingués par une culture véritablement encyclopédique, couvrant dans leurs travaux d'immenses domaines de la physique : Langevin, travaillant sur le paramagnétisme, les ions dans les gaz, la relativité, les ultra sons ; Louis de Broglie découvrant les propriétés ondulatoires des micro-objets, travaillant sur la mécanique statistique, sur l'électrodynamique et la propagation guidée des ondes électromagnétiques ; Einstein, auquel on doit non seulement la relativité, mais des travaux décisifs sur la théorie des quanta, sur le mouvement brownien, sur la mécanique statistique. Pour ne pas rappeler Descartes ou Lomonossov.

De plus, la connaissance des lois du développement des sociétés fait des savants soviétiques des hommes conscients, qui s'intéressent aux destinées de leurs pays. Le contraste éclate entre les savants soviétiques, et ces savants du monde capitaliste, ces savants des Etats-Unis, qui travaillent dans leur spécialité pour le compte de l'armée et de la marine, et leur livrent les résultats de leurs travaux sans songer à leur emploi futur pour le perfectionnement des armes d'extermination. En France même, des physiciens ont la même attitude, et se préparent avec indifférence, par le moyen du C.E.R.N., à livrer à l'Amérique, aux trusts, leurs découvertes, se faisant ainsi les pourvoyeurs des champs d'extermination dont rêve l'impérialisme pourrissant.

Le développement de la science dans les conditions du socialisme implique un développement de tous les aspects de la recherche, et spécialement de la recherche fondamentale qui, tout en se développant par ses voies propres, par la résolution de ses contradictions spécifiques, doit être prête à tout moment à répondre aux questions théoriques soulevées par le progrès de la production.

En physique, on voit un développement impétueux de la physique théorique, de la physique nucléaire, de l'étude des rayons cosmiques, de la spectroscopie, de l'astrophysique, dont les observatoires se multiplient dans toute l'Union soviétique et jusque sur les plus hautes montagnes.

Rappelons ici ce que disait Malenkov :

---

1. *Les Problèmes...*, p. 74.

Le nombre des instituts de recherches, laboratoires, et autres établissements scientifiques en U.R.S.S. est passé de 1.560 en 1939 à 2.900 au début de 1952. Le nombre des travailleurs scientifiques a presque doublé au cours de la même période [1].

Dans le domaine de la théorie, les savants soviétiques considèrent que l' « étrangeté » du système du monde tel que la physique contemporaine nous le découvre, — « absurdité » d'une matière dotée à la fois de propriétés corpusculaires et de propriétés ondulatoires, combinaison du chaos statistique des corpuscules et de la régularité rigoureuse des ondes, transformation de la « lumière » en « matière », — est précisément un argument bien propre à confirmer l'objectivité de ce monde. S. Vavilov a écrit à ce sujet :

Les systèmes idéalistes..., de Schelling à Eddington, prétendaient que le physicien ou le philosophe était en mesure de comprendre le monde par le seul raisonnement, s'enfermât-il dans une chambre obscure. A les en croire, tout, dans cet univers idéaliste, est prévu et correspond à la pensée. Or le monde, avec ses propriétés inattendues, vient briser cette harmonie idéaliste. « Avoir du monde une conception matérialiste, dit Engels dans sa *Dialectique de la nature*, c'est tout simplement comprendre la nature telle qu'elle est, sans aucune addition étrangère. » L'espoir des partisans du mécanisme, lorsqu'ils croyaient que les lois du microcosme et du macrocosme s'avèreraient dans l'essentiel analogues à celles du monde des phénomènes qui nous sont familiers, était, il va sans dire, une « addition étrangère », pour reprendre l'expression d'Engels. Le monde de l'atome s'est révélé profondément différent du nôtre. Nous devons modifier nos concepts, les adapter à ce monde qui s'ouvre devant nous [2].

Et Vavilov rappelle les *Cahiers philosophiques* de Lénine, où ce grand penseur insiste sur la nécessité, pour qui veut « embrasser le monde », de « dégrossir et élaguer » les concepts, de les rendre souples et mobiles, relatifs et liés organiquement entre eux, de ne jamais faire de la *loi* un absolu.

Les concepts adéquats au monde nouveau qui se révèle à nous, ne sont pas encore élaborés. La relation d'incertitude ne constitue pas, affirme Vavilov, une énigme philosophique :

C'est une des manifestations de l'impossibilité d'appliquer entièrement les notions du monde qui nous est familier, aux propriétés subtiles de la matière et de la lumière.

L'inadéquation des notions classiques aux phénomènes atomiques ne signifie pas qu'une borne infranchissable est mise à notre savoir. Elle signifie seulement que la théorie mécanique ne suffit pas et que, pour expliquer les phénomènes nouvellement connus, il faut construire de nouvelles théories physiques, en combinant (comme on s'y essaye depuis cinquante ans) les données expérimentales, les hypothèses mathématiques, l'extrapolation et une prudente application des représentations et des modèles classiques.

Dans la lutte contre les survivances idéalistes, une critique et une autocritique serrées sont nécessaires.

On a souvent dit quelle était la position de principe des marxistes en ce qui concerne le rôle de la critique et de la discussion dans le développement de la science : les savants soviétiques veillent attentivement à ce que cette critique soit libre.

---

1. G. Malenkov : Rapport présenté au XIXe Congrès du Parti sur l'activité du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S., pp. 90-91, Editions en langues étrangères, Moscou, 1952.
2. S. Vavilov : *Lénine et les problèmes philosophiques de la physique moderne*. Moscou, 1953, pp. 18 sq.

Précisions par un seul exemple, tiré de l'astronomie.

Par une série d'articles parus de 1943 à 1946, O. J. Schmidt a proposé une nouvelle théorie de l'origine du système solaire. En 1949, une première conférence sur la cosmogonie, au cours de laquelle de vives critiques ont été adressées à O. J. Schmidt et à différents astronomes, a établi un programme de travail, a fixé des objectifs à atteindre, a précisé les principaux problèmes à résoudre. D'autres conférences ont suivi, en 1951, en 1952. Le compte rendu complet de la discussion de 1951 remplit un volume de 370 pages, et la discussion de 1952, dont n'a encore été publiée qu'une analyse, a eu une importance encore plus grande.



Le savant bourgeois se heurte, au cours de son activité, à d'innombrables difficultés, chacune de ces difficultés étant le nœud d'une contradiction.

Contradiction entre sa méthode scientifique et sa conception du monde ; contradiction entre l'idée qu'il se fait du rôle de la science, et la place réelle de la science dans la société ; contradiction entre la préparation à la guerre de l'impérialisme et l'inébranlable politique de paix des pays du socialisme et des peuples de tous les pays. Seule la conception marxiste est capable d'éclairer ces difficultés, de montrer comment se résolvent ces conflits, quelle est leur origine véritable. En partant, pour notre lutte idéologique, des bases que nous fournit le marxisme, en choisissant des objectifs justes pour notre lutte idéologique, en nous souvenant toujours que le physicien voit le marxisme et les marxistes avec ses yeux de physicien, nous devons pouvoir mener avec les savants français patriotes une lutte commune contre l'influence américaine, assurer l'existence d'une recherche indépendante, en opposition avec la recherche soumise aux impératifs de l'impérialisme américain.

LA FAIM MENACE-T-ELLE LE MONDE ?

par M. SAUCEROTTE

CERTAINS ouvrages à la publicité retentissante ont brutalement posé ces temps derniers ce problème qui, au reste, est depuis longtemps déjà une des composantes majeures de l'histoire humaine. Laissant de côté les hypothèses plus ou moins arbitraires sur la possibilité d'expansion indéfinie de l'espèce, et d'une croissance également indéfinie des ressources qui lui sont indispensables, il s'est circonscrit, en se fondant toujours plus solidement sur des données d'observation, au problème des rapports entre l'homme et la nature, auquel s'est intégré, au point de devenir à son tour déterminant, celui des rapports entre le complexe naturel Homme-Nature, tel qu'il ressort des constatations biogéographiques qui ont pu être faites, et l'organisation économique plus ou moins rationnelle des productions et des échanges à la surface du globe.

A la donnée séculaire de la famine, telle qu'elle s'est présentée si souvent au cours de l'histoire, au Moyen âge, et récemment encore en Chine ou aux Indes, la biologie et l'ethnologie ont joint et même substitué une donnée quantitativement beaucoup plus précise, celle de la sous-alimentation qui commence à se manifester quand, en gros, la ration alimentaire tombe au-dessous du chiffre d'à peu près 3.000 calories par jour. Entraient également dans cette ration alimentaire certaines quantités minima de minéraux, de vitamines, dont l'absorption apparaît aujourd'hui indispensable à l'organisme.

Est-ce à dire que l'insuffisance en calories ou l'absence de certains corps de base entraîne inéluctablement la mort par inanition ? Non. Mais des troubles fonctionnels apparaissent qui, répétés sur des générations successives, finissent par entraîner des modifications de l'organisme. Il est connu depuis longtemps déjà qu'une alimentation exclusivement fondée sur le maïs entraîne, chez les populations pauvres du Mexique ou des Noirs de la région du Mississipi, la manifestation permanente de la pellagre. C'est à la même sous-alimentation permanente que les ethnologues attribuent aujourd'hui la prétendue prédisposition de nombreux Noirs à la paresse, contre laquelle on ne connut longtemps d'autre remède que la chicote. L'insuffisance d'aliments carnés conduit à la tuberculose. Des modifications finissent par s'inscrire dans l'organisme, parfois héréditairement : diminution de la taille, caries dentaires, aspect rachitique de l'individu, ballonnement du ventre, etc...

L'organisme peut réagir, et M. de Castro cite le cas de la géophagie des enfants des classes pauvres au Brésil, due au besoin de reconstituer, par l'absorption de terre, les quantités de minéraux absentes des rations alimentaires. Mais il va sans dire que cette réaction est nécessairement limitée par les conditions économiques et sociales dans lesquelles vit l'individu, et lorsque celles-ci sont défavorables, ne saurait être suffisante.

Ces faits commencent à être systématisés depuis un certain temps déjà. Pourquoi avons-nous dû attendre au lendemain de la deuxième guerre mondiale avant de les avoir vus exposés au grand public ? Les seules solutions valables au problème posé par la sous-alimentation permanente de races entières

bousculaient trop d'intérêts en place dans les puissances colonisatrices ou protectrices, pour que ne s'explique pas ainsi la persistance jusqu'à nos jours de ce « mur de silence ».

Historique

Il ne semble pas que le problème de la capacité alimentaire de la terre ait été posé de façon scientifique avant une date récente. Si l'on situe à peu près à une dizaine de milliers d'années la période du néolithique qui vit apparaître l'élevage et l'agriculture, il reste que pour la plupart des peuples primitifs ces deux modes conjoints de l'exploitation du sol ont eu longtemps une forme extensive et semi-nomade, sauf dans quelques plaines aux limons renouvelés et particulièrement riches : défrichement des forêts tropicales par le feu, mise à feu des herbes à la saison sèche, ce qui donnait quelques cendres utilisées comme engrais, déplacements des lieux d'habitat quand le sol était épuisé. Ces types d'exploitation sont encore en usage en Afrique et dans les plateaux intérieurs de l'Asie du sud-est, et caractérisés par une expansion absolument spontanée.

Quand apparurent les premiers efforts destinés à systématiser dans une conception rationnelle des processus jusqu'alors purement empiriques et incontrôlables ? La fondation de l'économie politique en tant que science au XVIIIe siècle devait, implicitement, sinon explicitement, poser le problème. La confiance dans la valeur des principes alors découverts (et dont le plus fondamental était l'affirmation de la valeur de la concurrence individuelle et de la loi de l'offre et de la demande pour la production de richesses sans cesse croissantes au fur et à mesure que s'accroîtrait cette demande, c'est-à-dire le nombre des hommes), pouvait paraître apporter une réponse valable. Il semble bien que le problème qui angoissera Malthus quelques années plus tard n'a pas effleuré les fondateurs de l'école libérale. Le capitalisme a une telle force ascendante que pour l'optimisme du XVIIIe siècle il ne se posait pas. La notion de progrès suffit alors à tout.

L'*Essai sur le principe de la population*, en 1798, devait rompre avec cet optimisme métaphysique, qui avait eu trop tendance à substituer à la Providence divine la bonté de la Nature. Malthus a sous les yeux l'Angleterre de la crise économique (il écrit d'abord un pamphlet : *the Crisis*), des bas salaires et de la honte de la loi sur les pauvres. La diminution du nombre des ouvriers peut seule hausser le prix du travail. L'accroissement des hommes selon une progression géométrique ne peut qu'accroître la sous-alimentation, puisque les subsistances ne croissent que selon une progression arithmétique. Mais le capitalisme ascendant n'a pas encore renoncé au progrès. Malthus soulève une opposition passionnée.

Le XIXe siècle devait lui apporter un démenti. La population de l'Angleterre et de l'Allemagne doublera en un siècle, celle du monde également. Le rendement du blé à l'hectare aura doublé lui aussi en France et en Angleterre, cependant que la mise en valeur, en vue de la culture du blé, des immenses espaces de l'ouest américain, puis de l'Argentine, aura créé un colossal courant d'échanges Amérique-Europe, le nouveau continent envoyant à l'ancien ses produits alimentaires et lui demandant en retour ses capitaux et ses fournitures industrielles. L'industrialisation de l'Angleterre et de l'Allemagne ne cesse pas jusqu'à la première guerre mondiale, et avec elle (tout au moins au XXe siècle pour ce qui est de l'Allemagne) l'augmentation de la population.

Mais ce courant d'échanges n'est pas le seul. Dans le dernier tiers du XIXe siècle et jusqu'en 1914, la gigantesque accumulation de capitaux rendue possible par l'énorme masse de profits prélevés jusqu'alors grâce aux bas salaires, se matérialise en de nouveaux investissements industriels en Angleterre, et plus encore en Allemagne et aux U.S.A. C'est la conquête de marchés nouveaux, en Amérique du Sud, en Afrique, en Asie. Deuxième bond en avant que favorise l'accroissement de la circulation monétaire après la mise en valeur des mines d'or de Californie et d'Australie au milieu du XIXe siècle, puis de l'Alaska et de l'Afrique du Sud à la fin, et la multiplication des signes monétaires provoquera plusieurs périodes de hausses de prix.

La classe ouvrière a pu créer de puissantes organisations : Trade-Unions d'Angleterre, syndicats français, parti social-démocrate et syndicats allemands, A.F.L. américaine. Elle sait profiter des hausses pour arracher de substantielles améliorations de son sort, qui demeurent cependant moindres que les accroissements de profits, dus à l'augmentation de la productivité.

Mais si, de cette façon, la sous-alimentation s'atténue notablement, au point que le réformisme envisage la perspective d'un progrès indéfini et sans à-coups, les peuples de couleur sont entrés dans le système et sont les victimes d'une surexploitation intensive. Ainsi s'accroissent la masse et même parfois le taux du profit. Dans les filatures de Bombay, la ration alimentaire des ouvriers est inférieure à celle des détenus, pourtant déjà insuffisante. Il en est de même en Amérique latine, en Afrique (le salaire du manœuvre urbain est à Casablanca de 8.500 francs par mois en 1953, celui de l'ouvrier agricole de 200 francs par jour).

Le problème des populations de couleur

La découverte de cette réserve de main-d'œuvre à bas prix va modifier profondément les données du problème démographique hors d'Europe. Des capitaux de plus en plus nombreux s'investiront dans les pays à populations de couleur, attirés par des taux de profit plus élevés (il est de 14 % en moyenne sur le territoire des U.S.A., de 17 % pour les investissements au dehors). Mais cette situation ne peut devenir stable que dans la mesure où la pression d'une main-d'œuvre excessive permet de maintenir les bas salaires. Une politique habile, mais à courte vue, d'améliorations de l'hygiène publique va permettre une baisse de la mortalité, en particulier infantile, et de ce fait un certain allongement de la vie humaine dans les pays coloniaux et protégés. Elle permet de donner à l'impérialisme un certain aspect de bienfaisance, moyennant le sacrifice de quelques crédits relativement minimes, et de maintenir, voire d'accroître la pression sur le marché du travail. C'est ainsi que la mortalité baissant dans les Indes (ce qui n'empêchera pas d'ailleurs quelque 20 millions d'Hindous de mourir encore de faim au début du XXe siècle, et 40 % des jeunes enfants de mourir avant l'âge de cinq ans), et la natalité demeurant de 34 %, la population passe de 350 à 434 millions d'habitants en 1953, s'accroissant à raison de près de 4 millions d'individus par an.

L'Algérie passe en un siècle de 2 à 9 millions, le Japon de 29 à 80 millions. Mais l'accroissement de profit est le seul but cherché : c'est ce qui ressort du ridicule accroissement des surfaces consacrées aux cultures vivrières, eu égard à celui de la population. Elles rapportent en effet considérablement moins que les cultures d'exportation, et il s'agit d'abord de gagner : les riches terres vol-

caniques de la région de Bombay demeurent consacrées au coton, d'énormes étendues du Bengale au jute et à la canne à sucre ; en Algérie le blé, l'orge sont refoulés des plaines côtières et des vallées, régions les plus riches, vers les hautes plaines de l'intérieur, pour faire place aux primeurs, à la vigne et aux fruits, cultures d'exportation. L'agriculture indigène, sans soutien, demeure misérable (6 quintaux à l'hectare en Algérie).

Cependant, dans les grands pays industriels de race blanche (sauf l'Italie), l'accroissement du bien-être amène un étalement de la courbe d'accroissement de la population, malgré le recul de la mortalité. De 1890 à 1930, la natalité tombe en effet en Allemagne de 35 à 20 0/00, en Angleterre de 30 à 20 0/00, en France de 25 à 15 0/00. Elle se maintient en Italie aux environs de 25 0/00.

Ainsi tend à s'accroître un déséquilibre de répartition : la plus grande partie de l'excédent annuel de population globale de 20 à 25 millions appartient ainsi aux races de couleur, où la natalité demeure de beaucoup la plus élevée. Par contre, dans les pays de ces mêmes races, le déséquilibre s'accentue aussi entre le chiffre de population et les productions vivrières.

Le bilan

Le bilan est donc déficitaire. Marque-t-il la faillite de la conception libérale de l'homme assuré d'un progrès indéfini et pour ainsi dire linéaire, sur la base de la concurrence individuelle et du jeu de la loi de l'offre et de la demande, l'accroissement de celle-ci, en raison de l'accroissement de la population humaine, demeurant le moteur du progrès ? Autrement dit, de la conception de la « libre entreprise » ?

Le problème est plus complexe. Une méthode scientifique véritable embrassera non seulement le complexe purement économique des rapports humains de production et de répartition des productions vivrières, mais d'autres complexes exclusivement naturels, rapports entre éléments physiques et biogéographiques, rapports des différents éléments biogéographiques entre eux, rapports entre tous ces éléments et l'activité humaine, actions et réactions de ces différents complexes l'un sur l'autre. Telle semble être la seule méthode valable d'une science écologique véritable, méthode éminemment dialectique.

L'érosion, du point de vue physique, en constitue la première donnée. Et d'abord le passage plus ou moins lent de régions entières au facies désertique. Laissant de côté les spéculations sur les variations possibles de climat dans le passé dont, si le fait est peu contestable, les causes profondes nous échappent encore, l'observateur s'efforcera d'abord de déceler l'ampleur du phénomène à l'échelle perceptible de l'histoire. Invasion des sables sahariens vers les hauts plateaux algériens et vers le sud (à la vitesse, dans cette zone, d'un kilomètre par an, ce qui a provoqué le comblement des lacs de la boucle du Niger; et accélère celui du Tchad), invasion des sables des déserts syriens ou de ceux d'Asie centrale, extension vers l'est des « bad Lands » du Far-West américain.

Les causes profondes paraissent difficiles à éluder directement : permanence des vents désertiques dus à la permanence, dans certains cas, des zones de haute pression subtropicales, ou des centres de hautes pressions hivernales en Asie ou en Amérique, ou du dessèchement et du réchauffement des vents pacifiques passant par-dessus les Rocheuses.

Cependant le milieu biologique, dès qu'il devient possible, réagit par la pousse de graminées (steppe, prairie, savane), puis par la forêt et son sous-bois moussu.

Intervient l'action humaine, pendant des millénaires empirique et désordonnée : défrichement en vue de cultures sur brûlis, nomadisme ou transhumance. Il semble bien que ce soit à cette intervention qu'il faille attribuer le passage à un facies désertique ou semi-désertique de la plus grande partie des régions méditerranéennes autrefois relativement forestières : Atlas, Grèce, Sicile, Italie du Sud, Espagne centrale. C'est pour une grande part dans l'antiquité que s'est produite cette évolution qui n'a épargné que quelques îlots épars de l'ancien domaine forestier : Syrie, Kroumirie, etc...

Mais il semble que l'évolution la plus rapide se soit produite aux Etats-Unis. L'extraordinaire poussée de colonisation qui couvre le dernier siècle d'abord, par ses besoins en traverses, poteaux de mine ou télégraphiques, plus encore par l'invraisemblable gaspillage de ce type nouveau de civilisation fondé exclusivement sur le principe d'une propriété privée au domaine pratiquement illimité, et sur celui d'une concurrence individuelle acharnée, a détruit, en ce court laps de temps, la moitié de la forêt américaine, soit 3 millions de km^2. Un journal américain tirant à 100.000 exemplaires utilise un hectare de forêt par an. Le service forestier américain ne date que du XXe siècle et reste presque toujours impuissant en face de la « libre initiative ».

Ainsi se prépare, plus ou moins rapidement, le passage au facies semi-désertique, puis désertique, qu'accentue encore, d'après certains auteurs, le dessèchement du climat par suite de la rupture du cycle hydrologique local engendré par la forêt.

De son côté, le labour fait disparaître le revêtement naturel de la steppe ou de la prairie, détruisant les racines de graminées qui retenaient en permanence l'humidité. L'infiltration fait place au ruissellement : la destruction du sol est 16 fois plus prononcée dans les terres à blé, 100 fois plus dans les terres cultivées en maïs, que dans la prairie. Le caractère granulaire du sol, permettant l'aération, le travail des bactéries et la conservation de l'humidité en profondeur, disparaît, si l'on n'y prend garde.

Dès lors le niveau des eaux souterraines baisse. Le ruissellement de surface provoque l'irrégularité du débit des rivières, faisant se succéder sécheresses et crues dévastatrices qui accélèrent le processus d'ensemble.

La voie est ouverte à la dénudation des roches et aux sables. 3 milliards de tonnes de terres fertiles sont ainsi enlevées chaque année par l'érosion aux U.S.A., dont 40 millions de tonnes de phosphore, potasse, azote. Aujourd'hui l'érosion affecte ainsi 75 % du sol du Texas et de l'Oklahoma. 110 hectares de terres cultivables disparaissent ainsi chaque jour.

Mais les observations écologiques ont également montré l'appauvrissement rapide du sol des pays neufs. Il semble que la méthode traditionnelle d'entretien de la terre dans certains pays de vieille civilisation, comporte des avantages : le soin que met à renouveler le sol le cultivateur flamand, brabançon ou allemand, ou en Extrême-Orient le paysan chinois utilisant l'engrais humain, le plus riche de tous, en témoigne, ainsi que la pratique des jachères, ou, plus tard, des rotations de culture, voire même de la polyculture simultanée, comme en certaines régions italiennes.

Il semble au contraire que dans les pays neufs le désir du profit maximum immédiat l'ait emporté d'autant plus aisément que des immensités de terres

vierges s'ouvraient toujours nouvelles aux propriétaires de sols déjà épuisés. Or le rendement décroît avec l'épuisement, le renouvellement du sol exige un travail humain beaucoup plus considérable, en même temps que des investissements en engrais. Les vieux pays d'Europe occidentale, Allemagne, France, n'ont pu sauvegarder leur ancien mode d'exploitation qu'à l'aide de puissantes barrières douanières, maintenant les productions alimentaires à un prix suffisamment rémunérateur, ce qui ne va pas sans dommage pour le pouvoir d'achat des classes ouvrières.

La culture dite « extensive » et mécanisée est à l'inverse beaucoup plus rémunératrice ; un des aspects en est encore, aux Etats-Unis (Dakota, Texas, Oklahoma), au Brésil, l'abandon des terres épuisées et la mise en culture de nouvelles terres vierges.

Cette politique agraire de certains fermiers de l'Ouest américain tend à être, de plus, la politique de grandes sociétés capitalistes qui s'approprient la terre dans un but purement lucratif, compagnies d'assurance ou banques aux Etats-Unis. Cette concentration apparaît d'ailleurs dès le début dans les pays colonisés ou semi-coloniaux (Castro estime qu'au Brésil on compte quelques centaines de milliers de grands propriétaires pour 28 millions de ruraux).

Dès lors tend à jouer de plus en plus la loi du « profit maximum » (Staline) : on cherche les terres les plus rentables qu'on abandonne dès qu'elles sont épuisées. D'autre part, rotations, jachères sont abandonnées au bénéfice de la monoculture : café du Brésil, thé, jute et coton des Indes (où l'agriculture dans les plantations revêt d'ailleurs un aspect plus scientifique), plantations de canne à sucre de Cuba, Haïti, Porto-Rico, plantations de bananes de l'Amérique centrale. On réduira au maximum la part des cultures vivrières (1 hectare sur 4 à Porto-Rico qui a une densité de 700 habitants au km^2), on les interdira même (dans certaines colonies anglaises des Petites Antilles), ce qui permet de vendre au prix fort, aux populations de couleur, les produits alimentaires d'importation dont elles ne peuvent se passer. Les abus deviendront tels que la monoculture est aujourd'hui souvent en recul, au Brésil par exemple, mais toujours dans le cadre des cultures d'exportation, les seules rémunératrices (cacao, sucre, caoutchouc, tabac, coton).

Ainsi s'explique le bilan d'aspect terrifiant présenté par M. William Vogt (*La faim du monde*) : 100 ares de terres cultivables étant nécessaires pour les cultures vivrières d'une personne, la moyenne ne serait que de 40 ares. L'évolution actuelle ne pouvant qu'accentuer ces tendances, prédominantes depuis longtemps déjà, certains ethnologues, cités par M. Vogt, envisagent déjà aux Etats-Unis la limitation des cultures aux terres les plus riches et le report de la population au chiffre optimum de 100 millions d'habitants. Nous préciserons que la densité moyenne, aux Etats-Unis, est actuellement de 18 ! Pour M. Pendell, l'optimum serait, pour le monde entier, de 700 millions d'habitants, pour M. Harper et M. Peerson, de 900.

Par contre d'autres chiffres sont avancés, de 5 milliards 1/2 pour M. East, de 8 pour M. Penk, de 11 pour Kuczinski (*die Theorie der Lage der Arbeiter*).

Il reste que ces derniers chiffres paraissent bien inconciliables avec la loi du profit maximum, et que, tant que celle-ci demeurera le moteur principal de la production des pays capitalistes, il sera pratiquement impossible de porter remède à la sous-alimentation des deux tiers des habitants de l'Amérique latine par exemple, voire à celle des noirs du sud des Etats-Unis, pourtant un des plus grands producteurs céréaliers du monde.

Le problème économique

Il s'avère ainsi impossible de traiter fondamentalement le problème biologique de l'alimentation humaine sans mettre en cause le problème des « rapports de production » que les hommes entretiennent entre eux.

Or les données de celui-ci sont telles qu'il apparaît à l'examen que, depuis les lendemains de la première guerre mondiale, c'est-à-dire approximativement depuis 1929, date de l'ouverture « officielle » de la crise mondiale, l'insuffisance du pouvoir d'achat des masses de couleur, qui a fait substituer dans les pays coloniaux et semi-coloniaux les cultures d'exportation aux cultures vivrières, tend à s'étendre aux grands pays industriels de race blanche. Ainsi reparaît le phénomène de la « paupérisation croissante des masses » (Marx), se manifestant d'abord par la sous-alimentation.

John Boydorr (*Food and the People*) établit ainsi les rations alimentaires comparées de l'ouvrier anglais au XVIII[e] siècle et en 1935, par rapport au minimum désirable :

	XVIII[e] *siècle*	1935	*Minimum désirable*
Calcium	1 g. 2	0 g. 5	1 g.
Fer	23 mg.	9 mg. 6	15
Vitamine A	6600	1220	5000
Vitamine B	1300	350	5 à 700
Vitamine C	110	55	75

M. Fourastié écrit de son côté, parlant du salaire réel de l'ouvrier français (*Machinisme et bien-être*) : « La régression actuelle est telle qu'il n'est guère plus élevé en 1950 qu'en 1805. » Et cela pour une productivité incomparablement plus élevée.

Il ne semble guère que les menaces d'une reprise de la crise économique généralisée en 1954, à quoi semblent s'attendre des hommes aussi avertis qu'André Siegfried (*Figaro* du 14 octobre 1953), Colin Clark (*Manchester Guardian*), Varga (*Pravda*), puissent freiner cette dégradation progressive, en particulier du fait du rétrécissement du marché mondial capitaliste, et de l'apparition d'un marché socialiste, qui englobait 180 millions d'hommes avant guerre, et qui en englobe 800 millions aujourd'hui, comme l'observe Staline dans les *Principes économiques du Socialisme en U.R.S.S.* Une nouvelle expansion du système, semblable à celle qui s'est produite dans le dernier tiers du XIX[e] et au début du XX[e] siècle au bénéfice des populations des grands pays industriels et au détriment des masses de couleur, est impossible aujourd'hui.

Ainsi s'explique parfaitement le néo-malthusianisme de Vogt et de ses congénères, proposant de réduire la population des U.S.A. à 100 millions d'habitants. La nécessité de se maintenir au profit maximum, et de parer aux menaces d'un chômage catastrophique, y conduit inéluctablement.

Economie et démographie

L'investissement de capitaux dans les pays coloniaux et semi-coloniaux à bas-

salaires et à profits très élevés, contribuant à détourner du secteur national une partie des sommes nécessaires aux investissements futurs, réagit sur le marché du travail en réduisant l'offre d'emploi. Le passage à une économie de monopoles et de trusts, consécutif à la concentration industrielle et financière croissante, elle-même issue de la crise, permet, dans la métropole même, le maintien de prix élevés permettant des profits dont le taux est presque comparable à ceux des capitaux investis outre-mer (14 et 17 % : la tonne de minerai de cuivre extrait par la Newmont Mining C° revient à 3 dollars et est vendue 25).

La dépense de ces profits va se porter principalement sur les activités tertiaires aux dépens des activités primaires (production de matières premières) et secondaires (transformation industrielle de ces matières premières en productions de masse). D'autre part, si le mouvement d'affaires en ce qui concerne les activités tertiaires s'accroît ainsi, c'est que les profits y demeurent stables, du fait que les rendements y varient peu, tandis que les activités primaires sont affectées d'un profit décroissant (comme nous l'avons montré pour l'agriculture, que l'on substitue le type « intensif » au type « extensif » ou que, cherchant plus loin de nouvelles terres, le fermier voie son coût de production majoré par un indice de transport plus élevé). Quant aux activités secondaires, elles sont par nature même plus étroitement dépendantes des activités primaires et, quoique leur rendement aille croissant avec le développement de la technique, elles ne peuvent pas ne pas être affectées par la croissance du coût des activités primaires. Enfin, s'adressant à une consommation de masse, elles sont affectées au premier chef par tout symptôme de paupérisation de ces dernières, et réagissent alors, à leur tour, sur le volume des activités primaires.

Cette hypertrophie des activités tertiaires caractérise donc de plus en plus les grands États capitalistes, du fait de la demande accrue des classes les plus aisées par rapport à celle des classes dites « inférieures » (services de tous ordres, productions de luxe dont le rendement augmente peu, palaces ou cravates pour milliardaire à 1500 dollars pièce — comparativement à ceux des fabrications de série — industries secondaires — destinées à la consommation de masse). Mais elle se développe aussi du fait de la crise même qui, dans la mesure où la concurrence devient plus aiguë, là où elle subsiste encore, oblige à un gonflement artificiel des activités de répartition par rapport à celles qui concernent la production. Car il s'agit de plus en plus de vendre, et non de produire. Ainsi s'enflent les activités commerciales — représentation, sociétés de publicité, sociétés de distribution qui, aux Etats-Unis par exemple, finissent à leur tour, du fait des circonstances, par jouir d'un véritable monopole de fait. Il devient impossible de vendre sans passer par leur intermédiaire et elles retirent de ce fait des profits relativement élevés. Ainsi se développent de véritables excroissances parasitaires, marques d'une réelle dégénérescence du système.

Les productions de base des grands pays capitalistes tendent donc à plafonner : la production mondiale de blé décroît depuis 1948 ; la production de charbon aux U.S.A., après avoir atteint un maximum de 600 millions de tonnes au cours de la première guerre mondiale, ne se maintient depuis lors qu'aux deux tiers de cette capacité de production. Elle a décru également en Angleterre ; si la production d'acier des U.S.A. a retrouvé son maximum de la deuxième guerre mondiale, c'est essentiellement du fait de la guerre de Corée, car elle baisse à nouveau en Angleterre et en France, et son pourcentage d'accroissement diminue sérieusement en Allemagne occidentale.

Ce malthusianisme économique ne peut que déterminer à son tour un malthusianisme démographique, les indices de natalité étant toujours plus forts dans les classes dites inférieures que dans les classes aisées, sous peine de provoquer une chute rapide du standard d'existence. En fait, note M. Sauvy dans sa *Théorie générale de la population*, les financiers, dans les grands pays capitalistes, demeurent hostiles aux familles nombreuses. Elles créent un danger social trop grand.

La contradiction éclate cependant dans les pays de couleur où l'accroissement de population demeure considérable.

Perspectives

Certains hommes politiques ont perçu cette contradiction et envisagé de compenser pour ainsi dire la loi du profit maximum en confiant à des capitaux d'Etat le soin de procéder aux investissements nécessaires de cultures vivrières ou aux reconstitutions de sol. D'où les travaux de la Tennessee Valley, sous la présidence de Roosevelt. Mais les éléments les plus réactionnaires du grand capitalisme américain l'ont emporté. La Cour suprême a condamné le New Deal en 1935 comme anticonstitutionnel, et dès lors l'expérience de Roosevelt a été taxée de « socialiste », ce qui, dans ce pays, constitue une condamnation sans appel. De nouveaux plans, établis pour transformer le bassin du Missouri (reboisement, construction de barrage, digues, etc..., constituant le projet de la « Missouri Valley Authority ») ont été abandonnés.

Le Point IV de Truman a prétendu apporter une solution au problème de l'insuffisance des cultures vivrières dans les pays de couleur ; mais les capitaux d'Etat prévus à cet effet ne peuvent jamais qu'être en faible quantité — l'accumulation a d'abord en régime capitaliste un caractère privé — et étaient destinés aux travaux d'infrastructure non rentables, cela va de soi, en vue de préparer l'investissement des capitaux privés. Mais la loi du profit maximum fait que ceux-ci, dès l'abord, se dérobent à des investissements de cultures vivrières.

Les seules solutions valables au problème d'un accroissement démographique important ont été élaborées en U.R.S.S., pays dont la structure économique implique l'abolition du régime du profit. L'accroissement de la population s'y chiffre par un excédent annuel de 3 millions 1/2 d'individus, ce qui, en moins de trente ans, portera la population de l'U.R.S.S. de 200 à 300 millions d'habitants. Le développement démographique, à l'inverse de l'évolution dans les pays capitalistes, a, en même temps que le souci d'élever le standard de vie des masses, déterminé le développement économique. L'abolition du régime du profit permet en effet d'immenses investissements planifiés dans l'agriculture, qui auront pour conséquence l'élimination de la fameuse loi du rendement décroissant : création de zones forestières dans les steppes qui s'étendent entre la mer Noire, la mer Caspienne et l'Oural, détournements de fleuves dans le but de substituer au facies désertique de toute l'Asie centrale des conditions qui en fassent une région de grandes cultures au rendement désormais « croissant » : détournement du Don dans la Volga, déjà réalisé, de l'Amou Daria dans la Caspienne qui sera achevé en 1957, enfin projet Davydov, officialisé par le gouvernement soviétique, de barrer le cours inférieur de l'Obi et de l'Iénisséi, et de créer une immense mer intérieure au centre de la Sibérie, avec déversoir dans la mer d'Aral par le seuil de Tourgaï. Le premier résultat sera, par l'irri-

gation, un accroissement de surfaces cultivées (déjà de l'ordre de 20 % par a depuis 1946), autrement dit la substitution, dans ces terres, d'un rendemen positif croissant à un rendement égal jusqu'à présent à zéro ou à peu près. L deuxième sera la création, grâce aux mers intérieures, d'un cycle hydrologiqu local qui pourra entraîner en maints endroits la disparition du facies désertique D'où, là encore, rendement croissant.

Le problème du « rendement décroissant » inévitable serait-il un pseudo problème ? Il est certain d'autre part que la substitution d'une polyculture o d'une rotation de cultures appropriées freine la décroissance du rendement, — à condition de renoncer encore une fois au profit maximum. De même la recons titution des substances minérales du sol grâce à la création d'une puissant industrie des engrais.

Egalement la mécanisation intégrale de l'agriculture et l'utilisation de car burants comme l'alcool procurerait à l'agriculture elle-même des baisses d revient appréciables (mais il faudrait briser le monopole des carburants de grandes compagnies américaines). Sans parler de la création d'espèces vivrière nouvelles adaptables au grand Nord.

Le problème du cheptel est du même ordre. Si nous examinons le problèm du cheptel marin, l'ensemencement scientifique des mers intérieures nouvelles pa des espèces appropriées conduira rapidement à un accroissement notable de réserves alimentaires d'origine animale. Là encore, la loi du rendement décrois sant qu'invoquent certains, en constatant l'épuisement du cheptel de certaine pêcheries trop exploitées, devient illusoire quand on sait que 12 % de la surfac des mers seulement est régulièrement prospectée et que — et cela n'a rie d'étonnant lorsqu'on se souvient du taux élevé de reproduction du cheptel d cet ordre — un millième seulement de la masse des poissons est pêché chaqu année.

La loi du rendement décroissant paraît donc bien liée à celle du profi maximum. Du jour où l'abandon du taux de profit maximum permet d'allouer tout au moins à la production des denrées alimentaires, des investissement suffisants, le rendement des terres, décroissant par exemple du fait du passag du facies de culture au facies désertique, peut redevenir croissant. Ce premie processus d'évolution du sol, entraînant inéluctablement le malthusianism économique et, logiquement, démographique, est donc bien lié à l'existence d régime des grandes sociétés capitalistes.

Seul, le régime socialiste, l'expérience le prouve, peut permettre de fair éclater les barrières artificielles que dresse cette pseudo-loi. Les investissement devront en effet être d'autant plus considérables que les plans auront été conçu plus grandioses, et seul un régime socialiste peut prétendre les apporter. L création d'une mer nord-saharienne par l'élimination du seuil de quelqu 30 mètres qui sépare de la Méditerranée la région — dont l'altitude lui es inférieure — des chotts du Sud tunisien et du Sud constantinois pourrait per mettre, d'après certains, en certaines saisons, la création d'un cycle hydrolo gique local dont l'influence réagirait sur l'Afrique du Nord. Peut-être l'emplo de l'énergie nucléaire permettra-t-il la transformation de l'eau de mer en ea douce, permettant l'irrigation ? Dans tous les cas la réalisation des projets con sidérables de l'office du Niger permettrait à coup sûr l'irrigation de la Mauri tanie et des régions plus septentrionales encore. Il serait indécent d'insister su ce qui a été déjà réalisé... Il reste cependant que c'est entre nos mains qu'est l vie des hommes de demain.

GRAMSCI ET L'HISTOIRE DE FRANCE

par Denis RICHET

> Il avait étudié et il connaissait à fond l'histoire du mouvement ouvrier dans les grands pays capitalistes. Il était internationaliste, mais avant tout, ainsi que doit l'être tout internationaliste, il était un véritable fils de notre peuple, au service duquel il mettait son expérience des choses internationales et ses capacités de combattant.
>
> P. TOGLIATTI : *Antonio Gramsci, chef de la classe ouvrière italienne* (1937) [1].

> J'imagine que l'histoire te plaît comme elle me plaisait lorsque j'avais ton âge, parce qu'elle s'occupe des hommes vivants, et que tout ce qui regarde les hommes du monde qui se rassemblent en société et travaillent et luttent et s'améliorent ne peut que te plaire plus que toute autre chose.
>
> GRAMSCI : *Lettre à son fils* [2].

EN présentant aux lecteurs français les *Lettres de la prison*, les Editions sociales ont eu une initiative heureuse, et de grande portée. Mais, peut-être, pour rendre plus familières la personne et l'œuvre d'Antonio Gramsci, n'est-il pas superflu de préciser l'apport considérable de Gramsci à la France, à son histoire, à ses combats.

Chef du prolétariat italien, et, par là, héritier de toute la culture italienne, Gramsci a été amené à préciser les conditions historiques particulières à son pays pour fonder scientifiquement l'action de son Parti communiste. Pour lui, un des nombreux apports de Lénine et de Staline au mouvement ouvrier a été précisément cette nécessité de concrétiser, pour chaque pays, les conditions particulières de la prise du pouvoir par le prolétariat ; et, par conséquent, la nécessité d'examiner dans son histoire les facteurs qui déterminent ces particularités. C'est pourquoi Gramsci suivit avec une particulière attention la lutte de Staline contre Trotski et son « cosmopolitisme » occidentaliste [3]. « Conquérir à l'Internationale la nation italienne » [4], disait en 1914

---

1. Texte traduit par Jean Noaro en guise de préface aux *Lettres de la prison*. Paris, Editions sociales, 1953.
2. *Ibidem*, p. 310.
3. Cf. *Note sul Machiavelli, sulla politica, e sullo stato moderno*, page 67 : « On peut dire que Bronstein (Trotski), qui apparaît comme un « occidentaliste », était au contraire un cosmopolite, c'est-à-dire superficiellement national et superficiellement occidentaliste ou européen. Au contraire, Ilitch était profondément national et profondément européen. »

Et *ibidem*, page 114 : « Certes le développement est vers l'internationalisme, mais le point de départ est « national », et c'est de lui qu'il faut partir. Mais la perspective est internationale et ne peut être que telle. Il faut donc étudier exactement la combinaison des forces nationales que la classe internationale devra diriger et développer selon la perspective et les directives internationales. »

4. Cité par L. Lombardo RADICE et G. CARBONE : *Vita di Antonio Gramsci*, p. 38 (Roma, 1951).

le jeune étudiant socialiste : telle fut l'unité de son action et de sa pensée, le fil directeur d'une vie et d'une mort au service du peuple italien et de la classe ouvrière internationale.

Mais cette nécessité d'étudier les conditions historiques de la société italienne amène Gramsci à les comparer avec celles des autres pays d'Europe, et, particulièrement, avec celles de la France, où le développement de la lutte des classes a revêtu ce caractère « classique » dont parle Engels [1], et où la culture nationale a eu, dans le passé, un rayonnement international. Par là les notes qu'écrivit Gramsci de sa prison sont d'un intérêt puissant, à la fois théorique et pratique, pour notre pays ; elles éclairent certains aspects de notre histoire, certaines particularités sur lesquelles s'appuient le prolétariat et notre Parti.

Tenter de mesurer cet apport de Gramsci à notre culture et à nos luttes, c'est en même temps contribuer à l'hommage international rendu à Antonio Gramsci et aux luttes du peuple italien.

★

On peut considérer comme point central des analyses de Gramsci l'époque de la prise du pouvoir par la bourgeoisie, en France comme en Italie. Capitale pour l'évolution ultérieure de la société, elle détermine, pour une large mesure, le terrain particulier sur lequel opère aujourd'hui le prolétariat pour exercer son hégémonie. Mais cette prise du pouvoir a été préparée par les périodes antérieures, au sujet desquelles nous trouvons chez Gramsci de précieuses indications.

Ce qui intéresse Gramsci dans notre histoire avant la révolution bourgeoise de 1789, c'est la constitution des éléments de la nation, et particulièrement de la *culture* nationale. La différence apparaît claire, à cet égard, entre la France et l'Italie.

Le premier problème qui se pose est celui de la constitution d'un Etat national, et, donc, de la fonction de la monarchie absolue, ses rapports avec la bourgeoisie naissante. On sait que les bourgeoisies italiennes ont connu au Moyen âge un développement précoce [2], mais que si elles ont conquis l'autonomie politique sous forme de Communes, elles ne sont pas parvenues à dépasser ce stade et à constituer un Etat national. La bourgeoisie française a eu une toute autre évolution :

[Il faut] ...comprendre la fonction historique des Communes et de la première bourgeoisie italienne, qui désagrégea l'unité existante sans savoir ni pouvoir lui substituer une nouvelle unité qui lui fût propre ; le problème de l'unité territoriale ne fut même pas posé ni soupçonné ; cette efflorescence bourgeoise n'eut pas de suite : elle fut interrompue par les invasions étrangères. Le problème est très intéressant du point de vue du matérialisme historique et me paraît pouvoir se lier avec celui de la fonction internationale des intellectuels italiens. Pourquoi les noyaux bourgeois formés en Italie, qui pourtant atteignirent la complète autonomie politique, n'eurent-ils pas la même initiative que les Etats absolus dans la conquête de l'Amérique et dans l'ouverture de nouveaux débouchés ?... La raison de tout cela est à rechercher en Italie même... La bourgeoisie se développa

1. Préface à la 3e édition allemande (1885) du 18 *Brumaire de Louis-Napoléon Bonaparte* de Marx.

2. Sur ce sujet, voir Marx : *Le Capital*. Livre I, tome III (Ed. S.), p. 156 ; et Engels : *Anti-Dühring* (Ed. S.), p. 241.

mieux en *cette période*[1] avec les Etats absolus, c'est-à-dire avec un pouvoir indirect, qu'en ayant tout le pouvoir[2].

Cette constitution d'un Etat national est liée, pour Gramsci, à un autre fait essentiel de cette période : le rôle et la fonction des intellectuels — au sens large du terme —par rapport aux éléments constitutifs de la nation en formation. Gramsci souligne avec force que les intellectuels italiens (ingénieurs, penseurs, artistes) se sont dispersés au service d'Etats étrangers, et non au service de la nation italienne : c'est la fonction cosmopolite des intellectuels italiens. En France au contraire la bourgeoisie, dans le cadre de l'Etat national, a su s'assimiler la culture française pré-bourgeoise et mûrir une culture nouvelle étroitement liée à la nation.

Pour l'Italie le fait central est justement la fonction internationale ou cosmopolite de ses intellectuels, à la fois cause et effet de l'état de désagrégation qui caractérise la péninsule, de la chute de l'Empire romain jusqu'en 1870.

La France constitue un exemple accompli du développement harmonieux de toutes les énergies nationales, et, en particulier, des catégories intellectuelles. Quand en 1789 un nouveau regroupement social affleure politiquement dans l'histoire, il se trouve *complètement prêt*[3] à toutes ses fonctions sociales.

...Les premières cellules intellectuelles du type nouveau naissent avec les premières cellules économiques ; jusqu'à l'organisation ecclésiastique qui s'en trouve influencée (gallicanisme, lutte très précoce entre l'Eglise et l'Etat). Cette construction intellectuelle massive explique la fonction de la culture française au XVIIIe et au XIXe siècles ; c'est une fonction d'irradiation internationale et cosmopolite, et d'expansion à caractère impérialiste qui vise à l'hégémonie ; elle est donc très différente de l'italienne, à caractère d'émigration individuelle, ou en ordre dispersé, qui ne vient pas refluer vers la base nationale pour l'affermir, mais au contraire contribue à rendre impossible la constitution d'une base nationale solide[4].

Notons que cette remarquable analyse de Gramsci rejoint une page de Jaurès que Maurice Thorez aimait à citer[5] :

La première des nations de l'Europe continentale [la France], elle avait été organisée et sa force concentrée avait été par là même une force rayonnante, rayonnement de puissance, rayonnement d'orgueil, rayonnement de pensée, rayonnement de générosité, rayonnement de violence.

La fonction internationale de la culture française est donc en liaison directe avec son caractère national, la fonction cosmopolite des intellectuels italiens en liaison directe avec l'absence d'une base nationale.

Mais cette culture française, Gramsci nous montre que sa richesse est faite de son contenu : un des traits essentiels de la culture française, c'est sa liaison avec les masses ; pour Gramsci, l'histoire de la culture, c'est à la fois l'histoire des progrès de la connaissance dans des cercles restreints de « spécialistes »,

---

1. Souligné par nous.
2. *Gli intellettuali e l'organizzazione della cultura*, pp. 33-34. Gramsci parle aussi de la monarchie nationale dans :
Il Risorgimento, pp. 21-22 et 25, *Note sul Machiavelli...*, p. 14. Voir également ENGELS : *La décadence de la féodalité et l'essor de la bourgeoisie* (texte publié par les Ed. S. à la suite de l'*Anti-Dühring*).
3. Souligné par nous.
4. *Gli intellettuali...*, p. 14. Remarquons que dans le passage qui suit cette citation, Gramsci esquisse une comparaison entre l'histoire de la civilisation en France, en Allemagne, en Angleterre qui rejoint en plus d'un point les pénétrantes remarques de Guizot dans son cours sur la civilisation française (2e édition, 1840, pp. 1, 2, 3).
5. Maurice THOREZ : *Œuvres*, Livre II, tome 9, p. 194. *Une politique de grandeur française*, pp. 72-73, Editions sociales.

et l'histoire de l'élévation du niveau culturel des masses. Or ces deux mouvements, loin de se confondre, ont longtemps été très distants. Seul le marxisme en réalise la fusion [1]. Dans chaque nation, ces deux mouvements ont suivi un développement particulier. La particularité essentielle de la culture française a été ce contact avec les masses, cette capacité d'élever le niveau idéologique du peuple.

A cet égard, la Réforme a eu une importance qu'on sous-estime bien souvent. Pour Gramsci la Réforme, par sa base de masse, a eu une signification progressive, malgré sa forme religieuse, tandis que la Renaissance, malgré l'importance de ses apports culturels, est restée en Italie un phénomène aristocratique. Comparant l'attitude de Croce à l'égard du marxisme à celle d'Erasme à l'égard de Luther, Gramsci écrit que :

> La philosophie de la *praxis*, avec son vaste mouvement de masse, a représenté et représente un processus historique semblable à la Réforme, contrairement au libéralisme qui reproduit une Renaissance étroite et restreinte à de petits groupes intellectuels qui, dans une certaine mesure, ont capitulé devant le catholicisme [2].

Mais en France, la Réforme n'a fait que *préparer* une culture plus profondément liée au peuple et dégagée de toute forme religieuse :

> La réforme luthérienne et le calvinisme suscitèrent un vaste mouvement populaire-national, là où elles se diffusèrent, et seulement dans des périodes postérieures, une culture supérieure... La phase de développement populaire a permis aux pays protestants de résister avec ténacité et succès à la croisade des armées catholiques... La France fut déchirée par les guerres de religion avec la victoire apparente du catholicisme, mais elle eut une grande réforme populaire au XVIII[e] siècle avec l'illuminisme, le voltairianisme, l'Encyclopédie, réforme qui précéda et accompagna la révolution de 1789 ; il s'agit réellement d'une grande réforme intellectuelle et morale du peuple français, plus complète que la réforme allemande luthérienne *parce qu'elle embrassa aussi les grandes masses paysannes de la campagne* [3], parce qu'elle eut un fondement nettement laïque [4].

Ainsi la culture française réalise, plus qu'aucune autre, un contact étroit entre « haute culture » et « sens commun » (considéré ici comme le témoignage du niveau idéologique des masses). Voici comment Gramsci résume cette appréciation [5] :

> Dans la littérature française on trouve des références au « sens commun » plus que dans les autres littératures nationales : c'est dû au caractère plus strictement *populaire-national* [6] de la culture

---

1. *Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce*, p. 86.
2. *Ibidem*, page 225. Voir également *Lettres de la prison*, page 174.
3. Souligné par nous.
4. *Ibidem*, page 86.
5. *Ibidem*, pages 120-121.
6. A propos du mot *populaire-national*, dont l'emploi est fréquent chez Gramsci, il est utile de préciser la signification exacte qu'il lui donne. Il faut rappeler que les classiques du marxisme, tout en luttant contre l'emploi idéaliste — c'est-à-dire sans signification de classes — du mot peuple, ont également lutté contre les « dogmatiques » qui répugnaient à employer les mots « peuple » et « révolution populaire ». Position fausse théoriquement, et dangereuse politiquement, car elle aboutit, en fait, à isoler le prolétariat de ses alliés. L'anatomie de la société en classes ne doit pas faire oublier que si une classe est, à un moment donné de l'évolution économique, la classe dirigeante d'une révolution, elle ne peut triompher qu'en guidant les autres classes exploitées (et surtout les paysans) qui forment la masse du peuple. Le mot peuple a donc le sens d'une alliance de classes déterminées qui constituent la masse de la nation. Cf. LÉNINE, dans *Deux Tactiques* (*Œuvres choisies*, Moscou, 1953, tome I, 2[e] partie, pages 53, 57, 103, 117, 142, 143), dans *l'Etat et la Révolution* (*ibidem*, tome II, 1[re] partie, pages 224-225 ; Paris, Editions sociales, 1947, p. 40), *la Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (*ibidem*, tome II, 2[e] partie, page 110). Cf. également STALINE (*Questions du Léninisme*, E. S., tome I, page 110), qui remarque que Trotski boude le mot « peuple ». Quant au mot *national*, lié à celui de populaire, il enrichit le même contenu de classes déterminées. Cf. LÉNINE : « Caractère « *national* » sous-entend unité de volonté dans la mesure justement où la révolution démocratique répond aux besoins et aux exigences du peuple entier » (*Deux Tactiques* in *Œuvres choisies*, tome I, 2[e] partie, page 87).
Telle est la signification du mot populaire-national dans l'œuvre de Gramsci.

française, c'est-à-dire au fait que les intellectuels tendent, plus que partout ailleurs, par suite de conditions traditionnelles déterminées, à se lier au peuple pour le guider idéologiquement, et à le tenir lié au groupe dirigeant... ; l'attitude de la culture philosophique française vis-à-vis du sens commun peut offrir ainsi un modèle de construction idéologique *hégémonique* [1].

Les indications que nous donne Gramsci viennent donc culminer dans son analyse du matérialisme français, de la Révolution, et particulièrement du jacobinisme, l'un des points essentiels de sa recherche.



Point essentiel en effet, non seulement à cause de l'importance qu'a prise, à son époque, le jacobinisme, mais aussi à cause des enseignements pratiques qu'on peut en tirer. On sait que pour les classiques du marxisme, le jacobinisme dans la révolution française a été un terme de références fréquentes. Maurice Thorez a souvent cité la phrase de Lénine : « Les communistes sont les Jacobins de la Révolution prolétarienne ». Pour savoir quel contenu exact Gramsci donne à cet enseignement, il faut comprendre quel fut, pour lui, le point de départ de son étude du jacobinisme.

Pour lui cette étude est nécessaire si l'on veut comprendre la société italienne contemporaine, et agir pour la transformer. Dans un de ses plans de travail en prison, nous trouvons ce thème : « l'absence de jacobinisme dans le Risorgimento italien » [2]. Et c'est en effet un centre d'intérêt manifeste dans ses notes de prison. Le problème peut être ainsi résumé : pourquoi la bourgeoisie italienne n'a-t-elle pas fait sa révolution d'une manière radicale, à la façon des Jacobins français ? Et quel est alors le contenu économico-social du jacobinisme français ? Gramsci constate que les dirigeants du « Parti d'Action » (démocrates du Risorgimento) qui se posaient en imitateurs du jacobinisme, ne surent pas, en réalité, incorporer à leur action le contenu du jacobinisme français. Et ce contenu, pour Gramsci, c'est essentiellement l'*alliance révolutionnaire entre la ville et la campagne* [3], l'alliance entre la bourgeoisie et les masses paysannes. C'est pourquoi le jacobinisme correspond au matérialisme français dans son contenu essentiel. C'est cette alliance qui a donné à la révolution son caractère *populaire-national*, et qui explique son radicalisme en ce qui concerne la prise du pouvoir. Soulignons que Lénine avait déjà insisté sur le fait qu'opposer révolution bourgeoise et révolution prolétarienne était nécessaire, mais non suffisant ; certaines révolutions bourgeoises n'ont pas eu recours à une vaste alliance populaire [4] ; la révolution bourgeoise

---

1. Le mot « hégémonie » dont l'emploi est également fréquent chez Gramsci a une signification précise : il correspond à la capacité d'une classe de grouper sous sa direction les forces populaires et nationales. Même sens chez STALINE (*Questions du Léninisme*, E. S., tome I, pages 46 et 126). Montrant la différence essentielle entre les révolutions bourgeoises d'Occident et la révolution bourgeoise de février 1917 en Russie, Staline écrit : « Là, l'*hégémonie* dans la révolution avait appartenu non pas au prolétariat... mais à la bourgeoisie libérale ». Au contraire en Russie le prolétariat avait exercé l'*hégémonie* dans la révolution démocratique bourgeoise, ce qui a contribué à la transformer, en un délai très court, en révolution prolétarienne : « L'*hégémonie* du prolétariat fut le germe de la dictature du prolétariat, l'échelon permettant de passer à la dictature du prolétariat. »

2. Préface des éditeurs italiens à : *Il materialismo storico e la filosofia di Benedetto Croce*, p. XIX.

3. D'où également, l'importance de l'école physiocratique. *Note sul Machiavelli...*, pp. 16 et 17. *Lettres de la prison*, p. 248.

4. LÉNINE : *L'Etat et la Révolution* in *Œuvres choisies*, Moscou, 1953, tome II, première partie, pp. 224-225 : « Ils ont déformé le marxisme en une doctrine si piètrement libérale que, en dehors de l'antithèse : révolution bourgeoise et révolution prolétarienne, rien n'existe pour eux ; et encore conçoivent-ils cette antithèse d'une manière on ne peut plus scolastique ». *L'Etat et la Révolution*, Paris, Editions sociales, 1947, p. 40.

en France a revêtu, au contraire, la *forme* d'une alliance de classes, la plus large qu'ait pu jamais connaître révolution dirigée par la bourgeoisie ; bien plus limitée, certes, que les révolutions démocratiques bourgeoises où le prolétariat exerça l'hégémonie. L'intérêt actuel de la Révolution française n'en reste pas moins cette alliance de classes, et ce caractère populaire.

Les Jacobins luttèrent énergiquement pour assurer un lien entre ville et campagne, et y réussirent victorieusement. Leur défaite, comme parti déterminé, fut due au fait que, à un certain moment, ils se heurtèrent contre les exigences des ouvriers parisiens ; mais ils furent en réalité continués sous une autre forme par Napoléon [1]...

Cette phrase de Gramsci souligne à la fois la *portée* du jacobinisme (alliance entre bourgeoisie et paysannerie) et ses limites de classe : c'est tout le problème, non encore résolu, des sans-culottes parisiens et de leur attitude vis-à-vis du gouvernement montagnard [2].

Mais il convient de citer intégralement un passage de Gramsci, qui, malgré sa longueur, mérite d'être connu des chercheurs français :

A propos du jacobinisme et du Parti d'Action, un élément à mettre au premier plan est le suivant : les Jacobins ont conquis par une lutte sans quartier leur fonction de parti dirigeant ; en réalité ils s'imposèrent à la bourgeoisie française et la conduisirent à une position beaucoup plus avancée que celle que les noyaux bourgeois, au début les plus forts, auraient spontanément voulu occuper, plus avancée même que celle que les prémices historiques devaient permettre : il y eut, à cause de ce fait, des chocs en retour et la fonction de Napoléon Ier. Ce trait caractéristique du jacobinisme (mais, avant le jacobinisme, caractéristique également de Cromwell et des « têtes rondes »), et donc de toute la grande révolution, qui consiste à *forcer* (en apparence) la situation et à créer des faits accomplis, irréparables... peut être schématisé de la manière suivante. Le tiers-état était le moins homogène des états ; il comprenait une *élite* [3] intellectuelle très disparate, et un groupe économiquement très avancé, mais politiquement modéré. Le développement des événements suit un processus des plus intéressants. Au début les représentants du tiers-état posent seulement les questions qui intéressaient les composants physiques, actuels du groupe social, leurs intérêts « corporatifs » immédiats (corporatif, au sens d' « immédiats » et d' « égoïstes », au sens restreint d'une catégorie déterminée) : les précurseurs de la Révolution sont, en fait, des réformateurs modérés qui font la grosse voix, mais qui, en réalité, demandaient bien peu. Peu à peu se sélectionne une nouvelle *élite* [4], qui ne s'intéresse plus seulement aux réformes « corporatives », mais qui tend à concevoir la bourgeoisie comme le groupe dirigeant de toutes les forces révolutionnaires. Cette sélection a lieu sous l'influence de deux facteurs : la résistance des vieilles forces sociales et la menace internationale. Les vieilles forces sociales ne veulent rien céder, et si elles cèdent quelque chose, elles le font avec la volonté de gagner du temps et de préparer une contre-offensive. Le tiers-état serait tombé dans ces « pièges » successifs sans l'action énergique des Jacobins, qui s'opposent à toute trève — « entracte » du processus révolutionnaire — et envoient à la guillotine, non seulement les éléments de la vieille société longue à mourir, mais même les révolutionnaires d'hier, aujourd'hui devenus réactionnaires. Les Jacobins, par là, sont le seul parti de la révolution en acte, car ils ne représentaient pas seulement les besoins et les aspirations immédiates des personnes physiques contemporaines, mais ils représentaient le mouvement révolutionnaire dans son ensemble, en tant que développement historique intégral ; ils représentaient les besoins même futurs... non seulement de ces personnes physiques déterminées, mais de tous les groupes nationaux qui devaient être assimilés au groupe fondamental existant.

Il faut insister, contrairement à un courant tendancieux et fondamentalement anti-historique, sur le fait que les Jacobins furent des réalistes à la Machiavel et non des « abstraits ». Ils étaient

1. *Il Risorgimento*, page 73.

2. Sur le problème de la sans-culotterie, voir quelques indications de recherche dans Albert Soboul : *Les papiers des sections de Paris* (1790 — an IV), Répertoire sommaire (1950), Introduction, p. 6.

3. En français dans le texte.

4. En français dans le texte.

persuadés de l'absolue vérité des formules sur l'égalité, la fraternité, la liberté ; et ce qui importe le plus, les grandes masses populaires, que les Jacobins suscitèrent et entraînèrent à la lutte, étaient persuadées de leur vérité Le langage des Jacobins, leur idéologie, leurs méthodes d'action, reflétaient parfaitement les exigences de l'époque, même si « aujourd'hui », dans une situation différente, et après plus d'un siècle d'élaboration culturelle, ils peuvent paraître « abstraits » et « frénétiques ». Naturellement ils les reflètent selon la tradition culturelle française, comme le prouve l'analyse du langage jacobin qui se trouve dans *la Sainte Famille*... La première exigence était d'anéantir les forces adverses, ou tout au moins, de les réduire à l'impuissance, pour rendre impossible une contre-révolution. La seconde exigence était d'élargir les cadres de la bourgeoisie, en tant que telle, et de la placer à la tête de toutes les forces nationales, en identifiant ses intérêts avec les exigences communes à toutes les forces nationales, pour mettre en mouvement ces forces et les conduire à la lutte ; ils cherchèrent ainsi à obtenir deux résultats :

a) opposer un champ plus large aux coups des adversaires, c'est-à-dire créer un rapport politico-militaire favorable à la révolution ;

b) ôter aux adversaires toute zone de passivité, où il eût été possible d'enrôler les armées vendéennes. Sans la politique agraire des Jacobins, Paris aurait eu la Vendée à ses propres portes. Quant à la Vendée proprement dite, sa résistance est liée à la question nationale [1], exaspérée dans les populations bretonnes et en général dans les populations allogènes par la formule de la « République une et indivisible », et par la politique de centralisation bureaucratique militaire, à laquelle les Jacobins ne pouvaient renoncer sans se suicider. Les Girondins cherchent à s'appuyer sur le fédéralisme pour anéantir Paris jacobin, mais les troupes provinciales conduites à Paris passent dans les rangs des révolutionnaires. Mises à part certaines zones périphériques, où la distinction nationale (et linguistique) était très grande, la question agraire a le dessus sur les aspirations à l'autonomie locale : la France rurale accepte l'hégémonie de Paris, c'est-à-dire qu'elle comprend que pour détruire définitivement le vieux régime elle doit faire *bloc* [2] avec les éléments les plus avancés du tiers-état, et non avec les modérés girondins. S'il est vrai que les Jacobins « forcent » la main, il est non moins vrai que c'est dans le sens du développement historique réel : non seulement ils organisent un gouvernement bourgeois, c'est-à-dire font de la bourgeoisie la classe dominante, mais ils font plus; ils créent l'Etat bourgeois, ils font de la bourgeoisie la classe nationale dirigeante, *hégémonique* [3], c'est-à-dire qu'ils donnent à l'Etat nouveau une base permanente et créent la compacte nation moderne française.

Que, malgré tout, les Jacobins soient toujours restés sur le terrain de la bourgeoisie, ce fut démontré par les événements qui suivirent leur fin en tant que parti de formation trop rigide et déterminée et par la mort de Robespierre. Ils ne voulaient pas reconnaître aux ouvriers le droit de coalition ; ils maintinrent la loi Le Chapelier, et, en conséquence, ils durent promulguer la loi du *maximum*. Ils scindèrent ainsi le bloc urbain de Paris : leurs forces d'assaut, qui se regroupaient dans la Commune, se dispersèrent, déçus, et Thermidor eut le dessus. La Révolution avait trouvé ses limites les plus larges de classe ; la politique d'alliance et de révolution permanente avait fini dans la mesure où se posaient des questions nouvelles, qui ne pouvaient être résolues alors ; elle avait déchaîné des forces élémentaires que seule une dictature militaire aurait réussi à contenir [4].

---

1. Cette tentative d'expliquer la guerre vendéenne par une question nationale correspond à un texte d'ENGELS (*La Révolution démocratique bourgeoise en Allemagne*, E. S., pages 275-277). Analysant les mouvements contre-révolutionnaires de certaines nationalités slaves en 1848 (par rapport à la révolution allemande), Engels parle de ces nations dont la vitalité politique avait été étouffée depuis longtemps (« les Gallois en Angleterre, les Basques en Espagne, les Bas-Bretons en France ») ; et, voulant montrer qu'en période révolutionnaire ces « nationalités » peuvent jouer un rôle d'alliés des forces contre-révolutionnaires, Engels ajoute : « Nul pays en état de révolution, et engagé dans une guerre extérieure, ne saurait tolérer une Vendée en son sein même. » Nous verrons l'importance de cet exemple historique pour l'Italie.

2. Le terme « *bloc* » se rencontre fréquemment chez Gramsci dans le sens d'une *alliance* entre des classes déterminées. Même sens chez LÉNINE (*La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky*, *Œuvres choisies*, Moscou, 1953, tome II, 2e partie, page 115 ; Paris, Editions sociales, 1953, p. 87).

3. Cf. note 1 de la page 65.

4. *Il Risorgimento*, pages 84, 85, 86.

On trouve chez Gramsci de nombreuses autres références à la Révolution française et à l'histoire de France au XIXe siècle. Citons, en particulier, son analyse des différentes interprétations historiographiques de la Révolution (*Note sul Machiavelli*..., pages 43-44), le rapport entre la révolution et la crise économique (*ibidem*, page 48), le rôle des clubs (*ibidem*, page 128), la signification exacte du prétendu « césarisme » de Napoléon III (*ibidem*, pages 58-60), sur l'Affaire Dreyfus (*ibidem*, page 61).

En regard de cette révolution, le Risorgimento révèle une toute autre évolution de la bourgeoisie italienne. Même les éléments démocrates refusèrent de s'allier avec la paysannerie, ce qui fut la cause de leur stérilité politique. Et les succès de Cavour — en tant que représentant de la bourgeoisie industrielle du Nord — furent dûs à son alliance avec les féodaux du Sud. Compromis, et non révolution : telle fut la voie empruntée par la bourgeoisie italienne.

Pourquoi ces différences ? Elles tiennent à la fois à des causes objectives et aux raisons subjectives de la bourgeoisie italienne.

Raisons objectives :

> L'esprit jacobin, audacieux, téméraire, est certainement lié non seulement à l'hégémonie exercée depuis longtemps par la France en Europe, mais aussi à l'existence d'un centre urbain comme Paris [1], et à la centralisation poursuivie en France par la monarchie absolue. Les guerres de Napoléon, en retour, avec l'énorme destruction d'hommes, parmi les plus audacieux et les plus entreprenants, ont affaibli non seulement l'énergie politique militante française, mais aussi celle des autres nations, bien qu'elles aient été intellectuellement fécondes pour la rénovation de l'Europe [2].

Raisons subjectives, surtout : c'est la peur de l'alliance avec la paysannerie, la peur du jacobinisme qui paralyse la bourgeoisie italienne et l'empêche de réaliser l'unité nationale. Gramsci remarque que, dans la propagande de la Sainte-Alliance, « communisme » signifie souvent jacobinisme. En Italie, tout au moins, ce n'est pas la dictature du prolétariat (encore peu développé), mais l'alliance révolutionnaire avec la paysannerie qu'on redoute le plus :

> On peut observer encore que la peur qui domina l'Italie avant 1853 ne fut pas celle du communisme, mais celle de la Révolution française et de la Terreur...
>
> ...Et du reste, communisme, dans la propagande de Metternich, c'était simplement la question paysanne et la réforme agraire [3].

Ainsi s'éclairent les différences entre le jacobinisme et le Risorgimento italien. Notons toutefois que, pour Gramsci, l'Italie a connu une *conception* précoce du jacobinisme, mais qui demeura à l'état théorique : le sens du *Prince* de Machiavel, c'est cette alliance révolutionnaire entre la ville et la campagne pour constituer la nation italienne [4]. Et c'est pourquoi Gramsci appelle le prolétariat le « Prince moderne » : il lui appartient de réaliser cette tâche historique.

Il nous faut tenter à présent d'examiner la portée de ces analyses de Gramsci pour notre histoire contemporaine, pour nos luttes politiques et idéologiques.



Le jacobinisme, en effet, est étroitement lié aujourd'hui encore à notre vie

---

1. A cet égard, l'Italie présente une structure très différente, avec plusieurs centres (Rome, Turin, Milan). Cf. Gramsci : *Rapport à l'Internationale communiste sur le mouvement ouvrier de Turin* (1920) cité par Togliatti : *Gramsci, chef du prolétariat italien* (E. S., p. 26). Voir également *Lettres de la prison*, page 102.
2. *Il Risorgimento*, p. 89. Sur le même thème, *ibidem*, p. 150.
3. *Ibidem*, p. 119.
4. « Toute formation d'une volonté collective nationale-populaire est impossible, si les grandes masses des paysans cultivateurs n'interviennent pas *simultanément* dans la vie politique. C'est ce qu'entendait Machiavel par son projet de réforme de l'armée, c'est ce que réalisèrent les Jacobins dans la Révolution française ; dans cette compréhension on doit identifier un jacobinisme précoce de Machiavel. » *Note sul Machiavelli...*, p. 7. Voir également *Lettres de la prison*, p. 214.

nationale : on peut dire qu'il exerce les fonctions de superstructure particulièrement active. Encore faut-il éviter certaines confusions.

Certes le *contenu* du jacobinisme n'est plus actuel. D'abord parce que la bourgeoisie n'a pu conduire la paysannerie sur un terrain d'intérêts communs que pour la brève période nécessaire à l'écrasement de la féodalité ; depuis, elle a pris la place de la féodalité en tant que classe exploitant la paysannerie ; et, d'une manière générale, les intérêts de la bourgeoisie la dressent aujourd'hui contre la nation. Quant au prolétariat, s'il réalise, sous sa direction, l'union des forces populaires, c'est sur un plan bien plus avancé, radicalement différent du plan jacobin. Il y aurait grave danger à méconnaître non seulement les différences entre révolution bourgeoise et révolution prolétarienne [1], mais entre révolution de la bourgeoisie ascendante et mouvement national contemporain, où, même quand le prolétariat n'a pas pour objectif *immédiat* l'instauration du socialisme, il guide les masses populaires sur la voie d'une alliance durable, car seul il permet, cherchant à supprimer *toute* forme d'exploitation, de réaliser leurs intérêts d'avenir. On ne peut séparer dans un mouvement son présent de son avenir.

Mais, tout en gardant présentes à l'esprit ces différences, il convient d'ajouter que le jacobinisme a un intérêt actuel :

1° Il a déterminé certaines *formes* historiques particulières à la France, qui exercent leur influence pour notre lutte (et en particulier la façon dont se présente en France la question paysanne).

2° Les traditions jacobines jouent un rôle très important dans la bataille idéologique. La question essentielle est la suivante : Qui, de la bourgeoisie ou du prolétariat, entraînera les masses ? La bourgeoisie s'est longtemps servi, pour garder son influence sur les paysans, sur les petits bourgeois, sur les intellectuels, des traditions jacobines en les vidant de leur contenu. Le prolétariat, qui n'a rien à renier de l'héritage du passé, se sert hardiment de ces traditions pour entraîner les masses à une nouvelle alliance révolutionnaire entre la ville (le prolétariat) et la campagne ; une alliance qui, cette fois, réalisera les intérêts durables de toutes les masses exploitées. A plusieurs reprises [2], Maurice Thorez a cité la célèbre lettre d'Engels à Joseph Bloch, du 21 septembre 1890 :

> Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques etc..., voire la tradition qui hante le cerveau des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif [3].

Et Maurice Thorez ajoutait :

> La bourgeoisie s'était, jusqu'alors, servi de ces traditions contre la classe ouvrière pour justifier et consolider sa domination. Maintenant les traditions révolutionnaires deviennent une arme complémentaire entre les mains de la classe ouvrière... Nous puisons dans le passé pour préparer notre avenir [4].

Nous voudrions montrer, par l'examen de quelques grands faits contem-

---

1. Cf. STALINE : *Questions du Léninisme*, E. S., tome I, page 121.
2. Voir en particulier : Œuvres, Livre II, tome 9, pages 123-124 ; *Une politique de grandeur française*, pp. 93-94.
3. ENGELS : *Etudes philosophiques*, E. S., pages 128 et 129.
4. Maurice THOREZ, Œuvres, Livre II, tome 9, page 124.

porains, comment se vérifient ces appréciations de Maurice Thorez et combien elles rejoignent les analyses d'Antonio Gramsci. Cet examen permet de voir les différences de forme entre les problèmes fondamentalement semblables qui se posent en France et en Italie.

Prenons d'abord la question paysanne. Le Risorgimento a créé en Italie, par suite de l'entente entre la bourgeoisie septentrionale et la féodalité méridionale, une situation particulière pour toute la paysannerie des Iles et du Midi : soumis à la fois à la semi-colonisation de la bourgeoisie du Nord et à l'exploitation de « leurs » féodaux, ces paysans ont été gagnés au prolétariat italien à la suite d'une longue lutte dont Gramsci fut le remarquable théoricien et l'organisateur [1]. A cette question paysanne est également liée l'influence du Vatican et de l'idéologie cléricale, que la bourgeoisie n'a jamais sérieusement combattue à l'époque même du Risorgimento. Gramsci remarque souvent qu'à cet égard la situation en France est différente. Ce qui en Italie est un phénomène général n'existe en France qu'à l'état de particularité : la Vendée, par exemple. La bourgeoisie française, en réalisant, sur un plan national, une alliance avec la paysannerie en 1789, a créé une unité nationale relativement solide, et a substitué sa propre idéologie à l'idéologie cléricale (cf. l'école laïque). Au fur et à mesure que ses intérêts de classe se sont détachés des intérêts de la nation, la bourgeoisie a utilisé ces traditions pour tenter de conserver une base de masse dans la paysannerie. A cet égard, la persistante clientèle rurale du parti radical-socialiste sous la III[e] république est un fait d'importance, à rapprocher du « jacobinisme » dont se couvraient les chefs radicaux [2]. Gramsci a beaucoup insisté sur l'importance du radicalisme français et les raisons de ses succès :

> Dans la littérature politique française, la nécessité de lier la ville (Paris) avec la campagne a toujours été vivement sentie et exprimée ; il suffit de rappeler le recueil des romans d'Eugène Sue... qui insistent avec une constance particulière sur la nécessité de s'occuper des paysans et de les lier à Paris ; et Sue fut le romancier populaire de la tradition politique jacobine et un « livre de chevet » pour Herriot et Daladier à tant de points de vue (légende napoléonienne, anticléricalisme et antijésuitisme, réformisme petit-bourgeois...) [3].

Certes, quand nous disons que la bourgeoisie française a substitué sa propre idéologie à l'idéologie cléricale, il faut faire deux réserves importantes. D'abord il ne s'agit que d'un courant *principal*. Ensuite il faut se rappeler que la bourgeoisie, dès le second empire, s'est rapprochée du cléricalisme pour l'utiliser comme arme idéologique. Mais même ainsi il s'agit d'un cléricalisme très différent du cléricalisme italien. Gramsci fait remarquer que si le catholicisme n'a pas été « achevé » par la révolution française, il a dû lui-même s'adapter aux traditions nées de la révolution bourgeoise. Selon lui [4], un moment capital de cette évolution a été la rupture entre le Vatican et *l'Action française* : les groupes catholiques se détachent de leur lien trop compromettant avec les fractions monarchistes, les plus réactionnaires de la bourgeoisie. Dès lors était

1. La « Question méridionale » a été capitale dans l'action et dans l'œuvre de Gramsci. Il a écrit sur ce sujet en 1929 une étude : *La question méridionale*. On trouve dans ses cahiers de prison, et dans les *Lettres de la prison* de nombreuses indications sur ce problème.
2. Cf. Maurice Thorez : Œuvres, Livre II, tome 5, pp. 31-32.
3. *Il Risorgimento*, page 37.
4. Voir : *Lettres de la prison*, pp. 128 et 158, *Il materialismo storico*..., p. 17 et *Note sul Machiavelli*..., pp. 104 et 305.

préparé le terrain pour un parti « démocrate-chrétien », c'est-à-dire l'utilisation par les catholiques eux-mêmes des traditions révolutionnaires. Il semble avoir prévu le M.R.P., quand il écrit :

Par quelles phases passera le radicalisme français pour se scinder et donner vie à un parti catholique français ? [1]

Mais s'il est vrai que le « jacobinisme » a été ainsi une arme dans les mains de la bourgeoisie pour maintenir son influence sur les paysans, il est également vrai qu'il a créé certaines possibilités pour le prolétariat ; s'appuyant sur les sentiments profondément républicains des paysans, la classe ouvrière a pu empêcher la bourgeoisie de les entraîner dans la voie du fascisme. Dans son rapport au VII[e] Congrès de l'Internationale Communiste, Maurice Thorez faisait la remarque suivante :

Le fascisme présente en France cette originalité, par rapport à d'autres pays, d'un développement moindre à la campagne...

...Cela tient, comme nous le verrons, à des conditions historiques et politiques, et notamment au fait que la France est, depuis la Révolution de 1789, un pays de vieille démocratie bourgeoise [2].

Et Maurice Thorez précisait plus loin :

Le paysan de France a en horreur les descendants et les successeurs des anciens féodaux. Il déteste le châtelain, le curé et le ci-devant noble...

...Le paysan de France est républicain [3].

Sans insister maintenant sur le problème du fascisme — que nous examinerons plus loin — nous pouvons ainsi mieux apprécier les particularités françaises de la question paysanne et l'importance des courants idéologiques nés de la Révolution qui s'exercent sur la paysannerie. Les analyses de Gramsci recoupent ici encore celles de Maurice Thorez.

La première guerre mondiale nous montre également l'importance de la démagogie jacobine dans la vie politique française. On sait que pour entraîner leurs peuples dans la guerre impérialiste, les bourgeoisies européennes usèrent de toutes leurs armes idéologiques, et principalement du chauvinisme, du nationalisme le plus bestial. Mais des différences formelles apparaissent, dans les « arguments » de la bourgeoisie de chaque pays : il s'agissait d'adapter, dans la mesure où cela leur était possible, aux traditions des peuples, la propagande nécessaire pour les entraîner au carnage. A cet égard l'Italie présentait des différences importantes avec la France. Etant entrée plus tardivement et moins complètement dans la voie de l'impérialisme, la bourgeoisie italienne commence à exalter le mythe de la « nation prolétaire », développé par Mussolini [4] : sur une base ouvertement nationaliste, il s'agit de diriger le peuple italien contre

---

1. *Lettres de la prison*, page 128.
2. Maurice Thorez : *Œuvres*, Livre II, tome 9, pages 99-100.
3. *Ibidem*, page 123.
4. On sait que le premier numéro de son journal : *Il popolo d'Italia*, soutenu par l'argent français, et qui parut le 15 novembre 1914, se terminait ainsi : « Ce cri..., c'est un mot formidable et fascinant : guerre ! » (Mussolini : *Œuvres complètes*, Ed. Flammarion, 1933, tome I, page 3). Comme le notent les auteurs de la vie de Gramsci (cf. note 2), le même mois, le jeune étudiant Gramsci prenait sur son temps de sommeil pour passer son dernier examen à l'Université de Turin, avant de se livrer tout entier à l'action militante...

les rapaces déjà repus. Et par ailleurs il était difficile de se réclamer des traditions démocratiques et révolutionnaires. On a un témoignage très curieux sur ce sujet : celui du journaliste maurrassien Jacques Bainville qui consacra un ouvrage à l'entrée en guerre de l'Italie [1]. Bainville raconte la déconvenue d'un Français « démocrate » en tournée de propagande en Italie, en 1915, pour chercher à l'entraîner dans la guerre : son appel à l'ancienne fraternité révolutionnaire des démocraties française et italienne n'a aucun écho [2] ! Tandis que d'Annunzio, avec ses discours nationalistes, a eu une grande influence. Bainville exprime une certaine nostalgie en constatant que l'Italie est entrée en guerre sur une base *franchement* nationaliste « intégrale », tandis qu'en France on a dû se réclamer de la démocratie et des traditions révolutionnaires.

Et, en effet, la situation de la France obligea la bourgeoisie française à voiler le nationalisme sous des oripeaux « démocratiques ». D'abord parce que la France était un pays impérialiste : il était difficile d'envoyer le peuple français se battre en lui expliquant que la France était une nation prolétaire. Certes il y avait bien l'idée de « revanche », la revendication de l'Alsace-Lorraine ; et n'oublions pas, par ailleurs, que les courants nationalistes ouvertement réactionnaires (*l'Action française* avant tout autre) ont joué un rôle essentiel dans la préparation idéologique à la guerre. Mais ces courants nationalistes auraient-ils été capables d'entraîner le *peuple* à la guerre sans recourir aux traditions révolutionnaires et démocratiques ? On en peut douter [3]. La nostalgie de Bainville est une preuve de la myopie politique de *l'Action française* : il ne se rendait pas compte que la bourgeoisie française était dans l'obligation, pour entraîner le peuple dans la guerre, d'utiliser une plate-forme jacobine. C'est là d'ailleurs qu'elle a été aidée puissamment par la trahison de la social-démocratie (pour les ouvriers) et par l'attitude du parti radical (pour les couches petites-bourgeoises et paysannes) : que l'on songe au rôle de Clémenceau. Cette nécessité tenait, en partie, aux traditions historiques particulières à la France [4]. En mars 1917, dans un article sur *la Guerre*, Staline écrivait [5] :

> La situation présente de la Russie rappelle plutôt la France de 1914, la France de la période initiale de la guerre...
>
> ...Comme aujourd'hui en Russie dans la presse bourgeoise, on lançait alors en France, dans le camp bourgeois, le cri d'alarme : « la république est en péril, battons les Allemands ! »
>
> ...Le cours successif des événements en France a démontré qu'il s'agissait d'une fausse alarme et que les clameurs sur la liberté et sur la république masquaient l'envie réelle des impérialistes français qui aspiraient à la conquête de l'Alsace-Lorraine et de la Westphalie.

Le 15 mars 1935, parlant à la Chambre des députés, Maurice Thorez [6] rappelait également les leçons qu'on devait tirer de cette période :

---

1. Jacques Bainville : *La Guerre et l'Italie*, Fayard, 1916.
2. *Ibidem*, pp. 41-42.
3. Surtout après l'Affaire Dreyfus : elle avait montré qu'au sein même de la bourgeoisie, l'unanimité ne pouvait se faire sur une plate-forme ouvertement réactionnaire.
4. En partie seulement : en Allemagne, le gouvernement utilisa aussi le mot d'ordre : défense de la démocratie... contre le tsar. Mais en Allemagne, c'était surtout à cause de la très grande influence de la social-démocratie (cf. Potemkine : *Histoire de la Diplomatie*, tome II, qui révèle des aveux écrasants pour la social-démocratie, notamment le fait que Guillaume II a déclaré la guerre *d'abord* à la Russie, quand tous les plans militaires prévoyaient l'attaque à l'Ouest : c'était une nécessité pour faciliter la propagande de la social-démocratie).
5. Staline : *Œuvres complètes*, tome 3, p. 16 (cité d'après l'édition italienne).
6. Maurice Thorez : *Œuvres*, Livre II, tome 8, p. 154.

Nous rappellerons aux travailleurs l'erreur tragique de 1914... Ici, en France, on a dit : « Il faut défendre la République contre Guillaume II. Il faut défendre le pays le plus démocratique contre l'empereur réactionnaire. »

Il apparaît donc que l'emploi par la bourgeoisie française des traditions démocratiques fut, à l'époque de la guerre impérialiste, un trait essentiel.

Mais, si en 1914 la bourgeoisie française réussit à entraîner le peuple dans la guerre en se servant des traditions révolutionnaires, en 1934 elle ne réussit pas à l'entraîner au fascisme. Par contre, la classe ouvrière réussit à écarter le fascisme, en relevant le drapeau des traditions révolutionnaires. C'est donc une date capitale qui montre la maturité du Parti communiste français : les traditions révolutionnaires ne *servent* plus la bourgeoisie, qui ne peut masquer sa politique de trahison et de réaction ; elles servent le prolétariat, dans sa politique d'union populaire antifasciste.

Lorsque le fascisme apparut en Europe, les dirigeants du mouvement ouvrier soulignèrent ses caractéristiques essentielles, communes à tous les pays.

Le fascisme, a dit Georges Dimitrov [1], est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins, les plus impérialistes du capital financier.

Mais, en même temps, ils insistèrent sur la nécessité d'une étude concrète dans chaque pays donné, compte tenu de ses traditions historiques particulières. Pour trouver une base de masse, la bourgeoisie en voie de fascisation tenait compte de ces particularités. Il appartenait au prolétariat d'*isoler* la bourgeoisie fasciste.

Le fascisme, dit Maurice Thorez [2], se développe dans des conditions déterminées, en rapport avec la situation dans chaque pays. Il prend des formes déterminées dans chaque pays.

L'étude de ces particularités par Maurice Thorez vient confirmer l'importance des analyses de Gramsci sur le jacobinisme français, et, d'une manière générale sur la vie politique française.

Palmiro Togliatti fait observer [3] que si le mot « fascisme » apparaît peu dans les cahiers de prison de Gramsci (à cause de la censure), cette question est au centre de toutes ses notes, la préoccupation essentielle : comment a-t-il pu s'implanter en Italie ? Quelles prémices historiques a-t-il utilisées ? Comment réaliser concrètement l'union du peuple italien contre le fascisme ? Et ce sont précisément les études attentives de Gramsci qui ont guidé le Parti communiste italien. Un des faits importants soulignés par Gramsci, c'est l'importance du *Lumpenproletariat* [4], en particulier dans la société méridionale, qui a favorisé l'existence des groupes de chocs au service des cercles impérialistes de la bourgeoisie italienne.

A l'heure où le député italien, arbitrairement arrêté, et condamné à vingt ans de prison, était lentement assassiné, Maurice Thorez prenait la responsabilité historique de guider, à la tête du prolétariat, la lutte antifasciste en France. Il notait trois particularités essentielles des tendances fascistes en France :

---

1. Rapport au 7e Congrès de l'Internationale Communiste, in *Œuvres choisies*, E. S., p. 39.
2. *Œuvres*, Livre II, tome 5, p. 115.
3. Togliatti : *L'antifacismo di Gramsci* (*Rinascita*, 1951).
4. Cité dans l'article de Togliatti.

1° le fait que la France soit restée, dans les conditions mêmes de la crise générale du capitalisme, un des chaînons les plus forts du système impérialiste ;
2° le fait que la bourgeoisie française possède la machine d'Etat « la plus centralisée, omnipotente et omnisciente[1] » ;
3° le fait que

la bourgeoisie en France a su, jusqu'ici plus habilement qu'en aucun autre pays, utiliser les traditions démocratiques et parlementaires profondément ancrées dans les masses pour assurer l'exécution de sa politique impérialiste[2].

Et Maurice Thorez insiste, à plusieurs reprises, sur ce dernier point :

Et surtout on peut saisir le rôle plus important qui incombe dans le processus de fascisation aux partis « de gauche[3] » et au parti socialiste comme partis les plus qualifiés et les plus aptes à tromper les masses ouvrières et petites-bourgeoises qu'ils influencent par l'exercice de la démagogie parlementaire et faussement démocratique[4].

Certes, en France aussi, des courants plus ouvertement fascistes, des groupes de choc existaient. Mais ces courants étaient faibles, quant à leur base de masse ; et leur soutien par l'argent italien ou allemand était une preuve de faiblesse. Ce qu'il importe de souligner, c'est le courant *dominant* :

Sans doute, il existe en France des organisations de caractère typiquement fasciste, avec un programme nettement fasciste ou d'orientation fasciste. Mais le fait caractéristique, c'est l'existence dans tous les partis dits « de gauche », y compris le parti socialiste, d'une aile qui défend plus ou moins nettement un programme fasciste[5].

Ainsi se vérifie l'importance idéologique des courants « démocratiques ». Mais précisément, ces mêmes courants, qui présentent un *danger* essentiel de fascisme, sont autant de *possibilités*, pour le prolétariat, de faire échouer le fascisme en donnant un contenu actuel à des formes idéologiques, en s'appuyant sur les sentiments profondément démocratiques des masses[6] pour interdire à la bourgeoisie d'instaurer le fascisme. Et l'échec du fascisme en France, en 1934, dû à l'action inlassable du Parti communiste, a été le signe éclatant que désormais les armes idéologiques de la bourgeoisie échappaient de ses mains, ne parvenaient pas à tromper les masses.

Comme le dit Maurice Thorez :

Nous nous sommes comportés en marxistes, rejetant les formules sans vie, mais maintenant le contenu toujours vivant qu'exprimaient certaines idées et certaines choses, même léguées par le passé[7].

---

1. Sur ce point, voir Gramsci : *Note sul Machiavelli...*, p. 105.
2. Maurice Thorez : *Œuvres*, Livre II, tome 5, p. 180. Cf. Gramsci : *Note sul Machiavelli...*, pp. 101 à 113.
3. Sur le « jacobinisme » des radicaux et la fascisation, voir Maurice Thorez : *Œuvres*, Livre II, tome 5, p. 162, et tome 6, pp. 31-32.
4. *Ibidem*, tome 5, p. 181.
5. *Ibidem*, tome 5, p. 187.
6. « Un des éléments de notre succès dans l'organisation d'un large front antifasciste en France, c'est la position conséquente de notre Parti communiste dans la question de la démocratie bourgeoise, et aussi l'utilisation des traditions révolutionnaires du peuple de France. » M. Thorez : *Œuvres*, Livre II, tome 9, p. 121.
7. M. Thorez : *Une politique de grandeur française*, p. 93.

Certes, il ne s'agit ici que de l'aspect idéologique de la lutte antifasciste, « un des éléments » de cette lutte qui ne doit pas faire oublier le contenu complet de la bataille pour le Front populaire.

Il ne nous appartient pas, dans le cadre de cette étude, d'envisager les problèmes actuels, et la façon concrète dont ils se présentent en France et en Italie. Il faut cependant répondre à certains intellectuels [1], qui ont parfois tendance à comparer d'une manière abstraite et mécanique les deux pays, pour opposer l'action du Parti italien à celle du Parti français. Nous allons tenter de répondre à ces tendances en utilisant, précisément, les enseignements d'Antonio Gramsci.



Depuis quelques années, des intellectuels français se sont souvent réclamés de Gramsci. Dans la mesure où cet hommage était rendu au chef de la classe ouvrière italienne, nous ne pouvons que nous en féliciter. Mais souvent apparaissent, dans cet hommage, des intentions moins pures. Parfois même on aboutit à dénaturer complètement la pensée de Gramsci. Sur quels points portent ces falsifications ? On en peut relever trois principaux :

1° On coupe, chez Gramsci, le penseur de l'homme d'action.

2° On présente d'une manière unilatérale les idées de Gramsci sur les intellectuels.

3° On oppose Gramsci aux dirigeants du Parti communiste français.

Tentons de réfuter brièvement cette argumentation.

Sur le premier point — la tendance à séparer le penseur de l'homme d'action, et à ne voir que le premier — il n'est pas besoin de s'étendre longuement. Déjà en 1937 Palmiro Togliatti pouvait dire :

> Aujourd'hui, après sa mort, beaucoup écrivent sur lui et lui rendent hommage qui, durant sa vie, le combattirent âprement et furent par lui âprement combattus. Les hommages qui sont rendus à la grandeur de son génie sont des hommages dûs. Nous avons cependant le devoir de dire à haute et intelligible voix que Gramsci n'a pas été l' « intellectuel », l' « écrivain », l' « homme d'étude » au sens que ces posthumes apologistes voudraient laisser entendre. Avant tout Gramsci a été et est un homme de parti [2].

Toute l'œuvre de Gramsci témoigne de la futilité d'une telle falsification. Ajouterons-nous qu'il y a une certaine cruauté à tirer parti de l'emprisonnement de Gramsci pour le présenter comme un « penseur » ? Les *Lettres de la prison* témoignent de la souffrance d'un homme qui ne vivait que par l'action, d'être réduit à l'inaction. Mais ses notes témoignent aussi de la manière dont il a réussi à vaincre les circonstances en orientant toutes ses pensées vers la rénovation de la société italienne.

L'attitude de Gramsci à l'égard des intellectuels est, pour les mêmes raisons, souvent dénaturée. Comme Staline, comme Maurice Thorez, Gramsci assignait aux intellectuels des fonctions très importantes dans la société. Mais en quel sens faut-il interpréter cette conception ? Ce rôle important des intellectuels n'est pas dû, pour Gramsci, à leurs seules qualités de spécialistes, mais suppose

---

1. Voir en particulier l'*Observateur*, passim. *Esprit* : « Marxisme ouvert ou marxisme dogmatique », 1949 (où Gramsci est présenté comme un « marxiste libéral » !).
2. Togliatti : *Gramsci chef de la classe ouvrière italienne* (Préface aux *Lettres de la prison*, page 19).

que deux conditions au moins soient remplies : le contact avec les masses et le lien avec la politique. Si le mot « jacobinisme » revient souvent chez Gramsci au sujet des intellectuels, c'est précisément parce qu'il exprime le contact avec le peuple. Comme le disait également Maurice Thorez :

La tradition jacobine, c'est précisément le contact avec les masses profondes du pays [1].

Nous avons vu que l'intérêt porté par Gramsci au matérialisme français venait de ce qu'il y trouvait ce contact avec les masses populaires, et plus précisément avec les masses *paysannes* [2]. Pour Gramsci, il y a un lien dialectique entre la question paysanne et le rôle des intellectuels :

L'expérience de beaucoup de pays, et avant tout de la France dans la période de la grande révolution, a montré que si les paysans se meuvent par poussées « spontanées », les intellectuels commencent à osciller ; réciproquement, si un groupe d'intellectuels se pose sur une base politique philopaysanne, il finit par entraîner avec lui des fractions de masses toujours plus importantes... C'est le rapport dialectique entre les deux actions qu'il faut tenir présent à l'esprit [3].

Mais gardons-nous d'interpréter faussement cette citation : Gramsci constate le lien entre les intellectuels et le mouvement paysan, il ne prêche pas le populisme. Car la seconde exigence, pour qu'un intellectuel mérite ce nom, c'est la liaison organique avec la classe d'avant-garde, hier la bourgeoisie (dans la révolution jacobine), aujourd'hui le prolétariat. C'est pourquoi l'action des intellectuels s'exerce par l'intermédiaire de la politique :

Le rapport entre philosophie « supérieure » et sens commun est assuré par la politique, comme est assuré par la politique le rapport entre le catholicisme des intellectuels et celui des « simples »...

Mais, en sens inverse :

La philosophie de la *praxis* est antithétique de celle du catholicisme : la philosophie de la *praxis* ne tend pas à maintenir les « simples » dans leur philosophie primitive du sens commun, mais au contraire à les conduire à une conception supérieure de la vie. Si elle affirme la nécessité d'un contact entre intellectuels et « simples », ce n'est pas pour limiter l'activité scientifique et aboutir à un nivellement, mais au contraire pour construire un bloc intellectuel-moral qui rende politiquement possible un progrès intellectuel de la masse et non plus seulement de quelques groupes d'intellectuels [4].

Notons encore que, pour Gramsci, nul sentiment national n'a de valeur concrète s'il n'est en même temps *populaire*-national.

Sentiment national, non populaire-national, c'est-à-dire un sentiment permanent « subjectif », non lié encore à des facteurs, à des institutions objectives. Par là, c'est encore un sentiment d' « intellectuels » qui sentent la continuité de leur catégorie et de leur histoire [5].

Enfin, à ceux qui s'arment de certaines maladresses de forme de la polémique marxiste pour s'en détourner avec dégoût, Gramsci rappelle que :

les débuts d'un monde nouveau, toujours âpres et empierrés, sont supérieurs au déclin d'un monde en agonie et aux chants du cygne qu'il produit [6].

1. Maurice Thorez : Œuvres, Livre II, tome 9, page 26.
2. Cf. page 64, note 6.
3. *Il Risorgimento*, page 81.
4. *Il materialismo storico...*, page 10.
5. *Letteratura e vita nazionale*, page 48.
6. *Il materialismo storico*, page 19.

Il n'est donc pas possible, si l'on veut se réclamer de Gramsci, d'exalter les fonctions des intellectuels sans souligner en même temps leurs responsabilités devant leur peuple.

Par là, on peut mieux comprendre à quel point c'est trahir la pensée de Gramsci que de prétendre l'opposer aux dirigeants de notre parti, à notre politique, et particulièrement à notre lutte idéologique. Il serait facile de montrer que cette attitude aboutit, objectivement, à diviser l'union des forces nationales qui se réalise autour du prolétariat. Il s'agit là d'une vieille tactique de la bourgeoisie, que Lénine exposait en ces termes :

> La bourgeoisie libérale usa *toujours* et *partout* du procédé qui consiste à persuader ses adeptes dans un pays donné que les social-démocrates de ce pays sont les plus déraisonnables, tandis que leurs camarades du pays voisin sont des « petits garçons bien sages » [1].

Mais cette réponse ne suffit pas. Les arguments dont on se sert pour opposer ainsi Gramsci à Maurice Thorez, la lutte du P.C.I. à celle du P.C.F., supposent une double erreur : l'ignorance du *contenu* absolument identique de nos luttes, la méconnaissance des *formes* historiquement différentes dans lesquelles cette même politique s'exerce.

Quand Gramsci, montrant l'absence de jacobinisme dans les traditions des intellectuels italiens (traditions supranationales de l'Empire romain, puis de l'Eglise romaine, voie non-jacobine empruntée par la bourgeoisie italienne) les appelle à se lier à la classe ouvrière italienne, fait-il autre chose que Maurice Thorez, qui, œuvrant dans des conditions différentes, appelle les intellectuels à *rejoindre* les *traditions* de la culture française ?

> Quant à nous, nous demandons seulement aux hommes de la pensée, aux hommes de l'art, de renouer avec les grandes traditions qui ont triomphé aux époques d'épanouissement littéraire et artistique ....
> .... Qu'à notre époque l'écrivain ou l'artiste le plus profond, le plus conséquent, se voie amené à rejoindre les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière, c'est la preuve que toutes les valeurs culturelles ont passé aujourd'hui du côté du prolétariat [2].

Mais si la lutte est identique, dans son contenu, il faut tenir compte des différences dans la situation historique actuelle en France et en Italie. Etudier attentivement ces différences n'est pas dans notre propos. Parlant devant le Congrès de la Fédération de la Jeunesse communiste italienne, Togliatti en indiquait les plus importantes :

> Le peuple italien s'est réveillé et un tel réveil l'a placé, en Europe occidentale, dans une situation particulière, différente de celle des autres peuples, différente en particulier de celle où se trouve le peuple français, parce que ce peuple n'a pas connu le fascisme, et que ne se pose pas devant lui avec la même acuité que devant nous la question agraire, sans parler des autres problèmes [3].

De toutes manières la prudence conseillerait à nos intellectuels de méditer ce conseil de Gramsci :

> Juger les événements dans le cadre historique du pays lui-même et non uniquement par référence à son pays d'origine [4].

---

1. Lénine : *Deux tactiques. Œuvres choisies*, édition 1953, tome I, page 65.
2. Maurice Thorez : *Rapport au XII*^e^ *Congrès du Parti communiste français.*
3. Cité par le soviétique Echerman, dans son article sur : « Antonio Gramsci et la question paysanne en Italie » (*Voprossy filosofii*, 1950).
4. *Gli intelletuali...*, p. 166.

En fait, ce qui gêne essentiellement les intellectuels d'*Esprit* et de l'*Observateur*, c'est notre lutte inlassable contre la social-démocratie, sur le plan idéologique comme sur le plan politique ; et ils se plaisent à souligner que ce thème n'a pas la même ampleur dans la lutte idéologique du Parti communiste italien. Une telle attitude est la preuve même que notre lutte est dirigée dans la bonne direction. Si nous luttons contre la social-démocratie, c'est parce qu'en France c'est le principal soutien social de la bourgeoisie. Ne peut-on pas penser qu'en Italie il en est autrement ? Le *principal* soutien social de la bourgeoisie, n'est-ce pas l'influence cléricale, encore très forte dans les campagnes ? Il appartient en tout cas aux intellectuels français qui veulent rester fidèles aux enseignements de Gramsci, de ne pas tenter de pareilles manœuvres de division et de rejoindre leur prolétariat dans sa lutte contre la guerre, contre la trahison des intérêts nationaux et contre la misère.



Au terme de cette étude, qui n'a nullement la prétention d'être exhaustive [1], nous pouvons exprimer notre reconnaissance à Antonio Gramsci pour avoir ainsi contribué à éclaircir nos propres problèmes. On parle beaucoup aujourd'hui de « l'histoire comparée », mais les historiens n'ont abouti et ne pouvaient aboutir, dans cette voie, qu'à des résultats décevants, leur « comparaison » restant souvent abstraite et mécanique. Dans le meilleur cas, c'est-à-dire en supposant une libération du chauvinisme dont sont imprégnés notre enseignement et la culture léguée par la bourgeoisie, cet effort est resté stérile ; on ne peut esquiver les deux périls : d'une part une comparaison d'institutions ou de sociétés abstraites de leur forme nationale, la réduction, d'autre part, de cette « forme » nationale à une sorte de substrat idéaliste (le « caractère » de tel peuple). Seul le prolétariat, pour la première fois dans l'histoire, unit dans une même compréhension *active* le patriotisme et l'internationalisme. Les rêves de fraternité universelle à l'époque de la bourgeoisie ascendante n'étaient que des utopies, car, même alors, les intérêts de la bourgeoisie ne concordaient pas avec ceux des grandes masses humaines. Le marxisme-léninisme permet d'examiner la vie des autres peuples, en fonction des tâches internationales du prolétariat, mais dans les formes particulières que leur a léguées leur histoire nationale. C'est un des immenses mérites d'Antonio Gramsci d'avoir à la fois dirigé la lutte contre le fascisme italien, qui se nourrissait du chauvinisme le le plus bestial, et permis, par ses études, une plus juste compréhension, c'est-à-dire un amour mieux fondé, entre la classe ouvrière et le peuple d'Italie et de France.

1. Signalons que Marc Soriano doit faire paraître en 1954 la traduction d'un choix de textes de Gramsci, d'après les conseils de l'Institut Gramsci.

MAO TSE-TOUNG ET LA PHILOSOPHIE CHINOISE

par FENG-YOU-LAN

L'article que nous publions ci-dessous est relatif à l'ouvrage du président de la République populaire de Chine Mao Tsé-toung, A propos de la Pratique, *dont la traduction française a paru dans les* Cahiers du Communisme *(février* 1951, *pp.* 237-252).

Cet article, qui établit les rapports entre la pensée de Mao Tsé-toung et celle des philosophes chinois classiques sur les rapports entre la connaissance et l'action, a été traduit par Paul Meier du texte publié en anglais dans la revue People's China *(n° du 1er octobre* 1950).

Le professeur Feng You-lan, auteur de cet article, est une des personnalités universitaires les plus représentatives de la Chine Nouvelle.

C'est un vieux gentleman chinois, entre soixante et soixante-dix ans, la longue barbiche mince classique, des mains extraordinairement fines et expressives,

nous dit Claude Roy, qui s'est entretenu avec lui à Pékin, où il enseigne actuellement l'histoire de la philosophie à l'Université Tsing Houa.

En 1949, *lors de la proclamation de la République, il avait derrière lui une carrière déjà longue, depuis sa licence passée en* 1924 *à l'Université Columbia de New-York, en passant par de nombreuses Universités chinoises et étrangères, et en particulier par un séjour en* 1946-47 *à l'Université Princeton aux Etats-Unis. Bon nombre de ses ouvrages ont été publiés en Occident, le dernier en date étant* Histoire de la philosophie chinoise *(Paris, Payot,* 1953). *Adepte jusqu'en* 1949 *de ce néo-confucianisme vague de l'époque Soung qu'il décrit dans l'article ci-dessous, il se tenait — ou croyait se tenir — à l'écart de la vie politique. « J'avais, a-t-il dit plus tard, adopté à l'égard du Kouo Min-tang une attitude passive mais distante. »*

Mais depuis l'établissement du pouvoir populaire, non seulement il s'est politiquement rallié à lui, mais il a effectué sur le plan philosophique un progrès décisif. Il est devenu marxiste.

J'ai demandé par curiosité à aller participer à la réforme agraire dans les campagnes chinoises. Je suis entré ainsi en contact avec le peuple, comme je ne l'avais jamais fait...

Je me suis rendu compte depuis la libération que lorsqu'une société a atteint le point où une révolution devient inévitable, ceux qui refusent les changements cherchent refuge dans une théorie commode. Le néo-confucianisme en Chine jouait le rôle du néo-thomisme en Occident.

Jusque-là, le marxisme m'était apparu comme une doctrine trop « spécialisée », trop liée à la politique et à la sociologie... Je suis intimement persuadé aujourd'hui que la philosophie a pour but de modifier les hommes et le monde. J'ai repris l'étude de la philosophie chinoise à la lumière de ce principe...

Le professeur Feng You-lan a récemment résumé son évolution dans une « autocritique » publique, diffusée très largement, et qui a retenu l'attention un peu sceptique des spécialistes parisiens ou new-yorkais de l'histoire de la

philosophie chinoise. Par l'intermédiaire de Claude Roy, le professeur Feng a tenu à leur répondre lui-même :

Dites à mes amis et confrères d'Amérique et d'Occident que mon évolution intellectuelle est sans mystère. C'est un dicton chrétien qui dit : « Aux fruits on juge l'arbre ». J'ai goûté les fruits de la Chine Nouvelle. J'ai voulu connaître les racines de l'arbre qui les avait formés. C'est toute l'histoire de mon auto-critique...

Jean Chesneaux



'ANNEE 1950 a été fertile en événements, et elle a été marquée notamment par la réédition du traité philosophique du président Mao Tsé-toung *Sur la Pratique*, qui avait été écrit en 1937. Un article d'*Etude*, principale revue théorique de Chine, l'a fort bien défini dans les termes suivants :

Sur la Pratique résume scientifiquement l'expérience pratique de la révolution populaire chinoise durant une longue période, sous la direction du prolétariat chinois et de son parti politique, le Parti communiste de Chine... La thèse du président Mao Tsé-toung est le fruit d'une classification, d'un regroupement et d'une synthèse des données fournies par une expérience révolutionnaire d'une extrême richesse. Sa thèse, qui a soutenu l'épreuve du temps dans la pratique révolutionnaire, a fait la démonstration qu'elle était la vérité scientifique marxiste.

La *Pravda*, dans un éditorial, y consacre également un commentaire :

Dans son ouvrage, le camarade Mao Tsé-toung expose en termes ramassés et lucides l'épistémologie matérialiste, c'est-à-dire la théorie du reflet. Il analyse les principes fondamentaux du marxisme-léninisme ayant trait à l'épistémologie du matérialisme dialectique, le rôle joué par la pratique dans le processus de la connaissance, et la signification de la théorie révolutionnaire dans la lutte révolutionnaire elle-même. La caractéristique de cet ouvrage, c'est d'allier le sens du concret à celui de la vie dans son analyse pénétrante et sa présentation, du point de vue marxiste, des problèmes compliqués de la philosophie.

D'autre part, le camarade Mao Tsé-toung interprète et développe de façon profonde le célèbre principe d'Engels et de Lénine sur la vérité absolue et la vérité relative.

Telles sont sans aucun doute les grandes qualités de l'ouvrage du président Mao Tsé-toung *Sur la Pratique*. Dans le cadre de cet article, je désire traiter d'un autre aspect significatif de sa valeur. Se fondant sur les principes de l'épistémologie du matérialisme dialectique, *Sur la Pratique* apporte une solution scientifique à un important problème traditionnel de la philosophie chinoise, le problème des rapports entre la connaissance et l'action. Ce problème trouve sa solution définitive dans la théorie de l'unité de la connaissance et de l'action qui est formulée vers la fin du traité.

Elle définit quatre traits particuliers qui caractérisent l'épistémologie du matérialisme dialectique. Elle met en lumière la dépendance de la théorie à l'égard de la pratique, la pratique étant le fondement de la théorie. Elle montre que la connaissance acquise dans la pratique retourne au service de la pratique ; que la question de savoir si la connaissance ou la théorie est juste ne se résout pas d'après des sentiments subjectifs, mais d'après les résultats objectifs obtenus dans la pratique sociale. Elle montre que la pratique et la connaissance contribuent à leur progrès mutuel et constituent un ensemble doué de mouvement cyclique, et qu'à chaque cycle, le contenu de la pratique et de la connaissance s'élève à un niveau supérieur.



Dans l'histoire de la philosophie chinoise, l'étude systématique des rapports entre la connaissance et l'action a commencé chez les moralistes de la dynastie Soung (960-1279 après J.-C.), bien que des philosophes antérieurs aient eu également conscience de ce problème et aient à l'occasion exprimé leurs conceptions sur ce sujet. Si on les examine à la lumière des quatre caractéristiques épistémologiques formulées par le président Mao, ces conceptions révèlent clairement la position de leurs défenseurs et le camp auquel ils appartenaient.

Il convient tout d'abord de donner une appréciation juste de la pensée de Confucius [1]. Les avis sont partagés, mais on estime généralement que Confucius attachait à l'action une importance considérable. Il disait :

Quand il me reste de l'énergie inemployée pour l'action, je la consacre à apprendre.

Il semble donc que Confucius établit dans ses efforts une distinction entre le primordial et le secondaire. Mais si l'on en juge à la lumière des quatre points indiqués précédemment, Confucius est certes un idéaliste en épistémologie comme dans d'autres domaines de la philosophie.

Comme il ressort de la citation ci-dessus, Confucius considérait de toute évidence que l'action et la science étaient indépendantes l'une de l'autre. Voici la première phrase des *Analectes* :

C'est une grande joie d'apprendre et de réviser sans cesse ce que l'on a appris.

Qu'apprenait donc Confucius ? De son propre aveu il « rend compte mais ne crée pas ». Il avait foi dans les traditions anciennes et les aimait.

Mon savoir n'est pas inné, disait-il en une autre occasion. J'aime les traditions anciennes et m'efforce de les étudier avec intelligence.

D'après ces passages et d'après ce que nous connaissons de sa vie, nous sommes certains que ce qui intéressait le plus Confucius, c'était la poésie, l'histoire, les cérémonies, la musique, les institutions politiques et sociales et les coutumes transmises depuis l'antiquité. Il avait en grande estime l'héritage des connaissances et en tirait des déductions et des conclusions. Aussi était-il fort satisfait de son disciple Yen Houei qui, « en apprenant une chose, pouvait en découvrir dix autres de même espèce ». Il semble que nous soyons justifiés à conclure que Confucius attachait peu d'importance à la pratique, source essentielle de la connaissance.

La science des traditions anciennes avait donc pour Confucius une valeur de dogme, et il ne lui paraissait nullement nécessaire de la réviser et de l'éprouver dans la pratique sociale. Puisque point n'était besoin de cette épreuve, la question ne se posait naturellement pas d'une contribution réciproque à leur progrès de la connaissance et de la pratique.

Confucius était cependant en parfait accord avec un point du critère ci-dessus. Il croyait, en effet, que la connaissance sert l'action dans le domaine des activités morales. C'est peut-être à cet égard qu'on peut considérer que Confucius attachait de l'importance à l' « action ».

1. 551-479 avant J.-C.



Selon Mo Ti [1], l'adversaire le plus éminent de Confucius, il existe trois aspects du langage qui concrétisent la connaissance. Le premier, c'est qu'elle a son fondement dans l'histoire des anciens rois sages ; le second, qu'elle a sa source dans la pratique directe de l'ouïe et de la vue ; et le troisième est son application à la politique et à la législation dans le peuple ou la nation dans son ensemble. Ces trois aspects, fondement, source et application, semblent correspondre approximativement aux quatre points mentionnés ci-dessus. Le premier aspect et le second correspondent à l'ouï-dire et à la connaissance personnelle, autrement dit, à la connaissance indirecte et à la connaissance directe. Aussi Mo Ti accordait-il toute son importance à l'expérience comme source du savoir. Le troisième aspect corespond à la pratique sociale comme critère de la connaissance. Du moment que la connaissance doit subir l'épreuve de la pratique, il est naturel que la connaissance et la pratique contribuent à leur progrès réciproque. Bien plus, Mo Ti et ses disciples ont, de façon conséquente, mis l'accent sur le rôle de la connaissance au service de la pratique.

D'après les conceptions épistémologiques de Confucius et de Mo Ti, on peut voir que dès l'aube de la philosophie chinoise existaient les deux écoles de l'idéalisme et du matérialisme. C'est on ne peut plus normal, puisqu'à cette époque existaient déjà une classe d'exploiteurs et une classe d'exploités.



Dans la philosophie chinoise, l'idéalisme épistémologique atteignit sa forme extrême dans l'école du taoïsme. Les philosophes taoïstes prétendaient que la vérité ne pouvait s'obtenir par une connaissance perceptive et rationnelle, mais seulement à partir de la « vraie connaissance » qui était hors de portée de la connaissance perceptive et rationnelle. Cette sorte de vérité n'avait, bien entendu, aucun rapport avec la pratique.

Le matérialisme épistémologique s'est développé jusqu'à un certain point parmi les légalistes. Han Fei-tsé [2], fondateur de l'école légaliste, disait :

> Former un jugement sans le mettre à l'épreuve est peu sage, et se fier à un jugement aussi hasardeux, c'est s'égarer.

L'école légaliste exprimait l'idéologie de la classe montante des propriétaires fonciers. Et comme c'était alors une force neuve, cette école inclinait au matérialisme.

Ouang Tchoung [3], philosophe de la dynastie Han, maintint et développa la tradition matérialiste.

> L'action ne peut se comprendre que par ses résultats, affirma Ouang Tchoung, et une théorie ne saurait être définitive que si elle est mise à l'épreuve.

Si cette affirmation correspondait au premier et au second aspect de la

1. Mo Tsé, vers 479-381 avant J.-C.
2. 280-233 avant J.-C.
3. Né en 27 après J.-C.

connaissance selon Mo Ti, Ouang Tchoung fit nettement un pas de plus. La connaissance qui, selon Mo Ti, prend sa source « dans la pratique directe de l'ouïe et de la vue », se limitait à la connaissance perceptive.

Le problème de la vérité et de l'erreur ne saurait être résolu, écrivait Ouang Tchoung, simplement par l'oreille et par l'œil, mais aussi par l'esprit.

Dans l'argumentation de Mo Ti, la source se trouve dans les données matérielles sans faire entrer la raison en ligne de compte. Ce que l'on entend et voit est peut-être tangible et, jusqu'à un certain point, valable, mais peut fort bien ne pas être la vérité. Dans la conception de Ouang Tchoung, outre la connaissance perceptive, la connaissance rationnelle est placée à un rang supérieur.



Les moralistes de la dynastie Soung [1] se sont livrés à des recherches encore plus systématiques qui se répartissent en quatre groupes principaux.

Le premier concerne l'ordre de succession de la connaissance et de l'action : la connaissance précède-t-elle l'action, ou l'action précède-t-elle la connaissance, ou bien se précèdent-elles et se suivent-elles alternativement ? Le deuxième groupe traite de leurs degrés comparés de difficulté : est-il facile de connaître et difficile d'agir, ou difficile de connaître et facile d'agir, ou les deux choses sont-elles difficiles ? Le troisième groupe a trait aux rapports qui existent entre les deux : la connaissance et l'action sont-elles identiques, ou séparables, ou complémentaires l'une de l'autre ? Le quatrième porte sur leur importance respective : la connaissance est-elle plus importante que l'action, ou est-ce l'action qui est plus importante que la connaissance, ou toutes deux sont-elles également importantes ? Ainsi ces quatre groupes comprennent quatre questions, et chaque groupe présente trois réponses possibles. Cela fait en tout douze conceptions différentes, dont chacune a trouvé des défenseurs à une époque ou à une autre du passé. On voit donc que cela constitue un problème d'une extrême importance dans l'histoire de la philosophie chinoise.

Les moralistes de la dynastie Soung ont développé l'épistémologie des anciens confucianistes et ont considéré *la Grande Etude* et *le Juste Milieu* comme les deux classiques les plus importants. Le premier chapitre de *la Grande Etude* s'ouvre par une discussion sur l'acquisition de la connaissance et le conflit avec les données matérielles, *tchih tchih* et *ke wu*. L'expression *ke wu* a été interprétée de façons diverses, mais on estime généralement qu'elle désigne les efforts humains pour découvrir la nature des choses. Une discussion plus détaillée se fait jour dans *le Juste Milieu* : il y est conseillé de faire de vastes études, d'être circonspect dans la recherche, de penser avec soin, de distinguer avec netteté un objet d'un autre, et enfin, d'agir avec sérieux. Une affirmation encore plus explicite fut formulée par Tcheng Yi-tchouan [2] :

La connaissance doit venir en premier lieu, tout comme la route doit être éclairée avant qu'on y puisse marcher.

Quant à la question de savoir si la connaissance est plus difficile que l'action, ou inversement, Tcheng Yi-tchouan dit :

---

1. A partir du XIe siècle de notre ère.
2. 1032-1085.

On ne saurait agir avec succès si l'on ne possède une sûre connaissance préalable. Agir est évidemment difficile, mais connaître n'est en aucune manière aisé.

Les anciens pensent qu'il n'est pas difficile de connaître, disait-il encore, mais je ne trouve pas que cela soit facile non plus. Supposons, par exemple, qu'un homme veuille se rendre dans la capitale ; il lui faut savoir au préalable d'où partir et quel itinéraire prendre, et c'est alors seulement qu'il sera sûr d'arriver à destination. Sinon, quelle que soit sa résolution, pourrait-il avancer d'un pas dans la bonne direction ?

Au sujet de l'importance respective de la connaissance et de l'action, Tcheng Yi-tchouan dit :

Savoir et ne pouvoir agir est chose impossible. La raison d'une telle éventualité ne peut être qu'une connaissance imparfaite.

Selon Tcheng Yi-tchouan, la connaissance est donc importante et l'action est dépourvue d'importance. La connaissance permet d'agir, mais, sans connaissance, on est voué à l'échec dans la pratique.

Tchou Hi [1] est allé beaucoup plus loin que Tcheng Yi-tchouan.

La connaissance et l'action sont habituellement complémentaires, a-t-il écrit. On a beau avoir des yeux pour se guider, on ne peut marcher sans l'aide des pieds, et l'on a beau avoir des pieds pour marcher, on n'a pas le sens de la direction sans les yeux. La connaissance précède l'action, mais l'action est plus importante que la connaissance.

Lorsqu'on sait et qu'on ne progresse pourtant pas dans l'action, cela signifie qu'on ne sait pas suffisamment. Ce n'est qu'après avoir fait l'expérience personnelle de l'action que la connaissance s'enrichit et diffère de ce qu'elle était auparavant.

Si nous considérons le cas le plus banal, il n'y a guère de doute que la connaissance précède l'action. Si, d'autre part, nous mesurons la profondeur de la connaissance et l'ampleur de l'action, il nous paraît impossible de parvenir aux grandes choses si les petites n'ont été accomplies.

Tchou Hi veut sans doute dire par là qu'une connaissance permet de réaliser une action, que la connaissance s'approfondit grâce aux réalisations pratiques, et que l'action prend de l'ampleur à mesure que la connaissance s'approfondit. Il postule donc l'antériorité de la connaissance par rapport à l'action, et, en même temps, la contribution réciproque à leur progrès de la connaissance et de l'action.

Si les conceptions de Tchou Hi marquaient un progrès sur celles de son prédécesseur Tcheng Yi-tchouan, il n'en était pas moins d'accord avec ce dernier pour affirmer le caractère distinct de la connaissance et de l'action.

Il faut rechercher l'équilibre de la connaissance et de l'action, écrivait Tchou Hi. Mieux on sait, plus on agira avec succès ; et plus on agit avec succès, mieux on sait. Il ne faut négliger ni l'un ni l'autre. Considérons un marcheur dont les pieds se déplacent l'un après l'autre et qui, pas à pas, atteint son but. Si un pied reste toujours en arrière, il ne saurait avancer d'un pas. Néanmoins, il faut savoir au préalable avant de pouvoir agir.

Bien qu'il affirmât qu'il ne convenait de négliger ni la connaissance ni l'action, il semblait enclin à séparer l'une de l'autre.

Ouang Yang-ming [2], grand philosophe de la dynastie Ming, soutenait par contre la conception de l'unité de la connaissance et de l'action : la connaissance est le début de l'action et l'action est l'accomplissement de la connaissance. La justesse dans l'action engendre la connaissance, et la connaissance

1. 1130-1200.
2. 1472-1528.

vivifiée par la sincérité et le sérieux conduit à l'action. Par la connaissance, Ouang Yang-ming veut dire essentiellement l'intuition ou la conscience, un sens moral qui distingue le bien du mal. Une telle définition de ces termes semble désigner l'action comme réalisation de l'intuition : il identifiait donc la connaissance et l'action. Pourtant, quand on applique cette conception à la connaissance et à l'action en général, leurs caractéristiques respectives se trouvent voilées, et toutes deux deviennent équivalentes en signification : la connaissance est le début de l'action, et l'action le prolongement de la connaissance. Ouang Tchouan-chan [1] se livre à ce sujet aux critiques suivantes :

La connaissance et l'action sont au service l'une de l'autre. Chacune a sa fonction et ses effets propres qui rendent possible ce service réciproque, et leur interaction révèle leur indépendance. Il ne saurait être question de service réciproque dans le cas d'une seule et même chose. Il n'y a que deux choses indépendantes qui peuvent trouver un terrain commun et être au service l'une de l'autre.

Telle est l'argumentation de Ouang Tchouan-chan dans son plaidoyer en faveur des services mutuels que se rendent l'action et la connaissance.

Parmi les philosophes chinois, Ouang Tchouan-chan est sans doute celui qui exprime sur les rapports entre la connaissance et l'action les conceptions les mieux fondées.

Il n'est pas forcément difficile de connaître, mais il est certainement difficile d'agir. Le plus difficile à traiter se présente d'abord, et la première chose à traiter doit être difficile. Le facile vient ensuite, et ce qui vient ensuite est un gain.

De plus,

la connaissance dépend de l'action pour être bienfaisante, mais l'action ne dépend pas de la connaissance pour être efficace. L'action peut engendrer la connaissance, mais la connaissance n'engendre pas l'action... L'action implique la connaissance, mais la connaissance n'implique pas l'action... Un homme instruit ne prétend jamais connaître sans agir.

Selon Ouang Tchouan-chan, l'action précède donc la connaissance ; l'action est plus difficile que la connaissance ; elles sont au service l'une de l'autre, mais l'action est plus importante que la connaissance.



Terminons-en avec les conceptions diverses sur ces problèmes depuis les dynasties Soung et Ming. Tcheng Yi-tchouan et, après lui, Ouang Yang-ming ont maintenu la tradition idéaliste du confucianisme. Alors que Ouang Tchouan-chan, qui se déclarait confucianiste, est néanmoins l'héritier de la tradition matérialiste en ce qui concerne son point de vue épistémologique, toutes ces conceptions épistémologiques reflètent le stade féodal de l'histoire sociale de la Chine.

Quand l'ère du féodalisme chinois approche de son terme, le Dr Sun Yat-sen exposa sa propre théorie sur le même problème. Le Dr Sun avait reçu une éducation bourgeoise et il était le produit d'un milieu social bourgeois. Sa pensée ne subissait plus les contraintes féodales, et cela lui permit d'avoir une

---

1. 1619-1692.

compréhension plus profonde du développement social et une conception plus large de la société. De là sa compréhension relativement neuve du problème de la connaissance et de l'action. Sa conception de l'antériorité de l'action par rapport à la connaissance, qui constitue sans aucun doute un grand progrès sur celle de Ouang Tchouan-chan, est basée sur les phénomènes de l'évolution sociale. Ouang Tchouan-chan avait soutenu la même thèse sur la base de sa croyance dans le vieux dicton : « Il est facile de connaître, mais difficile d'agir. » Mais la ligne de sa pensée n'était pas encore très nette. Peut-être entendait-il accorder l'antériorité à la pratique à cause de sa difficulté, peut-être aussi pensait-il que les choses se passent réellement ainsi.

Dans la *Théorie de Sun Ouen*, le Dr Sun Yat-sen cite des exemples scientifiques et technologiques à l'appui de sa thèse selon laquelle savoir est difficile, mais agir facile. Cela constitue une rupture avec les philosophes antérieurs qui se limitent exclusivement au domaine des activités morales, et révèle le contraste frappant entre un philosophe bourgeois et un philosophe féodal.

Le Dr Sun Yat-sen demeure cependant penseur bourgeois jusqu'au bout. Il soutient que l'action précède la connaissance, mais que la connaissance est plus importante parce qu'elle est plus difficile. Il avait été à l'origine poussé à écrire sa célèbre *Théorie* afin de promouvoir la pratique révolutionnaire de l'époque. Mais dans sa théorie, il accorde à la connaissance une situation trop élevée et donne par suite trop d'importance à un groupe réduit d'initiés. Il a donc tendance à rabaisser l'immense majorité de ceux que l'on juge ignorants et sans lumières et qui doivent par conséquent suivre aveuglément la minorité initiée et éclairée. Sa surestimation de la connaissance est due, d'une part, à sa situation de chef responsable parmi les intellectuels bourgeois révolutionnaires, et, d'autre part, à son impuissance, quel que fût son sérieux, à découvrir avec exactitude les principes et les lois des révolutions. Aussi n'a-t-il pu parvenir ni à la solution exacte du problème de la révolution chinoise, ni à celle du problème philosophique traditionnel des rapports entre la connaissance et l'action.

L'ouvrage du président Mao Tsé-toung *Sur la Pratique* traite aussi de ce problème. Il utilise avec maîtrise les principes du marxisme-léninisme et les intègre dans la pratique révolutionnaire chinoise. Il comprend dans toute leur ampleur les problèmes révolutionnaires de la Chine, et, grâce à la pratique révolutionnaire, il saisit dans toute leur ampleur les rapports entre la connaissance et la pratique. Il résout ainsi ce grand problème historique de la philosophie.

La *Théorie* du Dr Sun Yat-sen et le traité du président Mao Tsé-toung *Sur la Pratique*, bien que vingt années à peine les séparent, représentent deux étapes successives de l'histoire de la Chine. Le premier représente l'ère de l'ancienne révolution démocratique bourgeoise et de la philosophie bourgeoise. Le second représente l'ère de la nouvelle révolution démocratique et de la philosophie prolétarienne.



Reconsidérons les conceptions diverses qu'ont exposées sur ce problème les philosophes antérieurs. Parce que la plupart de ces savants anciens ne vivaient, dans le domaine des rapports de production, qu'à l'écart du procès de production, ils n'ont jamais fait l'expérience de cette lutte farouche qu'impose la pratique. Par suite, leur connaissance et leur pratique n'étaient pas une connaissance et une pratique acquises dans cette lutte farouche. Pour eux la connaissance précédait la pratique ou inversement, l'une pouvait être plus facile ou plus diffi-

cile et plus ou moins importante que l'autre, et elles pouvaient être unies ou séparées. Tout cela révèle qu'il leur manquait la véritable compréhension des rapports entre la connaissance et la pratique. Leurs recherches étaient académiques et irréelles, et leurs conclusions entièrement ou partiellement inexactes, simplement parce que leurs prémisses étaient par nature métaphysiques. En d'autres termes, leur présentation des problèmes était fausse. Leurs prémisses reposaient sur une base métaphysique, et ils considéraient la connaissance et la pratique en les isolant, en croyant soit qu'elles sont distinctes et opposées, soit qu'elles doivent être traitées de la même manière. Des prémisses fausses ne sauraient jamais conduire à des conclusions justes. Je n'ai mentionné précédemment que quelques-unes des plus plausibles.

Dans l'ouvrage *Sur la Pratique*, l'accent est justement mis sur la dépendance de la connaissance à l'égard de la pratique. A partir de ce point, l'unité de la connaissance et de la pratique est affirmée, sous réserve que la pratique est la base de la connaissance. La connaissance à son tour sert la pratique, et, comme le souligne le traité :

La pratique va à la connaissance, puis on a de nouveau la pratique, de nouveau la connaissance ; ce mouvement est sans fin dans sa répétition cyclique (*Cahiers du Communisme*, février 1951, p. 252).

A la lumière de cela, la conception de leur interdépendance est relativement juste. Dans ce processus de répétitions cycliques, il n'y a aucune raison d'attribuer l'antériorité soit à la connaissance, soit à la pratique, et par suite, la conception selon laquelle la connaissance précède la pratique ou lui fait suite est relativement valable. Dans la mesure où il s'agit de l'essence et de la source de la connaissance, c'est naturellement la pratique qui vient en premier lieu, et la connaissance ensuite. Dans les rapports mutuels entre la connaissance et la pratique, c'est la pratique qui sans aucun doute est plus fondamentale et par suite plus importante. Mais dans le processus des passages cycliques de l'une à l'autre, toutes deux ont une égale importance.

A l'époque actuelle du développement social, écrit Mao Tsé-toung, le prolétariat et son parti politique portent la responsabilité historique d'une connaissance exacte et de la transformation du monde (*Cahiers du Communisme*, p. 252).

Comprendre le monde et le modifier en conséquence ont naturellement une égale importance, et il en est de même pour la connaissance et la pratique en philosophie.

D'après ce qui précède, on peut voir que les anciens philosophes de la Chine professaient des conceptions imparfaites sur le problème de la connaissance et de la pratique. Chaque école ne voyait qu'un aspect du processus de la connaissance et de la pratique. Néanmoins, dans l'histoire de la philosophie chinoise, il y a eu une tradition matérialiste en épistémologie. Grâce à un point de vue et une méthodologie absolument neufs, *Sur la Pratique* résout le problème des rapports entre la connaissance et la pratique, et exprime par là un développement nouveau du matérialisme dialectique. En même temps, il continue et pousse jusqu'à une étape nouvelle la tradition matérialiste dans la théorie de la connaissance de la philosophie chinoise, en résolvant avec succès un problème qui a retenu l'attention de tant de brillants esprits au cours des siècles. Il a résolu le problème des rapports entre la connaissance et l'action dans la philosophie chinoise.

SOUVENIRS SUR LÉNINE

par Hélène STASSOVA

LA première fois que j'entendis parler de Vladimir Ilitch, ce fut par Nadiejda Constantinovna Kroupskaïa. Nous enseignions toutes les deux dans les écoles ouvrières du dimanche et nous nous rencontrions souvent. Dans la suite, nos relations ne cessèrent jamais, en dépit de toutes les difficultés dues à la clandestinité et à l'émigration.

Je me rappelle les lettres que Vladimir Ilitch envoyait en Russie de l'étranger dans les années 1902 à 1905. Nous avions alors à livrer une grande bataille à *la Pensée ouvrière* (*Rabotchaïa Mysl*) et à ses continuateurs, les « économistes », plus tard aux menchéviks. Lorsque, par suite d'arrestations, des camarades étaient enlevés à nos cadres, nous nous montrions très prudents pour en entraîner de nouveaux au travail et, dans notre courrier à Vladimir Ilitch, nous nous plaignions de manquer de militants. Et voici qu'en 1905, dans une de ses lettres, Vladimir Ilitch nous en fit violemment le reproche. Il écrivait :

> Il faut des forces jeunes. Je conseillerais tout net de fusiller ceux qui se permettent de dire qu'il n'y a pas d'hommes. En Russie, il y en a à la pelle, il faut seulement recruter plus largement et plus hardiment, plus hardiment et plus largement, encore plus largement et plus hardiment la jeunesse, *sans la craindre*.

Dans les jours d'orage de la première révolution russe, tandis qu'il nous apprenait à préparer l'insurrection armée contre l'autocratie tsariste, Lénine écrivait :

> Allez à la jeunesse. Formez *sur-le-champ* des détachements de combat partout, avec les étudiants, et *surtout avec les ouvriers*, etc., etc. Qu'immédiatement s'organisent des détachements de trois à dix, à trente hommes, etc. Qu'ils s'arment immédiatement eux-mêmes, comme ils peuvent, l'un d'un revolver, l'autre d'un couteau, l'autre d'un chiffon imbibé d'essence pour mettre le feu, etc.



A la fin d'août 1905 on m'envoya à Genève pour informer le Comité central de toutes les affaires techniques. C'était la première fois que je voyais Vladimir Ilitch. Arrivée sur place, je me rendis au logement qu'il occupait avec Nadiejda Constantinovna et la mère de celle-ci, Elisabeth Vassilievna. Je trouvai Vladimir Ilitch seul à la maison. Il me fit asseoir dans la pièce commune (une cuisine-salle à manger) et se mit à m'interroger sur tout : sur Pétersbourg, sur le Comité de Pétersbourg, sur ce qui se faisait en Russie.

Justement il y avait eu, au printemps et dans l'été de 1905, les congrès des médecins, des enseignants, des avocats et d'autres catégories d'intellectuels ; ils avaient créé des groupements qui s'étaient unis dans l' « Association des

---

1. L'article original a paru dans la revue *Questions d'histoire*, Moscou, 1954, n° 1.

Associations ». Je racontai à Vladimir Ilitch comment nous combattions les libéraux dans les congrès et les organisations. Il m'écouta et me dit : « Vous savez, il faudra faire un rapport sur cela à notre colonie russe d'ici ». Je perdis contenance, parce que je n'avais jamais présenté de rapport. Mais Vladimir Ilitch me persuada de la nécessité de faire cet exposé. Au cours de la préparation, je pus voir quel éducateur et quel camarade était Vladimir Ilitch ; il m'indiqua avec patience les défauts de mon plan, puis ceux des idées maîtresses de mon rapport. C'est lui qui présidait et, après le rapport, il signala à nouveau mes erreurs en quelques mots.

C'est à la réunion des sociaux-démocrates russes du 20 octobre (2 novembre) 1905 que pour la première fois, je fis la connaissance de Vladimir Ilitch comme orateur ; il fit la relation des événements politiques de Russie. Ses interventions restent dans la mémoire pour la vie entière : il empoignait si bien son auditoire, ses discours étaient pénétrés d'une telle logique que rarement il se trouvait quelqu'un pour oser lui faire directement et franchement objection. Au rapport en question assistaient aussi des menchéviks, mais pendant l'exposé, ils se tinrent cois ; personne n'interrompit Ilitch ; et quand il eut terminé, aucun des menchéviks ne prit la parole contre lui. C'est seulement le lendemain qu'ils exprimèrent dans des discussions privées leurs objections à ses thèses.

Extérieurement, Vladimir Ilitch parlait d'une façon très simple. D'ordinaire, il marchait lentement de long en large, mettant parfois les doigts dans l'entournure de son gilet et parfois projetant la main droite en avant, l'index tendu. Lorsque j'entendis Plekhanov par la suite, je le comparai involontairement à Vladimir Ilitch. Plekhanov était un brillant orateur, avec un beau langage, des inflexions de voix et des gestes nombreux comme ceux d'un acteur, mais il n'avait pas la force logique, la force de conviction de Lénine.



Vladimir Ilitch était toujours plein d'attentions pour les camarades. Je citerai un cas de ma vie personnelle qui s'est produit fin octobre de cette même année 1905. J'habitais alors dans une pension, à Genève. Un jour, Vladimir Ilitch vint me trouver et se mit à me demander comment nous travaillions avec Bauman à Moscou, comment nous avions vécu en prison avec lui. Je racontai que Bauman était au secret, mais que néanmoins, nous avions cherché à prendre contact avec lui et à le tenir au courant des événements ; lorsque la chambre se déclara incompétente dans notre affaire, nous fîmes des démarches pour que Bauman soit mis en liberté provisoire, mais sans succès. C'est seulement après m'avoir écoutée, que Vladimir Ilitch me dit : « Eh bien ! Nadia [il s'agissait de la femme de Bauman] a réussi à faire sortir Nikolaï Ernestovitch, mais ce ne fut pas un bonheur pour lui ; car, peu après sa mise en liberté, il a été assassiné par les Cent-Noirs. » Et Vladimir Ilitch me tendit enfin le journal anglais qui annonçait l'assassinat de Bauman : connaissant mon amitié pour lui, Vladimir Ilitch n'avait pas voulu que j'apprenne sa mort par la presse.

Je citerais bien des exemples de ce genre, relatifs à une autre période, celle qui suivit l'instauration du pouvoir des Soviets et pendant laquelle je travaillai comme secrétaire du Comité central du Parti. Vladimir Ilitch reprochait

souvent à A. D. Tsuroup, le peu de cas qu'il faisait de sa santé ; Ilitch disait qu'un communiste, c'est le bien de l'Etat, et qu'il ne faut pas gaspiller le bien de l'Etat.

Quand Lénine apprit que F. E. Dzerjinski avait travaillé jusqu'à épuisement, qu'il avait eu une hémoptysie et ne voulait pas prendre de répit, il me téléphona pour demander que le Comité central prenne la décision d'envoyer Dzerjinski se reposer quinze jours à Narothominsk. Narothominsk était alors le meilleur sovkhoz de la région de Moscou, et Dzerjinski y serait bien nourri. Vladimir Ilitch, qui avait pensé à tout jusque dans les moindres détails, avait aussi calculé que le sovkhoz n'avait pas le téléphone et que, par conséquent, Dzerjinski, qu'on ne pouvait appeler de Moscou, s'y reposerait mieux.

Lénine s'est préoccupé de faire donner à Staline un bon appartement, à tel autre camarade une paire de chaussures ou un chapeau ; il a veillé à ce qu'il y eût pour les visiteurs des carafes d'eau et des verres dans tous les locaux du Conseil des Commissaires du Peuple.

Que dire de l'extraordinaire modestie de Lénine? A la ligne d'un questionnaire : « Quelles langues étrangères connaissez-vous ? », il répondit qu'il connaissait « l'anglais, l'allemand, mal le français, et très mal l'italien ». Mais en fait, il en était tout autrement. Je me rappelle qu'en juin 1920, peu avant le IIe congrès de l'Internationale Communiste, deux représentants du Parti socialiste français, dont l'un des fondateurs du Parti communiste, Marcel Cachin, étaient venus à Moscou : quand les membres du Comité central se réunirent dans le cabinet de Vladimir Ilitch, il me fit asseoir près de lui pour qu'en cas de besoin, comme je savais le français, je puisse l'aider dans la conversation ; l'entretien dura une heure et demie, et tout ce temps, Lénine parla sans la moindre gêne en français. Au cours de toute la conversation, je n'eus que deux ou trois mots à lui souffler.

Vladimir Ilitch appréciait beaucoup le facteur temps. Habituellement, la réunion du Comité central était fixée à 10 heures. Vladimir Ilitch l'ouvrait au plus tard à dix heures et quart. Le temps des orateurs était strictement réglementé ; ils avaient ordinairement deux minutes. Vladimir Ilitch vérifiait montre en main. Lorsque quelqu'un commençait une conversation particulière, Lénine menaçait tout de suite les intéressés du doigt ; il disait : « Chut » et faisait signe d'écrire : « Si vous avez envie de dire quelque chose à un camarade, écrivez-lui, mais ne gênez pas les autres par vos conversations ». Aussi observait-on un abondant échange de billets pendant les réunions. Tout en dirigeant les débats, Vladimir Ilitch prenait les notes nécessaires à sa conclusion et lui aussi échangeait des billets avec les présents. Il était interdit de fumer en séance et, à plus forte raison, de sortir ; aussi beaucoup de fumeurs, se conduisant comme des écoliers, s'installaient-ils derrière le grand poêle hollandais qui se trouvait dans le cabinet et envoyaient-ils la fumée de leur cigarette dans la bouche de chaleur. Quand on passait au vote, Vladimir Ilitch disait, en clignant malicieusement les yeux : « Et comment votent les spécialistes du chauffage ? ».



Le jour du cinquantième anniversaire de Lénine, j'étais malade et ne pus aller le voir. Mais je voulais lui faire plaisir : en cherchant dans mes affaires, je trouvai un dessin du caricaturiste connu Carrik, qui représentait le jubilé du populiste Mikhaïlovski. Derrière une table recouverte de drap, se tenait Mikhaï-

ovski attendri. D'une main, il pinçait son lorgnon ; de l'autre, il essuyait des armes. Il était entouré de Ioujakov, Miakotine, Strouvé, A. M. Kalmykov, et evant la table, il y avait deux enfants : un garçonnet en costume de marin t une fillette du même âge, dont la natte rappelait une queue de souris. Ces « rejetons de Marx » étaient venus saluer les populistes. J'écrivis à Lénine u'en effet, lorsque le jubilé de Mikhaïlovski avait été célébré, nous étions ncore enfants, mais que maintenant nous étions un grand parti et tout cela râce à son travail, à son talent.

La caricature plut à Lénine. Le soir, prenant la parole à la réunion organisée n son honneur par le Comité du Parti de Moscou, il la montra aux assistants. l prononça un discours où il raillait les coups d'encensoir des anniversaires ; il voqua brièvement le chemin parcouru par notre parti, parla des difficultés ue nous avions encore à vaincre ; il nous appela à ne pas nous griser des uccès, à ne pas tomber dans la présomption.

Dans cette intervention, comme dans toute son activité, apparaissaient lairement ses traits de caractère : l'extrême modestie, le sang-froid dans l'appréiation de la situation, l'hostilité aux louanges et aux phrases ronflantes.

JULES BLOCH (1880-1953)

par Paul LÉVY



A science n'est pas l'œuvre d'un seul », rappelait Jules Bloch en concluant sa « leçon inaugurale » au Collège de France (p. 30, Paris, 1937). Par son exemple il aura illustré ce qui devrait être aussi banal qu'on le prétend — les conditions de notre vie sont telles, en effet, que le caractère collectif de la science n'est généralement apprécié que du point de vue étroit du profit personnel retiré.

Jules Bloch fut, consciemment, un grand ouvrier de la science. Disciple de Meillet et de Sylvain Lévi, et à l'instigation de ces deux maîtres, il fit son hantier des langages nombreux de l'Inde. Agrégé de grammaire, diplômé de l'Ecole des Langues Orientales et des Hautes Etudes de Paris, il partit, en 1906, ux Indes, chargé de mission par l'Ecole française d'Extrême-Orient. Des vieilles angues prestigieuses de l'Inde il savait alors, les plus essentielles, celles de la amille indo-européenne : le sanskrit, le pali et aussi, moins illustres, les divers rakrits. Il savait même, fait plus rare, la principale des langues dravidiennes, e tamoul. C'est sur elle qu'il fit d'abord porter ses efforts en étudiant « les ialectes vulgaires de Pondichéry », ainsi que les rapports de ces « dialectes vec le régime des castes » [1]. Le programme sonnait, et sonne toujours, comme trangement novateur en orientalisme : comprendre la langue des dieux et de eurs représentants sur terre, brahmanes et rajas, et avoir l'humilité de s'intéesser aux idiomes courants et actuels était l'indice d'une clairvoyance que le

1. *Bull. de l'Ecole française d'Extr.-Orient*, t. VI, p. 451 et t. VII, p. 463.

reste de sa vie et de son œuvre ne devait pas démentir. Pour Jules Bloch, en effet, le langage n'était pas seulement une question de grammaires, de dictionnaires et de vieux textes, il était avant tout l'expression de la vie dans la complexité de ses luttes, de ses souffrances et de son évolution. Ainsi ne se condamnait-il pas, d'emblée, au rôle souvent stérile de l'érudit ordinaire : celui dont le labeur n'enrichit le plus souvent que les exploitants avides, pour maintenir leurs privilèges, de ces moyens supplémentaires, que sont les retours au passé et sa fréquentation dévote, beaucoup plus prête à l'admiration ignorante qu'à l'estimation exacte de ses faiblesses et même de ses tares.

Quoique brèves et coupées d'un séjour à Hanoï (siège de l'Ecole française d'Extrême-Orient), les deux années de mission aux Indes furent pour Jules Bloch le moment d'un gros effort qui déborda son programme. C'est ainsi qu'il rapporta, entre autres matériaux, les éléments d'une thèse devenue classique sur *La formation de la langue marathe*. Langue indo-européenne, parlée par plus de vingt millions d'Hindous, le marathe s'étend de la côte ouest de l'Inde, entre Bombay et Goa, vers l'intérieur du Dekkan, sur la terre noire du plateau où pousse le maximum du coton indien. Les chefs de cette communauté linguistique de marchands et d'agriculteurs étaient en train de conquérir l'Inde des Grands Mogols quand les Anglais survinrent.

Sa thèse soutenue, il fallut — on était en 1914 — que Jules Bloch partît au front. Il en revint après avoir héroïquement combattu, comme le rappelait Marcel Cohen dans un récent numéro d'*Europe* (février-mars 1954, pp. 251-253). Nommé directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes (4e section) en 1919, il devint, l'année suivante, professeur à l'Ecole des Langues Orientales. Il y enseigna dix-sept ans le tamoul et le hindi, les deux langues-clefs de l'Inde actuelle. Après quoi, il succéda à Sylvain Lévi au Collège de France, dans sa chaire d'Indianisme. Trois ans plus tard c'était l'invasion, la chasse aux Juifs... et Madame Cotton a déjà dit (*Trygée*, N° 6, p. 42), comment Jules Bloch; son voisin à Sèvres, échappa de justesse aux policiers nazis venus l'arrêter. Mais les épreuves de la clandestinité ruinèrent définitivement sa santé, sinon sa volonté et sa bienveillance : le mal qui l'emporta, en novembre dernier, était de ceux que notre régime et le fardeau des guerres n'ont pas encore permis de vaincre. Il le savait, se hâtant d'achever tout ce qu'il pût de son œuvre. Si ce n'est pas le lieu de s'étendre ici sur elle, on doit cependant en donner un aperçu en mentionnant les principaux titres.



Outre la thèse sur *La formation de la langue marathe*, citons *L'Indo-aryen du Véda aux temps modernes* (1934), soit trente-cinq siècles de l'histoire des langues parlées, de nos jours, par plus de trois cents millions d'hommes. A cette publication répondit, en 1946, mais avec un dessein moins vaste, une *Structure grammaticale des langues dravidiennes*. Depuis près d'un siècle pourtant fécond en travaux linguistiques, il n'y avait pas eu d'ouvrage analogue sur ces parlers de quatre-vingt millions d'Hindous.

En 1950, Jules Bloch publie, dans la Collection Budé, le texte et la traduction annotée de l'ensemble des Inscriptions d'Açoka. Ce souverain, régnant sur une grande partie de l'Inde, quelques décades après la conquête manquée d'Alexandre, nous a en effet laissé de nombreuses inscriptions dont le contenu, l'ancienneté et la langue, qui varie avec les provinces où elles furent gravées, en font des documents de première importance. Enfin une œuvre posthume, *Les applications de la cartographie à la linguistique indienne*, verra prochaine-

nent le jour en France, comme en Angleterre à laquelle elle était destinée sous orme de conférences.

Ces travaux, et beaucoup d'autres qui relèvent surtout des spécialistes, démonrent assez que leur auteur était l'un des très rares dans le monde à pouvoir mbrasser, dans sa totalité, la linguistique indienne ; et il l'a fait, nous l'avons it, avec la continuelle perception des problèmes humains que cette linguistique ous-entendait. Avec lui, elle est sortie définitivement des seuls textes en sansrit, langue réservée, étroite, peu vivante, « propriété des castes supérieures vant d'être langue de culture »[1].

Esprit clarifiant et d'un raisonnement intransigeant, il écrivit des vues 'ensemble qui par leur nouveauté étaient des œuvres originales dont doivent enir compte même les spécialistes : telles, par exemple, ses contributions aux eux éditions de cet ouvrage unique sur *Les langues du monde* publié sous la irection de Meillet et de notre collègue Marcel Cohen. Par exemple aussi, ses *'ziganes* de la collection « Que sais-je ? », et qu'il eut le temps d'adresser à ses mis avant de disparaître. On sait que, foncièrement, le tzigane est une langue ryenne et que les nombreux groupes de gens qui le parlent, viennent des onfins du Nord-Ouest indien. Cela suffirait à expliquer l'intérêt de l'indianiste. Iais il faut lire son ouvrage pour savoir comme l'objet de ses recherches lui était ffectivement important ; comme il a su faire ressortir la triste condition de es nomades en nos contrées, alors qu'ils sont traités avec intelligence et cœur ar les peuples de l'U.R.S.S.



Esprit généreux, Jules Bloch transmit sa science sans jamais se ménager t toujours de la manière la plus exemplaire. Il n'était pas de ceux que l'on coute, muet, mais plutôt un animateur qui faisait dire, même aux plus timorés es débutants, ce qu'ils cherchaient et ce qu'ils savaient, avant de leur enseiner. Il le faisait alors, comme en s'excusant, et par petites touches dubitatives, n indiquant ses sources : les recherches les plus étendues et les plus neuves n général. Devenir son élève était aussi devenir l'un de ses amis, reçu chez lui, ar sa famille. Et nombreux se souviendront de ce qu'avait d'inoubliable la ordialité de cet accueil.

Les amis de la paix et de la véritable démocratie savent, enfin, qu'ils erdent en Jules Bloch un allié qui les a aidés dans maint appel à la conscience ublique. Ils savent aussi que plusieurs des siens poursuivent activement les fforts du grand disparu, dont nous avons tant lieu de vénérer ici la mémoire.

---

1. J. Bloch : *Titres, travaux et projets d'enseignement*, Paris, 1936, p. 8.

Aux U.S.A. on voudrait bien brûler les livres...

La revue américaine *Political Affairs* (nº de mars 1954) cite cette dépêche de l'*United Press*, dont le ridicule se passe de tout commentaire :

Victoria, B. C. — *Les autorités municipales étaient aujourd'hui décidées à brûler tous les livres « subversifs » de la bibliothèque municipale, mais elles avouèrent ne pas savoir quels livres choisir.*

CHRONIQUE DE POÉSIE

POÈTES ÉTRANGERS EN TRADUCTION

par Jacques GAUCHERON

— *L'amateur de poèmes* de Jean PRÉVOST. Gallimard.
— MAÏAKOVSKI : *Vers et prose*. Traduction d'Elsa TRIOLET. Editeurs français réunis.
— Christo BOTEV : *Poèmes*. Adaptation de Paul ELUARD. Editeurs français réunis.
— Edgar Allan POE : Présentation et traduction de Jean ROUSSELOT. P. Seghers.
— Bertolt BRECHT : *Chansons et poèmes*. Traduction d'Alain BOSQUET. P. Seghers.
— Miguel HERNANDEZ : *L'enfant laboureur*. Traduction d'Alice AHRWEILER. P. Seghers
— Nicolas VAPTZAROV : *Poèmes choisis*. Adaptation de Pierre SEGHERS. P. Seghers.
— Pär LAGERKVIST : *D'angoisse et de chaos*. Trad. de Jean-Clarence LAMBERT et Pierr HALLEUX. P. Seghers.

QUI commence à goûter la poésie d'un poète étranger, une sorte de passion à vouloir transmettre à d'autres l'importance de sa découverte l'assaille, e aussitôt les soucis, les scrupules l'accablent. Il est commun de dire qu toute poésie est intraduisible, inconvertible d'une langue à une autre. Sans doute fau drait-il à tout prendre généraliser et dire qu'une langue, vers ou prose, ne peut pas êtr traduite ; à la limite, quelque chose est rompu, quand bien même le vocabulaire d'un langue à l'autre ne subirait pas de faux sens, quand bien même toute syntaxe serai analytiquement décortiquée, puis ensuite recomposée selon d'autres règles. Il y resterai encore à faire la part du style de l'écrivain, et de ces modulations de phrases qui n vont point au hasard. Ainsi il me laisse songeur qu'on puisse en une autre langue qu la sienne écrire avec Flaubert *Madame Bovary*. Flaubert, comme l'on sait, y regardai de près, que ce soit au choix des mots ou à la courbe de son discours. Voilà donc l prose, aussi bien que le vers, intraduisible. Et ce serait dommage.

Ici, tout fait rêver. J'ai entendu parfois quelques amis de joyeuse compagnie réciter une fable de La Fontaine, les uns en patois franco-algérien, d'autres en français ver et vivant. Cela ne manque pas de drôlerie, à cause de ce curieux mécanisme qui fai que l'on a dans la tête la poésie originale, tandis qu'on en saisit par l'ouïe une transcrip tion. La distance des significations révèle un aspect possible d'un texte, dégagé de interprétations d'une culture, terriblement respectueuse, mais de quoi ? du sens origi nel, de l'espèce de nouveauté que furent ces fables, transcrites elles aussi d'un origina antique, et dont Jean de La Fontaine donnait, à la mode poétique du XVIIe, une traduction libre en vers français verts et vivants, pas classiques du tout, lorsque le livres des *Fables* paraissaient en librairie ? Alors ? respectueuse sans doute de conven tions et de l'accumulation des commentaires que les époques ultérieures ont accumulées La Fontaine, grand et virtuose traducteur, a, comme il lui plaisait, fait œuvre ori ginale, au confluent des traditions de la littérature populaire et de la culture lettrée D'où son génie, célèbre comme tel. Bien sûr, l'on n'admettrait plus aujourd'hui qu'Esope ou Phèdre soient ainsi traités, et il faudrait conseiller à La Fontaine d'omettre ses sources, de ne point dire qu'il a traduit. Ce qui permettrait à quelque lettré, découvrant la supercherie, de crier au mauvais plagiat d'une part, et d'autre

part, de lui reprocher d'en avoir pris un peu à son aise avec le respect dû aux anciens, aux originaux.

A prendre Racine, en ne s'arrêtant pas sur le fait qu'il y a dans ses tragédies des morceaux « traduits » du grec ou du latin, à prendre Racine comme poète français, et le lisant aujourd'hui, comme cela, de but en blanc, on peut être assuré de commettre quelques inventifs contre-sens. Tout se passe exactement comme si la simple lecture d'un texte français du XVIIe contenait implicitement une traduction dont les spécialistes s'indigneraient. Les mots ne résonnent point à mes oreilles comme ils résonnaient dans celles de Racine ou des admirateurs de la Champmeslé. J'entends le mot « Roi » avec des oreilles républicaines, bien que ce terme n'ait pas, à proprement parler, changé de sens. Les œuvres de Maître François Villon, je ne suis pas certain d'y démêler ce que je dois à une compréhension « honnête » et ce qui s'y insinue — comment dire ? — d'exotisme historique, dont la suppression, par une adaptation moderne, ferait hurler.

Du côté de l'étranger, c'est semblable et c'est pire, à cause de l'accumulation de « l'exotisme étranger » et de « l'exotisme historique ». Voici le « to be or not to be » d'un certain Shakespeare devenu en somme intraduisible. Tout le monde a balbutié plus ou moins ce « to be », tellement riche de signification, ma chère, à côté de ce plat « être ». Répétez avec moi « to be »...

Cela, c'est le choc en retour. Voici n'importe quel mot d'une langue étrangère. Le traducteur le ressent, s'il est du pays où cette langue se parle, comme un mot d'usage courant. La traduction qu'il en donnera s'apparentera au sentiment que lui fait un mot analogue de l'autre langue, mais non pas d'usage courant. Processus inverse s'il n'est pas du pays où le texte original se parle. Au cas où le vocable a une signification pour le lecteur, il dira par exemple : traduire « never more » par « jamais plus » est appauvrissant.

Cette étrange voltige, je la trouve sous la plume de Jean Rousselot dans l'Edgar Allan Poe qu'il a traduit et préfacé, dans un volume intéressant de la collection « Poètes d'aujourd'hui ». Il écrit :

> On ne traduira pas, ...en aucune langue du monde, le simple « never more » du Corbeau. Car, où, dans « jamais plus »..., le glissement de neige que notre oreille française perçoit dans la première syllabe de « never », la finale nous suggérant que cette neige soudain s'entrouvre sur un abîme ténébreux et glacé ? Où, le terrible ronflement qui monte de cet abîme avec le « more » qui suit, et qui n'est un ronflement, et qui n'est terrible — jusqu'à nous faire toucher du cœur la paroi sourde de la mort — que parce que la sonorité de « more » s'accorde, par hasard, idéalement, pour un Français, avec la signification du mot « mort » dans notre langue.

Dans ces lignes se trouve l'aveu — émouvant — de tout ce qu'un poète, quand il écrit, retient dans un mot de sa langue, du jeu sur les mots auquel il s'émeut, et de façon fort incongrue, quand il s'agit d'une langue étrangère. Il n'y a pas de mort dans « never more », ni de neige, pour un Anglais, (sauf s'il sait aussi le français !), car rien n'est plus éloigné de ces trois syllabes que Snow et Death. Pour un peu, il en ressortirait qu'E. A. Poe aurait eu plus de génie verbal à écrire son « never more » pour des Français que pour des Anglo-Saxons !

Ce dont s'enchante ici Jean Rousselot, c'est de la couleur que prend un mot lorsqu'il est transplanté, quand il perd sa couleur locale, et en prend une nouvelle, confronté à d'autres mots d'une autre langue. Il faudrait ici entreprendre un traité poétique du matériel sonore « cosmopolite », conjointement à une étude des procédés de création poétique selon lesquels le langage cesse d'être langue et devient expressionnisme musical, pure harmonie, inanité sonore recréée au goût de l'auditeur.

Ecrions-nous donc que la traduction est impossible, puisque cela se dit ! Mais

demandons-nous si l'on ne va pas, par là, jusqu'à dire que toute expression est impossible, toute compréhension définitivement obscurcie.

Il faut poser en principe que tout texte, quel qu'il soit, une fois écrit, — ce qui déjà représente dans cette perspective une sorte de miracle, — doit être soigneusement enfermé dans un coffre, et qu'il y garde pour l'éternité sa saveur « en soi ». Toute lecture, tout commentaire irait d'aventure le déformer.

On voit bien ce que cela suppose de dévotion au verbalisme, une sorte d'absolutisme, de pureté éternelle et intangible. O savante ignorance ! En dépit de cet interdit de principe, tout le mouvement de la culture se développe en sens contraire ; on n'a jamais cessé de reprendre les textes, de les ramener au jour, de les faire vivre. Dé l'ancien à aujourd'hui, de l'ailleurs à ici, grossit la boule de neige ; les résonances se multiplient. Le cerveau, l'intelligence, la sensibilité cessent d'être des appareils rudimentaires, parce qu'ils connaissent plus, précisément. Sans perdre leur aspect national, les cultures dialoguent, et ce n'est pas dialogue de sourds. Lecteur de traduction, et de poèmes traduits, je n'ai pas l'ambition de goûter les poésies étrangères, comme un Allemand, un Anglais, un Polonais le font de leur patrimoine culturel, mais d'accueillir un homme qui chante pour moi ce que je peux retenir de son histoire, de sa pensée, de ses enthousiasmes et de ses désolations.

Certes, je ne peux pas me mettre à la place d'un autre, mais je peux écouter ce que, même par l'entremise d'un interprète, il me dit de lui-même. C'est absurde de croire à l'identification vécue pour elle-même des êtres. Les mœurs du cosmopolitisme ont ici brouillé les cartes et truqué les jeux. Un poète étranger n'est pas un poète français, et je ne le recevrai jamais comme tel, sinon c'est lui que je trahis. Mais avec lui, je peux converser et découvrir dans son histoire ce qui m'instruit sur mon histoire, découvrir notre histoire et notre fraternité, peut-être.

Une langue étrangère est-elle intraduisible ? sans doute, mais nous voilà, alors, pour des raisons de forme, réduits dans nos dialogues, et de proche en proche, poussés au soliloque individuel, plus loin encore au silence.

Qu'allons-nous demander au traducteur ? D'abord de ne pas croire, ni au silence individuel, ni au soliloque, ni à une prétendue éternité de la poésie, ni à cette abstraction appauvrissante qu'est le cosmopolitisme. Là aussi, il est nécessaire d'aller du contenu à la forme, qui est la démarche maîtresse de la création, et une exigence de priorité de l'un sur l'autre, entre deux êtres qui veulent se comprendre.

C'est vrai aussi, dans la poésie française, pour des Français ; les grands poètes ne sont grands que pour avoir, dans une forme adéquate, apporté un contenu humain nouveau, un « frisson nouveau ».

Du contenu de l'original étranger au contenu de la traduction, c'est affaire de sens. Et la forme y joue un rôle. Du contenu de la traduction à la forme de la traduction, c'est une question d'appréciation, dans des conditions historiques déterminées, dans un moment poétique donné, dans un contexte social donné, qui entraînent des conditions de vocabulaire, de rythme, d'images, etc... Qu'il soit possible de reculer aussi loin qu'on voudra l'impossibilité de traduction « intégrale », c'est un fait. Il y a des niveaux de traduction, comme il y a des niveaux d'expression, et cela va du prosaïsme le plus plat, qui, comme tel, n'est pas fidèle, — à la restitution d'un chant complet, continu et ferme. Celui-ci sera périssable et durable à la fois, toujours à recommencer. Toute traduction est *historique,* comme la compréhension même. L'histoire se charge de donner évidence à l'originalité, de dégager ce qui d'un poème reste obscur, quand il s'agit d'un grand poète.

La traduction n'obéit donc pas aux caprices d'une fantaisie individuelle. Contrairement à ce que pensent certains traducteurs d'une sorte de génialité qu'ils s'assimileraient. Il s'agit d'aller vers toujours plus d'objectivité, ici comme ailleurs, et non pas de suivre la démarche inverse vers une subjectivation désordonnée, où le contenu

s'épuise et se perd dans les illusions du sentiment intime. Là comme ailleurs, la traduction est une approche savante d'un texte, un « rendu » mûri à la chaleur d'une connaissance profonde de l'auteur original et des possibilités d'expression de la langue qui va « rendre ».

Vis-à-vis de ceux qui font les mal contents, les inconsolables de la saveur originale — attitude dans laquelle entrent des principes passablement formalistes et pas mal de fatuité, — il faudrait dresser les considérables apports des littératures étrangères à notre culture. Il y aurait là toute une histoire des traductions à écrire, que ce soit les *Vies des hommes illustres* par Amyot, ou *les Mille et une nuits* par Galland au XVIIIe, par simple exemple, mais tous deux exemples très fertiles. Et confronter des traductions est, soit dit en passant, aussi révélateur sur la compréhension des hommes d'une époque que d'étudier les œuvres originales, quand on a affaire à des traducteurs pour qui ce travail n'a point été pure besogne de librairie.



Comment ne pas célébrer la traduction, quand elle nous apporte Maïakovski de façon compréhensible et communicative, ainsi qu'Elsa Triolet l'a fait dans le volume *Vers et prose ?* Je ne sais pas comment c'est, l'original, et pourtant la traduction d'Elsa Triolet me permet de rêver là-dessus. Mais je sais aussi qu'il y a telle richesse dans ce livre de poèmes choisis qu'en un sens je préfère que le grand poète de la révolution socialiste me soit donné par approches successives, que la traductrice ici me montre un jeu de rimes, et là qu'elle s'en tienne au sens strict, tandis qu'ailleurs elle me fait éclater une image poétique, dont je suis sûr qu'elle vaut le texte russe. Chaque fois que j'ouvre le volume, j'ai tant à faire, simple lecteur de traduction, que je ne songe pas à me poser l'impossible question d'un accès direct au texte. Je me sens déjà comblé, si réellement comblé que je ne songe pas d'un voyage dans la lune. La verve, l'ironie, la puissance, le souffle de Maïakovski, je sens cela très bien, lisant ces poèmes et je n'ai aucun désespoir métaphysique concernant les « vrais » poèmes. Eh ! oui, je fais confiance à la traduction, et ce ne sont pas quelques différences de détail avec d'autres traductions des mêmes poèmes qui viendront troubler cette grande image maïakovskienne qu'Elsa Triolet nous a donnée. Bon sens et bonne volonté, de la part du lecteur, sont des attributs nécessaires, avec cette confiance vigilante d'un bon lecteur de n'importe quel texte, en n'importe quelle langue, y compris la nôtre. J'ajouterai encore ceci, que l'on trouvera plus dans le texte de Maïakovski « comment on fait les vers », traduit par Elsa Triolet, que dans le dernier en date des précis ou traités de prosodie, rédigés en français.

Les répercussions d'une telle traduction dans l'histoire de la poésie française ne sont pas encore sensibles. L'exemple de Maïakovski, par les bribes de traduction que nous connaissions déjà avant le livre d'Elsa Triolet, a été imité par de jeunes poètes, surtout dans la forme, ce qui était contre-sens puisque cette forme était une lointaine approximation de la rigueur et de la virtuosité prosodique du vers maïakovskien. Ce qu'on peut remarquer, c'est que la publication de *Vers et prose* a coupé court à toute tentation d'imiter Maïakovski dans la forme que la traduction de ses poèmes a prise en français. Autrement dit, une traduction comme celle d'Elsa Triolet permet de déjouer l'apparence immédiate et d'approfondir les ressources substantielles de cette poésie.



Au poète bulgare Christo Botev, né en 1848 et mort en 1876, dont Elsa Triolet a raconté rapidement la vie dans une courte préface aux *Poèmes choisis,* c'est Paul

Eluard qui a prêté sa voix. Christo Botev n'est pas devenu en français Paul Eluard, mais on devine que Paul Eluard s'est profondément ému au chant de ce jeune poète, tué au milieu de la répression, tué à l'heure où meurt la liberté de son pays. Si je lis :

Ma bien-aimée, mon cœur s'envole, comprends-moi...

j'aperçois une sorte d'accord entre deux poètes, car il est impossible de ne pas voir que ce vers est de Paul Eluard, tout en étant un poème de Botev. Paul Eluard, traducteur de Botev, ou, comme il dit lui-même, adaptateur, pousse le contenu et la compréhension des poèmes bulgares jusqu'à une forme qui atteint à la forme de la poésie française, et même à la forme de la poésie de Paul Eluard.

Il n'y a pas de traduction anonyme, pas plus qu'il n'y a de traduction éternelle. [Ce qui ne signifie nullement qu'il conviendrait de ramener n'importe quel texte à la mesure d'un individu quelconque. L'entreprise qu'a menée de cette façon un Armand Robin, par exemple (*Ma vie sans moi*), n'est rien d'autre qu'une falsification. Une traduction est une entreprise généreuse, d'esprit et de cœur — non pas un coup de force qui ramène tout à soi, à un égocentrisme.]



Botev est le poète bulgare que nous a présenté Paul Eluard. A son destin répond celui de Nicolas Vaptzarov, poète bulgare, fusillé par les fascistes en 1942, et que l'on appelle le Maïakovski bulgare :

Mais dans la tempête
Nous serons toujours avec toi,
Mon peuple,
Car nous t'avons aimé.

L'adaptation de Pierre Seghers restitue la grandeur simple, dépouillée de tout ornement, de la poésie de Vaptzarov. Sans doute le ton est assez différent de ce que Pierre Seghers écrit pour son compte. Mais être poète, — et Pierre Seghers l'est, — c'est aimer l'œuvre d'un poète même s'il est très différent.

Aussi ne pouvons-nous que nous réjouir de cette connaissance qui nous est ainsi permise. J'en dirai autant de toute la collection « Autour du monde », qui comprend notamment les œuvres de Pär Lagervist (Suède), — traduction Jean-Clarence Lambert et Pierre Halleux, — de Bertolt Brecht (Allemagne) — par Alain Bosquet, — de Miguel Hernandez (Espagne), par Alice Ahrweiler qui a aussi traduit le *Chant général* de Peblo Neruda [1], — de Petöfi (Hongrie), par Jacques Gaucheron, etc...

Je crois que tous ces volumes — quelques-uns publient en même temps le texte original et la traduction, — vérifient qu'il est nécessaire, utile de traduire les poètes étrangers, car c'est une somme de poésie que cela nous procure.

Prenons, par exemple, Bertolt Brecht ; il y a, à travers ses poèmes, toute une histoire d'un homme et d'un pays que l'expression poétique me rend sensibles. Et là, il me faut bien constater, puisque le texte allemand est en regard, que ce qui se perd à la traduction, — les agencements des mots, les rythmes, — ne représente qu'un minimum, en comparaison de ce qui est donné. Je crois bien qu'il en est ainsi avec les grands poètes. Leur expression est si forte qu'elle subsiste à travers ce « traitement » qu'est une traduction, qu'elle reste forte et poignante.

---

1. Aux Editeurs français réunis, en trois volumes. Un choix de poèmes de Neruda vient de paraître dans la collection « Poètes d'Aujourd'hui » (Pierre Seghers), avec une curieuse et belle étude de Jean Marcenac.

D'un poème de Bertolt Brecht qui s'appelle *du pauvre B. B.*, je pourrais comparer la version d'Alain Bosquet :

Moi, Bertolt Brecht, je suis né parmi les forêts noires
Ma mère m'amena en ville
Lorsque j'étais encore dans son sein. Le froid des forêts
Restera en moi jusqu'à ma mort.

à celle que Jean Prévost a donnée dans *l'Amateur de poèmes :*

Moi, Bertolt Brecht, je viens des forêts noires
Ma mère vint, quand j'habitais son corps,
Dans les cités : le froid des forêts noires
Sera en moi jusqu'au jour de ma mort.

et faire un compte des profits et pertes :

Un « je suis né parmi » assez mou contre un « je viens des », fier et sec.

Un « m'amena en ville », foncièrement inexact, (m'apporta) disparu chez J. Prévost.

Un « sera en moi » de Jean Prévost assez lourd, contre un « restera en moi » d'Alain Bosquet, plus simple et plus significatif.

Ce bilan pointilleux est insignifiant ; dans les deux versions, l'essentiel est passé. Si je préfère le texte de Jean Prévost, c'est qu'il est plus rude, qu'il va plus dans le sens de ce que la traduction d'Alain Bosquet fait sentir seulement. Le texte allemand est en effet ironique et sec, truffé de heurts sonores.

Mais l'un et l'autre texte dépassent le niveau du balbutiement informe, première condition. Au delà, le lecteur prête lui-même son goût et sa compréhension, que la traduction porte et aide.



Dans un autre cas que je connais bien, celui d'Alexandre Petöfi, dont il existait, datant de 1860, la traduction de certains poèmes, en versets français, l'idée de comparer des versions d'un même poème est tentante. Et aussi bien de comparer des choix de poèmes. Le choix et les traductions de 1860 portent la marque d'un lyrisme et d'une nostalgie de la liberté opprimée, vaincue. Ce qui donne aux textes traduits le ton d'un regret rêveur, et le sens sans cesse tiré vers une sorte d'amertume. C'est l'histoire et ses développements qui permettent d'entendre le chant d'Alexandre Petöfi, non comme une rêverie utopique, mais comme le plus fier effort pour mener la poésie et la vie nationale jusqu'à ses conséquences démocratiques. Les poèmes révolutionnaires de 1848 du héros national tombé aux dernières batailles pour l'indépendance ont aujourd'hui un écho réel, et du même coup, ils retrouvent un statut historique, un optimisme que la génération de 1860 ne pouvait pas sentir réellement (mais idéalement, ce qui n'était pas la situation de Petöfi). Cela aussi, c'est un problème de traduction, qui a ses conséquences jusque dans la forme d'adaptation. La valeur d'une traduction ne porte pas seulement sur des mérites formels.

Il s'agit en fait d'un vaste problème, intéressant l'échange, la mise en relation des cultures nationales. Il faut reconnaître que les traductions, telles qu'elles sont conçues actuellement, vont pour ainsi dire au plus pressé, au plus vite. Et c'est bien. Il est possible, lorsque bien des choses auront changé, que l'approfondissement de ce travail conduise à la publication de commentaires de traduction, qui restitueraient l'espèce de dialogue qui se produit entre le texte d'où l'on part et le texte auquel on arrive, ce qui constitue une explication approfondie du poème original.

D'autre part, et cela se fait jour dès maintenant, la traduction ne peut être qu'un travail d'équipe où l'exactitude brute des spécialistes nourrit, discipline les interprétations de la sensibilité.

NOTES

I. — Dans la même collection « Autour du Monde », ont paru également des poèmes choisis de Jorge Carrera Andrade : *Dicté par l'eau*, dans une traduction de Claude Couffon, avec texte espagnol en regard. Leur thème essentiel est celui de la mer, du voyage, de la vaste géographie du monde.

Egalement : *Cinq Elégies* de Vinicius de Moraes, poète de langue portugaise. Traduction Jean-Georges Rueff. Grandes compositions lyriques, inquiètes, pleines de tendresse et d'humanité, vaste interrogation désordonnée sur la condition humaine.

II. — Qui veut connaître la vie polonaise actuelle à travers sa littérature toute fraîche, prendra plaisir à lire les nouvelles et les poèmes traduits dans *Pages polonaises* (P. Seghers). C'est un recueil très vivant, divers. Les jeunes poètes polonais ont été traduits par nos jeunes poètes français, Charles Dobzynski, Alain Guérin, Jacques Dubois, Pierre Lefort. Leurs traductions, souvent très réussies, sentent de-ci de-là la hâte.

III. — Il me faut signaler une *Anthologie des poèmes turcs contemporains*, due à Mme Nimet, et publiée chez Gallimard, durant l'année 1953.

Cette anthologie se présente comme un panorama de la poésie turque d'aujourd'hui. Elle ne mérite que notre indignation, et même pas. Comment peut-on oser parler de la poésie turque d'aujourd'hui sans citer Nazim Hikmet, qui a été, en prison, qui reste, arraché à la prison par la protestation mondiale, le symbole de la liberté turque ? En le supprimant purement et simplement de son « anthologie », Mme Nimet ne commet rien d'autre que le crime de ceux qui ont voulu faire taire la voix du grand poète turc actuel, Nazim Hikmet dont les poèmes passent de main en main, au mépris des interdictions qui pèsent sur son œuvre. Cette véritable falsification du mouvement poétique turc actuel est si grosse qu'elle enlève toute valeur au volume, puisqu'on devine dans quel esprit il a été conçu. Des *Œuvres choisies de Nazim Hikmet* ont été publiées aux Editeurs français réunis, avec une préface de Tristan Tzara (1951).

Ressources réglementées : Indiens, poisson, gibier...

A la page 6 de la brochure de propagande américaine, largement distribuée en France, qui s'intitule *Coup d'œil sur les Etats-Unis*, on trouve le paragraphe suivant :

« *Le Département de l'Intérieur* [*de Washington*] *veille à la protection et au développement des ressources naturelles. Il a la haute main sur la santé, le bien-être, l'instruction des* 402.000 *Indiens des Etats-Unis ; il contrôle l'administration des parcs nationaux et des autres domaines publics, édicte les mesures de sécurité minière ; il est responsable des lois fédérales réglementant la pêche et la chasse.* »

A ce texte, qui forme un tout dans le texte original et que nous citons intégralement, nous n'ajouterons pas de commentaire : sa naïveté administrative suffit à montrer que l'Indien, le saumon, le sapin Douglas et l'ours des Rocheuses sont également l'objet de la sollicitude tutélaire des milliardaires...

CHRONIQUE D'HISTOIRE LITTÉRAIRE

LE JOURNAL DE DELÉCLUZE OU LE ROMANTISME ET LA POLITIQUE

par Marcel CORNU

Etienne Delécluze n'est cité dans les histoires du Romantisme que par raccroc. Il fut journaliste ; il fut écrivain ; il fut peintre. C'est le maître de maison qui est resté célèbre. On sait que vers 1825 Etienne Delécluze, chaque iprès-midi de dimanche, sur le coup de trois heures, réunissait autour d'une table onde, à son sixième étage, un groupe d'amis. L'un de ceux-là se nommait Henry Beyle t se faisait appeler Stendhal. Un autre portait le nom de Prosper Mérimée. Tous leux, alors, étaient obscurs. Leur gloire, qui leur vint plus tard, a fait passer le nom l'E. J. Delécluze à la postérité.

Delécluze a mérité cette chance. Il a eu la bonne idée de rédiger régulièrement, ussitôt après le départ de ses invités, le compte rendu précis et minutieux des conversations qui avaient eu lieu chez lui, — c'est-à-dire à un moment où il n'était pas encore econnu que ces propos-là étaient des événements historiques. Il s'est astreint également, de 1824 à 1828, à tenir le secrétariat de sa propre existence, notant, chaque soir, es conversations intéressantes qu'il avait échangées et les propos qu'il avait entendus endant le jour.

Le manuscrit a dormi dans les archives de famille pendant des années. M. Robert Baschet vient de le publier [1]. C'est un trésor.

Delécluze professait, sous Charles X, des idées libérales et républicaines, mais avec ine modération qui fait plaisir à voir. Il incarne à merveille l'image que l'on se fait lu bourgeois avancé, au temps de la Restauration. Attaché à la nouvelle structure de a société, il est prêt à se battre pour défendre contre les gens d'ancien régime les conquêtes de la Révolution. Il est voltairien en diable et anticlérical furieusement. On lévore du Jésuite chez Delécluze. Toutefois le souvenir de la Révolution le fait rembler ; il est encore sous le coup de ce qu'il appelle « les excès révolutionnaires ». Pour lui le pire danger de la politique des Jésuites est de rendre inévitable une nouvelle explosion...

Delécluze nous montre très clairement la signification véritable de l'anticléricalisme qui animait tous les bourgeois libéraux de ce temps-là. S'ils se jettent avec une telle rdeur sur les éditions de Voltaire, s'ils s'en prennent si âprement au parti-prêtre, c'est que l'anticléricalisme est, comme nous disons, le *maillon principal* de la lutte de la bourgeoisie. Celle-ci a été victorieuse en 1789, mais elle est tenue temporairement sur a défensive. La noblesse, défaite, n'est pas abattue. Elle essaie, dit Delécluze, de « reprendre la France » et de nouveau de « l'exploiter à son profit ». Sa grande

---

1. *Journal de Delécluze* (Grasset, éditeur). On connaît de Delécluze le livre : *Souvenirs de soixante années*, et l'on sait que M. Robert Baschet a publié en 1942 chez Boivin le *Carnet de route d'Italie*, notes d'un voyage que fit Delécluze en Italie en 1823.

machine de propagande, c'est l'Eglise. La bourgeoisie livre donc sa bataille de classe, sous le couvert de l'anticléricalisme.

Que les mêmes aspirations animent les jeunes romantiques de 1825, que leur bataille contre les règles, contre les *Trois Unités,* contre la « tyrannie classique » puise à la même source, que leur « révolution » littéraire soit l'enfant de la Grande Révolution, nous le voyons mal dans les histoires du Romantisme. Delécluze le montre très bien.

N'est-il pas répété dans toutes les littératures que la jeunesse romantique de la Restauration était volontiers monarchiste et chrétienne, lamartinienne et déiste, toute envoûtée par la religiosité lyrique du *Génie du Christianisme ?* Que les vers du jeune Hugo, vers les années 1825, étaient de la couleur même de la fleur de lys ? On concède seulement que quelques auteurs, un peu en marge, dit-on, du Romantisme, les Stendhal et Mérimée étaient libéraux. C'est le groupe des prosateurs. Ils auraient formé bande à part et peu influé en somme sur l'évolution propre de ce que l'on appelle le Romantisme.

Les documents qu'apporte Delécluze, les *enregistrements* qu'il a gardés des conversations qui se tinrent chez lui, ruinent cette interprétation.

Quelle relation, direz-vous, peut-il bien exister entre le développement du Romantisme en littérature et la lutte des libéraux contre la loi du Milliard des Emigrés ? Entre la volonté romantique de débarrasser le théâtre de la contrainte des Trois Unités et la manifestation populaire aux obsèques du général Foy ?

Delécluze nous permet pourtant de comprendre comment au même moment Mérimée pouvait *manifester* aux obsèques du général Foy, dont, avec d'autres jeunes libéraux, il porta le cercueil sur ses épaules, et écrire *les Espagnols en Danemarck.* Et si Stendhal et Mérimée, alors, faisaient profession du même anticléricalisme qui animait l'opposition bourgeoise à Charles X, ce n'était point de leur part fantaisie personnelle, caprice sans conséquence. Leur anticléricalisme, Delécluze le montre on ne peut plus clairement, ne saurait être disjoint de leurs recherches esthétiques. Leurs idées politiques vont de pair avec leur littérature...

Et puisque le *Théâtre de Clara Gazul* fut d'abord lu chez Delécluze et qu'il est évoqué, commenté, discuté tout au long du *Journal,* refeuilletons quelques instants le *Théâtre de Clara Gazul.*

Ce sont les toutes premières pièces romantiques, l'œuvre d'un jeune auteur inconnu. Nous sommes en 1825. *Cromwell* ne paraîtra qu'en 1827. Le premier drame de Dumas (*Henri III et sa cour*) ne sera joué que quatre ans plus tard. Pourtant toutes les innovations littéraires et à peu près toutes les audaces romantiques sont déjà dans le *Théâtre de Clara Gazul.* Cela, certes, on le sait ; les historiens littéraires le signalent. Mais pourquoi ces bourgeois sont-ils si précoces ?

Nous sommes en 1825... C'est-à-dire en un temps où les ultras occupent pour ainsi dire tous les bancs d'une « Chambre introuvable qui s'était retrouvée », où Villèle dirige le gouvernement et où l'on ne parle en France que de *la loi du sacrilège* et de *la Congrégation.* Or la bataille contre la Congrégation, la défense de la liberté, voilà justement l'inspiration de ce jeune romantique de Mérimée, qui se dissimule sous le masque d'une imaginative comédienne espagnole.

Le Ciel et l'Enfer, Une femme est un diable, l'Occasion, que sont-elles, ces piécettes, sinon, d'abord, des libelles dialogués, des pamphlets anticléricaux, où un bourgeois libéral, qui est tout malice, se fait un plaisir, à chaque instant, de griffer les cléricaux et de moquer l'Eglise ?

Et de sa pièce : *Les Espagnols en Danemarck,* quel est le sujet ? L'idée de la Nation. *Les Espagnols en Danemarck* sont le drame d'une résistance nationale, celle de l'Espagne, à un envahisseur : Napoléon.

Ah ! ici, Mérimée joue la difficulté. Il a choisi, pour défendre l'idée de nation, un exemple extrême, mais qui sera d'autant plus convaincant. Il traite le cas où l'idée qu'il défend se trouve, en apparence, obscurcie. Situation bien embarrassante, en effet, pour un Français et pour un bourgeois libéral de 1825 ! Le patriotisme, précisément, ou, si l'on veut, la solidarité nationale, vous masque la réalité, abuse, ou du moins, gêne votre jugement. Et puis, les soldats de Napoléon n'apportaient-ils pas, en Espagne, comme dans l'Europe entière, en définitive, les idées nouvelles de liberté et de nation ? C'était risqué de choisir pareil sujet. Mérimée a pris de front la difficulté.

Les Français qu'il fait paraître dans sa pièce sont de tristes sires : un diplomate de Napoléon, retors et veule, une vieille espionne, pourrie de vices... Pourquoi ? Parce que ces personnages-là servent une politique d'oppression nationale. Lesquels sont grands, lesquels généreux ? Les protagonistes des idées de liberté et de nation, ces Espagnols, qui veulent s'en retourner dans leur pays pour y « *planter,* comme ils le disent, *l'étendard de la liberté* ». Dans le camp des Français, c'est encore le soudard de la Grande Armée qui est le plus sympathique parce qu'en lui subsiste la fibre populaire, une loyauté et une franche bravoure, parce qu'il reste *peuple.* Et aussi la fille de la vieille espionne, une toute jeune fille. Elle sera moralement sauvée par les patriotes espagnols. Sa mère l'avilit pour servir une mauvaise cause. Les ennemis de son pays lui révèleront ce qu'est la grandeur morale.

Dans *les Espagnols en Danemarck,* Mérimée analyse une situation politique. Il argumente. Voici, par exemple, sa réponse à ceux qui objectent que Napoléon, en Espagne, ne faisait rien d'autre que propager la Révolution française. Quel joli dialogue !

Le diplomate de Napoléon, qui se croit très fort, discute avec son adversaire espagnol et essaie de le tromper. Il lui dit[1] :

— Tenez, Monsieur, je parie que vous n'avez jamais lu Voltaire.

Il s'entendra répondre :

— Je vous demande pardon, Monsieur ; je sais par cœur une grande partie de ses œuvres.

De plus en plus sûr de lui, le diplomate de Napoléon poursuit :

— En ce cas, je ne vous en parlerai pas. Mais enfin, vous êtes encore entichés... (non, pas vous, monsieur, qui êtes un esprit fort comme un Français, mais la masse de vos compatriotes). vous êtes encore entichés de vos superstitions. Vous en êtes encore à n'avoir de respect que pour la monacaille... N'est-ce pas vous rendre service que de vous importer la philosophie du dix-neuvième siècle, et vous débarrasser de vos antiques préjugés, enfants de l'ignorance et de l'erreur ?

Réplique du patriote :

— Monsieur, nous recevrons toujours la philosophie à bras ouverts quand on nous l'enverra dans des caisses de bons livres. Mais, d'honneur, le cortège de quatre-vingt mille soldats qui l'accompagne ne nous la rend pas très aimable...

Voilà les idées de Mérimée. Voilà ce qu'il avait à dire.

Mais, dans tout le théâtre romantique, y a-t-il drame, pour la *forme* même, plus romantique que cette pièce de 1825 ? Sujet moderne. Mélange des genres. Mépris complet pour les règles classiques. Vous n'y trouvez plus la division en actes, mais une division, qui devait paraître follement provocante alors, en *journées...*

Quelle est la raison profonde de cette *révolution littéraire ?* Delécluze nous éclaire là-dessus. En écoutant avec les disques de ses enregistrements les voix de Sten-

1. Journée 1, scène 1.

dhal et de ses amis, on voit bien que Mérimée, ayant quelque chose de nouveau à exprimer, des idées neuves à faire entendre, un *contenu* nouveau à mettre dans son théâtre, ne pouvait plus supporter les vieilles façons de composer une pièce. Il a envoyé promener tout naturellement les oripeaux vieillots. Les exigences de la pensée obligeaient à un renouvellement de la forme.

Les pièces de Mérimée sont restées célèbres. Mais Delécluze nous résume plusieurs autres drames lus chez lui, à peu près au même moment, dont certains n'ont même jamais été publiés. Ils procèdent de la même inspiration et sont fabriqués selon les mêmes techniques. Ainsi, le drame de Charles de Rémusat, intitulé *l'Insurrection de Saint-Domingue* et d'autres (*les Barricades, la Féodalité*...) où se retrouve le même désir de porter sur la scène des sujets modernes, politiques, des sujets nationaux, patriotiques, le souci, souvent, de faire éclater les idées progressistes face aux ultras et aux gens d'Ancien Régime.

Dans les manuels de littérature cet effort original, si enraciné dans la vie de l'époque, si bien dans l'esprit des luttes bourgeoises contre l'Ancien Régime, si novateur et si fécond, est réduit à la formule : *les Romantiques ont voulu écrire des drames historiques.* Ah ! comme l'idée vivante est stérilisée, comme elle est appauvrie, vidée de sa réalité, réduite à son aspect purement formel !

N'empêche, direz-vous, que les *grands* romantiques, en 1825, chantaient Dieu et le roi plus volontiers que la liberté ou bien se moquaient de la politique, du général Foy et des Jésuites... Est-ce rien que les innovations littéraires, dès 1824, là même où les romantiques ont porté la guerre, c'est-à-dire au théâtre, soient le fait de gens qui exprimaient les idées de la Révolution contre les survivants de l'Ancien Régime, pour quelque temps revenus au pouvoir ? Est-ce rien de constater, au témoignage de Delécluze, que les hommes avancés politiquement furent aussi en littérature des initiateurs ? Plus. Que c'est leur appétit de réalisme, leur désir d'exprimer le mouvement de la vie qui les amena, les tout premiers, à concevoir une forme littéraire neuve ?

Delécluze lui-même, s'il n'eût été si ardemment libéral, s'il n'eût détesté le parti-prêtre, ce porte-parole de l'Ancien Régime, eût-il accepté la « révolution » littéraire ? Eût-il été si accueillant à la nouvelle poétique ? Son goût était plutôt classique. Il adorait Racine et Voltaire. Ce sont les *idées* exprimées par ses amis qui lui firent admettre la *forme* littéraire qui allait avec ces idées-là.

La contre-preuve ? Victor Hugo, le Hugo de vingt ou vingt-deux ans, qui est monarchiste et bien-pensant, écrit au *Conservateur* ou à *la Muse* des articles classiques et traditionalistes. Il applaudit alors à Casimir Delavigne et à Lebrun. C'est justement à propos de Lebrun qu'il écrit :

> On disait autour de nous, au théâtre, que cette tragédie (*Marie Stuart*) n'était pas du genre classique, mais du genre romantique ; nous n'avons jamais compris cette distinction. Les pièces de Shakespeare et de Schiller ne diffèrent des pièces de Corneille et de Racine qu'en ce qu'elles sont plus défectueuses. C'est pour cela que l'on est obligé d'y employer plus de pompe scénique [1]...

Mais le critique traditionaliste du *Conservateur* composera bientôt certain *Cromwell,* qu'il munira d'une préface retentissante. Et les historiens de la littérature ne peuvent cacher qu'il sera l'auteur d'*Hernani* et de ce *Ruy Blas* qu'aujourd'hui le T.N.P. reprend avec un tel succès, un drame où tant de scènes sont inspirées par l'amour du peuple.

Le *Journal* de Delécluze nous permet ainsi de démailloter les idées momifiées que l'on se fait du Romantisme.

---

1. Cité par Jules Marsan : *le Romantisme et les lettres*, p. 154.

CHRONIQUE POLITIQUE

UN DOCUMENT SAISISSANT SUR LE MILITARISME EN ALLEMAGNE OCCIDENTALE

par Georges COGNIOT

BONN PREPARE LA GUERRE DE REVANCHE

Faits et documents sur la renaissance du militarisme allemand dans l'Etat d'Adenauer

LA Commission pour l'unité allemande, siégeant à Berlin, vient de publier, en allemand et en français, un livre blanc de 114 pages, intitulé *Bonn prépare la guerre de revanche,* dont la documentation abondante et précise présente : plus grand intérêt pour l'opinion française et l'opinion mondiale, au moment où : produit la tentative des gouvernements de Washington, de Bonn et de Paris de lacer les peuples devant le fait accompli d'une renaissance de la Wehrmacht de litler. Ce livre confirme que, sous le couvert de la prétendue Communauté Euro-éenne de Défense, on veut remonter en Allemagne une machine de guerre qui doit rvir d'instrument de nouvelles aventures de conquête aux militaristes revanchards 'Adenauer.

Depuis des mois, les généraux hitlériens et les criminels de guerre se préparent mettre sur pied des unités militaires sur le modèle des divisions et des corps d'armée ui, pendant la deuxième guerre mondiale, ont foulé de leurs bottes la France et resque toute l'Europe, avant d'être anéantis par la glorieuse armée soviétique. Déjà, ous le nom d'Office Blank, il existe à Bonn un Ministère de la guerre et un Etat-fajor général ; déjà, 400 usines d'Allemagne occidentale produisent du matériel de uerre.

Tous ces faits, amplement démontrés par la Commission pour l'unité allemande, ulignent l'urgence de l'effort à accomplir pour empêcher le parlement français de ancher dans un sens positif le sort des accords de Bonn et de Paris, ce qui légali-rait le rétablissement de l'armée hitlérienne.

Les plans d'agression de l'Allemagne de Bonn

Les documents probants allégués à la charge des militaristes allemands ne per-iettent pas de douter un instant de leur décision de procéder par la force à la onquête de la partie de l'Allemagne soustraite à leur fatale influence, la République émocratique Allemande, et par delà, à la conquête des territoires situés derrière la ontière de l'Oder-Neisse. Le ministre fédéral, Waldemar Kraft, ancien titulaire de carte 347-148 des S.S., ne déclarait-il pas au poste de radio Rias, à 22 h. 15, le er septembre 1953 :

> Juridiquement, tous les territoires qui ont appartenu autrefois au Reich allemand, en sont encore rtie constitutive. Il nous faudra partir de ce principe que le peuple allemand a le droit de nstaller dans ces territoires !

Les menaces contre la Tchécoslovaquie, contre la Pologne et en général contre l'Est, le fait que les militaristes allemands projettent d'entraîner la France dans la guerre pour la conquête de ces régions ne doivent d'ailleurs pas détourner l'attention des plans en direction de l'ouest qui se cachent sous les formules volontairement imprécises du genre de « *tous* les territoires qui ont appartenu autrefois au Reich allemand ».

Ce n'est pas par l'effet du hasard que depuis les élections à la Diète fédérale en date du 6 septembre 1953, la presse officielle et officieuse d'Allemagne occidentale regorge d'articles où, avec la prudence de style que commande plus ou moins la situation internationale du gouvernement de Bonn, on élève des revendications sur l'Alsace et la Lorraine.

A noter qu'en refusant de régler dans un sens équitable la question de l'enseignement de l'allemand en Alsace, les réactionnaires de Paris fournissent sciemment un levier à la propagande allemande annexionniste, telle qu'elle s'exprime par exemple dans le journal de Berlin-ouest *der Tagesspiegel*, inspiré et financé par les Etats-Unis.

L'intention des militaristes allemands de mettre sur pied en Alsace une cinquième colonne à leur service est chaque jour plus évidente. Toute la presse d'Adenauer vient encore de déployer à propos du criminel de guerre Dr Ernst, l'ancien maire nazi de Strasbourg, une campagne antifrançaise d'un chauvinisme féroce.

En Alsace même, il ne manque pas de feuilles comme la *Voix d'Alsace*, pour essayer d'exploiter l'attachement légitime des Alsaciens à la petite patrie en vue de les convaincre d'assumer une soi-disant « mission européenne ». Ce journal, à l'instar de la presse d'Adenauer, a lancé le mot d'ordre : « Chrétiens et Européens ! »[1]. Il veut moins d'une Alsace pensant alsacien que d'une « Alsace pensant européen ». Quand un Roger Vonfelt déclare démagogiquement dans ses colonnes que la mission historique de l'Alsace est de « prendre la direction de la mentalité européenne », il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre ce que cette mentalité signifie de rétrograde et d'obscurantiste, puisque le contexte est consacré à insulter ce que ce rédacteur appelle « le jacobinisme au front étroit »[2].

Les marxistes ont une opinion sur le jacobinisme, qui dominait à Paris et à Strasbourg en 1793 et 94. Lénine a écrit à ce sujet:

> Les historiens de la bourgeoisie voient dans le jacobinisme une chute. Les historiens du prolétariat y voient un des *points culminants* que la classe opprimée atteint dans la lutte pour son émancipation. Les Jacobins ont donné à la France les meilleurs exemples de révolution démocratique et de riposte à la coalition des monarques contre la République...
>
> Le propre de la bourgeoisie est d'exécrer le jacobinisme... Les ouvriers conscients et les travailleurs croient au passage du pouvoir à la classe révolutionnaire opprimée, ce qui est le fond même du jacobinisme, la seule issue à la crise, la seule façon d'en finir avec la ruine et la guerre.

Puissent les rédacteurs de la *Voix d'Alsace* méditer ces phrases de Lénine et comprendre que le choix des travailleurs d'Alsace ne peut faire de doute entre les grandes traditions démocratiques du jacobinisme, relayé par le bolchévisme à l'époque des révolutions prolétariennes, et les traditions contre-révolutionnaires de la Sainte-Alliance !

De même, lorsqu'un Frédéric Hoffet, de Strasbourg, écrit, sous le titre *Psychanalyse de Paris*, une œuvre ignoble où il est dit que depuis vingt ou trente ans, « la France se livre systématiquement à des nations plus fortes avec une volupté de courtisane », ne fait-il pas, sciemment ou non, œuvre utile pour le gouvernement de Bonn ? N'apporte-t-il pas au ministre de Bonn spécialement chargé de la plus grande

---

1. Comme chacun sait, c'est aussi le slogan de MM. Teitgen et Bidault.
2. *Voix d'Alsace*, 2e année n° 23.

Allemagne, Jacob Kaiser, des « arguments » dans sa campagne antifrançaise, pour « l'européanisation de l'Alsace et de la Lorraine » ? Il est même facile d'imaginer la bande qui présente sans doute le livre aux étalages des librairies allemandes : « La France jugée par un Alsacien. » Radio-Stuttgart pourra s'appuyer, pour salir tout ce qui résiste à l'européanisation sous l'égide de l'Allemagne réactionnaire, sur cette description d'une « race française dégénérée et négroïde » dans le goût de *Mein Kampf*...

Les données politiques dont le gouvernement de Bonn doit tenir compte, au moins provisoirement, font qu'il prend soin de cacher encore un peu l'orientation occidentale de ses plans d'agression. Mais le loup, même sous peau de mouton « européenne », n'arrive pas à démentir entièrement sa nature de carnassier. On le voit par d'innombrables discours et publications militaristes de l'Allemagne de Bonn ; leur étude attentive prouve que les réactionnaires allemands sont restés fidèles à leurs vieilles conceptions chauvines et à leur politique de conquête, y compris par rapport à l'Alsace et à leurs autres voisins de l'ouest.

L'un des pires chauvins du cabinet de Bonn est le ministre des transports Seebohm. Dans une lettre au journal *Spiegel* (19 novembre 1952), il a exposé qu'on ne pouvait pas « renier tout ce qui a été allemand, ce qui l'est et ce qui peut-être le redeviendra, même s'il s'agit de régions n'ayant pas porté la marque de l'Etat allemand de 1919 à 1938 ».

Ce qui ne peut avoir qu'un sens : Seebohm entend refaire l'empire de Guillaume II avec la Pologne occidentale, le sud du Danemark et l'Alsace-Lorraine.

A la chancellerie de Bonn, on trouve comme directeur ministériel et chef de la Section du personnel un nommé Hans Globke, qui a déjà été conseiller ministériel au département de l'Intérieur sous Hitler et qui a été dénoncé devant le tribunal de Nuremberg comme un des principaux avocats des massacres de Juifs. Cet homme, qui dispose d'une influence extraordinaire à Bonn et qui entretient les contacts politiques les plus étroits avec Adenauer, a fait l'objet à Nuremberg d'accusations du procureur français, qui montrait comment il avait préparé pendant la guerre les nouvelles frontières du Reich du côté de la France. Citons le texte inséré au compte rendu officiel du procès :

> La frontière envisagée part environ de l'embouchure de la Somme, suit vers l'est la limite septentrionale du Bassin parisien et de la Champagne, rejoint l'Argonne, s'incline de là vers le sud, puis, par la Bourgogne et les confins occidentaux de la Franche-Comté, gagne le lac de Genève.

Tel est le visage politique des gouvernants de Bonn. L'esprit de revanche, le chauvinisme, la préparation d'une troisième guerre mondiale avec une quatrième invasion de la France, voilà le programme qu'ils entendent réaliser grâce à leur nouvelle Wehrmacht fasciste aux couleurs européennes.

Il faut signaler comme tout à fait caractéristique l'attitude du journal de Francfort-sur-le-Mein, *Ost-West-Kurier*, qui, au mois de novembre 1953, dans son numéro 47, a pris prétexte de la déclaration de l'ancien président du Conseil français Daladier constatant comment la politique d'Adenauer à l'égard de la Pologne menace la paix, pour poser les questions provocatrices que voici :

> Qu'est-ce donc alors que l'Alsace ? Qu'est-ce que la Lorraine ? De vieilles terres françaises peut-être ?
>
> La France ne devrait-elle pas, en ce cas, céder des villes comme Toul, Nancy et Monbéliard, puisqu'il s'agit de fondations purement allemandes ? La Corse, le Comté de Nice ne devraient-ils pas être remis immédiatement à l'Italie ?
>
> Oui, si l'on y réfléchit bien, que resterait-il de la France, si était appliquée à sa patrie la thèse à laquelle M. Daladier a recours pour venir en aide aux Soviets et à la Pologne ?
>
> A voir les choses de près, la Normandie n'est pas non plus une terre française à l'origine, pas plus que le Nord flamand, avec la ville de Ryssel, appelée maintenant Lille, ou les provinces basques

et catalanes du Midi. Et il faudrait même poser un point d'interrogation à propos de la Provence, le pays natal d'Edouard Daladier.

Ces menaces contre l'intégrité de la France montreraient une fois de plus, si besoin était, que le militarisme allemand n'a pas encore renoncé, malgré les cruelles leçons de l'histoire, à déplacer les poteaux-frontières en Europe. Elles prouvent qu'Adenauer, auquel le journal *Ost-West-Kurier* tient de près, continue la politique de Hitler en considérant, à l'instar du Führer, l'assujettissement de la France comme une condition préalable de l'attaque des pays de l'Est. Adenauer, tout comme Hitler, voudrait, avant l'agression projetée contre l'Union soviétique, assurer ses arrières en faisant, de Bonn à Moscou, le crochet par Paris, justement parce qu'il sait à quel point la parole de Maurice Thorez est vraie :

> Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique.

Ce que le livre blanc souligne, c'est que la réorganisation de la Wehrmacht fasciste dans l'Etat d'Adenauer ne se prépare pas seulement sous les yeux du gouvernement de Bonn et avec sa connivence : elle s'opère sur ses ordres directs. Il n'est d'ailleurs pas étonnant que le gouvernement de Bonn fasse sien le programme d'agression de Hitler, puisque, sur les huit ministres, il y en a trois qui sont d'anciens membres des équipes dirigeantes du Parti nazi.

Mais le Dr Adenauer lui-même est le plus marquant des avocats de la politique d'agression. Ne proclamait-il pas en personne le 16 mars 1952, dans une réunion des Chrétiens évangéliques (!) à Siegen, que

> le réarmement de l'Allemagne occidentale doit être la préparation d'un ordre nouveau dans l'Europe de l'est ? (*Stuttgarter Zeitung*, 22 mars 1952.)

On ne compte plus les déclarations qu'il a faites dans le même sens. Quant au trop fameux ministre Jacob Kaiser, chacun se rappelle son discours à Salzbourg, en date du 2 mars 1951 :

> Une véritable Europe ne peut être formée que si l'unité allemande est rétablie. Outre l'Allemagne, cette unité englobe, je vous le rappelle, l'Autriche, une partie de la Suisse, la Sarre et l'Alsace-Lorraine.

Le ministère Kaiser comprend des divisions comme la « Section d'Alsace-Lorraine », centre de liaisons avec plus d'un des soi-disant partisans de l'Europe sur territoire français, sans parler de ceux qui, en Alsace même, camouflent encore, par prudence, sous l'étiquette « européenne » le « Mouvement de retour au foyer du Reich ».

La « communauté européenne », machine de guerre des revanchards allemands

Le ministre des finances de Bonn, Schaeffer, pionnier du mouvement fasciste en Bavière il y a trente ans et frappé d'exclusion de toute fonction publique par les autorités américaines d'occupation le 24 avril 1946 comme « ultra-nationaliste et militariste », est revenu aux affaires, non parce qu'il avait changé de politique, mais parce que les Américains en avaient changé. Ce fasciste se préoccupe, lui aussi, des meilleurs moyens de subordonner l'Europe occidentale au Grand Reich allemand ; et

ce moyen rêvé, il l'a trouvé dans le Plan Schuman, la prétendue Communauté du charbon et de l'acier. Il disait dans un congrès de son parti en juin 1953 :

La petite Europe de la Communauté de l'acier n'est qu'un commencement. Les Etats européens groupés en son sein ne sont que les premiers cantons de l'unité européenne... pour laquelle nous continuerons d'agir.

Le los de l'Europe unie se chante sur une vieille, une très vieille musique, qui a toujours fini en hymne de guerre et d'invasion. C'est le chancelier de fer de l'Empire germano-prussien, Bismarck, qui disait :

L'Europe n'est qu'un mot employé par les puissances qui exigent des autres ce qu'elles n'osent pas réclamer en leur nom.

Dans l'Allemagne d'autrefois, les amateurs de conquête parlaient d'une unité économique et culturelle dite « Mittel-Europa », et ce n'était déjà que la couverture de l'idée pan-germaniste, de la volonté d'établir la domination de l'impérialisme allemand sur le continent européen comme prélude à la « poussée vers l'Orient » et à la conquête de l'hégémonie mondiale. Sous couleur de protéger la communauté des intérêts continentaux, les théories de « Mittel-Europa » camouflaient simplement la vassalisation des Etats et des peuples les plus faibles par la puissance la plus forte. Ces doctrines étaient présentées comme des garanties de la sécurité et de la paix, mais elles n'étaient en fait qu'une propagande habile des entreprises de domination et des annexions.

Hitler, à son tour, parlait de *défense*. C'est de *défense* que parle aujourd'hui Adenauer. Hitler parlait de l'*Europe*. C'est de l'*Europe* que parle le gouvernement de Bonn, ainsi que les collaborateurs les plus proches de ce Blank qui est ministre de la guerre de fait, à commencer par le général Ramcke, naguère condamné à cinq ans de réclusion par un tribunal français pour crime de guerre, ou le maréchal Kesselring, condamné à mort par un tribunal britannique pour l'assassinat de 335 Italiens, et naturellement grâcié lui aussi. Ces bandits n'arrivent pas à cacher qu'ils entendent par *défense* et *Europe* exactement ce que Hitler entendait par là. Leur « défense » est l'agression ; leur « Europe » est la domination du militarisme allemand ; leur « communauté » est la solidarité du crime.

Quand des millions de Français épris de paix se demandent avec angoisse si les milieux gouvernementaux de Paris se rendent compte des dangers d'une reconstitution de l'armée en Allemagne occidentale, les Schuman et les Bidault racontent, pour calmer les inquiétudes, que la C.E.D. est l'unique moyen de rendre inoffensif le militarisme allemand. Mais, à la même heure, les militaristes allemands saluent publiquement la C.E.D. comme la seule possibilité de rétablir pleinement leur puissance.

Le dernier commandant en chef de Hitler à l'ouest, actuellement président de l'organisation fasciste du Casque d'Acier en Allemagne occidentale, le maréchal Kesselring, à écrit en 1953, dans le numéro 11 de la revue de cette organisation, à propos de l'armée dite européenne :

Pour avoir un exemple classique du développement d'une telle armée supra-nationale, je m'en rapporte encore une fois à l'armée allemande... Peut-on désespérer de la C.E.D. quand on sait que de tels pionniers ont ouvert la voie ?

Et voici l'opinion du chef de l'état-major général de Hitler, Heinz Guderian. Dans sa préface au livre du général Paul Hausser intitulé *les Waffen-S.S. au combat*, on peut lire :

Nous n'allons pas oublier que c'est cette formation qui a fourni à l'idée européenne sa première incarnation et que des liens furent alors noués entre les nations d'Europe, qu'il aurait mieux valu ne pas rompre.

Le ministre américain des Affaires étrangères, Foster Dulles, a dit, pour caractériser l'Europe unie, que

les Etats adhérents, *libres et indépendants*, ne devaient *abandonner sur le plan supérieur de la communauté européenne que les fonctions indispensables à la défense de l'Europe.*

Tel est le langage exact dont il s'est servi. Eh bien ! écoutons la formule qu'employait Hitler le 28 septembre 1943, parlant de la Norvège alors occupée :

C'est la volonté du Führer de faire surgir, à l'issue victorieuse de cette lutte fatale, une Norvège nationale et socialiste *dans la liberté et l'indépendance*, qui *n'abandonne sur le plan supérieur de la communauté européenne que les fonctions absolument nécessaires pour la sécurité de l'Europe.*

Quand le ministre américain reprend à dessein dans ses discours non seulement les idées, mais les termes mêmes dont Hitler se servait, il n'est pas étonnant que les S.S. d'Allemagne occidentale se disent que s'ils ont manqué leur coup avec Hitler, ils atteindront leur but aujourd'hui sous le drapeau de l'armée « européenne » et que, s'ils ont perdu la deuxième guerre mondiale, ils gagneront la troisième.

Peut-être M. Dulles est-il actionnaire de la maison d'éditions de Lunebourg qui a été appelée « Groupe de travail 33 » en mémoire de l'avènement du Führer. Cette firme vient de publier une brochure intitulée *Nous acquittons Hitler,* où on peut lire :

L'évolution qui se dessine autour de l'Europe et en Europe, serre de près, non seulement nous-mêmes, citoyens de l'Allemagne coupée en deux, avec les autres peuples d'Europe, mais aussi les Etats-Unis et l'ensemble du monde libre. C'est pourquoi il n'y a pas de temps à perdre pour rassembler les forces, si toutefois il n'est pas déjà trop tard, comme Spengler le craignait et comme Hitler l'a annoncé dans les lugubres prédictions qu'il fit avant de quitter la scène du monde. Tous deux ont été des avocats et des champions de la sauvegarde de l'Occident.

Aussitôt après ce passage, les auteurs fascistes de la brochure ajoutent, à l'adresse des gouvernants de la France et des pays voisins :

Autorisez et soutenez un réarmement de l'Allemagne. Nous savons très bien nous-mêmes de quel côté nous ranger au moment décisif. Invitez les peuples d'Europe à former une union ! voilà notre appel, à nous, hommes de bonne volonté et de cœur droit [nous, les fascistes de 1953. — G. C.], qui voulons une Europe unie et libre !

Les militaristes allemands contre le peuple allemand

Depuis des années, la littérature militariste inonde à nouveau l'Allemagne occidentale. On n'y compte pas moins de vingt-cinq publications hebdomadaires ou mensuelles du genre de la *Revue de science militaire,* des *Cahiers de technique militaire,* de la *Revue de la Marine,* la *Correspondance de guerre,* le *Cercle de l'aviation militaire,* le *Diable vert,* organe des parachutistes, etc..., etc... Une grande partie de cette presse est publiée sous le même titre et avec la même direction qu'au temps de Hitler.

Pareillement, les maisons d'édition qui brillaient par leur abondante production militariste quand les nazis étaient au pouvoir, ont maintenant repris leur activité pernicieuse. Rien que de 1951 à 1953, il a paru en Allemagne occidentale deux cents livres, en chiffres ronds, qui propagent plus ou moins ouvertement le militarisme. La

plupart des auteurs de ces ouvrages, ou des héros qui y sont mis en scène, sont des personnes appartenant à la catégorie des pires criminels de guerre. Plus un chef nazi a commis d'atrocités, plus il peut être sûr aujourd'hui d'avoir la parole, ou de trouver quelqu'un pour écrire son panégyrique, en Allemagne occidentale.

Toutes les publications des associations d'anciens soldats, comme *le Journal des soldats allemands, le Soldat du front raconte, le Casque d'Acier,* etc... sont subventionnées par le gouvernement de Bonn.

Pour résumer les thèses qui sont soutenues dans ces organes, il suffit de citer le passage suivant de la revue *Nation-Europe,* parue à Cobourg en 1953 :

> La géographie impose l'idée que l'Allemagne n'est pas seulement le centre stratégique de l'Europe, mais que, d'après l'allure des événements actuels, sa moitié occidentale est le seul bastion qui subsiste contre la Russie. C'est pourquoi la défense de l'Europe doit être organisée autour d'elle... Quel sens donner à cela au point de vue tactique ? Le sens que l'armée allemande doit redevenir la plus puissante d'Europe.

Comme on le voit, nous retrouvons ici les thèses habituelles de Hitler sous leur forme classique :

1° Le plus grand ennemi de la liberté de l'Allemagne, le militarisme, est transformé en champion de cette liberté ;

2° la simple existence de l'Union soviétique est présentée sans aucune preuve comme une menace pour l'Allemagne et pour l'Europe ;

3° cette menace fictive doit servir à faire avaler au peuple français les prétentions du militarisme allemand à l'hégémonie.

La seule chose vraie dans tout cela, c'est que l'armée allemande veut « redevenir la plus puissante d'Europe ». Mais la France et les peuples voisins ont appris par une amère expérience que le rétablissement du militarisme allemand, favorisé dans les Etats d'occident par les gouvernements et par les groupes monopolistes avides de s'en servir contre l'Union soviétique, est toujours fatal en premier lieu à la sécurité de ces Etats eux-mêmes.

Il suffit de lire les mémoires des maréchaux et généraux de Hitler, publiés aujourd'hui à gros tirages dans l'Allemagne occidentale, pour voir que, pour eux, le progrès de la démocratie dans leur pays avec une classe ouvrière unie et forte est un abominable cauchemar. Ainsi s'explique, en particulier, la haine sauvage qu'ils portent au rempart de la démocratie en Allemagne, la République Démocratique Allemande.

Aujourd'hui même, en Allemagne occidentale, la politique réactionnaire des militaristes réduit encore le morceau de pain et le morceau de viande d'innombrables familles ouvrières. Et cette destruction des moyens d'existence des prolétaires s'accompagne de la destruction de leurs droits politiques : le gouvernement Adenauer a promulgué la fameuse loi sur le statut des entreprises qui ravit aux ouvriers le droit de co-gestion des entreprises, le droit de grève, le droit de combattre pour de meilleurs salaires et une vie meilleure. En même temps, les paysans d'Allemagne occidentale sont écrasés sous le poids de la mévente et des bas prix à la production, qui résultent en particulier de l'inondation du marché allemand par les conserves américaines. C'est à cette situation que pensent aussi les avocats français de l' « Europe unie » : ils veulent ramener le niveau de vie des masses de France au niveau, encore bien plus misérable, qui existe en Allemagne occidentale : l'Europe unie, c'est la péréquation de la misère pour les travailleurs.

Toujours ce qui était bon et utile pour le peuple allemand, a été haï par les militaristes allemands, sous la pression desquels l'Europe a constamment vécu dans l'insécurité ou dans les catastrophes. Toujours ce que les militaristes allemands ont poursuivi de leur haine, était bon et utile pour le bien-être du peuple allemand et la sécurité de ses voisins.

Si donc les peuples voisins de l'Allemagne veulent connaître la sécurité, il faut qu'ils soutiennent dans le peuple allemand les forces antimilitaristes et démocratiques. Le livre blanc rappelle que la classe ouvrière et le mouvement ouvrier d'Allemagne ont toujours été et restent à la tête des forces antimilitaristes.

En 1918, à la fin de la première guerre mondiale, le bain de sang le plus terrible que l'humanité eût connu jusque là, les travailleurs de France et d'Allemagne voulaient la création d'un monde de paix. L'idée d'une réconciliation franco-allemande les emplissait d'espoir et de confiance.

Mais le militarisme allemand sut se remettre de sa grave défaite en exploitant la peur du bolchévisme dans la bourgeoisie de France et des autres pays occidentaux. Grâce à l'aide des capitalistes français et anglo-saxons, traîtres aux intérêts de leurs propres peuples, il sut profiter de la pause pour guérir ses plaies, regrouper ses cadres, utiliser tranquillement les trahisons des dirigeants sociaux-démocrates, alors placés à la tête du Reich, auxquels les généraux se rendirent indispensables en les aidant à assassiner les meilleurs fils de la classe ouvrière allemande, les ennemis les plus résolus du militarisme, Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. C'est par miracle que Wilhelm Pieck échappa alors à la mort.

Au fur et à mesure que les profiteurs de guerre, les hommes de l'industrie lourde, les Krupp, Stinnes, Thyssen insufflaient des forces nouvelles et injectaient un sang frais au militarisme allemand, ses stratèges redevinrent plus insolents et plus puissants, tandis que leurs complices, les dirigeants traîtres de la social-démocratie, endormaient la classe ouvrière allemande avec le fameux mot d'ordre : « La socialisation est en marche. »

Ce qui était réellement en marche, c'était le complot entre la Reichswehr et le parti nazi. Le militarisme allemand, en attaquant d'abord le parti communiste de son pays, puis l'ensemble du mouvement ouvrier, enfin tous les démocrates et tout le peuple, ne faisait que fortifier sa base de départ pour l'agression envisagée contre les peuples d'Europe. A partir de la prise du pouvoir par les hitlériens en 1933, ce fut la course directe à la deuxième guerre mondiale, pendant laquelle notre peuple a payé si cher la politique de connivence avec le militarisme allemand et le fascisme qui avait été pratiquée par sa grande bourgeoisie.

Telle est la leçon qu'aucun homme de bon sens ne peut oublier : celui qui tolère le militarisme allemand, à plus forte raison celui qui le favorise, est un jour ou l'autre attaqué et dévoré par lui.

Une alliée précieuse dans la lutte contre le militarisme allemand : la République Démocratique Allemande

C'est pourquoi l'Union soviétique, toujours attentive aux menées et aux buts du militarisme allemand, et gardant le souvenir à la fois des épouvantables destructions que les envahisseurs fascistes lui ont infligées et des sacrifices de vies humaines qu'elle a dû consentir pour libérer l'Europe, y compris la France, poursuit fermement sa politique orientée vers la réunification pacifique d'une Allemagne démocratique et émancipée du militarisme. Cette politique est conforme en tout point aux intérêts du peuple français.

Depuis la tenue de la Conférence des quatre ministres des Affaires étrangères à Berlin du 25 janvier au 18 février de cette année, conférence où le représentant français Bidault a montré qu'il ne voulait pas d'une solution pacifique du problème allemand et que son unique souci était de frayer la voie à l'armée « européenne », le péril qui menace la France s'est encore aggravé : la diète de Bonn a adopté des déci-

ons permettant, au mépris de la Constitution établie dans cette partie de l'Allemagne, instituer le service militaire obligatoire à 18 ans.

Pour la grande lutte contre le militarisme allemand, le peuple français peut appuyer, heureusement, sur la Républque Démocratique Allemande. Dans la R.D.A., n'y a pas de militarisme et toute la vie publique est organisée en conformité des cords de Postdam, conclus en 1945 entre les représentants des puissances démocraques victorieuses, et dans lesquels on lit :

Toutes les forces militaires terrestres, maritimes et aériennes de l'Allemagne, les S.S., la S.A. la Gestapo, avec toutes leurs organisations, états-majors et bureaux, y compris l'Etat-Major général, corps des officiers, les réservistes, les écoles militaires, les associations d'anciens combattants et utes autres organisations militaires et semi-militaires, avec leurs filiales et leurs subdivisions servant maintien de la tradition militaire, sont entièrement et définitivement dissoutes, afin de prévenir jamais la renaissance ou le rétablissement du militarisme allemand et du nazisme.

Dans la R.D.A., toutes ces dispositions sont appliquées strictement, et la résurrecon du militarisme, ainsi que de l'idéologie nazie, est absolument impossible.

Tous les nazis dirigeants ont été écartés des postes gouvernementaux et adminisatifs de la R.D.A., alors que leurs pareils sont ministres dans le gouvernement de onn. Il n'est pas possible dans la R.D.A. qu'un criminel de guerre comme le aréchal Kesselring soit entendu par les tribunaux en qualité d'*expert,* ainsi qu'il est rivé en Allemagne occidentale.

La R.D.A. a créé une police populaire pour la protection des institutions démoatiques. Mais elle n'a pas l'intention de la développer au delà de ce qui est absoluent nécessaire pour garantir l'organisation démocratique de l'Etat ; et cela ressort airement des offres répétées adressées par le gouvernement de la R.D.A. au gouverment de Bonn pour inclure dans les discussions communes sur la réunification les estions relatives aux effectifs, aux points de stationnement et à l'armement des forces police [1].

Dans la R.D.A., il est interdit d'imprimer ou de diffuser une littérature militaste et xénophobe et de faire de la propagande contre les frontières établies, que ce ient celles de l'Est ou celles de l'Ouest.

Dans la R.D.A., le militarisme a été extirpé avec ses racines, depuis que ses reprédntants traditionnels, les junkers et les gros industriels, ont perdu la base économique leur puissance. Ces éléments ont été expropriés sans indemnité et leurs exploitations nt devenues le bien du peuple.

Le gouvernement de la R.D.A. est contre toute utilisation de moyens militaires our résoudre la question allemande. Il défend l'idée que la solution de ce problème, réunification du pays dans la paix et la liberté, ne peut se faire que par des pourrlers entre les deux parties séparées de l'Allemagne et des négociations entre les atre grandes puissances.

Dans l'histoire du peuple allemand, la R.D.A. est le premier Etat qui ait extirpé militarisme ; elle représente en même temps un point d'appui ferme contre la résurction de ce même militarisme en Allemagne occidentale. La R.D.A. reconnaît sans serve le bien-fondé des préoccupations de sécurité qui animent les peuples limitrophes l'Allemagne, y compris le peuple de France, et elle est prête à satisfaire ce besoin sécurité afin d'établir avec ses voisins des relations amicales et pacifiques. Le

1. Bonn n'avoue qu'une police de 130.000 hommes, mais les effectifs réels de la police de la i-disant République fédérale sont de 174.000 hommes : 107.000 dans la police des « Laender », .000 correspondant à nos C.R.S., 20.000 garde-frontière fédéraux, 5.000 garde-frontière bavarois 17.000 policiers à Berlin-ouest.

gouvernement Grotewohl considère la garantie de la paix en Europe comme la me leure caution de la marche du peuple allemand à la prospérité et au bonheur.

Dans la R.D.A., un rôle très important est joué par le Parti socialiste unifié. Not peuple n'a pas oublié les déclarations faites par l'un des principaux dirigeants de parti, le président de la République Démocratique Allemande, Wilhelm Pieck, lorsqu disait il y a seize mois :

> La lutte en commun des patriotes de France et d'Allemagne contre le rétablissement du mi tarisme allemand en Allemagne occidentale, militarisme qui menace également la sécurité nationa de la France et celle de l'Allemagne, crée dans les relations franco-allemandes une situation nouvel que je salue de tout cœur.
>
> La République Démocratique Allemande, pour sa part, ne tolérera en aucun cas qu'une nouvel guerre soit jamais faite au peuple français du côté allemand.

En reconnaissant le 25 mars 1954 la souveraineté pleine et entière de la Républiq Démocratique Allemande, l'Union soviétique a donné au monde une nouvelle preu de sa politique de paix et de respect de l'indépendance des nations. La violence d réactions suscitées par cette mesure chez les dirigeants de Bonn et leurs patrons a é caractérisée par Mikoïan au IVe Congrès du Parti socialiste unifié par la citation c ce texte de Lénine : « Très souvent, la vivacité des attaques et la violence des aboi ments sont inversement proportionnelles à la force des éléments politiques de qui parte ces vives attaques. »

Cette « force » a reçu un nouveau coup lorsque l'Union soviétique a répond aux reproches adressés à son projet de Pacte de sécurité collective en Europe par ce qui se plaignaient de voir ainsi l'Amérique « refoulée » de notre continent : elle déclaré admettre une participation des Etats-Unis à ce pacte. Quant au Pacte atlantiqu que ses défenseurs ont toujours prétendu étranger à tout esprit d'agression, ils o une bonne occasion de faire la preuve de leur sincérité en acceptant de discuter, comm il leur est demandé, de l'adhésion de l'Union soviétique à cette combinaison dipl matique.

Dans le monde entier, tous ces événements ont abouti à démasquer plus complèt ment encore les fauteurs de guerre. Il n'en va pas autrement en Allemagne même. I comme ailleurs, la politique de compréhension s'avère la plus compréhensible.

Le Parti socialiste unifié en République Démocratique Allemande, le Parti comm niste avec Max Reimann à sa tête en Allemagne occidentale expriment la volonté pr fonde de paix qui anime les meilleures forces démocratiques d'Allemagne. Comm on le sait, l'opposition à la C.E.D. en Allemagne occidentale vient aussi d'homm comme le pasteur Niemoeller, Wirth et les ouvriers sociaux-démocrates, avec les larg milieux, les millions d'hommes et de femmes, dont ces personnalités et ces forc sont les porte-parole.

Ainsi nous, Français hostiles à la C.E.D., ne sommes pas seuls. Il y a aussi d amis de la paix de l'autre côté du Rhin ; en nous le rappelant, le livre blanc édité Berlin nous encourage à lutter encore plus énergiquement contre la ratification d accords de Bonn et de Paris.

DOCUMENTS

I

LE PROCÈS D'ANDRÉ BONNARD

C'EST le lundi 29 mars 1954, au Tribunal fédéral de Lausanne, que s'est ouvert le procès intenté au professeur André Bonnard. Depuis un an et demi l'instruction s'efforçait d'établir contre lui de graves délits : d'avoir nui « à l'autorité et à la réputation internationale » du Comité international de la Croix-Rouge et de l'avoir « discrédité aux yeux du monde entier », d'avoir tenté de « provoquer une grave campagne de dénigrement de la Suisse », d'avoir « porté atteinte à la politique de neutralité et à la sûreté du pays », d'avoir établi un « service de renseignements politiques pratiqué dans l'intérêt d'une organisation de l'étranger au préjudice de la Suisse », d'avoir enfin soutenu « des entreprises ou menées de l'étranger contre la sécurité de la Suisse ». Nous avons dénoncé, au moment où elles se sont produites, ces monstrueuses attaques contre le grand helléniste suisse[1].

Le 2 avril, la Cour pénale fédérale de Lausanne condamnait André Bonnard à quinze jours d'emprisonnement avec sursis ; de ses deux coaccusés, Charles Affolter était condamné à huit jours de prison avec sursis, Mme Fanny Grether était acquittée. Il est clair aux yeux de l'opinion du monde entier que l'accusation s'est effondrée, et le professeur Bonnard sort grandi de ce procès d'opinion.

A la conférence de la Pensée, *qui s'est tenue le lundi 5 avril à la salle des Sociétés savantes, Jean Bruhat, qui présidait la réunion, a fait acclamer la résolution suivante .*

Un millier de Parisiens, réunis le 5 avril 1954 dans la salle des Sociétés savantes pour une conférence de *la Pensée,* évoquent avec émotion le souvenir de l'admirable conférence donnée il y a un an, le 23 avril 1953, dans la même salle, sous les auspices de la même revue, par André Bonnard, professeur à l'Université de Lausanne, sur « l'humanisme de Rabelais éclairé par Aristophane ».

Trois jours après le verdict de la Cour pénale fédérale suisse, qui a condamné à quinze jours de prison avec sursis le grand humaniste, unanimement respecté des universitaires français, et le courageux président du Mouvement de la paix suisse, ils assurent André Bonnard de leur admiration, de leur sympathie et de leur solidarité et s'engagent à suivre son noble exemple dans la lutte contre la guerre.

A cet hommage nous tenons à joindre aujourd'hui deux textes dont la hauteur de pensée et la noblesse d'expression frapperont tous nos lecteurs et auxquels il serait vain de joindre le moindre commentaire[2].

---

1. Voir la Pensée, nº 44, septembre-octobre 1952, pp. 153-155.
2. Nous empruntons ces textes au « Bulletin de presse et d'information pour la défense du professeur André Bonnard et des libertés démocratiques » (Case postale St-François 574, Lausanne, Suisse), nº 16, avril 1954.



Voici d'abord la déclaration d'André Bonnard au début de la première audience, le lundi 29 mars, au matin :

[...] Cette accusation est dénuée de toute vraisemblance, de tout bon sens, et cela tout le monde le sait — sauf le Ministère public fédéral. Il est absurde, aux yeux de tous les gens qui me connaissent, que je sois accusé d'espionnage.

Il a fallu pour trouver ce prétexte incroyable seize à dix-sept ans de surveillance policière, cent quatre rapports de police dressés contre moi par une vingtaine de policiers différents au sujet de mon activité publique et légale ; il a fallu je ne sais combien d'années de lettres décachetées, je ne sais combien d'années d'écoute téléphonique ; il a fallu installer dans la maison de mes voisins des policiers qui épiaient mes visites. A tout prix on voulait trouver quelque chose : on a trouvé ou cru trouver. Ces rapports sont pleins d'erreurs de faits : c'est ainsi que l'un d'entre eux m'envoie à Wroclaw au Congrès des intellectuels pour la Paix, où je ne suis jamais allé. Ils sont remplis d'erreurs et surtout d'interprétations ridicules de mes faits et gestes, de mes discours dénaturés, de mes écrits lus de travers. Et je ne parle pas de dizaines d'autres noms mentionnés et parfois soulignés à côté du mien : ce sont ceux de la prochaine charrette.

Un second pouvoir est en train de s'installer dans l'Etat, pouvoir irresponsable et d'autant plus dangereux qu'il est exercé par des policiers à demi illettrés. Des policiers qui ne savent rien du mouvement « Esprit » et qui en tranchent, rien du Conseil Mondial de la Paix et qui en tranchent de la façon la plus décisive, la plus « unilatérale » ; des policiers qui me font grief d'un article d'histoire littéraire sur les origines de la tragédie, qui prennent mon ouvrage sur « La Tragédie et l'Homme » pour une sorte de tract subversif... Qui me prêtent des propos que je n'ai simplement jamais tenus... On n'en finirait pas et je laisse mon avocat reprendre ce sujet : car il ne s'agit de rien de moins que de la *liberté de pensée* des citoyens de notre pays...

[...] Non, je ne suis pas un espion, je suis un honnête homme. Si toute ma vie le prouve, c'est donc l'accusation qui est *monstrueuse*.

Ici j'ai heureusement beaucoup d'avance sur les services de la police. Il y a seize à dix-sept ans qu'elle m'épie : il y a trente-huit ans que je forme les enfants et les jeunes gens de ce pays aux vertus de l'humanisme antique — au respect de la vérité, à l'amour de la justice, à la pratique du courage, à l'amour de la paix, à celui du pays. Voilà mon travail à moi. Je le revendique avec fierté. Mais répondre à ceux qui, depuis des années, m'attaquent avec bassesse, pour me faire taire, cela je ne m'en soucie pas et ne m'en suis jamais soucié.

A vous, Messieurs les Juges, je répondrai dans la vérité. Je sais que ma parole n'a de pouvoir et d'efficacité que dans la vérité.

Je me suis associé au Mouvement Mondial de la Paix, malgré les outrages dont l'accablent chez nous ceux qui l'ignorent. J'ai tenté d'y associer notre peuple. J'ai tenté d'y associer notre gouvernement, et n'ai reçu de lui que rebuffades. Je faisais en cela œuvre de bon citoyen. Je suis citoyen vaudois, cela ne m'empêche pas d'être citoyen suisse et pas non plus d'être citoyen de la communauté naissante des peuples pacifiques...

[...] Pour moi, Messieurs les Juges, servir la Paix, ce n'est pas servir l'étranger. La paix ne m'est pas étrangère, pas plus qu'aux autres hommes. La paix est le bien commun que gagneront les peuples pacifiques. Le peuple suisse est pacifique : il a droit à la paix. La paix est bien moins étrangère à notre pays que ces méthodes policières que je caractérisais tout à l'heure et qu'on veut installer chez nous : voilà le véritable étranger, voilà l'ennemi qui détruit nos libertés.

J'ajoute qu'agissant comme je l'ai fait, bien loin d'avoir jamais eu l'intention de commettre un acte préjudiciable à mon pays, à mes concitoyens, à aucune organisation de mon pays, je pensais, je savais agir en bon citoyen, en patriote. La recherche de la vérité ne peut jamais être préjudiciable à celui qui en est l'objet.

[...] J'ai agi envers la justice avec loyauté.

C'est pourquoi, Messieurs les Juges, je me présente devant vous avec assurance, certain d'avoir servi la paix dans la mesure de mes moyens, certain également que vous pouvez encore, par l'issue que vous donnerez à ce procès, rendre service à notre pays.



Et voici la déclaration finale d'André Bonnard, au troisième jour du procès :

Monsieur le Président, Messieurs les Juges,

Vous allez prendre votre décision. C'est une affaire entre votre conscience et vous. La mienne est tranquille. Votre verdict ne fera que confirmer le sens que j'ai tenté de donner à ma vie.

Qu'il me soit seulement permis, me référant à ce que vous a dit mon avocat, de rappeler que votre décision ne concerne pas seulement les accusés, qu'elle intéresse l'avenir des libertés de notre pays.

J'ai toujours beaucoup aimé les enfants, j'ai vécu, je vis encore parmi la jeunesse. C'est pour la jeunesse que j'ai aimé la paix, pour que les jeunes de ce pays ne périssent pas avant d'avoir goûté la beauté de vivre.

L'humanisme dont on a reconnu la présence en ma personne, ce n'est pas la science d'un homme de cabinet. C'est autre chose, c'est une règle de vie qui m'est fixée. Ce n'est pas non plus une simple moitié de moi-même, cohabitant dans l'équivoque avec l'autre moitié, celle qu'on a beaucoup trop sommairement appelée communiste.

En vérité, l'hellénisme a été pour moi une longue école, une école à laquelle je me suis soumis tout entier. On essaie de me séparer de l'auteur de la traduction d'*Antigone*, de séparer en moi le familier d'Antigone et le partisan de la paix. En fait c'est exactement le même homme.

Non, Messieurs les Juges, je ne suis pas la double créature qu'on vous a dépeinte. L'ami de la littérature grecque est du même coup le partisan de la paix. En premier lieu parce que je ne suis pas un homme politique, mais un maître de littérature. En second lieu parce que, prenant toujours au sérieux ce que j'enseigne, j'ai tenté d'inculquer à mes étudiants ce que les lettres grecques m'ont appris. Ne croyez pas que la littérature ne soit faite que pour être lue. Elle est faite pour être vécue. Si elle n'enseignait pas à vivre, si elle n'était qu'un jeu, je ne m'y serais pas intéressé. C'est vivre que je veux, c'est enseigner à vivre — vivre parmi les créatures vivantes.

Je ne suis pas un communiste et ce n'est pas une espèce d'habileté ou de duplicité qui a fait que je suis resté à l'écart de ce parti, et de tout parti ; c'est ma nature même et c'est mon éducation tout ensemble qui font que je reste en face du communisme en état d'interrogation.

Cet état d'interrogation a été celui de toute mon existence : il est probable que j'y resterai toujours. Il est lié à mon être. Mais il n'y a pas là une démarche négative, il y a au contraire une incitation à chercher sans cesse pour soi-même un équilibre nouveau. Tant que je ne serai pas au bout de ma course, je chercherai.

Une chose avant tout, une chose qui est celle que nous cherchons tous ensemble. Une chose qui, seule, nous garantit la possession des autres biens. Cette chose-là, c'est la paix.

Je veux chercher la paix.

Vous savez dans quel état d'inquiétude nous sommes tous placés aujourd'hui. Je ne suis pas communiste. Mais si le monde marxiste nous propose la paix, je ferai la paix avec les marxistes. Si le monde capitaliste nous propose la paix, je ferai la paix avec les capitalistes. C'est la paix qui fixe mon choix. Car il me paraît inconcevable et insensé de préférer aux chances de paix qui s'offrent de l'un ou de l'autre côté du monde, cet autre choix qui serait la destruction de l'une des deux moitiés du monde par l'autre — ce qui pourrait aussi signifier des deux moitiés du monde tout ensemble.

Mais cela ne sera pas. Le peuple des hommes veut vivre et je veux vivre avec lui tout entier.

II

INCROYABLE MAIS AUTHENTIQUE !

« La culture européenne ne se trouve que là où vivent des Allemands. »

(Déclaration du ministre des transports d'Allemagne occidentale, Hans Christoph Seebohm, lors d'un meeting à Rudesheim, le 9 août 1952.)

« Nous ne faisons pas de différence entre les candidats [pour la Wehrmacht d'Allemagne occidentale]. Nous considérons toute candidature en elle-même et nous déciderons en fonction des connaissances techniques et des qualités humaines du postulant. C'est ainsi que le problème du réemploi des Waffen-S.S. trouvera sa solution. »

(Déclaration du ministre de fait de la Guerre d'Allemagne occidentale, Theodor Blank dans le *Journal du Soldat allemand* (*Deutsche Soldaten Zeitung*), 1er janvier 1954.)

« Par-dessus tout, l'heure est venue de faire toucher du doigt aux jeunes gens d'Allemagne que leurs pères en uniforme de campagne ont été des hommes fidèles, dont ils n'ont pas à rougir. »

(*Journal du Soldat allemand*, 25 juin 1953.)

« En toute modestie, nous voudrions attirer l'attention sur le fait que l'établissement d'une Wehrmacht européenne, tel qu'il est demandé aujourd'hui par les hommes politiques des puissances occidentales, — en espérant que ce ne soit pas trop tard, — a déjà été essayé à fond dans nos rangs avec un grand succès. »

(Déclaration du général S.S. et criminel de guerre Gille au journal *Les Nouvelles de Nuremberg*, 20 octobre 1952.)

« L'est allemand... comprend non seulement l'Elbe et l'Oder, mais aussi la Bohême et tous les territoires où des Allemands se sont autrefois établis. »

(Déclaration du ministre des transports d'Allemagne occidentale Hans Christoph Seebohm, dans la publication *Franches paroles sur les événements de ce temps*, Cologne, 2 août 1953.)

« La création nouvelle d'un Etat de tous les Allemands sur le sol qui appartient

ar tradition au patrimoine du peuple allemand est l'objectif politique le plus élevé t le plus important de la République fédérale. »

(Déclaration du secrétaire d'Etat pour les questions intéressant l'ensemble de Allemagne, Franz Thedieck, dans la *Nouvelle presse de Passau,* 1er décembre 1952.)

« Nous autres, soldats du front, n'avons pas changé quand il s'est produit un ntr'acte de folie politique chez ceux qui seront demain nos alliés ; c'est pourquoi ous n'avons pas besoin de rééducation. »

(Extrait du journal *Le Soldat du front raconte,* 1953, n° 6.)

« Je me dis avec reconnaissance que j'ai été officier jusqu'au tout dernier jour e la guerre. Même si on l'a oublié un jour, nous savons parfaitement qu'il y a es valeurs militaires qui ne doivent pas... être négligées. »

(Déclaration du Président de la Diète d'Allemagne occidentale Ehlers au assemblement central des anciens soldats allemands, Hanovre, 18-19 juillet 1953.)

« Toutes ces associations [les associations d'anciens soldats] ont un grand but ommun : en finir avec la diffamation sans motif des soldats et rétablir les vieilles ertus militaires indispensables pour le maintien de l'Etat, surtout dans les rangs de la eunesse. »

(Déclaration du criminel de guerre et général de chars d'assaut Traugott dans e journal *Le Soldat du front raconte,* 1953, n° 8.)

« Le premier objectif d'une politique allemande est de créer une fois de plus n grand Reich allemand. Comme l'a déclaré Rudel [un ancien colonel d'aviation], e conflit entre l'Est et l'Ouest ne saurait se résoudre que par des moyens militaires. »

(Extrait de la *Nouvelle gazette de Wetzlar,* 1er septembre 1953.)

« Nous pouvons enfin dire ouvertement que même nos camarades des Waffen-.S. ont été non des criminels, mais de consciencieux soldats du front, comme les essortissants de tous les autres pays. »

(Extrait du journal *Le Soldat du front raconte,* 1954, n° 1.)

« Avec mon état-major de plus de mille personnes, je suis prêt à fabriquer des noteurs allemands d'aviation. »

(Déclaration du grand constructeur d'avions nazi Heinkel au journal *Le Matin e Mannheim,* 10 août 1951.)

« Nous n'avons pas oublié les violences commises contre nous depuis 1945 et es appels à l'aide de nos camarades qui languissent encore dans les prisons. Nous evendiquons la mise en liberté des hommes des Waffen-S.S. et des formations de olice, qui n'ont rien fait de plus que d'accomplir leur devoir difficile en des heures ù la guerre posait des cas urgents, conformément aux ordres donnés par les diri-eants de l'Etat. »

(Discours du général nazi des corps de parachutistes Ramcke, au Rassemblement es anciens parachutistes à Brunswick, le 29 juillet 1951.)

« L'Allemagne a toujours été un rempart contre l'Asie : l'heure de le prouver st venue. Nous avons besoin du bras puissant d'une Wehrmacht pour affronter épreuve. »

(Discours du ministre Hellwege au Congrès du Parti allemand, le 30 mai 1953, Hambourg.)

« Les hommes de l'ancienne Waffen-S.S. ont le droit de parler de l'Europe, de la Communauté européenne et de la défense de l'Europe. C'est dans nos rangs que la Communauté européenne est devenue pour la première fois une réalité sur le champ de bataille. »

(Extrait de la revue *Wiking-Ruf*, organe de l'Association des vétérans de la S.S., 21 juin 1953.)

III

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DANS LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Nous publions ici les passages essentiels d'un article du ministre de l'Enseignement supérieur de la République populaire de Chine, Ma Su-loun, paru dans la revue Sovietskaia Kultura (30 *janvier* 1954).

VOICI plus de quatre années, le peuple chinois, sous la direction du Parti communiste, écrasait la clique de Tchank Kai-chek, soutenue par les impérialistes américains et, après avoir libéré le pays, fondait la République populaire de Chine. Au cours de ces quatre années, à côté de la démocratie populaire de jour en jour plus forte et de l'économie en rapide développement, des succès sérieux ont été remportés aussi dans le domaine de l'enseignement supérieur.

Dans la vieille Chine, pendant la dernière période de la domination du Kuomintang, on comptait un peu plus de 180 établissements d'enseignement supérieur, concentrés principalement dans quelques grandes villes. La majorité des établissements appartenait à des personnes privées ou avait été fondée par les impérialistes.

On y dénombrait 129.000 étudiants, rejetons de familles de fonctionnaires, de féodaux et de bourgeois. Les enfants d'ouvriers et de paysans étaient privés de la possibilité d'entrer à l'Université.

Par suite de la victoire du peuple chinois sur tout le territoire du pays, la domination de la réaction a été abolie. Immédiatement, une réorganisation radicale de tout l'enseignement supérieur a commencé.

En mai 1950 s'est ouverte la première Conférence panchinoise sur les problèmes de l'enseignement supérieur. La conférence a défini les objectifs de l'enseignement supérieur en s'appuyant sur le programme général du Conseil politique consultatif du peuple. Elle a appelé les responsables de l'école supérieure à faire tous leurs efforts pour préparer des cadres qualifiés de spécialistes sachant allier la théorie à la pratique, et à appliquer méthodiquement une politique qui attire dans les établissements les enfants d'ouvriers et de paysans.

Peu après la création de la République populaire de Chine, une Université populaire nouvelle a été fondée, pour former des cadres issus des milieux ouvriers et paysans.

En même temps, on a organisé des cours de brève durée pour les enfants d'ouvriers et de paysans, ainsi que pour les personnes ayant l'expérience du travail révolutionnaire et les ouvriers de l'industrie. L'enseignement est conçu de telle manière qu'en trois ou quatre années, les auditeurs puissent terminer un cours complet d'enseignement secondaire général et entrer dans l'enseignement supérieur. Depuis l'automne de 1950, des

cours accélérés de ce genre ont été créés auprès de tous les établissements d'enseignement supérieur. Au printemps de 1952, plus de 10.000 membres des cadres de l'armée et des administrations de l'Etat ont été admis à ces cours. Dès maintenant, en Chine, les enfants d'ouvriers et de paysans constituent plus de 20 % des étudiants.

Le pouvoir populaire s'est entièrement chargé des établissements d'enseignement supérieur qui se trouvaient sous l'influence étrangère, principalement américaine. Au moment de la libération du pays, on en comptait plus de vingt. Pour la forme, les impérialistes ne faisaient que « parrainer » ces établissements, mais en réalité, ils en avaient fait un rempart de leur puissance. Tous ces établissements sont devenus propriété du peuple.

Parmi les professeurs, bon nombre ont rompu avec les opinions réactionnaires et les survivances bourgeoises. Le travail éducatif accompli parmi eux a été une des conditions les plus importantes de la réorganisation de l'école supérieure.

A l'automne de 1951, un vaste mouvement a pris naissance dans ce sens, à Pékin et à Tientsin, et il a gagné tout le pays. Un rude coup a été porté à l'idéologie fasciste des féodaux et des réactionnaires. C'est l'idéologie de la classe ouvrière qui a pris les positions dirigeantes.

Pour éliminer l'anarchie existant dans les établissements scolaires de l'ancienne Chine, combler le fossé entre l'éducation et la pratique et créer les conditions requises afin que les établissements scolaires contribuent de la façon la plus efficace à l'organisation de l'Etat, le Gouvernement populaire a fait, en 1952, un grand travail pour créer des instituts par branches. Dans les anciennes Universités n'ayant pas de spécialisations définies, on a créé des facultés d'industrie, d'agriculture, de médecine, de droit, de finances et d'économie. Alors qu'avant la réorganisation, les facultés d'industrie pouvaient admettre 25.000 personnes par an, elles peuvent en recevoir maintenant 40.000.

Grâce à l'aide des spécialistes soviétiques et à l'énergie des étudiants et des professeurs, l'enseignement supérieur de la Chine populaire a fait un immense pas en avant dans l'année qui a suivi la réforme. Il y a maintenant dans le pays 201 établissements avec 220.000 étudiants.

L'année 1953 a été, pour la République populaire de Chine, la première année d'organisation planifiée à grande échelle. Dans l'organisation économique à l'heure actuelle, l'accent principal est mis sur le développement de l'industrie lourde. C'est pourquoi l'enseignement supérieur insiste aussi sur la préparation de spécialistes pour l'industrie et les transports. En 1952, 35,4 % des étudiants étaient dans les facultés d'industrie et en 1953, 42,9 % des nouveaux admis sont entrés dans ces mêmes facultés.

Les spécialistes soviétiques qui travaillent au ministère de l'Enseignement supéreur et dans les établissements, forcent l'admiration par leur riche expérience de l'organisation, leurs justes conceptions, leur ardent esprit d'internationalisme, leur enseignement des derniers progrès de l'U.R.S.S. dans le domaine de la science.

Quand nous parlons de nos succès remportés en quatre ans dans l'enseignement, nous éprouvons une joie sans bornes. Nous savons bien que l'enseignement supérieur de notre Chine nouvelle est indissolublement lié au développement pacifique des pays du camp de la paix et de la démocratie. Et nous continuerons à lutter pour ce développement pacifique, pour le relèvement du niveau culturel du peuple, pour l'avenir heureux de toute l'humanité.

Ma Su-loun

IV

LE PÈRE DES TEXTILES ARTIFICIELS : HILAIRE DE CHARDONNET

Nous avons reçu de notre ami Félix Brunand, professeur de l'Enseignement technique, l'article suivant, écrit à l'occasion du 1er Congrès international des Textiles artificiels et synthétiques, qui se tient à Paris du 30 *mai au* 3 *juin* 1954. *C'est un hommage au savant français Hilaire de Chardonnet* (1839-1924), *membre de l'Académie des Sciences, inventeur de la soie artificielle* (1883), *et créateur de l'industrie des textiles artificiels* (1890), *dont les travaux préparèrent la découverte ultérieure du nylon, textile élaboré en France.*

La Pensée, *attachée à faire valoir les priorités et les mérites de la science et de la technique françaises contre les hommes qui essaient de « justifier » leur démission nationale par une prétendue décadence de notre peuple, est particulièrement heureuse d'accueillir dans ses colonnes un tel hommage.*

A l'heure où l'industrie des textiles artificiels et synthétiques prend un développement toujours plus considérable [1], si le 1er Congrès International de cette industrie est une nécessité économique, pour nous, soucieux avant toute chose du patrimoine culturel et de la dignité de notre pays, face aux méfaits actuels d'un cosmopolitisme lié à une politique de démission nationale, ce Congrès nous offre l'occasion, une nouvelle fois [2], de proclamer les mérites du savant français Hilaire de Chardonnet.

Ce nouvel hommage, nous l'écrivons, parce que « la France est une longue mémoire » (Aragon) et que nous ne voulons pas qu'un nom, un seul nom français soit effacé, liquidé ou simplement oublié au grand livre de la connaissance et de l'effort humain !



D'un morceau de charbon, d'une bûche de bois, d'un pot de lait jaillissent aujourd'hui des corps nouveaux aux noms étranges (rayonne, artiléna, nylon, dacron, styroflex, acrilan...). Ils servent aux fabrications les plus imprévues comme les plus originales. H. de Chardonnet est le magicien de cette prestigieuse féerie scientifique.



Lyonnais et bourguignon de vieille souche, H. de Chardonnet est né à Besançon, le 1er mai 1839.

Bachelier ès-sciences à 16 ans, licencié de mathématiques à 18 ans, il entrait à 20 ans à l'Ecole Polytechnique. En 1861, il rejoignait en exil au manoir de Frosdorff

---

1. 2 millions de tonnes en 1953, pour 13 tonnes en 1891.
2. *Illustré de Province et des Colonies*. Lyon, n° de juin 1929. *Messidor*, n° du 19 mai 1939, Paris. *Evocations*, n° de janvier-mars 1948, Crémieu (Isère). (Etudes de Félix Brunand sur H. de Chardonnet.)

utriche), le comte de Chambord. H. de Chardonnet, gentilhomme légitimiste, avait usé de prêter serment de fidélité à l'Empire !

1865. — La pébrine ravage claies et escarras. En 12 ans l'élevage des vers à soie tombé de 26 à 5 millions !

Le 17 mai 1865, à la demande de l'illustre chimiste J. B. Dumas, sénateur de mpire, Pasteur s'attaque au fléau. Un mois plus tôt, le 20 avril 1865 sur les solli-ations pressantes du comte de Chambord, H. de Chardonnet était rentré en France, argé par ce prince d'une étude « sur l'état de la sériciculture dans la vallée du ône ».



Tandis que Pasteur combattait victorieusement le mal à Pont Gisquet près d'Alais, de Chardonnet, hôte du baron Ferdinand de Ruolz, au château du Vernay à arette-sur-Furon (Isère), acquérait, en étudiant la physiologie du ver à soie et le ocessus de fabrication du fil soyeux, la certitude de reproduire au laboratoire, puis lustriellement, cette belle création de la nature.

Après avoir adressé à Frosdorff l'étude réclamée par le comte de Chambord, de Chardonnet continuait ses recherches.

Considérant que la plupart des propriétés physiques et mécaniques de la soie natu-le tenaient non à sa composition, mais à la forme de ses brins élémentaires, plus faitement ronds et lisses que ceux des autres textiles, H. de Chardonnet traita le oblème en physicien, ne cherchant pas à faire la synthèse de la soie, sécrétion ani-le très complexe. Toutefois le fil artificiel dont il rêvait devant être tiré d'une solu-n cellulosique à solvant volatil, H. de Chardonnet ne devait parvenir à ses fins 'après avoir patiemment repris les travaux de Branconnot sur les éthers nitriques la cellulose (1833), ceux de Pelouze sur l'action de l'acide azotique sur le coton 33), ceux de Schönbein sur l'action des mélanges sulfonitriques sur le coton (1845), in les recherches sur le degré de nitration des pyroxiles, par Vieille, en 1882.



Juillet-octobre 1883. — Mois décisifs ! A Gergy (Saône-et-Loire), puis à Charette, Chardonnet triomphe, il étire les premiers véritables fils d'un textile artificiel [1]. C'est triomphe qu'allait consacrer pour la postérité, la célèbre communication faite à cadémie des Sciences dans sa séance publique du 12 mai 1884. Véritable charte la création des textiles artificiels, ce document révélait, a dit le savant Vieille, avec elle égale maîtrise de Chardonnet concevait et réalisait. Cette communication ntitulait « Sur une matière ressemblant à la soie » [2].



6 mars 1885. — Le premier brevet pris par de Chardonnet le 17 novembre 1884, publié sous le n° 165.349. Peu de temps après, H. de Chardonnet s'installe,

---

1. De premiers fils, très grossiers, avaient été filés en 1878. Ces fils, étirés en juillet, août et obre 1883, sont faits d'un collodion semblable à celui découvert par de Chardonnet au laboratoire son ami Boname, collodion ayant comme base, le dérivé octonitrique de la cellulose.

2. Un fac-similé de cette communication célèbre est exposé à la Salle H. de Chardonnet du sée Denon de Chalon-sur-Saône.

24, rue des Capucines, à Paris et, grâce à l'aide de l'illustre Branly, poursuit se recherches au laboratoire municipal de la rue Cambon. Il les mène parallèlemen à des travaux qu'il réalise en son laboratoire personnel de Grenelle, 18, rue Roussir où il a même installé une petite usine de démonstration. Cette même anné H. de Chardonnet construit la première machine à filer du type industriel à laquell il devait apporter de nombreux perfectionnements. Elle était une curieuse paraphras de la physiologie du ver à soie, et le bec capillaire de filature, comparable à l trompe soyeuse du ver, était « l'âme de la machine ».

Ame de la machine ! oui, et Joseph Martinet, professeur à la Faculté des Science de Besançon, en 1951, justifiait l'expression, en disant que ce qui caractérise la décou verte de Chardonnet, « c'est qu'il a su donner à de la matière chaotique [les macro molécules filiformes de nitrocellulose] un début d'organisation », grâce au passage d ces macromolécules à la filière (le bec capillaire de filature). Joseph Martinet ajoutait :

H. de Chardonnet est l'homme qui a conduit l'industrie chimique à la rencontre des scienc biologiques.

Cette chose a été possible parce que de Chardonnet s'était livré à une étud objective des lois de la nature ayant pour guides les plus sûrs « l'expérience et l raisonnement ».



1889. — L'industrie française s'affirme dans l'Exposition Internationale, où le œuvres du maître céramiste Gallé, comme le poème métallique d'Eiffel traduiser des années d'active recherche et d'âpre labeur. A cette célèbre Exposition, H. de Cha donnet et ses aides bourguignons et dauphinois filent les fils de sa soie artificielle Il y a des industriels bisontins parmi les visiteurs émerveillés. Au cours d'une réunio tenue par eux à leur retour de Paris, M. Trincano, ancien directeur de filature, chass de Logelbach par les Allemands, fait des propositions. Etudiées, elles aboutissaien grâce à un jeune industriel de Novillars, J. B. Weibel, à la création, en décembr 1890, aux Prés de Vaux, dans la banlieue bisontine, de la première usine du mond pour la fabrication du textile artificiel.

1891. — Cette première usine produit 13 tonnes de soie artificielle ! Depuis, qu de progrès réalisés ! mais, comme l'écrivait déjà le 5 mai 1919, Georges Bourrey :

H. de Chardonnet reste l'architecte obstiné et génial de cet édifice scientifique qui a subi san défaillance l'épreuve péremptoire de l'industrie.

Le rappeler aujourd'hui semble utile, afin que nul n'oublie que cette industri florissante aux horizons illimités est l'œuvre d'une intelligence française servie pa des mains françaises sur la terre française !



Inlassable chercheur, H. de Chardonnet croyait à la science ; il écrivait :

Les sciences reconstruisent marche par marche une nouvelle échelle de Jacob... (*Théories méca niques de la vie*, 31 janvier 1884.)

Le 4 février 1897 à l'Académie de Besançon, dans une communication sur « le théories modernes des radiations », il disait :

On est venu nous parler de la banqueroute de la Science, parce que les savants n'ont pas su nous ger sur un piédestal matériel, un dieu académique. Mais les sciences positives, c'est l'ensemble des naissances humaines fondées sur le raisonnement et l'expérience ; ces sciences-là ne peuvent ni uler, ni faiblir, parce que chacun de leur pas est assuré ; ce qui change, ce sont les hypothèses, échafaudages éphémères qui disparaissent à mesure que s'élève l'édifice...

Les études effectuées par H. de Chardonnet en marge de ses travaux sur la soie ificielle, ont été pour la plupart faites à Charette-sur-Furon (Isère). Orientées vers phénomènes de l'optique physique et géométrique, elles ont porté sur la lumière, radiations ultra-violettes, sur le rôle de ces radiations dans la physiologie des intes vasculaires, sur la vision de l'homme et des vertébrés... Elles mériteraient ites de très longs développements, tant il serait curieux et original de confronter irs résultats avec des faits scientifiques récemment connus (utilisation de l'écho ondes électromagnétiques très courtes, vision électronique, métallographie micros-pique...).

A l'examen des documents que nous avons recueillis de 1926 à 1939 [1] et qui nposent actuellement les collections de la Salle H. de Chardonnet au Musée Denon, Chalon-sur-Saône, les qualités d'ordre et de minutie de H. de Chardonnet appa-ssent entières. Chaque expérience était soigneusement conduite, chaque résultat noté ec un souci du détail rarement égalé, sinon chez Pasteur, à qui de Chardonnet uait une sorte de culte [2].

Comme Pasteur, de Chardonnet était un artiste. On a conservé de lui de belles uarelles, des dessins au crayon, des fusains, des missels enluminés. Elève du compo-eur Prudent, il était un pianiste distingué. Il s'intéressait au théâtre d'amateur lui-même joua des rôles d'acteur dans *le Legs* de Marivaux et *le Voyageur* d'Octave uillet.

Comme son père, Gustave de Chardonnet, il était poète et historien, et voulait mme lui garder à la langue française dignité, grâce et harmonie. Comme historien, a su exalter les sentiments d'indépendance et d'honneur national, témoin ce qu'il rivait en 1897 parlant de la guérilla que l'Espagne et la Russie firent à Napoléon :

Eh ! oui, c'est la vraie guerre, celle qui rend inviolable le sol de la patrie ; celle où l'ennemi uve les foyers déserts, là où les paysans n'ont pu les défendre ; où les fiancées et les mères arment guerriers... On a souvent écrit que le grand Empereur avait succombé sous les frimas de Russie. is les auteurs de sa défaite ne furent-ils pas ces patriotes, qu'il trouva les mêmes dans les plaines cées de Moscou comme sous les murs croulants de Saragosse, incendiant leurs demeures plutôt e de les laisser souiller par l'étranger ?

Témoin encore ce qu'il disait le 17 décembre 1891 à propos des « Statuettes de piter costumées à la gauloise » de Vaissier :

Ces figurines prouvent que la Gaule est morte avec Vercingétorix, car un peuple qui adore les ux du vainqueur est mûr pour toutes les servitudes.

---

1. Nos travaux de 1926 à 1939 ont été réalisés grâce à l'aide bienveillante du colonel Félix de rdieu, et au Cte Hilaire de Boisgrollier de Ruolz, respectivement gendre et petit-neveu du savant. s travaux devaient aboutir à la création de la salle Chardonnet grâce au concours éclairé de Louis Armand Calliat, conservateur du Musée Denon. Cette salle est ouverte au public depuis 1952.

2. H. de Chardonnet a écrit et prononcé deux hommages émouvants à Pasteur. « Hommage à Pasteur », 28 janvier 1886. « Cérémonie du Centenaire de Pasteur », à Marnes-la-Coquette, juin 1923. De Chardonnet y représentait l'Institut de France.



De Chardonnet, robuste esprit dont l'élégance était la ligne même de la condui était une individualité remarquable. Il a, dans la mobilité de ce qui passe, laissé peu de l'immobilité de ce qui dure. Il a été et reste comme une invitation permane à la lutte et au travail.

Mort à Paris le 11 mars 1924, à l'âge de 85 ans, H. de Chardonnet, membre nombreuses sociétés savantes françaises et étrangères, avait été élu à l'Académie Sciences le 12 mai 1919.

Il repose depuis le 11 mars 1925 au petit cimetière de Francheville-le-Haut, a portes de Lyon, la grande cité de la soie, dont il est, avec Pasteur et Jacquard, des génies tutélaires.

Félix BRUNAND

De nombreuses bourses pour les étudiants... en Bulgarie

Neuf ans de pouvoir populaire ont fait passer, en Bulgarie, le nombre des établissements d'enseignement supérieur à 20 (5 en 1939), le nombre de leurs professeurs à 2.000 (396 en 1939) et le nombre de leurs étudiants à 28.000 (9.800 en 1939). Les jeunes appartenant à la minorité turque peuvent faire leurs études supérieures dans leur langue maternelle.

Parmi les étudiants, on compte de nombreux fils et filles de petits paysans, d'artisans et d'ouvriers. On y compte même un *grand nombre* d'anciens ouvriers, ayant reçu la formation secondaire dans des établissements spécialement créés pour eux.

Si tant d'enfants de travailleurs au salaire modeste peuvent aller s'asseoir dans les « amphis » des Facultés, c'est que l'Etat leur dispense généreusement des bourses. 40 % d'entre eux en bénéficient. En 1939, 12.340 levas seulement avaient été consacrés aux bourses d'enseignement supérieur. En 1953, plus de 36 millions de levas ont payé ces bourses.

Qu'en pense M. André Marie ?

G. V.

LES LIVRES

Claude MORGAN : **Yves Farge,** Paris, les Editeurs français réunis, 1954.

De la lecture de ce livre, je suis sorti bouleversé.

Ceux qui ont connu Farge, ceux qui ont travaillé et combattu avec lui, ceux qui ont discuté et bavardé, ceux qui ont ri avec Farge, ne peuvent se faire à l'idée qu'il n'est plus. Yves Farge est présent, chaque jour encore, dans la vie personnelle de ses amis, comme il reste présent dans notre vie publique, dans la grande bataille qui se mène pour la paix à l'échelle du monde. On ne peut s'empêcher de songer à lui, à chacune des péripéties du grand drame de l'humanité aujourd'hui en lutte pour sa survie ; on revoit son visage ; on entend l'intonation de sa voix, l'éclat de ses indignations contre les criminels qui machinent la guerre, l'assurance raisonnée de son optimisme. On cherche comment il s'y serait pris, lui, au fur et à mesure des événements nouveaux, ce qu'il aurait proposé pour mener à bien l'entreprise à laquelle il s'était donné, pour faire en sorte que *s'entendent* tous ceux qui, en dépit de leurs divergences, *doivent* s'unir, *doivent*, pour sauver le monde de la catastrophe, travailler ensemble...

Ce Farge que l'on garde dans son cœur, que gardent en leur cœur les innombrables amis que l'on vit pleurer à sa mort, humbles gens, inconnus de lui, mais qui se savaient compris et aimés de lui, écrivains et hommes politiques de chez nous, de Moscou ou de Prague, de Varsovie ou de Pékin, et quelques-uns aussi des Amériques, qui l'avaient serré dans leurs bras lors des rencontres internationales du Mouvement de la Paix, cet Yves Farge, *Farge de France*, comme a si bien dit le poète chinois, il revit en effet, ici, avec le livre de Claude Morgan, dans sa vérité simple et grandiose.

Claude Morgan a interrogé avec soin tous les familiers d'Yves, tous les compagnons de Farge. Il a suscité les témoignages, provoqué les souvenirs. Il a demandé à tous de lui dire ce qu'ils savaient de l'ami, de l'homme d'Etat, du militant. Il leur a fait préciser ce qu'était et ce que demeure en chacun d'eux la présence de Farge. Il a demandé également aux livres de Farge des documents et des faits. Puis il a ordonné le plus judicieusement qu'il se pouvait les témoignages et les matériaux recueillis et ainsi composé avec une discrétion parfaite un admirable portrait.

L'honnêteté de ce travail en fait la valeur historique. L'art de l'auteur a été de se subordonner à sa propre tâche, de s'y plier au point de chercher à y paraître le moins possible en tant qu'auteur, de rester volontairement dans l'ombre pour ne mettre en lumière que le visage du héros qu'il évoquait. Il fallait en effet un livre vrai sur cet homme véritable qu'a été Farge. Et ne pas tricher en écrivant la biographie d'un homme qui n'a jamais triché au cours de son existence. C'est pourquoi le livre de Claude Morgan est bouleversant.

Ce que l'on découvrira le long de ce livre et un peu mieux à chaque page, c'est la *qualité humaine* d'Yves Farge. Une anecdote personnelle ou le rappel d'un épisode politique, quelques lignes de Farge ici citées, là, une lettre intime, une affiche officielle du Commissaire de la République de Lyon, une phrase d'un discours... tout nous révèle intensément cette merveilleuse qualité humaine de Farge, celle que nous sentions dans ses actes, celle qui a guidé le cheminement de son évolution politique, celle qui fait la chaleur et la noblesse de ses livres, celle même qui s'exprime dans ses dessins et ses peintures, mais qui nous émeut au plus profond quand nous la retrouvons encore, sublime ou humble, pathétique ou amusante, dans des détails familiers ou

dans les moins connues des années de sa vie.

Jusque dans ses premières années d'enfance et d'adolescence, dans l'affection partagée du petit orphelin et de sa bonne tante... Certaines de ses lettres d'alors ont déjà la beauté de cette page inédite sur sa mère que nous publions dans ce numéro-ci de *la Pensée*. Et voyez-le à 25 ans, au Maroc. Il est journaliste. Il est peintre. Gagne tout juste de quoi vivre. Il vient d'épouser celle que l'on appellera Fargette, qui sera, comme il le dit dans la dédicace d'un de ses livres [1], « la compagne des bons et des mauvais jours », Fargette au « doux courage ». Avec le bel album de photographies que *Libération* vient d'éditer [2], on se représente aisément « *ce grand gars dégingandé* », que dépeint Claude Morgan, « *hirsute, une mèche noire sur le front, enthousiaste et fulminant contre les injustices, grand dévoreur de journaux et de livres... rayonnant d'une extraordinaire chaleur humaine...* ».

Morgan poursuit :

Il faisait chaque année une exposition de ses toiles à Casablanca et les vendait toutes, mais cela ne le menait pas loin. Il en faisait parfois cadeau aux Arabes qui l'aimaient et l'honoraient. Farge contait souvent... comment, pour le remercier d'un portrait, des Berbères avaient tué un aigle à son intention et comment Fargette et lui avaient été obligés, pour ne pas froisser leurs hôtes, de manger cru le cœur de l'oiseau.

Le même homme, quinze ans plus tard, en des jours dramatiques : Fargette, détenue par la police italienne qui n'a pas plus réussi que la Gestapo à arrêter Farge. La lettre qu'il lui fait parvenir à la prison a cet accent de grandeur, cette pureté et cette noblesse qui définissent Farge et qui expliquent l'ensemble de son œuvre et la totalité de ses actes :

...Je suis sûr que nous sommes forts parce que, même lorsque nous sommes séparés, nous nous appuyons l'un sur l'autre. Mais encore faut-il que nous n'ayons pas à subir, l'un ou l'autre, un régime injuste. Et c'est la pire des injustices, celle qui me fait souffrir plus que toutes les autres injustices, que de te savoir en prison. Mais il faut que tu sortes de là. Il faut que je te sente loin de la griffe de ces loqueteux.

En aucun cas il ne faut se laisser abattre et rien n'est définitivement compromis. Et puis ce qui reste et restera toujours, c'est l'orgueil de se savoir tous les deux au-dessus de la peur et à l'abri des chantages qu'on fait peser sur les êtres débiles prêts à accepter pour argent comptant tous les artifices que l'on fonde sur les plus bas travers humains.

On ne s'étonnera plus qu'un jour du dur hiver 1944-45, le Commissaire de la République de Lyon ait explosé d'indignation en apprenant qu'un train de skieurs était parti pour Mégève où l'on s'apprêtait à festoyer dans les hôtels de marché noir. Le commissaire saute aussitôt dans sa voiture, arrive à Mégève avant le train, interdit aux skieurs d'en descendre, fait atteler une locomotive à l'autre bout et renvoie le train à Paris. Puis il réquisitionne tous les hôtels de marché noir de Mégève et les villas des collaborateurs pour y installer des villages d'enfants.

Voilà l'homme. Du moins voilà quelques *instantanés* du visage de cet homme, quelques aperçus sur lui, quelques anecdotes, en marge de son action historique, mais qui la font mieux comprendre [1].

Comment cet homme-là devint l'homme de la paix, l'intrépide et efficace rassembleur des volontés pacifiques, Claude Morgan l'explique très clairement. Le fait décisif, ce fut Bikini. Il assista à l'expérience. Du navire il vit le champignon fantastique et l'éclat mortel de ce soleil inouï. Mais il avait vu aussi avant de s'en aller vers l'atoll condamné beaucoup d'hommes politiques américains. Il avait cherché à comprendre le sens que le gouvernement américain donnait à cette

1. *Rebelles, soldats et citoyens* (Grasset).
2. *Le Français Yves Farge* (*Libération*, 6, boulevard Poissonnière, Paris-9e).

1. Il faut lire aussi son dernier livre de nouvelles. *Un simple mot* (E.F.R.), paru quelques semaines avant sa mort ; vingt-deux simples histoires où se reflète son amour de la vie et où se mêlent le rire et l'émotion.

expérience atomique. Il avait posé beaucoup de questions, il avait passionnément mené son enquête. Il avait découvert avec inquiétude le fanatisme anticommuniste qui possédait les dirigeants américains. Et de là-bas il écrivait déjà à Mme Farge : « *Ce n'est pas la fin d'un malheur, c'est, j'en ai grand peur, la préparation d'un autre.* » Il ramena de Bikini l'effroi du massacre atomique et l'inquiétude que lui avait causée la politique des Etats-Unis.

L'inquiétude, l'effroi... cela voulut dire pour cet homme sincère : mener, sans perdre une minute, la lutte à outrance contre les bellicistes. De là son livre : *La guerre d'Hitler continue* [1] où il dévoilait la vérité sur la politique américaine. De là son action pour la paix.

Ainsi est-il devenu *Farge de France*. Tellement français, en effet ! Né du terreau de notre peuple, amoureux de notre ciel et de nos paysages, de nos rues et de notre histoire, si bien qu'à chaque page de sa biographie, c'est la France tout entière que l'on rencontre. Ainsi son nom récuse-t-il ceux qui, pour trahir, avilissent la France et la disent infirme et déchue, tous ceux qui méprisent notre peuple et en médisent. Le nom d'Yves Farge dit si bien nos raisons d'avoir confiance en la France et en son peuple !

Marcel Cornu

Annette Vidal : **Henri Barbusse soldat de la Paix.** Paris, les Editeurs français réunis, 1953.

« Mon compagnon de route » : c'est ainsi que Barbusse appela un jour Annette Vidal en dédicaçant un de ses livres à son intention ; et c'est le titre dont elle entendit très justement se réclamer en entreprenant le récit, tout d'abord des circonstances dans lesquelles elle devint la secrétaire de Barbusse, puis des étapes franchies par l'écrivain au cours des quinze dernières années de sa vie.

Cette époque (qui est celle de la grande activité politique d'Henri Barbusse, celle, pourrait-on dire, de son apostolat), il fallait la situer, c'est-à-dire montrer le chemin parcouru auparavant par celui que la guerre avait transformé, à qui la guerre, en l'obligeant à méditer, avait révélé sinon, certes, les tares d'une société dont la hideur lui était déjà apparue, du moins les causes profondes de ce malheur et de ce désordre. Ainsi Annette Vidal fut-elle amenée à composer une véritable biographie, en se donnant, dans l'exécution de ce travail, un fil conducteur, c'est-à-dire en insistant sur ce qui justifiait le titre de l'ouvrage qu'elle consacrait au courageux « soldat de la Paix ».

Aidée du souvenir qu'elle gardait de maints propos tenus sur sa jeunesse par son *patron*, devenu son maître et son camarade, aidée surtout des notes par lui griffonnées sur de petits cahiers, Annette Vidal a peint un portrait fidèle et conté l'attachante histoire d'un homme que de jolis vers mélancoliques, tendres et dolents, avaient rendu célèbre à vingt-deux ans, et qui finit dans la peau d'un partisan passionné, d'un ardent défenseur de la cause à laquelle il avait donné le meilleur de ses forces et de son talent.

> Je suis triste comme une offrande,

disait le tout jeune poète des *Pleureuses*. Mais il disait aussi :

> Je marche devant moi sur les routes pleurantes.
> Et j'irai doucement sans m'arrêter jamais.

C'est cette marche — sur des routes où l'indignation agissante s'était substituée à la lamentation vaine — c'est cette marche fière, audacieuse, qu'Annette Vidal s'est attachée à retracer. Témoin attentif et respectueux, elle a mené sa tâche à bien sans se départir jamais de cette affectueuse admiration qui n'est pas incompatible avec les exigences de l'historien scrupuleux. Elle nous fait assister aux difficultés que Barbusse rencontra et

1. Les Editeurs français réunis.

surmonta au début de sa carrière, menant de front des besognes maigrement rémunératrices et la réalisation des nobles ambitions de l'artiste qui rêve d'exprimer dans des livres « tenant à la fois du roman et du poème [...] l'état d'âme des jeunes gens de [son] époque ». La sensation causée en 1906 par la parution de *l'Enfer*, fait de Barbusse un écrivain recherché dans ce que l'on est convenu d'appeler *les milieux littéraires et mondains*. Tout Paris le connaît, mais le Tout-Paris ignore généralement que le romancier, le journaliste, l'animateur des publications Laffitte est en outre le collaborateur assidu de la *Revue de la Paix* dirigée par Frédéric Passy et Charles Richet, et de *la Paix par le Droit*.

Le pacifisme de Barbusse n'est encore que celui d'un esprit généreux pour qui le militarisme allemand est le seul ennemi à abattre. C'est ce qui, en 1914, le décide à s'engager. Soucieux de mettre ses actes en conformité avec ses idées, il veut aussi — comme le dit très justement Cachin, préfacier du livre d'Annette Vidal —

> prendre sa part de ces souffrances indicibles, non pour les rapporter en littérateur, mais pour en retenir la grande leçon humaine.

Et l'auteur de montrer la ténacité de ce soldat de 2e classe dont la santé est précaire et qui cependant tient « à partager intégralement la vie de son escouade », refusant toutes les occasions qui se présentent d'être, ainsi que tant d'hommes de son âge, envoyé à l'arrière.

On sait le retentissement qu'eut *le Feu*, écrit dans les tranchées, l'impression de soulagement que donna aux combattants ce grand livre courageusement vrai.

> Ignoble livre... où il n'y a que de la boue [...], œuvre immorale et fausse,

braillaient les héroïques défenseurs de Tarascon et des bureaux de *l'Action Française* (bien d'autres citations faites par Annette Vidal sont édifiantes).

C'est le sentiment d'un devoir de solidarité et de pitié qui avait spontanément poussé Barbusse dans la guerre. C'est sa raison qui, lorsqu'il sortit de la terrible épreuve, avait fait de lui un combattant. Le récit des batailles qu'il ne cessera plus de livrer, constitue la partie de beaucoup la plus importante de l'étude d'Annette Vidal. Fondation de l'A.R.A.C., défense de l'U.R.S.S., défense des victimes de la Terreur Blanche, défense des peuples opprimés, création du mouvement Amsterdam-Pleyel, large extension du Front Populaire, toutes les entreprises de Barbusse, toutes les campagnes qu'il anime de son inlassable zèle sont inspirées par la haine de la guerre, par une juste compréhension de ses origines, une juste vue de ses conséquences, une horreur militante que rend singulièrement efficace la connaissance des problèmes sociaux et de la force que représentent aussi bien l'action politique et syndicale que l'union de la classe ouvrière.

Le tableau de l'activité déployée par Barbusse est, pour son ancienne secrétaire, l'occasion d'évoquer une période de l'histoire qui, pour récente qu'elle soit, n'en est pas moins mal connue des jeunes, si longtemps privés — du fait de l'odieuse occupation nazie — de tout moyen de s'instruire des efforts réalisés par leurs aînés. Barbusse n'étant resté étranger à aucun de ces mouvements, le livre que son bel exemple a inspiré à sa collaboratrice est d'un précieux enseignement, et les plus âgés n'y retrouveront pas sans émotion tout à la fois l'écho de leurs luttes, le reflet de leurs espoirs et la présence de celui qui fut un de leurs guides, de celui à qui ils avaient hier sagement fait confiance et à la mémoire duquel ils gardent aujourdhui un souvenir fidèlement reconnaissant.

Francis JOURDAIN

Antonio GRAMSCI : **Lettres de la prison.** Traduction de Jean NOARO. Paris, Editions sociales, 1953.

Ceci n'est pas un conte, mais un livre de vérité, un beau et grand livre, grâce auquel nous prenons contact avec un indi-

vidu de qualité rare, au plus vrai sens du mot, *extra-ordinaire*.

Jean Noaro a dit ici-même[1] l'importance du rôle joué par Gramsci dans l'histoire du Parti communiste italien, dans l'histoire de l'Italie, et l'on peut donc dire, sans crainte d'exagérer, dans l'histoire du monde. Il n'est pas nécessaire de revenir sur l'étude remarquable au cours de laquelle notre ami témoigne de la plus clairvoyante perspicacité. Qu'il me suffise de rappeler que, arrêté en 1926, Antonio Gramsci mourait en prison le 27 avril 1937, n'ayant accompli qu'un peu plus de la moitié de sa peine, fixée par les tribunaux de Mussolini à vingt ans, quatre mois et cinq jours d'incarcération. Ces onze ans, Gramsci les passa dans l'isolement le plus complet, entre les quatre murs d'une cellule dont la lumière tenait « de celle d'une cave et de celle d'un aquarium ».

Ce long supplice, cette mort lente eût justifié — à défaut d'un silence désespéré — des cris d'horreur, de fureur ou au moins de hargne. Ce n'est le ton d'aucune des 214 lettres recueillies et excellemment traduites par Noaro. Un tel sang-froid pourrait peut-être, à la rigueur, être expliqué par un parfait équilibre physique et une résistance teintée d'indifférence. Mais Gramsci qui crachait le sang, était en outre dyspepsique, victime de troubles intestinaux et de migraines qui le privaient du peu de sommeil que consentaient à lui laisser prendre ses tortionnaires ; l'alimentation qu'ils lui donnaient était manifestement contre-indiquée.

Cependant, rien n'abat le courage de cet incurable optimiste, rien ne le démoralise. Tout au plus avoue-t-il à sa mère qu'il ne rit « plus d'aussi bon cœur qu'autrefois ». Mais il ne renonce pas pour autant à s'enrichir, c'est-à-dire à accroître son « expérience des hommes et des choses ». Il ajoute : « Je n'ai pas perdu le goût de la vie ; tout m'intéresse encore. » Et c'est bien là le miracle, car si pareille endurance eût déjà été de nature à surprendre, chez un homme fruste et grossier, elle est absolument stupéfiante quand on découvre l'extrême sensibilité de Gramsci et l'étendue des faits, des idées devant lesquels ce solitaire anémié continue à réagir avec une sorte de frénésie, non point fébrile mais passionnée.

La fine et saine sensibilité de Gramsci n'a d'égale que son intelligence. Oui, tout l'intéresse encore, le passé comme l'avenir et avant tout, le présent.

> Je possède une assez heureuse capacité qui consiste à trouver un côté intéressant même dans la plus basse production intellectuelle, comme les romans-feuilletons par exemple. Si j'en avais la possibilité, j'amoncellerais des centaines et des milliers de fiches sur plusieurs questions de psychologie populaire diffuse. Par exemple : comment est né le mythe *du rouleau compresseur russe* de 1914.

C'est dans cette médiocre ou inapte littérature fournie aux prisonniers qu'ils recherche les données

> de la haine du peuple français contre l'Angleterre, haine liée à la tradition paysanne de la guerre de Cent ans, au supplice de Jeanne d'Arc, à l'exil de Napoléon.

Il « gratte même sur le tas de fumier », mais n'a garde de s'y attarder, fait grand cas des travaux d' « un certain Groethuysen » sur les *Origines de l'esprit bourgeois en France*, regrette ailleurs que tel aspect du problème soulevé par le génie de Machiavel n'ait pas été suffisamment mis en relief, montre les racines profondes de l'influence exercée par le bouddhisme sur la civilisation occidentale, etc...

De l'aisance avec laquelle Gramsci traite ces sujets — et mille autres — il ne faudrait pas conclure à un jeu intellectuel gratuit. Gramsci n'a rien du bavard que grisent sa faconde et son érudition. Pas davantage il n'a la manie didactique du pédant. Il cherche le dialogue — hélas ! quasi impossible en raison de la censure filtrant ses propos et ceux de ses correspondants —, il aspire

1. *La Pensée*, n° 50 (septembre-octobre 1953), pp. 74-87.

à l'échange, à la communion. Inlassablement curieux, il vit avec une intensité que n'altèrent ni la maladie ni la solitude, ni la privation de liberté. Il n'en souffre pas moins mais, loin de se plaindre, il tient à rassurer les siens, affirme qu'il s'habitue aisément au sort dont il nie l'atrocité, ayant, dit-il,

> toujours mené une vie d'ours dans la caverne, parce que justement je voulais que personne ne fût associé à mes contrariétés.

La bonté de Gramsci ne cesse de se manifester avec une discrétion charmante et le ton est touchant, sur lequel il s'adresse à ses enfants, dissimulant sous une gentille bonne humeur son affreux chagrin de ne les pas voir grandir, « de ne pouvoir les aider dans leur travail pour l'école et pour la vie ». Comment n'être pas ému de la tendre attention que ce révolutionnaire réfléchi mais ardent, donne à deux passereaux élevés dans sa cellule, l'un « d'esprit servile et sans initiative », l'autre « beaucoup plus sympathique [...], très fin et de grande vivacité ».

Ce passereau-là le regardait longuement, mais, écrit Gramsci à sa belle-sœur,

> Il ne se laisse jamais prendre dans la main sans se révolter et tenter de s'enfuir. Il est mort lentement.

Très fier, lui aussi, de grande vivacité, révolté, Gramsci ne pouvait tenter de s'enfuir. Du moins pouvait-il du haut de sa noble intelligence, de sa foi irréductible, de sa confiance dans l'avenir, narguer ceux qui le faisaient mourir lentement. Les lettres familières de ce grand politique font de lui un grand homme.

Francis Jourdain

V. I. Lénine : **Un pas en avant, deux pas en arrière.** 96 p., 150 fr., Paris, Editions sociales, 1954.

Il y a cinquante ans cette année, en mai, que parut cet important ouvrage. Comme plusieurs autres œuvres de Lénine, il marque une étape essentielle dans le développement du parti marxiste de la classe ouvrière et, plus généralement, dans l'enrichissement de la théorie scientifique du prolétariat.

Lénine y présente tout à la fois une analyse minutieuse et un bilan des travaux du deuxième Congrès du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, qui s'était tenu en juillet et en août de l'année précédente, à Bruxelles d'abord, puis, à la suite des tracasseries de la police belge, à Londres. Cette analyse et ce bilan s'étendent aussi aux événements qui se produisirent après le Congrès et qui consommèrent la scission définitive entre les partisans de la majorité révolutionnaire (bolchéviks) et ceux de la minorité opportuniste (menchéviks). Ces derniers avaient levé le drapeau de « l'insurrection contre le léninisme ». Dans une note (p. 87 de la présente édition), Lénine précise que « cette expression étonnante est du camarade Martov ». C'est peut-être la première fois que l'on rencontre le terme « léninisme » dans la littérature politique. On sait la fortune qu'il a eue par la suite et que le menchévik Martov ne prévoyait certes pas.

Après *Que faire ?* (1902) qui en fixait les principes idéologiques et avant *Deux Tactiques* (1905) qui en élucidera les problèmes tactiques, et *Matérialisme et empiriocriticisme* (1909), qui s'attachera à dénoncer le revisionnisme philosophique, *Un pas en avant, deux pas en arrière*, consacré à la clarification des questions d'organisation, appartient à cet ensemble de chefs-d'œuvre qui forment les fondements de ce qui allait constituer le léninisme, c'est-à-dire le marxisme à l'époque de l'impérialisme.

★

Le lecteur se tromperait grandement qui croirait que, puisqu'il s'agit d'un ouvrage traitant des problèmes d'organisation du parti prolétarien, il va se trouver en face d'une lecture aride sur un thème secondaire ne comportant pas de grands développements théoriques. Il en va tout

autrement. *Un pas en avant, deux pas en arrière* possède une immense valeur scientifique et représente une contribution de tout premier ordre et très originale à la théorie marxiste. Marx et Engels avaient certes, au cours de leur vie militante, consacré un effort incessant à la formation du parti de la classe ouvrière. Leur activité au sein de la première Internationale en témoigne, et plus encore leurs interventions dans la constitution du parti social-démocrate allemand et du parti ouvrier français. Les circonstances historiques, le degré de développement atteint alors par le mouvement ouvrier firent qu'ils durent employer l'essentiel de leurs forces à élaborer les programmes et à résoudre les questions de tactique, qui venaient tout naturellement en premier lieu. C'est ce que montrent la *Critique des programmes de Gotha et d'Erfurt* et la correspondance de Marx et Engels avec les principaux chefs socialistes allemands et français de l'époque. Après la mort d'Engels, le révisionnisme avec Bernstein et Millerand se donna libre cours dans la théorie et la pratique des partis socialistes, favorisé par l'esprit de conciliation et de compromis dont faisaient preuve à son égard les marxistes français et allemands. Les défaites du révisionnisme dans les congrès nationaux et internationaux de la social-démocratie européenne demeurèrent toutes formelles ; sous le couvert d'une unité très superficielle d'organisation, la confusion s'installa dans les programmes et dans la tactique, et la deuxième Internationale, tout entière, avança dans la voie qui devait aboutir à la faillite scandaleuse de 1914.

La deuxième Internationale tout entière... sauf cependant les bolchéviks russes sous la direction de Lénine, fermement engagés, quant à eux, sur la route qui allait conduire à la Révolution d'Octobre 1917.

C'est justement l'immense mérite d'*Un pas en avant, deux pas en arrière* que de montrer le lien indissoluble qui existe entre un programme scientifiquement juste, une tactique appropriée aux intérêts du prolétariat dans une conjoncture historique donnée, et une organisation du parti marxiste qui garantisse l'application sans défaillance de ce programme et de cette tactique.

Lénine s'élève avec vigueur contre toute sous-estimation de l'importance de l'organisation :

> En effet, le programme importe plus que la tactique, et la tactique importe plus que l'organisation. L'alphabet importe plus que l'étymologie, et l'étymologie plus que la syntaxe. Mais que dire des gens qui, ayant échoué à leur examen de syntaxe, font aujourd'hui les importants et tirent vanité de ce qu'il leur faut redoubler la petite classe ?

Et il précise :

> L'unité dans les questions de programme et de tactique est la condition nécessaire, mais insuffisante, de l'unification du Parti, de la centralisation de son travail... Pour obtenir ce dernier résultat, il faut encore l'unité d'organisation, qui est impossible, dans un parti dépassant tant soit peu le cadre étroit d'un cercle, sans des statuts formulés, sans soumission de la minorité à la majorité, de la partie au tout.

Une bonne organisation est la condition indispensable de l'application d'une politique juste. Sans l'organisation, le programme demeure une simple affirmation de principes et ne se réalise pas dans la vie. C'est ce que voulaient les menchéviks et c'est pourquoi les désaccords se cristallisèrent sur les questions d'organisation, sur un paragraphe de statuts en apparence sans grande importance et même sur un petit membre de phrase. Les menchéviks voulaient supprimer de la formule proposée par Lénine sur la définition de la qualité de membre du Parti l'obligation d'adhérer à l'une des organisations du Parti et lui substituer la très vague obligation d'une « aide personnelle régulière ». Ainsi s'établissait la confusion entre le membre du Parti et le sympathisant ; la proposition des menchéviks mettait en cause la discipline nécessaire au Parti, sa cohésion, sa possibilité de contrôler ses membres ; elle effaçait la distinction nécessaire entre le Parti et le reste de la classe ouvrière. Le Parti constitue l'avant-garde consciente, disciplinée de la classe ouvrière ; il est partie intégrante de cette dernière, mais

il s'en distingue par son degré de conscience et d'organisation.

> Ce ne serait que se leurrer soi-même, fermer les yeux sur l'immensité de nos tâches, restreindre ces tâches, que d'oublier la différence entre le détachement d'avant-garde et toutes les masses qui gravitent autour de lui ; que d'oublier l'obligation constante pour le détachement d'avant-garde de *hausser* des couches de plus en plus vastes à ce niveau avancé. Et c'est justement agir ainsi que d'effacer la différence entre les rattachés et les adhérents, entre les éléments conscients et actifs — et ceux qui nous aident.

En préconisant une organisation du Parti aussi lâche, sans cohérence, noyée dans les masses moins conscientes, les opportunistes restaient conséquents avec leur théorie politique, qui ne voyait dans la classe ouvrière qu'une force d'appoint pour la bourgeoisie libérale, à la remorque de celle-ci, et non pas la seule classe sociale révolutionnaire jusqu'au bout, menant sa politique propre et indépendante, ayant sa doctrine, son programme, sa tactique et son organisation. L'opportunisme dans les problèmes d'organisation trahit toujours l'opportunisme de la conception politique. Tous les deux expriment la capitulation devant l'idéologie bourgeoise et le manque de foi dans les forces de la classe ouvrière.

Les menchéviks traduisaient les conceptions de certains intellectuels influencés par la bourgeoisie et hostiles à la discipline et à l'organisation prolétariennes. Les principes d'organisation défendus par Lénine assuraient en revanche un recrutement ouvrier au Parti, lui garantissaient une composition sociale prolétarienne pour l'essentiel, sans exclusive d'ailleurs contre les intellectuels fermement ralliés sur les positions de la classe ouvrière. Seule au contraire la formule de Lénine permettait de faire la distinction entre ceux-là et les intellectuels demeurés sous l'influence de l'idéologie bourgeoise. Lénine définit lumineusement l'attitude des ouvriers avancés à l'égard des intellectuels :

> L'ouvrier conscient est depuis longtemps sorti des langes : le temps n'est plus où il fuyait l'intellectuel comme tel. L'ouvrier conscient sait apprécier ce plus riche bagage de connaissances, ce plus vaste horizon politique qu'il trouve chez les intellectuels social-démocrates [nous dirions aujourd'hui : « intellectuels communistes » — J. D.]. Mais [...] l'ouvrier conscient doit apprendre à distinguer entre la psychologie du combattant de l'armée prolétarienne et la psychologie de l'intellectuel bourgeois, qui fait parade de la phrase anarchiste.

Combattant l'opportunisme, Lénine en même temps évitait tout sectarisme étroit, tout ouvriérisme borné.

Définissant avec vigueur les devoirs qu'entraîne l'adhésion au Parti, Lénine insiste sur la liaison indispensable entre le Parti et les masses travailleuses. Partant de la thèse indiscutable du socialisme scientifique : « Notre Parti est l'interprète conscient d'un processus inconscient », processus qui a ses lois objectives, Lénine souligne que

> pour être vraiment un interprète conscient, le Parti doit savoir établir des rapports d'organisation *assurant un certain niveau* de conscience et élevant systématiquement ce niveau.

C'est pour cela que l'on ne saurait légaliser dans les statuts, par exemple, l'existence de deux catégories de membres du Parti : les militants actifs et d'autres qui ne seraient que des cotisants passifs. Il faut faire en sorte que tous les membres du Parti soient amenés à participer à l'activité intérieure et extérieure du Parti, car, dit Lénine :

> Nous n'admettrons jamais que le soutien de la social-démocratie [du communisme. — J. D.], la *participation* à la lutte dirigée par elle soient artificiellement *limités* par des exigences quelconques (assimilation, compréhension, etc.), car cette participation en elle-même, par le seul fait qu'elle s'exprime, *élève* et la conscience et les instincts d'organisation ; mais dès l'instant que *nous nous sommes réunis* en Parti pour un travail systématique, nous devons nous préoccuper d'assurer les conditions de ce travail.

Les formes d'organisation doivent donc être telles qu'elles permettent une activité élevée des membres du Parti et de solides liaisons de celui-ci avec les masses. Formes d'organisation et lutte idéologique se conditionnent mutuellement :

Il s'agit de savoir si notre lutte idéologique revêtira des formes plus hautes, les formes d'une organisation de parti obligatoire pour tous...

Autrement dit, il faut combler le retard de la forme sur le contenu de l'activité du Parti.

L'état rudimentaire et le peu de solidité de la forme ne permettent pas de faire de sérieux progrès quant au développement du contenu, provoquent un marasme scandaleux, conduisent au gaspillage des forces et font que les actes ne correspondent pas aux paroles.

On voit avec quelle force Lénine analysait les conséquences qu'une organisation défectueuse pouvait avoir sur l'efficacité même de l'action politique du Parti de la classe ouvrière. Ces conséquences attestent l'importance qu'il faut attribuer aux problèmes d'organisation, et combien les principes qui président à leur solution font partie de la théorie scientifique du prolétariat, du marxisme-léninisme.

★

Ces quelques remarques ne sauraient, en aucune façon, épuiser la richesse de ce magistral ouvrage de Lénine. Elles doivent en montrer l'intérêt permanent, toujours actuel, et souligner la place qu'il occupe, parmi les premières, dans les œuvres classiques du socialisme scientifique.

Comme dans chaque livre de Lénine, innombrables sont les remarques d'une grande profondeur de pensée faites pour ainsi dire en passant, au courant de la plume, semble-t-il, et qui font découvrir sans cesse des aspects nouveaux des questions envisagées et, au delà d'eux, des problèmes plus vastes. Le lecteur est bien récompensé qui entreprend la lecture de ce livre de quelque 90 pages et s'il a la bonne habitude de lire un crayon à la main, celui-ci ne restera pas longtemps inactif. Enumérons simplement quelques-uns des passages qui nous ont particulièrement frappés, parce qu'ils imposent la réflexion et recèlent une mine d'enseignements théoriques inestimables : sur l'autocritique face aux adversaires (pp. 7-8) ; sur la nécessité de tenir compte concrètement de la conjoncture historique (pp. 24, 25, 39) ; sur les classes moyennes (p. 25), les artisans (p. 27) ; sur l'importance de « petites » divergences et ce qu'il peut en advenir (p. 32) ; sur l'individualisme et l'inaptitude à l'organisation et à la discipline (p. 42) ; sur les accords du Parti avec les alliés possibles (p. 51) ; sur la Gironde, les Jacobins et le blanquisme (p. 66) ; comment un grand organe financier de la bourgeoisie caractérise le régime intérieur du Parti (p. 83) ; sur la dialectique (p. 91).

Achevant *Un pas en avant, deux pas en arrière*, en mai 1904, Lénine écrivait dans sa conclusion ces lignes prophétiques :

Le prolétariat peut devenir, et deviendra inévitablement une force invincible pour cette seule raison que son union idéologique, basée sur les principes du marxisme, est cimentée par l'unité matérielle de l'organisation qui groupe les millions de travailleurs en une armée de la classe ouvrière. A cette armée ne pourront résister ni le pouvoir décrépit de l'autocratie russe, ni le pouvoir en décrépitude du capital international.

Nous savons aujourd'hui tout ce que Lénine et le Parti bolchévik ont fait, pour la part qui leur incombait, afin que cette prophétie devienne une réalité.

Joseph Ducroux

H. J. Duteil : **le Voisin allemand.** 322 p. Editions André Bonne. Paris. 1953.

Nous croyons que le public trouvera dans *le Voisin allemand* cette objectivité qui est l'élément essentiel d'un ouvrage de cet ordre,

dit l'éditeur. Nous sommes bien d'accord qu'un tel livre se doit d'être objectif. Or celui-ci se donne seulement les apparences de l'objectivité.

De page en page on glane des renseignements précieux, encore que de valeur fort inégale, car, de précis de géographie politique, le livre se transforme vite en guide pour touriste pressé. On attribue

une valeur typique à des faits divers choisis un peu au hasard ou à de petites annonces matrimoniales qui ressemblent fort à celles du *Chasseur français*.

Ce qu'il y a de plus grave, c'est qu'au langage des faits l'auteur, sans disque rouge pour prévenir le lecteur du changement, substitue ses opinions, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont fort discutables.

M. H. J. Duteil est un partisan acharné de l'Europe et de la Communauté européenne de défense, au point que dans le chapitre consacré à la C.E.D. il écrit au passé, comme si les accords de Bonn et le traité de Paris avaient été ratifiés en France, entre le moment où il a écrit le livre et le moment où le lecteur l'a eu entre les mains.

> Chacun sait que leur ratification *a été* laborieuse... il y eut des oppositions nombreuses et puissantes particulièrement chez les deux principaux partenaires, la France et l'Allemagne (p. 163).

Il ne faut dès lors pas s'étonner qu'Adenauer soit l'homme politique selon son cœur :

> Il est bon que ce soit ce parti [la C.D.U., parti d'Adenauer] humaniste et chrétien qui ait eu le plus grand nombre de députés au Parlement (p. 40).

Ces préoccupations politiques évidentes expliquent l'absence de tout renseignement sur les cartels de la Ruhr et le militarisme renaissant. (Le lecteur que ces sujets intéressent se reportera avec fruit à un petit livre que vient d'éditer la Commission pour l'unité allemande [1].)

Elles ont pour corollaire un antisoviétisme aussi farouche que stupide. M. Duteil voit rouge, dès qu'on parle de l'Allemagne de l'Est. Les quelques pages qu'il lui consacre sont un tissu de niaiseries assez réjouissantes. C'est ainsi qu'il fait commencer « *la steppe asiatique à Magdebourg* » (p. 140). Les H.O.[1] bien achalandées de Berlin-Est, où les journalistes présents dans la capitale allemande pendant la Conférence des 4 se précipitaient pour acheter à bas prix des appareils photos, des disques ou des jumelles de théâtre, où le beurre est en vente libre, se sont transformées pour lui en

> boutiques qui derrière leurs vitres sales présentent tout ce qu'elles ont à vendre : un fromage sur une assiette, trois œufs, deux pommes (p. 144).

Derrière l'Elbe ce n'est pas l'Allemagne qui continue jusqu'à l'Oder, c'est la Russie (p. 80). S'il était logique avec lui-même, l'auteur dirait que l'Amérique commence à Francfort ou à Bonn. Il est bien question de logique...

M. H. J. Duteil, s'il a l'antipathie déformante, a par ailleurs quelques solides et bizarres engouements. Il est physiocrate. Vous ne savez pas exactement ce que cela signifie en 1954 ? Ecoutez-le donc :

> Le socialiste « organise ». Le capitaliste « finance ». Théorie d'un côté, stérilité métallique de l'autre, le physiocrate fait la seule chose qui compte : il crée (p. 214).

La condition ouvrière n'est pas, en Allemagne occidentale, ce qu'on pourrait souhaiter. M. H. J. Duteil le constate et signale un premier essai de solution :

> On assiste à des essais de rafraichissement, d'aération de la condition ouvrière. Ainsi, six jeunes opératrices de pompes à essence de Munich se sont mises l'été dernier tout en blanc, blouses et shorts. Et fraîches et pimpantes ! C'est un progrès. Pourquoi être triste au travail, et terne ? (p. 235).

En effet, pourquoi ? si on suggérait aux 1.500.000 chômeurs allemands de se mettre en short ? Un groupe sidérurgique français vient d'acheter à M. Flick, magnat des charbonnages allemands, une mine de la Ruhr, avec l'argent des contribuables français — 15 milliards. Ce petit

---

1. *Bonn prépare la guerre de revanche* (Faits et documents sur la renaissance du militarisme allemand dans l'Etat d'Adenauer). Berlin, 1954. Voir la Chronique politique de Georges Cogniot.

1. Magasins d'Etat de la République démocratique allemande.

fait que ne cite pas M. Duteil pourrait servir de contrepoint à cette phrase de son livre qui, d'après lui, explique la renaissance économique de l'Allemagne fédérale : « *L'Allemagne a entièrement, totalement, irrémissiblement rejeté la superstition de l'argent.* » (p. 217).

Mais pourquoi consacrer tant de place à un auteur pour qui Hitler est un personnage « *venu on ne sait d'où et sous une fausse identité* » (p. 185) ? Parce que ce livre en est, dit-on, à son 20e mille. Parce qu'il a fait l'objet de comptes rendus élogieux. Parce que tout récemment dans l'organe du syndicat national des instituteurs on recommandait la lecture de ce « témoignage objectif » sur notre voisin allemand !

Regrettons simplement en conclusion qu'il n'existe pas en France d'ouvrage objectif, approfondi sur l'Allemagne contemporaine et singulièrement sur la République démocratique, qui viendrait compléter le petit livre de J. Nicolle *Naissance d'une Allemagne démocratique*[1].

Gilbert BADIA

Albrecht Gœs : **Jusqu'à l'aube,** récit traduit de l'allemand. 164 p. Albin Michel, Paris, 1954.

L'histoire d'une nuit, de la nuit d'un aumônier militaire allemand, en octobre 1942, en Ukraine. C'est tout ce qu'il y a dans ce bref et sobre récit.

L'aumônier — un officier — est appelé dans une ville voisine, pour assister un soldat allemand condamné à mort, qui va être fusillé à l'aube. Son crime : il a déserté pour aller rejoindre une Ukrainienne qu'il aimait.

En feuilletant le dossier, en écoutant les paroles du prisonnier auquel il a rendu visite dans sa cellule, l'aumônier — un homme de cœur — imagine la vie triste de ce soldat qui n'a pas connu le bonheur. Le condamné vit devant nous. Nous le comprenons. Pouvait-il même agir autrement qu'il ne l'a fait ? Ainsi le tragique naît de l'explication et nous voyons un homme, là où les juges militaires n'ont voulu et pu voir qu'un déserteur. Ils ne sont pas coupables, il n'est pas criminel.

Le vrai responsable de cet assassinat légal, c'est la guerre d'Hitler.

★

Mais quiconque participe à cette guerre n'est-il point complice ? Telle était sans doute la question qui devait s'imposer à tout Allemand conscient.

> Ne sommes-nous pas pires qu'eux, nous qui sommes conscients de ce que nous faisons ?

demande un des personnages. Et le héros, s'il n'envisage pas d'action pour l'instant, songe à l'avenir.

> Il faudra dépouiller la guerre de sa magie... Mais laissez passer dix ans, et vous verrez les anciens mythes qui repousseront, comme les pissenlits et les boutons d'or refleurissent dans la prairie. C'est à ce moment-là qu'il nous faudra lever de bon matin, comme le paysan qui va faucher son pré.

Les dix ans sont passés...

★

Que ces citations n'induisent point en erreur. Dans ce récit, ce ne sont pas des thèses, mais des hommes qui sont en présence. Tous n'ont pas les scrupules de l'aumônier. Tous ne se posent pas de questions. Et chez d'autres qui s'en poseraient ou plutôt s'en posaient naguère, un verre de vodka suffit à effacer ces interrogations intérieures.

Il y a la vie des soldats, dans cette ville à l'arrière du front ; mais celui-ci lui-même n'est pas absent. Un capitaine aviateur va partir en mission et ne reviendra pas. Cette nuit-là il rencontre, dans la petite ville, sa fiancée.

1. Editions sociales, 1951.

★

Ce qui frappe dans ce récit, c'est le ton. Peu d'auteurs allemands nous ont habitués à cette sobriété, à cette émotion contenue, à cette chaleur humaine. Nulle grandiloquence. Nul pathos. Un style dépouillé, classique. Mais surtout des êtres que l'angoisse effleure, qui ne se paient pas tous de mots, qui n'éludent pas les problèmes. Des hommes pour qui la guerre n'est pas fatalité.

Sans doute l'auteur ne va-t-il pas jusqu'au bout de sa lucidité. L'action nécessaire, la dénonciation de cette sale guerre, il la remet à plus tard. Souvent il se réfugie dans le silence et, au fond, par sa passivité il accepte la guerre d'Hitler tout en la condamnant en son âme.

L'auteur, Albrecht Gœs, comme son héros, est pasteur, dans une petite ville souabe. Son livre a eu un très gros succès en Allemagne et lui a valu le prix Lessing. De tels livres ont, dans l'Allemagne d'Adenauer où refleurit la littérature militaire, une grande importance.

Mais le message qu'ils apportent ne sera-t-il pas couvert par les harangues des généraux impatients de retrouver leur puissance ?

Gilbert Badia

John F. Fulton : **Physiologie des lobes frontaux et du cervelet.** Paris, Masson et Cie, 1953.

M. John F. Fulton, qui n'est pas n'importe qui puisqu'il est professeur à l'Université de Yale, docteur en médecine H. C. de Louvain, titulaire de la chaire Francqui, Honorary Visiting Lecturer de la Belgian-American Foundation, vient de publier en français chez Masson une *Physiologie des lobes frontaux et du cervelet*. Il est dit, en sous-titre, qu'il s'agit d'une « étude expérimentale et clinique ». J'ai donc cru naïvement qu'il en était ainsi et grande fut ma stupéfaction de voir l'auteur de cet ouvrage sur la physiologie du cerveau consacrer seulement *dix lignes* à Pavlov ; et quelles lignes ! Vous en jugerez dans un instant. En 1947 pourtant, le même Fulton, dans un ouvrage d'ensemble intitulé *Physiologie du système nerveux* [1] décrivait en 32 pages élogieuses les travaux de Pavlov et de son école. Aujourd'hui, alors que son sujet se restreint justement à cette partie la plus élevée du système nerveux qui comprend le cortex cérébral, siège des réflexes conditionnés, alors que les physiologistes du monde entier reconnaissent avec Camille Soula [2] que le conditionnement est la loi de l'écorce cérébrale, et saluent à l'envi l'extraordinaire virtuosité expérimentale de Pavlov, M. Fulton, dans son ouvrage clinique et expérimental sur les lobes frontaux, écrit seulement ces simples mots :

> Historiquement les réflexes conditionnés ont une grande valeur, mais il existe maintenant d'autres techniques plus importantes pour l'étude des fonctions du cerveau. Comme je ne suis pas un bon communiste, obligé de suivre les lignes du parti, je suis libre de choisir, comme je l'ai fait, les autres techniques d'investigation.

Et voilà... On croit rêver, tant il est inhabituel de trouver un pareil langage dans un ouvrage scientifique ; on croit rêver, tant est fausse l'affirmation qu'il existe maintenant d'autres techniques physiologiques pour étudier le fonctionnement du cerveau chez l'animal entier. Que s'est-il donc passé, depuis 1947, qui ait pu ébranler les conceptions scientifiques de M. Fulton ? Il veut nous faire croire qu'il adopte cette attitude parce qu'un physiologiste russe, au Congrès international de Copenhague, a vivement attaqué ses conceptions personnelles sur le Pavlovisme. Belle raison ! Ce livre qu'il écrit n'était-il pas justement l'occasion, après un exposé objectif et honnête de la doctrine de Pavlov et des expérimentations qui en sont le soutien, d'apporter la critique, et dans la mesure

1. Vigot frères, éditeurs. 1 volume, 1947.
2. *Précis de Physiologie*. 1 volume, Masson.

elle est possible, la contradiction ? Fulton, au contraire, fuit le débat, aie d'injurier et finalement se ridicu- et se disqualifie aux yeux du monde entifique.

Voilà à quel degré de mauvaise foi, de ojectivisme scientifique, et finalement bêtissement conduisent quelques années Mac-Carthysme. Voilà le type de ence qu'on voudrait introduire chez us, puisqu'aussi bien M. Fulton est, ur nos neurologues officiels qui le ronnent, le grand homme de la physio- ;ie du système nerveux.

Dr X

Civilisation européenne occidentale et l'Ecole, brochure publiée sous les auspices des pays signataires du Traité de Bruxelles (Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni) dans le cadre de la coopération culturelle instituée par ce Traité.

Avec le patronage du ministre de ducation nationale, le service de vente Publications de l'Education nationale ite et diffuse une brochure intitulée *Civilisation européenne occidentale et* *cole*. Cette brochure est le résultat travaux de quelques professeurs des ys signataires du Traité de Bruxelles, nis aux conférences d'Ashridge, de vres, d'Oosterbeek (1949-1951). Elle a rédigée par Pierre Joulia, professeur égé de philosophie au lycée Janson Sailly.

Elle correspond sans doute à une étape térieure de la politique européenne : urope des Six est venue dans l'inter- le relever l'Europe des Cinq, mais la ochure en question nous semble cepen- nt actuelle et caractéristique. C'est le oe de la falsification intellectuelle stinée à favoriser, dans un certain lieu, — celui des enseignants, — la litique dite « européenne » des pro- oteurs de la C.E.D. Faite pour inspirer professeurs un prétendu « élargisse- ent » de leur enseignement, ce qui est séduisant, elle est rédigée avec prudence, d'une manière neutre et vague. Sa platitude lui donne une allure inoffensive : l'imprécision des formules dissimule le fond antiscientifique et cosmopolite de l'ouvrage. Nous n'insisterons pas sur le caractère involontairement comique de certaines définitions, par exemple :

> Qui fut Shakespeare ? Le père d'*Hamlet* (p. 33) ; ...ce livre qui n'en est pas un : les *Pensées* de Pascal (p. 34).

★

Deux parties : une étude des *principes*. Puis des *suggestions pédagogiques*.

Nous ne nous occuperons que de la première : les principes d'une civilisation commune. Cette première partie comprend elle-même deux subdivisions :

a) l'étude des « liens *effectifs* que la géographie, l'histoire, la vie économique et culturelle ont tissés entre nos cinq peuples »;

b) la découverte des « valeurs d'humanité qui se sont élaborées au cours de cet effort séculaire ».

Soit : les « réalités ouest-européennes », puis les « valeurs de l'humanisme occidental ».

I. — Sous le titre *Réalités ouest-européennes*, nous avons en 26 pages une histoire générale, suivie d'une histoire économique, d'une histoire culturelle : trois grandes « revues ». Ce qui frappe, c'est la *fragilité*, l'*arbitraire* de la *construction* [1].

---

1. En outre, le texte fourmille d'erreurs et remarques frivoles, si nombreuses que nous devons nous borner à quelques exemples :

(p. 35) La Fontaine pensionné par Louis XIV. (p. 39) Les philosophes français du XVIIIe siècle ont droit à 39 lignes ; mais c'est leur « cosmopolitisme » qui importe, et, sur ces 39 lignes, 27 sont consacrées à leurs voyages. Le Luxembourg ne doit pas être traité en parent pauvre à l'âge des Lumières, aussi pouvons-nous lire : « Au Luxembourg, l'abbaye d'Echternach, mise au goût du jour, prend l'aspect d'une agréable résidence princière. »

Deux exemples permettront de juger le sérieux de la méthode suivie :

a) Au début du chapitre intitulé *Les liens historiques* (p. 21), il est dit que les peuples de l'Ouest européen ont subi trois influences capitales. L'auteur s'inspire évidemment de P. Valéry (Note sur *La crise de l'esprit*, dans *Variété*). Est européen, disait Valéry, tout peuple qui a subi l'influence de Rome, du christianisme et de la pensée grecque. Mais comment les peuples du Traité de Bruxelles rempliraient-ils tous la troisième condition posée par Valéry, qui pense avant tout aux nations méditerranéennes ? Qu'à cela ne tienne : on substitue à l'influence grecque celle des « peuples germaniques », en maintenant intégralement les deux premières conditions.

Ne fallait-il pas aussi faire une place à l'Allemagne, qui ne participait pas encore, à Bruxelles, aux « traités européens » ?

b) Dans le chapitre *Les liens culturels*, il n'est guère question que de la littérature anglaise et de la littérature française. Cependant la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg ont signé le Traité de Bruxelles. Alors ? M. Joulia trouve la solution : à partir de 1900, plus un mot de la littérature française ou anglaise, mais trois longs paragraphes consacrés à la littérature belge, à la littérature néerlandaise, à la littérature luxembourgeoise, pour lesquelles seuls il est fait mention des auteurs contemporains !

On sera frappé aussi par l'*arbitraire de certaines éliminations*. Evidemment une déclaration préliminaire souligne qu'il ne s'agit pas de proscrire Gœthe, Michel-Ange ou Tolstoï, car cette communauté ouest-européenne est ouverte « aux communications avec le dehors » ; mais pourquoi l'Angleterre serait-elle dedans et l'Italie dehors ? Ces formules n'ont exactement aucun sens et le rédacteur de la brochure passe par des moments pénibles, quand il examine la Renaissance ou le Romantisme.

Ailleurs (p. 28), Marx, Allemand, est mis plutôt en marge de la communauté ouest-européenne !

Venons-en aux *correspondances arbtraires*, c'est l'essentiel : il s'agit de fai croire à un développement rigoureuseme parallèle des cultures différentes, mais l faits sont têtus. Exemples :

— Spinoza. — On l'étudie d'abo dans l'exposé relatif à la première moit du XVIIe siècle, avec les grands « volo taires », les énergiques de ce temp Vient ensuite l'âge classique ; enfin, terminant, la « crise de la conscien européenne » : et l'on retrouve alo Spinoza, porte-parole des tendances no velles.

— Le classicisme anglais. — Présen une première fois en même temps q l'âge classique en France, il reparaît, — sa place, — au début du XVIIIe siècle.

Il faut ajouter les *pseudo-analogies* L'Angleterre a Milton, quand la Fran a Pascal ; Tennyson, quand la France Hugo ; Dickens, quand la France a Balza (« Tennyson est l'écho sonore de s temps » !)

★

Pourquoi ces truquages ? Tous tender semble-t-il, à faire disparaître le caractè *original* de chaque culture nationale.

Cet objectif est atteint en partie grâ à l'imprécision de l'analyse, au caractè vague et creux de la formulation : l'identité entre les cultures semble é dente, c'est que le caractère propre chaque culture n'est jamais exprimé av précision.

Ainsi : édulcoration de la réalité nati nale, négation de l'originalité de la cultu d'une nation.

Cependant, Joulia commence par so ligner l'existence de *diversités national* à l'intérieur de la « communauté P. 16 :

Il y a sans doute, puisqu'on le dit depuis longtemps, une clarté et une ingéniosité fra çaises, une ténacité et un flegme britanniqu une opiniâtreté néerlandaise..., une bonne hume et une solidité belges, et il n'est pas jusqu' petit pays luxembourgeois qui ne se distingue p son sens du concret et son ardeur au travail (Ainsi chacune de nos nations a ses paysages, états d'âme, son caractère propre.

: c'est tout, — ou plutôt c'est trop ; tout de suite après, Joulia déclare :

S'il serait faux et dangereux d'oublier ou cer nos diversités nationales, il ne le serait noins de les durcir ou de les simplifier à ème.

t il examine aussitôt « les diversités rieures dans chaque nation ». Bref, il tient à quelques généralités (discu-es) relevant de la « psychologie des oles », qu'il formule avec les plus esses réserves, et voilà ce qu'il en est caractère national, de l'aspect national chaque culture évoquée !

★

. — La fin de la première partie : eurs *de l'humanisme occidental*, étudie communauté d'idéal » résultant d'une mmunauté de fait ».

e lien entre les deux parties est clair : 'agit de prouver, par une histoire ntée de la culture des « cinq pays », l existe entre eux des valeurs com-nes « que nous sommes résolus non ement à défendre, mais à promou- ».

alsification banale, qui rappelle celle Rosenberg et autres idéologues nazis : données de l'humanisme authentique, vraies valeurs sont celles de l'Occident si l'on préfère, des « Cinq »). Par mple, la civilisation occidentale est dée, nous dit-on, à revendiquer la rnité de la science moderne. Ou : l'humanisme technique, la maî- exercée sur la nature grâce à la nce sont le propre de l'humanisme dental, opposé aux « richesses de ne slave et du mysticisme russe ».

es auteurs en arrivent à dire : « Où *l'Occident*... est l'homme. »

appelons qu'en janvier 1941, Georges tzer dénonçait excellemment des falsi-tions analogues de l'histoire :

s'agit de substituer à l'histoire réelle de la olution une *fable* destinée à la propagande, à -là même qui vise à asservir la France intellec-ement pour pouvoir mieux l'asservir écono-uement et politiquement. Et comme M. Rosenberg a consacré une partie de son discours à l'histoire de la guerre, nous savons également qu'il s'agit de substituer à l'histoire réelle de la guerre une fable destinée à la propagande, à celle-là même qui doit transformer la France vaincue en une France soumise.

La conclusion, *Un Monde désemparé*, rappelle certaines pages de Valéry (dont l'auteur s'est inspiré discrètement et librement) et de P. Hazard. Pour M. Joulia : « Communauté d'inquiétude. L'Europe est, par définition, une inquiétude » (Hazard disait : « l'Europe, c'est l'esprit », et Bidault parle d'une vocation spirituelle qui définirait l'Europe plus rigoureusement que les données géographiques). Elle est aussi (Joulia) « une communauté de devoirs », devoirs bien suspects, par exemple pour les éducateurs : faire des jeunes « des hommes d'Europe... rejetant tout défaitisme ».

★

On aurait tort de sous-estimer le mal que de telles falsifications peuvent faire.

Les dénoncer ne suffit pas encore.

Il appartient aux marxistes et aux autres professeurs soucieux à la fois de la vérité historique et de la grandeur nationale d'écrire les études approfondies qui s'imposent sur les thèmes ainsi pervertis.

Suzanne Rossat-Mignod

L'Originalité des cultures. Unesco, 1953, in-8°. 410 p.

Depuis quatre ans, l'Unesco a entrepris une série d'études et d'enquêtes sur la condition actuelle des cultures propres aux divers peuples du monde et sur les rapports que ces cultures entretiennent entre elles. Le présent volume réunit, sans plan délibéré, quelques-uns des essais qui en sont sortis, avec comme sous-titre : « Son rôle dans la compréhension internationale » ; il se termine par une déclaration commune d'un groupe d'experts où figurent pour la France MM. Lucien Febvre et M. Griaule et où l'on peut lire comme conclusion :

D'une part, la réalisation d'une compréhension internationale et d'un nouvel humanisme est nécessaire au succès des adaptations politiques, d'autre part, cette compréhension, cet humanisme sont des éléments importants dans la poursuite du savoir, dans l'élaboration des valeurs culturelles et dans l'art de bien vivre dont les institutions économiques et politiques constituent la préparation et le fondement.

La recherche d'une compréhension internationale réciproque est assurément un but des plus louables et l'on ne saurait trop encourager tous les efforts qui vont dans ce sens. Mais encore doit-il s'agir d'une compréhension vraiment universelle, respectueuse du cadre de la nation toujours nécessaire au progrès des différentes cultures. Sinon, de nobles formules peuvent dissimuler et servir des arrière-pensées de croisade, en facilitant sous le couvert d'une prétendue communauté spirituelle l'unification politique et militaire, de force et contre leurs véritables intérêts, d'un groupe de peuples dits, ô ironie !, libres. Le recueil de l'Unesco ne présente pas sur ce point toutes les garanties nécessaires.

Il prétend faciliter la connaissance des différents systèmes de valeurs élaborés par les diverses civilisations ; mais il se limite aux cultures japonaise, indienne, espagnole, « hispano-américaine », « noire » et des Etats-Unis d'Amérique. Il y a certes des réflexions sur la culture chinoise, mais par un Chinois professeur à l'Université de Californie depuis 1945, c'est-à-dire pour le moins aveugle au merveilleux épanouissement de la culture nationale dans la Chine populaire. Dans l'analyse des autres cultures le mauvais se mêle largement au bon : il suffira des exemples de l'Afrique noire et des Etats-Unis pour s'en assurer.

Michel Leiris (*Les Nègres d'Afrique et les arts sculpturaux*) retrace rapidement l'histoire de la diffusion en Europe de ce qu'on appelait vers 1924 « l'art nègre », expression qui reflétait, souligne-t-il, « quelque condescendance, pour admirative que pût être l'attitude de ceux qui en usaient » ; puis il localise l'aire de cette sculpture, définit le milieu social qui l'a produite et essaie d'en préciser les caractéristiques en tenant compte particularités qu'offre l'art des différe peuples. On sera d'accord avec lui p augurer que

C'est, en fin de compte, sous la forme d' émancipation à effectuer par les intéressés mêmes (comme il se doit pour toute éma pation) qu'apparaît l'éventualité d'une renaissa de la sculpture africaine.

Dans l'exposé suivant, avec Ma Griaule (*Le problème de la culture noi* il n'y a plus que les apparences d'une p tion juste ; d'autant plus trompeu qu'elles se présentent comme une gl fication de la valeur, de l'originalité cultures noires — mais des anciennes tures noires. Il est bon d'affirmer « le repli sur soi d'un peuple noir une pure invention », que les peup africains ont droit à leurs langues prop et que les savants d'Europe doivent aider à dégager des langues nationales de la poussière des dialectes et s dialectes. Mais il est arbitraire et néfa de passer de la nécessité de sauvegar la forme des cultures nationales (par la langue) à la nécessité de sauvegarde contenu économico-social qui a été leur à un moment donné de leur dé loppement. M. Griaule s'oppose à qu'on « bouscule » les cultures africai actuelles pour hâter le franchissement étapes techniques, à ce qu'on fasse « ta rase des institutions et des croyances s prétexte qu'elles sont des obstacles à marche en avant ». Il a beau colorer ce attitude de jongleries verbales à appare philosophique, prétendre que la stag tion industrielle des noirs vient en pa au moins de ce qu'ayant « atteint possédé le cosmos dès l'origine », il l a semblé que le but de la vie huma était atteint. Il enchaîne en fait ces n dans leur infériorité technique et éco mique, donc dans la dépendance et systèmes variés d'exploitation coloniali

Dans les exposés sur la culture Etats-Unis, l'aspect de propagande o dentale ne domine pas moins en fin compte. Edgar Sheffield Brightman,

'Université de Boston, peut bien « reconnaître » (imprudemment, qui sait ?) qu'aux Etats-Unis beaucoup continuent d'admirer passionnément ce qu'il y a de plus vulgaire et de plus clinquant en matière de musique, de films et d'histoires en images ou que, même dans le Nord, es nègres sont traités dans l'ensemble comme des inférieurs du point de vue social. Aussitôt après John Somerville nous assène des déclarations où affleurent l'orgueil et les prétentions de l'impérialisme :

> L'histoire mondiale n'offre rien de comparable à l'évolution qui en cent soixante-dix ans [...] a transformé en une nation supérieure à toutes les autres par la richesse et la puissance [une] poignée de colons révoltés... Je me hasarderai à dire que tout homme est un Américain virtuel.

L'Américain, prototype d'une humanité supérieure : ce n'est pas une prétention isolée. Dans un livre qui a connu un vif succès aux U.S.A. et traduit en français sous le titre *Puritanisme et Démocratie*, Ralph Barton Perry explique que les U.S.A. ont la mission d'apporter le bonheur aux autres peuples, de leur enseigner la démocratie et de faire régner la paix dans le monde. Dans un article de la *Revue de Psychologie des peuples* (1949, pp. 406-413), H. Steele Commager, professeur d'histoire à l'Université Columbia, note que l'Américain est enclin à penser que le reste du monde devra suivre le *leadership* des U.S.A. parce que le mode de vie américain est le plus pratique, le plus sensé et le plus juste.

On voit mieux ce que signifie le « succès des adaptations politiques » dont il est question dans la déclaration commune des experts.

Charles PARAIN

Renouveau des idées sur la famille, ouvrage réalisé sous la direction de Robert PRIGENT. Institut national d'études démographiques, Travaux et Documents, Cahier n° 18. P.U.F., 1954.

Ce cahier de 370 pages, après avoir retracé rapidement une évolution qui depuis le XVIe siècle semblait n'être qu'une lente destruction de la famille, examine ce qu'il appelle un retournement de l'évolution, le renouveau récent de la famille, dans les mœurs, dans les idéologies, dans la littérature et dans la législation, particulièrement en France, mais aussi par comparaison dans un certain nombre de pays étrangers. C'était là un grand, un important sujet qui méritait une étude sérieuse, approfondie et clairvoyante. Nous ne trouvons malheureusement ici rien de tel. La tâche a été répartie entre une trentaine de collaborateurs dont les contributions inégales sont souvent superficielles, sans sources, ni bibliographies. A des faits ou à de prétendus faits se mêlent à l'occasion des commentaires teintés de propagande, avec le ton moralisateur et l'idéologie de la « démocratie chrétienne ».

L'ensemble échappe donc aux prises d'une analyse et d'une critique détaillées. Il est seulement possible d'en souligner l'insuffisance fondamentale, qui est d'avoir séparé les idées du milieu social où elles se forment et où elles agissent. Il suffit de parcourir les titres des articles pour reconnaître qu'on se contente en général de décrire la situation juridique de la famille sans la comparer à sa situation réelle. Etudiant le développement de la législation familiale française, Robert Colin pense avoir montré combien le domaine de l'aide et de la protection accordée aux familles est maintenant étendu et diversifié et considère avec satisfaction le chemin parcouru depuis cinquante ans. Un autre collaborateur est toutefois amené à remarquer au passage :

> De l'examen des textes constitutionnels, il ne faudrait pas conclure hâtivement à la généralisation d'une politique familiale effective. La distance peut être grande entre des principes qu'il est toujours aisé d'affirmer dans une Constitution et des dispositions législatives réellement en vigueur (J. Daric, p. 195).

En regard de principes solennellement affirmés, il y a, entre autres, la crise du logement, l'équipement insuffisant de l'école et des œuvres post-scolaires, la

complicité de l'Etat dans la production et la distribution de films et de journaux corrupteurs de la jeunesse, sans parler des salaires insuffisants pour une vie familiale normale. Ce qui est tout juste indiqué, c'est, dans le dernier article, rédigé par Jean Stoetzel, la responsabilité croissante de l'Etat dans des activités qui anciennement relevaient surtout de la famille. L'auteur ne se fait pas une idée très exacte des causes économiques et sociales qui ont provoqué l'apparition de ce qu'Engels appelle la famille monogamique. Il ne conçoit que des explications psychologiques et il se demande sérieusement si c'est la famille « méditerranéenne et occidentale » qui procède, comme d'un modèle psychologique, de la religion « judéo-chrétienne », ou l'inverse. Mais il a le mérite de rassembler les résultats de quelques enquêtes sociologiques, encore trop fragmentaires, sur l'évolution présente de la famille. Il constate ainsi que la famille a perdu ou perd de plus en plus un certain nombre de ses fonctions premières et que le caractère de ses rapports avec l'Etat a changé considérablement. L'autarcie de la famille dans la production de la nourriture, de l'habillement ou de l'ameublement n'a cessé de reculer. A la famille « protectrice » dans le domaine de la santé et de l'assistance à la vieillesse, se substitue de plus en plus le groupe social ou l'Etat protecteur, en raison du développement du caractère technique de la médecine, de l'instabilité de la monnaie et, il faut l'ajouter, de la prolétarisation croissante des travailleurs. L'exercice de la fonction formatrice et éducative s'est également déplacé en grande partie de la famille à d'autres institutions et notamment à l'Etat. Par contre ce qu'il appelle la fonction récréative passe de plus en plus au premier rang des activités réelles de la famille, ce qui contribue à la formation de relations de camaraderie entre parents et enfants, alors que la famille-communauté de travail exigeait une direction, une autorité. La famille perdant graduellement de son caractère utilitaire d'une part, répressif d'autre part, deviendra de plus en plus un groupe adonné à la recherche du bonheur. Ces constatations sont d'un haut intérêt. Mais alors, puisque l'on se proposait dans ce recueil de remettre en honneur la famille et de lui apporter un soutien, ne devait-on pas se demander si l'Etat bourgeois remplissait effectivement son rôle de protecteur de la famille, était même capable, en raison de sa nature de le remplir ? La réponse n'aurait pas manqué d'être accusatrice.

Parmi les expériences étrangères on a bien été obligé de faire une place à l'expérience soviétique, mais comme si elle représentait une innovation réaliste par rapport à la théorie marxiste. Toujours le souci d'échapper aux mises en accusation inscrites dans les faits. Chez Marx et Engels, la critique du mariage bourgeois n'était nullement une condamnation de la famille, tout juste une dénonciation des pratiques bourgeoises destructrices de la famille :

> Ce que nous pouvons augurer de l'organisation des rapports sexuels, après l'imminent coup de balai à la production capitaliste, lisons-nous dans *L'Origine de la famille*, est surtout d'ordre négatif... Qu'arrivera-t-il après ? Cela se décidera quand aura grandi une nouvelle génération : génération d'hommes qui jamais de leur vie n'auront été dans le cas d'acheter à prix d'argent, ou à l'aide de tout autre ressort social, l'abandon d'une femme ; génération de femmes qui n'auront jamais été dans le cas ni de se livrer à un homme pour d'autres considérations qu'un amour réel, ni de se refuser à l'aimé par crainte des suites économiques de cet abandon.

Charles PARAIN

Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. XV, 1953.

Ce volume contient, comme à l'habitude, plusieurs articles théoriques : G. Gurvitch, *Hyper-Empirisme dialectique* ; H. Lévy-Bruhl, *Réflexions sur le Formalisme social* ; Fr. Bourricand, *Essai sur le lien personnel* ; P. Naville, *Critique de la Bureaucratie*. Laissons-les de côté (il est probable que d'autres collaborateurs de *la Pensée* y reviendront à l'occasion), pour examiner plus longue

nent les articles qui apportent des résultats d'enquêtes ou une documentation nouvelle : dans presque tous, malgré leur ntérêt, il apparaît avec une netteté particulière que l'absence d'une véritable néthode scientifique a joué le rôle d'œillères.

Arnold M. Rose (Université de Minnesota) analyse *Quelques sources de la solidarité ouvrière des Syndicats américains.* l exclut l'explication « tirée de la théorie narxiste affirmant que la solidarité des ouvriers est basée sur l'opposition au patron ». Mais outre que certaines des ttitudes décrites ressemblent assez à cette pposition au patron, le syndicat qu'il a ris pour objet de son étude n'est guère eprésentatif de la classe ouvrière amériaine, s'agissant d'un syndicat de conduceurs (teamsters) travaillant à Saint-Louis our des entreprises petites ou moyennes nenacées dans leur développement.

L. Massignon résume les résultats l'une enquête sociographique conduite n 1927 à Damas sur l'organisation corpoative du travail. Les résultats très minuieux donnent un total de 411 métiers, e qui, par comparaison avec les chiffres tablis pour Fès, au Maroc, par une nquête de 1923-1924, souligne la supéiorité sur l'Afrique du Nord de la difféenciation du travail dans l'Orient musulnan. La conclusion, justement optimiste, st qu'à Damas, en particulier, l'ingénioité inventive des petits métiers traditionels autorise à prévoir une renaissance néritée. De pareilles enquêtes devraient ermettre d'enrichir le chapitre du *Capial* sur *la division du travail et la manuacture.* Elles l'auraient permis si elles vaient compris qu'on ne peut séparer organisation du travail de la technique, s rapports de production des forces roductives. La division du travail peut tre en relation soit avec le développenent de la virtuosité du travailleur, soit vec la spécialisation de l'outil, et c'est eule la spécialisation de l'outil qui conuit à la machine-outil. Il n'y a rien ici ur l'outillage et nous ne sommes pas plus vancés vers la solution de ce grand problème historique : pourquoi la manufacture ne s'est-elle pas développée dans le monde musulman, pourquoi ce dernier s'est-il pareillement attardé dans le mode de production féodal ?

Elyane Métais abuse du jargon sociologique, comme il arrive souvent, dès son titre : *Etude comparative d'expressions graphiques d' « Etendues concrètes » canaques.* Il s'agit de deux séries de scènes gravées sur deux gros bambous et figurant, comme en raccourci, la vie agricole et sociale, avec accompagnement de représentations religieuses, des Canaques de la Nouvelle-Calédonie. Dans la première série, plus ancienne, ce qui domine encore, c'est la vie collective de la tribu où « l'être à l'état d'individu n'existe pas » et où « le chef est le symbole par lequel le Canaque participe aux mythes, aux luttes, aux besoins de la société ». La seconde série exprime « la première conquête que la colonisation a fait réaliser à ces peuples colonisés » et qui est « par l'intermédiaire d'une technique nouvelle, la conquête de leur individualité ». La comparaison présente donc un grand intérêt pour l'étude de la décomposition de la communauté primitive, de la société de « gens ». Mais l'auteur se contente de noter le traditionalisme de la forme, sans essayer de l'interpréter en fonction de la colonisation. Les capacités artistiques des Canaques à l'arrivée des blancs font penser à celles de l'Egypte protohistorique. Le même auteur, dans le vol. XIII des mêmes *Cahiers*, décrivait des haches de parade néo-calédoniennes, lames de pierre polie d'une extrême minceur, dont la fabrication exigeait « une incroyable patience, une habileté incomparable » et qui font penser aux merveilles de la pierre taillée ou polie chez les anciens Egyptiens. Les Canaques ont cessé de fabriquer ces haches après l'arrivée des Européens, tandis que chez les Egyptiens le passage à la société de classe s'était accompagné d'un prodigieux renouvellement de la forme dans les œuvres figurées, sans abaissement de la virtuosité dans les arts mineurs. Le vrai problème aurait été d'examiner comment la colonisation a stérilisé les capacités artistiques

des Canaques. L'auteur se contente d'une conclusion paternaliste :

> Pour que notre intelligence scientifique pénètre et transforme leur façon de classer, de décomposer leurs perceptions, peut-être faudra-t-il attendre encore plusieurs générations.

Enfin Denise Paulme passe en revue les travaux récents des ethnographes concernant *la Notion de parenté dans les sociétés africaines*. On aurait pu espérer voir mis à l'épreuve ou précisés les schémas d'Engels dans *l'Origine de la Famille*. La déception n'est pas moindre qu'avec les articles précédents. On ne trouve à peu près rien sur le passage du droit maternel au droit paternel, sur les conséquences des activités économiques propres des hommes et des femmes ou de la transmission de l'héritage en liaison avec l'économie. Sans doute les travaux analysés s'attachent-ils à étudier des structures, mais surtout, à la mode de la sociologie américaine, des structures formelles où jouent essentiellement des « tensions » psychologiques. C'est ainsi que, s'en tenant à la surface des choses, au lieu de toujours partir de la base économico-sociale, les meilleurs des sociologues et des ethnographes bourgeois se montrent trop souvent incapables de poser les vrais problèmes et de découvrir les vrais mécanismes de la vie sociale.

Par contre Marguerite Vergnaud (*Science et Progrès d'après Lavoisier*) apporte une utile contribution à l'histoire de l'idéologie au XVIII[e] siècle : soulignant que définir les savants du XVIII[e] par leur strict apport à la science pure, c'est laisser échapper un aspect fondamental de leur richesse d'hommes, elle montre que Lavoisier et ses collègues ont vu la science comme moteur du progrès de la société — et qui dit progrès social, dit alors progrès de la classe bourgeoise.

Charles Parain

R. David et J.-N. Hazard : **le Droi soviétique.** 2 volumes, Paris, Librairi générale de Droit et de Jurisprudence 1953.

Le premier volume de cet importan ouvrage est dû à M. David, professeur la Faculté de Droit de Paris. On y voi le Droit soviétique apparaître à travers l lunette d'un juriste non-marxiste, profondément honnête, désireux de comprendr et de faire comprendre, et qui découvr dans le système juridique socialiste mill sujets d'étonnement. Un premier chapitr dont l'utilité est douteuse, traite de l tradition juridique russe. Le troisièm chapitre, consacré aux sources du Dro soviétique et le quatrième, à l'organisatio judiciaire, sont purement techniques. L'intérêt se concentre sur le chapitre deu intitulé : la doctrine marxiste et le Droi

M. David a bien vu qu'il est vain d'étudier le Droit soviétique sans une connaissance approfondie du marxisme-léninism Ce qu'on peut regretter, c'est qu'il n fournit au lecteur qu'une vue sommair des conceptions marxistes dans leur appl cation aux phénomènes juridiques. O cherche en vain une théorie des supe structures. On cherche en vain u référence aux textes essentiels (lett d'Engels à C. Schmidt, extraits de *Lu wig Feuerbach*, conclusions des *Origin de la famille, de la propriété et de l'Eta la Question juive*, etc.) où les classiqu du marxisme ont abordé la question l'Etat et du Droit.

On lira en revanche avec intérêt l pages 157 et suivantes, où l'auteur cara térise à grands traits le Droit soviétiq par rapport aux Droits bourgeois. Il ét die en quatre paragraphes : le principe légalité socialiste — le réalisme du Dro soviétique (opposé aux mystifications d concepts juridiques dans les Droi d'Occident), son rôle économique et s rôle éducateur. Il est possible que c développements soient difficiles à com prendre pour un juriste soviétique ; à décharge de M. David, on remarque simplement que les juristes soviétiqu ne sont pas très prodigues d'expos

d'ensemble (mis à part les exposés purement politiques) sur leur propre conception de leur science. Signalons cependant une ou deux erreurs évidentes, par exemple cette affirmation selon laquelle il peut être avantageux, spécialement dans le domaine du Droit criminel, de prendre des décisions en dehors du Droit et des formes juridiques (p. 172). Ces erreurs sont dues sans doute à l'utilisation par l'auteur d'ouvrages d'émigrés russes devenus américains comme Berman, dont les contre-sens (volontaires ou involontaires) sont multiples.

★

Le second volume est la traduction d'un ouvrage du professeur américain Hazard. Il traite de questions spéciales (successions, contrats, Droit criminel, kolkhoz, Droit du travail, responsabilité et assurances sociales, etc...). L'auteur applique au Droit soviétique la « case-méthod » en honneur dans la science du Droit anglo-saxonne, ce qui nous apparaît comme une erreur méthodologique. Cela le conduit souvent à minimiser les différences entre le « Droit concret américain » et le « Droit concret soviétique ». Les critiques contre le régime que l'on rencontre çà et là n'ont pas un caractère violent ni original.

Au total, le principal mérite de l'ouvrage est moins d'être exact dans son analyse que d'être de bonne foi, et surtout d'être unique en son genre. On doit rendre hommage à ceux qui n'ont pas peur de se tromper et en affrontent le risque, en se soumettant à la critique.

Gérard Lyon-Caen

J.-Y. Calvez : **Droit international et souveraineté en U.R.S.S.** Paris, Armand Colin, 1954.

Cet ouvrage, publié dans les Cahiers de la fondation nationale des Sciences politiques, présente un incontestable intérêt, ne serait-ce que pour cette seule raison : il est le premier à tenter d'exposer systématiquement en France la conception soviétique du Droit international. Quand on sait que la politique étrangère soviétique est une politique *de principe*, on doit chercher son explication dans des ouvrages de ce genre et non dans des considérations de simple opportunité. Quand on sait d'autre part l'incompréhension à laquelle se heurte l'attachement manifesté par les communistes à la souveraineté nationale, on ne peut qu'estimer utile la publication d'un tel exposé.

★

Et pourtant l'auteur ne réussit que très partiellement dans son propos. Ce qui est analyse des ouvrages juridiques soviétiques de 1917 à 1954 est puissamment intéressant. Ce qui est discussion critique demeure sophistique. L'auteur ne s'est pas assimilé les études de Staline sur la question nationale et coloniale, et cela le condamne à découvrir à chaque pas des contradictions là où il n'y en a pas : partant de cette constatation que l'U.R.S.S. est un Etat multinational, au sein duquel chaque république possède le droit de retrait — il découvre une fausse antinomie entre « l'affirmation de la *souveraineté* d'une part, et de l'autre l'*internationalisme* ». Et cette fausse antinomie, il en cherche l'explication historique dans de prétendues divergences sur le problème de l'Etat qui sépareraient Marx de Lénine : il s'agit non pas tant des divergences inventées par les réformistes sur le « dépérissement de l'Etat » — mais plutôt de nuances relatives à la signification de l'Etat prolétarien : Etat qui tendrait selon Marx à l'universalité, Etat qui serait un Etat national selon Lénine et ses successeurs. Les études de Staline sur la possibilité et la nécessité de construire le socialisme dans un seul pays auraient dû dispenser l'auteur de buter sur ce faux dilemme.

★

Plus instructive est l'étude du *principe d'auto-détermination*, dont l'origine est la déclaration de 1917 sur les droits des

peuples de Russie — et de ses conséquences : égalité en droit des nations, rejet du vote majoritaire dans les organisations internationales. Et aussi le rappel des discussions auxquelles a donné lieu la théorie du *Droit international de la période de transition*, qu'il est préférable d'appeler Droit international de la coexistence.

L'auteur expose longuement les thèses de Pasukanis, mais il les isole du système général soutenu par ce juriste. Sa position liquidatrice le conduit à dénier toute valeur au Droit international devenu « instrument d'appoint de la diplomatie soviétique », « forme à l'aide de laquelle les Etats impérialistes menaient la lutte entre eux », « l'une des formes de la lutte entre le système capitaliste et le système socialiste ». Plus que jamais cette conception apparaît fausse : les hommes attachés à la paix et les Etats pacifiques voient dans le Droit international autre chose qu'une technique, qu'une procédure. Le Droit international est réellement un obstacle aux entreprises belliqueuses du gouvernement américain. De même que dans la guerre d'Abyssinie, dans la guerre d'Espagne, dans la deuxième guerre mondiale les Etats fascistes violaient la règle internationale, de même aujourd'hui les U.S.A., de la Corée à Bikini, à travers leur politique de « refoulement » et de « leadership mondial », se heurtent aux principes du Droit international. Le Droit international est donc un Droit véritable ; telle est la conception que, depuis les enseignements de Vychinsky, soutient la doctrine soviétique, contre le nihilisme de Pasukanis.

★

Ce qui caractérise ce Droit actuel, c'est qu'il repose sur la *souveraineté nationale*. Beaucoup de juristes « avancés » se moquent de ce qu'ils considèrent comme une régression de la doctrine soviétique du Droit international. Pour eux souveraineté est synonyme de pouvoir illimité, de guerre sans frein. Rien de tout cela n'est impliqué dans le respect de la souveraineté nationale. L'impérialisme s'est développé comme une négation de la souveraineté, et la guerre naît de l'impérialisme. Construire le Droit international sur le respect de la souveraineté, c'est, à l'époque de l'impérialisme, le ramener à sa mission, celle de contribuer à la préservation de la paix. M. Calvez expose la théorie de la souveraineté, à partir des ouvrages de Krylov et de Vychinsky, dans la deuxième partie de son ouvrage, sans d'ailleurs en comprendre l'exacte portée. Le vrai Droit international de la coexistence est pourtant là ; la souveraineté ne contredit pas la possibilité d'un Droit international, qui au contraire la présuppose.

Au total un ouvrage aux perspectives idéologiques fumeuses, mais riche d'informations et inspiré par un besoin loyal de compréhension. Il se termine par une bibliographie complète [1].

Gérard Lyon-Caen

B. Campina : **le Rôle des Génois aux bouches du Danube du XIIIe au XVe siècle.** Extrait de la revue *Studii*, 6, I, janvier-mars 1953, Bucarest, République populaire roumaine.

L'auteur reprend la question du rôle joué par les colonies génoises des bouches du Danube, question longuement débat-

---

1. Comme exemple d'ouvrage de Droit international tournant le dos à la doctrine ci-dessus exposée : Reuter : *La Communauté européenne charbon-acier*. Alors qu'il n'existe pas encore de livre approfondi sur la C.E.D., cette étude sur la première communauté se présente comme un examen complet des institutions européennes et du marché commun qu'elles régentent. L'auteur (qui se fait préfacer par M. Robert Schuman) se fait le défenseur de la catégorie du *supranational*. Mais il doit concéder que l'origine de ce Droit européen doit être cherchée dans les anciens accords de cartel franco-allemands. Les cartels respectaient jadis en la forme le Droit national : aujourd'hui la soumission à la loi nationale leur semble superflue et ils font eux-mêmes leur loi, à l'écart des Droits nationaux.

Ce livre doit être lu et médité. Il est le nouvel évangile des Européens. Il est lourd de périls.

tue par l'historiographie roumaine du xxᵉ siècle (N. Iorga, G. Br. Panaitescu, etc.). On s'aperçoit en effet que toutes les conclusions principales des recherches entreprises par N. Iorga sur ce thème (et notamment l'affirmation d'une contribution éminente apportée par les marchands génois au développement des principautés roumaines aux xivᵉ et xvᵉ siècles, voire à leur fondation) sont littéralement ruinées par un certain nombre de faits matériels trop longtemps ignorés et que les recherches de l'auteur se proposent d'abord d'établir.

Une constatation fondamentale marque dès le début la nature du débat : celle de l'antagonisme de la société féodale des régions danubiennes, d'une part, et des marchands génois qui trafiquent avec elle, d'autre part.

L'apogée du commerce génois aux bouches du Danube est à placer à la fin du xiiiᵉ siècle, c'est-à-dire presque tout de suite après la fondation des colonies marchandes de Vicina et de Moncastre ; c'est l'époque pendant laquelle la domination dévastatrice des Tatars ramena les régions danubiennes au niveau le plus bas de leur existence médiévale.

La décadence de ce commerce a commencé longtemps avant l'offensive des Turcs contre l'empire colonial génois de la Mer Noire, — offensive qui, après la prise de Constantinople, semblait être la cause apparente de la liquidation, en 1475, de cet empire colonial.

En serrant de plus près les données des sources, l'auteur estime pouvoir établir par des chiffres les étapes et le rythme de cette décadence.

Vers 1300, le volume global des affaires réalisées par les Génois avec la population du Bas-Danube dépassait de beaucoup 25.000 florins-or par mois (et atteignait très probablement au moins le double de ce chiffre). Dans les premières années du xvᵉ siècle, la crise était déjà profonde ; elle prend l'allure d'une catastrophe, dès avant le milieu de ce siècle.

On peut établir, grâce à des sources datant de 1448, qu'à la veille de l'offensive ottomane, le chiffre d'affaire des marchands génois en Moldavie représentait bien moins de 15 % du chiffre correspondant de la fin du xiiiᵉ siècle.

Or la ruine des bases commerciales génoises n'est pas seulement contemporaine de l'essor rapide connu par les principautés danubiennes à la fin du xivᵉ siècle et pendant le siècle suivant ; il s'agit de deux phénomènes qui, sans doute, se conditionnent réciproquement. L'analyse des formes concrètes de l'activité des Génois, sur le territoire de la Moldavie par exemple, permet de distinguer un certain nombre de secteurs commerciaux (ceux des épices, du drap, du blé, etc.). On peut constater que la décadence de l'activité génoise s'est accélérée de façon fort inégale dans ces divers secteurs ; que d'autre part cette inégalité de rythme correspond très exactement au développement économique de la société danubienne, dont les progrès sont marqués (et dans les mêmes secteurs) par des différences analogues. Analysant les variations concomitantes qui caractérisent l'évolution des pays danubiens, d'une part, celle du négoce génois sur leur territoire, d'autre part, l'auteur considère qu'elles reflètent l'unité profonde d'une évolution historique multiple qui se développe aux bouches du Danube aux xivᵉ et xvᵉ siècles, que le progrès des uns et la décadence des autres ne sont que deux expressions d'une seule et même transformation générale des conditions de la vie économique.

Il s'agit en fait d'un phénomène classique et que Marx avait déjà étudié. Il en a expliqué le mécanisme en précisant les lois objectives auxquelles est soumis le développement du grand commerce de transit (the carrying trade) avant l'époque du capitalisme. L'intérêt que peut présenter cette recherche consiste en la mise en lumière d'un cas historique concret, vérifiant les thèses fondamentales de Marx sur cette forme très particulière d'activité commerciale. Le rôle des grandes voies internationales du commerce médiéval en est ramené à des proportions plus modestes.

Albert Soboul

Ernesto Ragionieri : **Un comune socialista: Sesto Fiorentino.** Rome, Ed. Rinascita, 1953.

Cette excellente monographie nous intéresse moins par ce qu'elle apporte sur l'histoire d'une petite ville de Toscane, ou sur l'histoire de toute la Toscane, voire de toute l'Italie, que comme la volontaire illustration d'une méthode définie par Antonio Gramsci pour atteindre l'histoire « intégrale », par la recherche de « toutes les traces d'initiative autonome de la part des groupes sociaux subalternes » (cf. Œuvres de Gramsci, *Il Risorgimento*, pp. 191-193).

Ragionieri explique, par le développement de la lutte des classes à Sesto Fiorentino, et l'entrée des premiers socialistes au conseil municipal sur une liste de coalition « populaire » en 1899, et la conquête de l'administration municipale par les seuls socialistes en 1902.

Les élections de 1899 suivent la période de grande activité revendicative de la classe ouvrière italienne de 1897-1898. Les événements de mai 1898 à Naples, Milan et Florence ont leurs répercussions à Sesto Fiorentino. La répression fait des victimes parmi les prolétaires de Sesto, occupés soit à la fabrication des chapeaux de paille, soit dans la plus ancienne des manufactures de porcelaine de la péninsule, celle des marquis Ginori, politiquement maîtres du pays jusqu'alors. Le succès des socialistes en 1902 coïncide avec le moment où la Bourse du travail (*Camera del Lavoro*) de Sesto compte le maximum d'adhérents, ainsi que la section du Parti socialiste italien. Mais les ouvriers socialistes de Sesto ont ensuite beaucoup de peine à opposer leurs conceptions révolutionnaires à la pratique réformiste de la municipalité et des dirigeants de la Bourse du Travail. Ils abandonnent les organisations.

Ils y reviennent en 1917, décidés à pousser en avant le combat contre la guerre et à imposer une revalorisation générale des salaires. De jeunes forces se montrent. Parmi les paysans (car Sesto est également une ville de paysans, liés aux grands propriétaires par le *pacte colonique*), l'agitation commence aussi. En 1920 la section socialiste de Sesto ne représente pas les conseillers municipaux sortants réformistes. Les nouveaux élus appartiennent en majorité à la tendance centriste de Serrati. Le Parti communiste italien, dont la naissance se place ici dans le mois qui suit le Congrès de Livourne, en janvier et février 1921, n'entraîne que de très jeunes éléments, ardents, mais politiquement inexpérimentés, attachés sentimentalement à la Révolution russe, mais ignorants du marxisme. Les « vieux » demeurent au parti de Serrati, appelé parti maximaliste. Néanmoins, la classe ouvrière de Sesto dans son ensemble conserve ses traditions de courage et d'allant. Il faut une grève malheureuse pour qu'en mars 1922 les bandes fascistes réduisent Sesto, dernier bastion prolétarien qui leur tint tête, dernier « pays rouge » de Toscane. Alors la municipalité socialiste démissionne (août 1922). Renoncement à la lutte qui n'est que celui d'un état-major, car les ouvriers, eux, n'acceptent pas le fascisme ; les céramistes de l'ancienne firme Ginori boycottent le discours de propagande en faveur du *syndicat national* (fasciste) que vient leur tenir le tristement célèbre Curzio Malaparte. Une feuille fasciste écrit à ce sujet :

> Les ouvriers de Sesto comprendront un jour de quel côté est la force (10 décembre 1922).

Ils l'ont assurément compris, car ils ont pendant plus de vingt ans résisté de toutes leurs forces au fascisme et contribué à sa défaite finale.

Jean Dautry

Pierre Grimal : **la Mythologie grecque.** Coll. « Que Sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France, 1953. **La Vie à Rome dans l'Antiquité,** Coll. « Que sais-je ? », Paris, Presses Universitaires de France, 1953.

Ces deux petits volumes présentent un bon exemple des mérites, dans les meil-

leurs cas, de l'histoire bourgeoise en France pour l'Antiquité classique, — mais aussi de ses insuffisances radicales. La documentation est solide, en général soigneusement contrôlée ; la présentation des faits est claire, agréable même. Mais dès que l'auteur tente de s'élever jusqu'à des explications d'ensemble, on reconnaît les œillères habituelles, les marais conjoints de l'idéalisme et d'un matérialisme de pacotille.

Dans le premier de ces volumes l'auteur, qui avait publié en 1951 un très utile *Dictionnaire de la mythologie grecque et romaine*, résume avec une bonne connaissance du sujet les légendes grecques relatives à la création du monde, aux dieux de l'Olympe et aux grands cycles héroïques. Mais quelle est l'origine, quel a été le rôle social de ces mythes qui formaient l'essentiel de l'idéologie dans la dernière phase de la société primitive et encore dans les débuts de la société esclavagiste antique ? Les choses ici vont moins bien. Le mythe, nous dit-on, n'a d'autre fin que lui-même :

> On le croit ou non, selon son bon plaisir, par un acte de foi, si on le trouve « beau » ou vraisemblable, ou simplement si l'on désire y croire. Le mythe se trouve ainsi attirer autour de lui toute la part de l'irrationnel dans la pensée humaine (p. 7).

Ce qui n'empêche pas de remarquer plus loin (p. 12) que le mythe n'est pas une réalité indépendante, qu'il évolue avec les conditions historiques et ethniques et parfois nous conserve des témoignages précieux sur des états antérieurs de la société, aujourd'hui obscurs ; mais de ces constatations justes on ne sait tirer que des explications fragmentaires. Comment, dans ces conditions, l'auteur pourrait-il apprécier correctement l'exégèse anthropologique de Frazer ou l'exégèse indo-européenne de Dumézil ? Il ne va pas au delà de réserves superficielles, pour faire ensuite un sort à la conception « stimulante » de la psychanalyse ! Il n'est, bien entendu, pas question des apports du marxisme ; il n'est même pas fait mention des découvertes de Bachofen, dont Engels a magistralement éclairé la vraie signification dans la préface à l'*Origine de la famille*.

Le volume sur la *Vie à Rome* contient davantage de nouveautés. L'auteur avait consacré une thèse très savante aux *Jardins romains* (1944). S'il n'avait entendu traiter que de l'évolution de l'urbanisme qui occupe une si grande place dans son livre (aménagement des quartiers d'habitation, des jardins, de la maison), on aurait peu à redire. L'histoire du costume, de la parure féminine, est de même convenablement esquissée. Mais on voudrait connaître mieux la base, la composition sociale de Rome aux diverses périodes, mieux distinguer les niveaux de vie des différentes classes. Le côté esclavagiste de la société romaine, indiqué pour la période de l'esclavage patriarcal, s'estompe entièrement quand on passe à l'exploitation en grand de l'esclave.

Quoi d'étonnant donc si la plus grande confusion règne dans l'analyse des mécanismes sociaux ? L'auteur exprime l'idée que les formes de la vie quotidienne jouent un grand rôle dans le déroulement de l'histoire. Leur stabilité expliquerait le maintien de la romanité chez les barbares de même qu'

> il n'est pas exagéré, peut-être, de prétendre que l'histoire du monde a été modifiée du jour où les Grecs ont appris à leurs conquérants l'art de mieux dîner (p. 6).

Matérialisme puéril et qui fait bon ménage avec une interprétation profondément idéaliste de l'histoire. Ailleurs, en effet, il est souligné que ce sont les contacts avec les Grecs qui ont provoqué au IIe siècle avant notre ère « une véritable révolution spirituelle qui eut d'immenses retentissements jusque sur la vie quotidienne des Romains », que les transformations de Rome déjà en cours sous le Haut Empire proviennent de l'envahissement définitif de Rome par la civilisation orientale, du triomphe de l'Orient (p. 87) !

Il est regrettable que des savants sérieux

soient réduits, malgré leurs vastes connaissances et leur ingéniosité, à errer pareillement dans le champ de l'explication historique. Tout cela au gré d'idéologies dont les mobiles de classe ne sont pas nécessairement les leurs ; tout cela faute d'admettre et de s'assimiler une méthode réellement scientifique, qui est à la fois rigoureuse et déliée, aussi déliée que le réel est complexe.

Charles PARAIN

Pierre Georges CASTEX : **Vigny, l'homme et l'œuvre,** Collection Connaissance des Lettres (ancienne collection Le livre de l'étudiant). Paris, Boivin et Cie, 1953.

Alfred de Vigny est l'un des écrivains français dont la légende a été le plus sérieusement corrigée depuis un quart de siècle.

Le but du *Vigny* de P. G. Castex est d'exposer à la lumière de ces corrections, « avec vraisemblance », le caractère de l'homme, le sens général de l'œuvre.

Il résume sa mise au point : Vigny n'est ni un écrivain insensible égaré parmi les romantiques, ni un philosophe solitaire enfermé dans sa « tour d'ivoire », ni un écrivain laborieux, à l'expression pénible. D'accord.

Nous ne suivons plus cependant P.G. Castex quand, dans un souci apologétique, il affirme que Vigny ne s'est jamais renié dans sa conduite politique. C'est gazer des faits que P. G. Castex est bien obligé de relever (p. 120) : après le fameux entretien d'Angoulême, Vigny se rallie à Napoléon III, « donne des gages au parti de l'ordre, désavoue formellement ses idées socialisantes ou anarchisantes d'autrefois ». On ne s'étonne donc pas de constater qu'après les événements de 1848-52 l'œuvre et la pensée de Vigny subissent une décadence irrémédiable, que compense seulement le sursaut de ses deux dernières années. Cette impression n'est pas celle que donne, malheureusement, le livre de P. G. Castex, dont le plan magistral, en réunissant dans sa troisième partie toute la période des *Destinées*, de 1837 à 1863, dénoue à notre avis les liens entre la vie et l'œuvre, entre l'histoire et la pensée.

D'autres conventions universitaires expliquent une certaine hésitation à juger : elle se manifeste ici et là par des formules ou des guillemets, pas toujours cependant, car on aimerait des guillemets autour du mot *matérialisme* dans cette phrase (p. 155) :

Toute sa vie il a constaté avec désolation les progrès du matérialisme dans les mœurs et dans les idées.

Nous ne ferons pas à P. G. Castex l'injure de penser qu'il ne connaît pas mieux le sens de ce mot que Monsieur Mornet quand il parle de Diderot.

Ces réserves n'empêchent pas que ce petit livre si dense soit très estimable, et le meilleur actuellement sur Vigny. On y trouvera, avec des mises au point utiles, par exemple sur l'interprétation de *Moïse* ou de *la Mort du loup*, une discussion des problèmes posés par *Stello* (p. 72-74), dont la « thèse appelle évidemment d'importantes réserves ». N'oublions pas que c'est un des sophismes communément inculqués aux lycéens que cette idée formulée par le Docteur Noir : « séparer la vie poétique de la vie politique » : Vigny sert par là l'idéologie bourgeoise dans l'enseignement. P. G. Castex montre que les exemples du Docteur Noir ne prouvent rien, qu' « André Chénier, fut guillotiné pour son activité contre-révolutionnaire, alors que son œuvre poétique presque tout entière demeurait manuscrite, donc inconnue ». De plus il est faux que la démocratie soit hostile aux grands hommes, au génie, aux poètes. P. G. Castex allègue avec raison l'exemple de Hugo.

Il ne pousse pas cependant la discussion à fond. Que Vigny ait prophétisé en quelque sorte les « poètes maudits », soit, mais suffit-il d'écrire que Vigny a souligné « le caractère essentiellement individuel du génie poétique moderne souvent en marge des lois, des coutumes

et des mœurs »? Et de réduire ce conflit à un « désaccord entre le Sens commun et la Poésie » ? Est-il interdit de dire que les « poètes maudits » se sont révoltés contre la société *bourgeoise*, contre les lois et les mœurs *bourgeoises* ? Et que le génie poétique « moderne » ne consiste plus maintenant (seulement) dans cette révolte, mais aussi à exalter un ordre social nouveau, plus humain. Même si l'on admet que la révolte d'un noble déchu comme Vigny a pu annoncer et aider la révolte des Rimbaud, Laforgue et Apollinaire contre la même société bourgeoise, cette attitude, ces thèses sont de nos jours périmées, et ne servent plus qu'à perpétuer le mythe désormais réactionnaire de l'art pour l'art.

P. G. Castex dégage mieux la valeur humaine de *Servitude et Grandeur militaires*. Il montre que Vigny combattait la mystique belliciste de Joseph de Maistre, qu'il cherchait dans l'*honneur* une raison pour l'homme de vivre dignement, et qu'il rêvait d'une armée où les soldats seraient des citoyens comme les autres, et non des gendarmes au service de la classe dominante.

Quelles que soient les limites de la pensée de Vigny, limites qu'il conviendrait de préciser mieux que je ne puis le faire ici, je crois que le jugement de l'avenir restera positif, et je souscris à cette formule de P. G. Castex :

> Son attitude, à la fois désenchantée et résolue, est celle d'un philosophe qui, sans fermer les yeux au spectacle douloureux des réalités, compte sur l'homme, et sur l'homme seul, pour assurer un avenir meilleur aux destinées humaines.

J. Varloot

Siao Ts'ien : **Leur Terre, ils l'ont gagnée.** Traduction de Paul Jamati. Les Editeurs français réunis, Paris, 1954.

L'action se passe au village de Sinlou, dans le Hounan, province natale de Mao Tsé-toung, pendant l'hiver 1950-1951 au cours duquel fut entreprise et menée jusqu'à son terme la réforme agraire.

L'auteur nous présente ce coin de l'immense Chine, nous fait connaître ses habitants, leur passé, leur rang économique dans la hiérarchie sociale paysanne au moment où va s'engager le travail préparatoire à la redistribution des terres.

Le lecteur a ainsi très vite devant les yeux un tableau net et sobre de la localité et de ceux qui y vivent. Le récit des événements se déroule ensuite comme un reportage bien construit qui décrit et illustre avec une exactitude minutieuse ce bouleversement total de l'existence millénaire de la campagne chinoise.

Tout à la fois document, reportage et roman, ce petit livre de quelque 170 pages nous fait pénétrer dans la réalité complexe de ces grands changements ; il en montre le caractère profondément démocratique et humain. Les paysans jusqu'alors les plus déshérités s'associent à l'appel de l'Equipe de Travail de la Réforme agraire arrivée de la ville. Il s'agit de réaliser l'unité des paysans moyens et pauvres et des ouvriers agricoles contre les grands propriétaires fonciers et de neutraliser les paysans riches, d'enlever la terre à ceux qui ne la travaillent pas et de la donner à ceux qui jusqu'ici en étaient dépourvus ou insuffisamment pourvus, et la travaillaient le plus souvent pour les autres.

Mesure de justice qui entraîne une revision de toutes les valeurs non seulement économiques, sociales, politiques mais encore morales. Les bénéficiaires, qui constituent l'écrasante majorité de la population, ont du mal à y croire tout d'abord, puis peu à peu prennent conscience de leur force. Les rapports humains traditionnels en sont transformés, une morale nouvelle naît. La petite fiancée-enfant échappe à un destin qui semblait immuable et le village connaîtra pour la première fois deux mariages d'amour.

L'auteur, témoin oculaire de la Réforme agraire, sait ainsi en dégager les prolongements. La redistribution des terres, qui ne peut se réaliser que parce que la classe

ouvrière s'est emparée du pouvoir dans les villes et qu'ainsi des rapports nouveaux s'établissent entre les cités et les villages, crée les bases d'une vie entièrement nouvelle pour la paysannerie.

Dans des pages denses d'émotion, l'auteur rappelle, dans la description des assemblées d'accusation, dans la scène du jugement des propriétaires fonciers criminels, ce que fut la vie du cultivateur pauvre sous le joug féodal. Il nous fait vivre ce gigantesque règlement de compte à l'échelle de l'histoire, mais un règlement qui a lieu avec un sens strict de l'équité, sans passions personnelles et avec le haut souci de garantir l'avenir de la nouvelle société chinoise. C'est une classe d'exploiteurs qu'il s'agit de faire disparaître et les membres de cette classe ne sont personnellement frappés que lorsque leurs actes dans un passé récent (collaboration avec les Japonais ou avec le Kuomintang de Tchang Kaï-chek) ou dans le présent (hostilité agissante au pouvoir populaire) appellent immanquablement sur leurs têtes les mesures d'autodéfense du nouvel Etat démocratique.

De fines notations psychologiques, le plus souvent tout juste esquissées, nous révèlent les réactions intimes des personnages des divers milieux face à ces grands événements et découvrent avec évidence les mobiles sociaux et individuels de leur comportement. De la révolution dans les rapports des classes à la campagne naît, profonde comme la mer, la révolution dans les idées qui portera plus loin les premiers résultats de la réforme agraire.

Il se dégage de ce tableau complet et fidèle d'une réalité en pleine évolution une éclatante leçon d'optimisme. Le soleil se lève sur la terre chinoise. Les assises les plus anciennes de la société se transforment, ce qui permettra de bâtir solidement l'édifice de la vie nouvelle.

Les Editions en langues étrangères de Pékin avaient déjà publié trois documents historiques : *La Loi sur la réforme agraire*, *Sur la réforme agraire* de Liou Chao-chi et les *Décisions concernant la différenciation des statuts de classe à la campagne*. Le mérite et l'intérêt du roman-reportage de Siao Ts'ien sont de montrer comment ces textes prennent corps dans la vie chinoise, les conséquences immédiates et durables qui en découlent et comment ils ont inauguré une période de l'histoire de ce pays dont nous ne faisons que commencer à connaître les fruits.

Œuvre d'art, œuvre littéraire, ce livre constitue une contribution de valeur, dont personne ne peut se passer, à la connaissance de la Chine et de son peuple.

Joseph Ducroux

Patrice Coirault : **Formation de nos chansons folkloriques.** Paris, Editions du Scarabée, 1953.

A. Millien et P. Delarue : **Contes du Nivernais et du Morvan.** Paris, Editions « Erasme », 1953.

Un de nos plus éminents médiévistes faisait il y a quelque temps à la radio une conférence sur les contes de fées français. Sa documentation se rapportait uniquement à des récits littéraires, de Jean d'Arras à Perrault, et l'on pouvait très sérieusement douter qu'il eût la moindre connaissance de notre folklore lorsqu'on l'entendait conclure par cette perle qu'après tout le Prince charmant de Perrault n'était qu'une sorte de fée masculine. Il y a là un symptôme inquiétant du mépris dans lequel on tient notre folklore à l'Université. Et pourtant on peut affirmer que l'étude de la littérature du Moyen âge est absolument impensable sans une connaissance approfondie de notre littérature orale. Est-il étonnant après cela qu'elle soit dans l'ensemble en recul par rapport à ce qu'elle était au siècle dernier, alors que médiéviste était synonyme de folkloriste ? Actuellement nous voyons, en outre, naître chaque jour de nouvelles interprétations mythologiques plus effarantes les unes que les autres par leur comparatisme de fantaisie. Si se révèlent ainsi des synthèses d'autant plus hardies qu'elles reposent sur la plus

nde ignorance, Bédier en porte de très ndes responsabilités qu'il faudra bien e un jour.

Il est vrai qu'entre les deux dernières erres les études folkloriques ont pra- uement disparu de chez nous. Aussi ce à leur véritable résurrection que us convient aujourd'hui Paul Delarue Patrice Coirault en nous confiant ces sors d'érudition qu'ils ont accumulés puis de nombreuses années.

★

Le livre de Patrice Coirault est la pre- ère partie d'un ouvrage assez monu- ntal en quatre volumes, qui ne serait s doute pas loin d'épuiser le sujet si a était possible. Il présente d'abord le trait de quelques auteurs de chansons rues du XVIIIe, mi-chanteurs, mi- porteurs, d'après eux-mêmes et d'après rapports de police singulièrement tructifs. Par ailleurs, grâce à un véri- le travail de bénédictin portant sur analyses et comparaisons de docu- nts et chansons, l'auteur nous fait ister comme sur le vif à la genèse de littérature orale et à ses rapports com- xes avec non seulement la littérature ite populaire dite de colportage, mais ssi la littérature « lettrée ». Son étude cela dépasse largement le cadre de la anson folklorique. C'est l'important oblème des rapports entre la création éraire dite savante et la création popu- re qu'il nous aide à comprendre.

★

L'édition annotée (car il y a une édi- n ordinaire pour les simples curieux) que publie Paul Delarue ne contient qu'une petite partie des quelques huit cents contes qu'il a lui-même recueillis ou dont il a hérité avec le fond collecté par le poète Achille Millien au siècle dernier. Elle a d'abord le mérite d'inaugurer une collection sérieuse de contes populaires, comme nous n'en avons pas connus depuis près de cinquante ans chez nous. Les commentaires que l'on y trouve d'autre part seront certainement une initiation en même temps qu'une véritable révélation pour beaucoup. En outre elle contient une brève mise au point, un bilan critique des études folkloriques, particulièrement précieux, mais que nous aurions peut-être aimé un peu plus sévère. Nous aurions aussi aimé que Paul Delarue mît en garde les chercheurs contre l'utilisation irrationnelle de la classification des contes populaires de Aarne-Thompson, incomplète, trop schématique et présentant les contes évidemment détachés des conditions sociales et même matérielles de leur création. L'ignorance dans laquelle on a tenu cette classification jusque là, a empêché les mythologues de s'en emparer, mais il y a fort à craindre qu'elle puisse être utilisée avec la plus grande fantaisie.

Nous n'en avons que plus le désir de voir paraître bientôt le catalogue des contes populaires français établi par Paul Delarue, qui sera certainement, d'après ce que nous avons pu en juger, le plus minutieux, le plus précis et le plus complet qui soit actuellement.

Pierre BROCHON

LES BALLETS SOVIETIQUES A L'OPERA DE PARIS

Une protestation du Comité directeur de « la Pensée »

Le Comité directeur de *la Pensée* a toujours considéré comme un des devoi essentiels de notre revue de travailler à établir et développer les relations culturell entre tous les peuples du monde. Nous nous réjouissions, en ces derniers mois, de vo se multiplier les efforts pour rétablir le contact entre l'Union soviétique et la Franc par des voyages et délégations d'intellectuels, savants, professeurs, écrivains et artiste Aussi sommes-nous profondément indignés de l'inqualifiable décision par laquelle gouvernement Laniel vient d'interdire les représentations que les ballets soviétiqu devaient donner à l'Opéra de Paris, en réponse aux représentations de notre Coméd française qui ont eu lieu dernièrement à Moscou et à Léningrad.

Dans des relations privées, un geste semblable serait déjà jugé avec une granc sévérité. Lorsque deux hommes se sont entendus pour se rendre mutuellement visi et que l'un a déjà reçu son hôte avec éclat, si, le moment venu de lui rendre politesse, le second lui témoignait sa reconnaissance en le chassant de sa maison, ui telle grossiéreté serait condamnée sans appel par toutes les morales.

Mais la question est bien plus grave encore lorsqu'elle concerne des nations engage par là toute la politique internationale, le maintien de la paix ou la prép ration de la guerre.

Nous remarquons d'abord que le gouvernement n'a donné de sa décision aucui justification officielle au public français, et que les explications lancées par quelqu journaux (crainte de manifestations hostiles et de désordres) se heurtent à une const tation indiscutable : l'extraordinaire curiosité et l'enthousiasme manifestés par le publ parisien à l'annonce de la venue chez nous des ballets soviétiques. On ne peut croi que les milliers de Parisiens qui ont passé des heures aux portes de l'Opéra pour reten leurs places aient dépensé leur temps et leur argent pour provoquer des désordres da la salle ; les seules manifestations hostiles qui auraient pu se produire n'auraient p être faites que par de petits groupes d'hommes de main protégés, sinon organisés p la police.

Nous demandons d'autre part aux Français d'imaginer quelle aurait pu être réaction de notre opinion publique si le gouvernement soviétique, après avoir invité Moscou les comédiens français, les avait brutalement renvoyés, à la veille de le première représentation, et quelle responsabilité ce gouvernement aurait prise par là e provoquant une tension préjudiciable à la paix. Or l'acte du gouvernement Laniel e plus grave encore, après l'accueil chaleureux que reçurent nos comédiens à Moscou à Léningrad : il apparaît comme une provocation délibérée, il affirme la volonté c dresser l'un contre l'autre deux peuples qui ne demandent qu'à mieux se connaître.

Aussi tenons-nous à affirmer que nous réprouvons cette décision prise à l'encont des intérêts nationaux et du sentiment national par un gouvernement qui obéit serv lement à des ordres de l'étranger. Une telle décision, à laquelle ce gouvernement voulu donner le sens d'une injure au peuple soviétique, est en réalité une insulte à France, une insulte à nos traditions de courtoisie et d'hospitalité, à la volonté françai de connaître et d'admirer l'art de tous les peuples du monde et de créer un climat c paix en multipliant les échanges culturels.

Nous sommes sûrs que le peuple et le gouvernement soviétiques ne confondent p la France avec ses indignes représentants et que l'acte grossier du gouverneme Laniel, désavoué par l'immense majorité des Français, ne troublera pas l'amitié franc soviétique, plus nécessaire que jamais en cette période dramatique où la paix du monc et le sort de l'humanité sont en jeu.